

Statistique Criminelle
de la
Belgique

Année 1950

ROYAUME DE BELGIQUE

Ministère des Affaires Economiques et des Classes Moyennes

INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE



Statistique Criminelle
de la
Belgique

Année 1950

BRUXELLES

Anciens Etablissements Aug. Puvrez
59, avenue Fonsny

1952

Sommaire

INTRODUCTION GENERALE.

§ 1. — Principes et exécution des enquêtes :

1. Généralités.
2. Infractions prises en considération.
3. Unités statistiques prises en considération
4. Méthode d'élaboration.
5. Organisation des travaux.

§ 2. — Traits principaux du Droit criminel belge :

1. Economie générale du droit criminel.
2. Notions de droit pénal.
3. Notions de procédure pénale, d'organisation judiciaire et de compétence.
4. Le droit criminel et la statistique.

§ 3. — Données démographiques.

STATISTIQUE CRIMINELLE.

Chapitre premier. — Statistique des condamnés.

Section I. — Résultats généraux du dépouillement des fiches codifiées. — Condamnés et condamnations individuelles par sexe, nature d'infraction et antécédents judiciaires.

- » II. — Etats civil et situation de famille des condamnés.
- » III. — Profession et état social des condamnés.
- » IV. — Age des condamnés.
- » V. — Localisation des condamnés d'après l'arrondissement judiciaire où ils ont commis leur infraction.
- » VI. — Récidive générale et récidive spéciale.
- » VII. — Ivrognerie.

Chapitre II. — Statistique des infractions individuelles.

ANNEXE : Les juridictions militaires.

Introduction Générale à la Statistique Criminelle de Belgique

§ 1. — PRINCIPES ET EXECUTION DES ENQUETES.

1. — Généralités.

La statistique criminelle se rattache aux statistiques judiciaires, lesquelles, d'une manière générale, traduisent en relevés chiffrés le comportement de l'homme à l'égard de la loi, dans la mesure toutefois où ce comportement a provoqué l'intervention des Cours et Tribunaux.

Il s'ensuit que les statistiques judiciaires trouvent leurs éléments d'observation respectifs dans l'activité des organes du pouvoir judiciaire, activité pouvant être considérée selon le cas, sous l'angle :

1° de l'Administration de la Justice (comptes de l'activité de la justice pénale, civile et commerciale);

2° des décisions intervenues (statistique des condamnations);

3° de la personne des justiciables (statistique des condamnés);

4° des faits motivant les décisions (statistique des infractions).

La statistique criminelle belge est une statistique des condamnés doublée d'une statistique des infractions. Elle ne s'arrête pas à l'activité du Juge et ne prend pas en considération la nature de la peine prononcée, mais saisit le condamné au moment précis où un jugement définitif le classe dans la population criminelle, ce d'après des critères dont il sera question plus loin (2 et 3). Elle étudie le délinquant comme membre du corps social, ne voyant en lui qu'un citoyen frappé d'un stigmate spécial, à savoir la condamnation.

Elle analyse la masse des individus condamnés, telle qu'elle est définie plus loin, sous les rapports, souvent combinés, de l'âge, du sexe, de l'état-civil, de la situation de famille, de l'état social, de la profession, etc... mesurant, en un mot, l'importance, au sein de la population criminelle, des principaux caractères physiques, moraux ou sociaux.

Elle permet, en confrontant les résultats ainsi obtenus avec la répartition, d'après les mêmes critères, de l'ensemble de la population, de con-

stater, d'une part, quel est le niveau atteint par la criminalité dans les différents groupes considérés, (taux de criminalité) et, d'autre part, grâce à des séries chronologiques suffisamment longues, d'établir, par rapport à une période déterminée de stabilité relative, les indices atteints par ces taux, pendant les années plus particulièrement troublées.

Grâce plus spécialement à la statistique des infractions, elle permet, par l'analyse de l'ensemble des infractions commises par la masse des condamnés, de localiser les faits criminels dans le temps et dans l'espace.

En dégagant de ces observations multiples, les régularités qu'elles feraient apparaître, la statistique criminelle est ainsi en mesure de contribuer efficacement à la recherche des causes permanentes ou accidentelles de la criminalité.

2. — Infractions prises en considération par la statistique criminelle.

La population criminelle constituant en l'espèce l'objet principal de l'observation statistique, il convient de déterminer tout d'abord ce qu'il y a lieu d'entendre par le terme « criminel » au sens admis par la « statistique criminelle ».

Certains actes de l'homme, même frappés par la loi de sanctions graves, ne comportent pas dans le chef de leur auteur, la perversité morale qui, au sens de la présente étude, constitue le critère de la criminalité.

Aussi la statistique criminelle ne tient-elle compte que d'un certain nombre d'infractions, groupées en une nomenclature soigneusement étudiée en 1898 par la Commission Centrale de Statistique (1) et tenue à jour, depuis, par les soins du Ministère de la Justice.

Cette nomenclature, que l'on trouvera reproduite ci-après, groupe :

1° les faits qui constituent, d'après le Code pénal, des crimes ou des délits;

(1) Actuellement Conseil Supérieur de Statistique.

en sont exceptés :

- certains faits dont le caractère délictueux est subordonné à l'existence d'un règlement d'Administration ou à l'absence d'une autorisation administrative;
- les infractions commises par négligence ou défaut de prévoyance;
- 2°) certaines infractions, prévues par des lois spéciales, qui présentent un caractère d'étroite

analogie avec des crimes ou des délits prévus par le Code pénal;

3°) trois contraventions d'une gravité relative, que l'on peut considérer comme des délits diminués : les maraudages, voies de fait et dégradations de clôtures.

La nomenclature détaillée des infractions retenues par la statistique criminelle se trouve reproduite ci-dessous :

**NOMENCLATURE EN USAGE
POUR LA CONFECTION DE LA STATISTIQUE CRIMINELLE (1)**

DENOMINATION DES INFRACTIONS	N ^o d'ordre	ARTICLES DU CODE PENAL OU DES LOIS SPECIALES QUI PREVOIENT CES INFRACTIONS
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	C. P. art. 101 à 133, 135bis et 142 à 159. Arrêté sur l'embauchage des troupes, 9 février 1815. Loi sur la désertion, 12 décembre 1817. Arrêté royal portant coordination de la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service, 15 février 1937, art. 78 bis et 79. Loi concernant les crimes et délits qui portent atteinte aux relations internationales, 12 mars 1858. Loi coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, art. 18 à 20, 13 octobre 1930. Loi sur la radio-télégraphie, la radio-téléphonie et autres radio-communications, 14 mai 1930, art. 7. Code électoral révisé par la loi du 26 avril 1929, art. 181 à 203. Loi électorale communale du 4 août 1932, art. 64. Loi du 19 octobre 1921, organique des élections provinciales modifiée par la loi du 26 avril 1929, art. 38. Arrêté-loi relatif à l'état de guerre et à l'état de siège, 11 octobre 1916, art. 8 et 11. Loi organique de l'enseignement primaire (A. R. de coordination du 25 octobre 1921), art. 12. Loi garantissant la liberté d'association, 24 mai 1921 (remplaçant l'art. 310 du C. P.). Lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. Loi du 14 juillet 1930, art. 66. Loi du 18 juin 1930, art. 58. Loi du 15 décembre 1937, art. 70.
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	C. P. art. 160 à 191, 488. Code pénal de 1810, art. 427. Loi concernant les marques de fabrique et de commerce, 1 ^{er} avril 1879, art. 8, 10. Loi sur le droit d'auteur, 22 mars 1886, art. 22 à 25. Arrêté concernant la répression du faux et de certaines autres infractions en matière de timbres et autres titres de ravitaillement, 11 décembre 1942.
Faux en écritures	3	C. P. art. 194 à 214. Loi sur les warrants, 18 novembre 1862, art. 26. Loi sur les chèques, 20 juin 1873, art. 5. Lois coordonnées sur les sociétés commerciales. A. R. 30 novembre 1935, faux dans les bilans ou dans les comptes de profits et pertes : Code de commerce, livre I, titre IX, art. 207 et 208.

(1) Le n° 26, Duel, ne figure dans aucun tableau, aucune condamnation n'étant à relever pour cette infraction.

DENOMINATION DES INFRACTIONS	N ^o d'ordre	ARTICLES DU CODE PENAL OU DES LOIS SPECIALES QUI PREVOIENT CES INFRACTIONS
Faux témoignage ou serment	4	Loi relative au contrôle des entreprises d'assurance sur la vie, 25 juin 1930, art. 36. Loi sur la collation des grades académiques, 21 mai 1929, art. 34. Loi sur l'assistance publique du 27 novembre 1891, art. 38, § 3. Loi concernant les pensions de vieillesse, 20 août 1920, art. 11. Lois relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré. Loi du 14 juillet 1930, art. 67. Loi du 18 juin 1930, art. 59. C. P. art. 215 à 226. Loi sur les enquêtes parlementaires, 3 mai 1880, art. 9.
Usurpation de fonctions, de titre ou de nom	5	C. P. art. 227 à 231. Loi réglementant le port du titre d'avocat, 30 août 1913, art. 2. Loi sur la protection des titres d'enseignement supérieur, 11 septembre 1933, art. 3 et 4.
Infraction contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	C. P. art. 233 à 241, 243 à 251, 254 à 262, 267 et 268. Loi sur les abus commis par les administrations de bienfaisance, 7 mai 1888, art. 1. Loi provinciale du 30 avril 1836, art. 90. Loi sur l'assistance publique, 27 novembre 1891, art. 38, § 1.
Infraction contre l'ordre public par des particuliers	7	C. P. art. 252, 269 à 282, 284, 286 à 293, 295 § 1, 297, 298, 309 à 314. Loi coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, 13 octobre 1930, art. 26.
	8	Loi sur l'hypnotisme, 30 mai 1892, art. 3.
Infraction contre la sécurité publique	9	C. P. art. 322 à 347. Loi sur les offres ou propositions de commettre certains crimes, 7 juillet 1875, art. 1. Loi sur la provocation à commettre des crimes ou des délits, 25 mars 1891, art. 1. Loi sur la protection de l'enfance, 15 mai 1912, art. 63. Loi concernant les étrangers, 12 février 1897, art. 6.
Avortement	10	C. P. art. 348 à 353.
Exposition ou délaissement d'enfants	11	C. P. art. 354 à 360bis.
Destruction ou supposition d'état	12	C. P. art. 363 à 367.
Enlèvement de mineurs	13	C. P. art. 368 à 371.
Attentats à la pudeur et viols	14	C. P. art. 372 à 378.
	15	
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	C. P. art. 379 à 382 et loi du 21 août 1948.

DENOMINATION DES INFRACTIONS	N° d'ordre	ARTICLES DU CODE PENAL OU DES LOIS SPECIALES QUI PREVOIENT CES INFRACTIONS
Outrage public aux bonnes mœurs	peines correctionnelles peines de police	17 C. P. art. 383 à 386bis.
		18 Loi d'interdiction d'entrée en Belgique de certaines publications étrangères, 11 avril 1936, art. 2.
Adultère et bigamie		19 C. P. art. 387 à 391.
Abandon de famille		20 C. P. art. 391bis.
Meurtre	peines criminelles peines correctionnelles	21 C. P. art. 393 à 397, 475.
		22
Lésions corporelles volontaires	peines criminelles peines correctionnelles peines de police	23 C. P. art. 398 à 414, 563 § 3.
		24
Duel		25 C. P. art. 423 à 433.
Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile par des particuliers		26 C. P. art. 423 à 433.
Calomnies et injures	peines correctionnelles peines de police	27 C. P. art. 434 à 442.
		28
Violation de sépulture		29 C. P. art. 443 à 452.
Falsification dangereuse de denrées alimentaires		30 C. P. art. 453.
Violation du secret professionnel		31 C. P. art. 454 à 457.
Violation du secret des lettres et autres communications		32 C. P. art. 458 à 459.
Vols et maraudages	peines criminelles peines correctionnelles peines de police	33 C. P. 460 et 460bis. Loi portant revision et codification de la législation postale, 30 mai 1879, art. 54. Loi sur la radio-télégraphie, la radio-téléphonie et autres radio-communications, 14 mai 1930, art. 3, b) et c). Lois concernant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, 13 octobre 1930, art. 24 et 25.
		34
Banqueroute		35 C. P. art. 463 à 474, 557 § 6.
		36
		37 C. P. art. 489 et 490. Arrêté sur le concordat judiciaire, 9 septembre 1940, art. 40 et 41.

DENOMINATION DES INFRACTIONS	N° d'ordre	ARTICLES DU CODE PENAL OU DES LOIS SPECIALES QUI PREVOIENT CES INFRACTIONS
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	peines correctionnelles peines de police	38 C. P. art. 491 à 504, 507 à 509bis. Loi sur la vente des effets militaires, 24 mars 1846, art. 1, 3, 4. Lois coordonnées sur les sociétés commerciales, A. R. 30 novembre 1935. Code de Commerce, Livre I, Titre IX, art. 200 à 206. Loi sur la falsification de denrées alimentaires, 4 août 1890, art. 4.
		39 Loi relative à la dépossession involontaire des titres au porteur, 24 juillet 1921, art. 32, § 2. Arrêté Royal réglementant les Bourses de Commerce et la profession d'agent de change, 30 janvier 1935. Code de Commerce, Livre I, Titre V, art. 110 à 113. Arrêté relatif aux dommages de guerre, 30 juin 1941, art. 22.
Recel		40 C. P. art. 505 et 506. Arrêté des 24 et 27 mai 1944, 28 mai et 10 novembre 1945. (Recel d'objets militaires.)
Incendie	peines criminelles peines correctionnelles	41 C. P. art. 510 à 518.
		42
Destructions et dommages	peines criminelles peines correctionnelles peines de police	43 C. P. art. 520 à 550, 563 § 2. Loi coordonnant les différentes dispositions législatives concernant la télégraphie et la téléphonie avec fil, 13 octobre 1930, art. 17.
		44
		45

3. — Unités statistiques prises en considération par la statistique criminelle :

a. Statistique des condamnés.

L'unité statistique servant à mesurer, au sein de la population criminelle, l'importance de certains caractères physiques, moraux ou sociaux, est l'individu définitivement condamné.

Cette unité n'est comptée qu'une fois dans le même compte annuel, même si, dans le courant de l'année, le même individu a fait l'objet de plusieurs condamnations définitives : dans ce cas, il est compté pour la dernière condamnation encourue, ou en cas d'infractions concurrentes, pour l'infraction qui lui a valu la peine la plus forte.

Les individus condamnés par des juridictions militaires ne sont pas inclus dans la statistique criminelle.

b. Statistique des infractions.

Dans cette statistique, c'est chaque infraction individuelle commise par le condamné et ayant

fait l'objet de la condamnation qui constitue l'unité statistique.

4. — Méthode d'élaboration de la statistique criminelle.

La source de la statistique criminelle est le casier judiciaire central.

Il existe en Belgique un système double de casiers judiciaires.

Le premier est le plus ancien. Il fut organisé en 1853 par des circulaires des Départements de l'Intérieur et de la Justice. Ce casier est tenu au lieu du domicile du condamné, sous la forme de registres qui servent, en quelque sorte, de complément aux registres de population. A l'origine, on n'y inscrivait que les condamnations pour crime ou délit. Depuis le 16 juin 1888, on y inscrit toute les condamnations sans exception. Ce casier facilite aux administrations communales l'accomplissement de leurs devoirs de police.

Le second, ou casier central, date de 1888 (cir-

culaire ministérielle du 31 décembre). Il est formé à l'aide de bulletins individuels que les greffiers des cours et tribunaux envoient au Département de la Justice dans les trois jours de la date où la condamnation est devenue définitive. En cas d'appel, c'est le greffier de la juridiction d'appel qui envoie ce bulletin

Les bulletins sont classés dans des dossiers individuels, catalogués comme les livres d'une bibliothèque à l'aide d'un répertoire alphabétique. Le casier judiciaire constitue, de cette manière, pour les condamnés, ce que l'état civil est pour les citoyens en général. On range dans les dossiers, par ordre de date, non seulement tous les bulletins de condamnations concernant un même individu, mais encore ceux mentionnant les décisions judiciaires qui ordonnent sa mise à la disposition du Gouvernement pour être interné dans un dépôt de mendicité ou une maison de refuge; on y tient également note des arrêtés de grâce et de libération conditionnelle dont il a bénéficié.

Les décisions des juges des enfants sont aussi notifiées au casier judiciaire.

Successivement étendu par différentes circulaires ministérielles, le casier judiciaire central n'est pas parfaitement homogène, attendu que les différents renseignements qu'il renferme ne partent pas tous d'une même époque.

En ce qui intéresse le service de la statistique, sont notées au casier judiciaire :

1°) Les condamnations à des peines criminelles prononcées depuis le 1^{er} janvier 1869 contre des individus de nationalité belge;

2°) Les condamnations à des peines correctionnelles prononcées depuis le 1^{er} janvier 1879 contre des individus de nationalité belge;

3°) Les condamnations à des peines criminelles ou correctionnelles prononcées depuis le 1^{er} janvier 1895 contre des étrangers;

4°) Les condamnations à des peines de police prononcées depuis le 1^{er} janvier 1895 pour infractions aux dispositions du Code pénal et à la loi du 16 août 1887 sur l'ivresse publique, et ensuite à l'arrêté-loi du 14 novembre 1939 relatif à la répression de l'ivresse;

5°) Les condamnations à des peines de police pour infraction à une loi spéciale ou à un règlement d'administration, prononcées depuis le

1^{er} janvier 1898 par un tribunal correctionnel. Cette dernière catégorie a été ajoutée pour permettre de dresser presque entièrement la statistique des tribunaux correctionnels à l'aide des bulletins.

Depuis le 1^{er} janvier 1898, il n'y a plus que les condamnations à une peine de police prononcées par un tribunal de police pour infraction à une loi spéciale ou à un règlement général, provincial ou communal, ainsi que les condamnations à une peine de police en matière forestière, qui ne sont pas notées au casier judiciaire.

Pour assurer la parfaite exactitude des renseignements que le casier judiciaire est chargé de fournir, pour vérifier si les employés des greffes lui adressent sans aucune omission les bulletins de condamnation, l'administration centrale dispose de trois moyens de contrôle.

Le premier contrôle est basé sur la concordance qui doit exister entre les mentions figurant au casier central et au registre de condamnations tenu par les administrations communales, la seule source à laquelle les parquets pouvaient puiser des renseignements avant la création du casier judiciaire.

A raison de différents motifs qu'il est inutile d'exposer ici, car ils concernent uniquement l'organisation du casier judiciaire et non celle de la statistique, les parquets de première instance et la plupart des parquets de police joignent à la demande d'extrait qu'ils adressent au casier judiciaire central un bulletin de renseignements rempli par les autorités locales, où figurent toutes les condamnations consignées au registre communal. Le casier central, avant de délivrer l'extrait, compare les mentions provenant de ce registre à celles que ses dossiers contiennent. S'il relève une lacune ou une différence, il réclame immédiatement des explications au greffier que la chose concerne.

Un deuxième contrôle est exercé à l'aide d'inventaires que les greffiers doivent joindre à chaque envoi de bulletins. On vérifie si tous les bulletins repris à l'inventaire se trouvent bien dans l'envoi; puis la pièce, datée et signée par le chef du casier judiciaire, est renvoyée au fonctionnaire qui l'a rédigée. Celui-ci la conserve dans ses archives de façon à pouvoir justifier de l'envoi des bulletins.

Enfin, le service des grâces étant annexé à celui du casier, celui-ci, avant de verser dans ses dossiers les rapports des magistrats du parquet sur

les recours en grâce, vérifie si toutes les mentions qui y sont portées concordent avec les renseignements que les dossiers contiennent.

Les négligences des agents sont punies de peines disciplinaires.

Grâce à ces précautions, le casier central forme une source de renseignements aussi riche qu'exacte.

Pour confectionner la statistique à extraire des

bulletins et dossiers du casier judiciaire, l'Institut National de Statistique ne puise pas directement à la source.

Au sein de l'administration du casier judiciaire au Département de la Justice, il est conservé un service de statistique, chargé d'établir, à mesure de la rentrée des bulletins de condamnation et de la consultation des dossiers, des fiches codifiées du modèle reproduit ci-dessous.

Année 195		Sexe et antécédents :				
STATISTIQUE DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE	STATISTIQUE CRIMINELLE		STATISTIQUE DES INFRACTIONS			
	BULLETIN A DEPOUILLER	BULLETIN A DECOMPTER	Nature et nombre des infractions d'après l'époque et le lieu où elles ont été commises			
			Infrac.	Année	Mois	Lieu
Antécédents	Sexe et antécédents	Nombre des condamnations ..				
Tribunal	Légitime ou illégitime	Sexe et antécédents				
Infraction	Infraction	Légitime ou illégitime				
	Canton { lieu de naissance ... { domicile	Canton { lieu de naissance ... { domicile				
	{ lieu des faits	{ lieu des faits				
Peine prononcée	Age	Age				
	Etat civil	Etat civil				
	Nombre d'enfants	Nombre d'enfants				
	Instruction	Instruction				
Sursis	Profession	Profession				
	Ivrognerie	Ivrognerie				
Peine ou mesure accessoire	Récidive sans juridictions militaires	Récidive sans juridictions militaires				
	Récidive avec juridictions militaires	Récidive avec juridictions militaires				
Cumul plus de 6 mois ...	Décisions des juges d'enfants infractions criminelles ...	Décisions des juges d'enfants infractions criminelles ...				
	vagabondage, etc.	vagabondage, etc.				
Appel police	Internements { A. { R.	Internements { A. { R.	46			
	L. D. S. {	L. D. S. {				
	A	B I				C

Ces fiches, codifiées par le Ministère de la Justice, constituent la matière première statistique mise à la disposition de l'Institut National de Statistique.

Le volet A est destiné à l'établissement de la statistique des condamnations individuelles par

les tribunaux correctionnels et ne doit pas retenir ici notre attention.

Les données relatives à cette statistique sont publiées dans les comptes de l'Administration de la justice pénale.

Les volets B I et B II servent à établir la statis-

tique des condamnés, objet du chapitre I du présent volume.

A la réception, au casier judiciaire central, du Bulletin de condamnation, la condamnation y relevée (si l'infraction commise intéresse la statistique criminelle) est transcrite en code sur le volet B I d'une fiche.

En même temps, et à l'aide du dossier du délinquant où sera classé le bulletin de condamnation, la condamnation éventuelle précédente, relevant de la statistique criminelle et encourue pendant la même année par le même individu, est codifiée sur le volet B II sous la rubrique « Bulletin à décompter ». Il y a lieu de noter que cette condamnation précédente a déjà dû être codifiée antérieurement sur le volet B I d'une autre fiche.

Après cette opération, la fiche codifiée est classée séparément et perd tout contact et toute possibilité d'identification avec le bulletin de condamnation qu'elle représente.

En fin d'année, l'ensemble des fiches est transmis à l'Institut National de Statistique, où les dépouillements et dénombrements sont opérés à l'atelier de mécanographie.

Le compte séparé des données codifiées sur les volets B I et B II permet, par soustraction des condamnations à décompter, d'établir le compte des individus définitivement condamnés, retenus seulement pour la dernière condamnation de l'année.

Le volet C de la fiche est consacré à la statistique des infractions individuelles, objet du chapitre II de ce volume. Chaque infraction individuelle, frappée par le jugement définitif ayant donné lieu à codification sur le volet B I, est mentionnée séparément sur le volet C.

Le dépouillement mécanographique des données figurant sur le volet permet la localisation, par mois et groupe de commune, des infractions commises par l'ensemble des condamnés faisant l'objet du chapitre I.

Les données relatives à l'ivresse sont indiquées en regard du chiffre 46.

5. — Organisation des travaux statistiques.

Le mode de répartition des travaux indiqués ci-dessus, entre l'Institut National de Statistique et le Ministère de la Justice s'explique comme suit :

La centralisation des Services statistiques fut préparée par l'Arrêté Royal du 27 octobre 1934 et réalisée par celui du 7 août 1939.

L'Arrêté Royal du 27 octobre 1934 se proposait :

- 1) la centralisation des grands recensements;
- 2) celle des publications;
- 3) celle du dépouillement mécanique.

Un délai de cinq ans était prévu pour l'exécution des deux derniers points de ce programme.

Ce délai étant expiré en 1939, un Arrêté Royal du 7 août 1939 vint parfaire l'œuvre de concentration, en décrétant la centralisation intégrale des services statistiques.

Avant que n'eût paru ce dernier Arrêté, le Ministère de la Justice, et celui de l'Intérieur et de la Santé Publique (auquel était attaché à l'époque l'Institut National de Statistique) avaient arrêté de commun accord le mode d'établissement des statistiques judiciaires qui, ayant été élaborées jusqu'alors par le seul département de la Justice, tombaient sous le coup de l'Arrêté Royal du 27 octobre 1934 en ce qui concerne la publication et le dépouillement mécanique.

Le nouveau mode d'établissement de ces statistiques avait fait l'objet d'un Arrêté Ministériel en date du 20 mars 1939, aux termes duquel le principe du transfert d'attribution était admis, sous réserve, toutefois, que ce transfert n'impliquerait ni la préparation du matériel à dépouiller ni la correspondance avec les autorités judiciaires.

L'Arrêté Royal du 7 août 1939, dont les dispositions dépassent largement le cadre de ce qui avait été prévu par l'Arrêté Royal d'octobre 1934 et exécuté par l'Arrêté Ministériel du 20 mars 1939, aurait normalement dû mettre un terme au « modus vivendi » que constituait cette dernière disposition.

Des démarches furent entreprises auprès du Ministère de la Justice, aux fins d'examiner les possibilités de centralisation intégrale au sein de l'Institut National de Statistique. Des difficultés d'ordre divers eurent pour effet l'insuccès de ces démarches et la reconduction tacite de l'accord consacré par l'Arrêté Ministériel du 20 mars 1939.

Aussi les statistiques judiciaires sont-elles toujours élaborées sur la base de cette disposition.

§ 2. — TRAITS PRINCIPAUX DU DROIT CRIMINEL BELGE.

Les statistiques criminelles de différents pays peuvent malaisément être comparées entre elles, eu égard aux diversités que présente le droit pénal d'un pays à l'autre. Aussi, afin de rendre la statistique criminelle belge plus compréhensible par l'observateur étranger, semble-t-il utile de donner ci-dessous un exposé sommaire des traits principaux du droit criminel belge.

Il ne pourrait être question de considérer cet exposé comme une synthèse complète de la matière : tout au plus peut-on y voir un rappel succinct, à l'usage défini ci-dessus, des principales règles qui dominent l'ensemble du droit criminel. Cet exposé s'impose également en raison du fait que la statistique ne s'adapte pas toujours aux classifications et critères établis par le droit pénal; c'est pourquoi un paragraphe spécial est consacré à l'exposé des relations et différences qui existent à ce point de vue, entre les procédés du droit pénal et ceux de la statistique.

1. — Economie générale du droit criminel.

Il faut entendre par « droit criminel » ou pénal au sens large, l'ensemble des règles en vertu desquelles la société fait subir à l'individu un certain mal, à titre de sanction d'un commandement légal transgressé (ordre ou interdiction).

Le droit pénal proprement dit, énumère les infractions et les peines applicables à leurs auteurs.

La procédure pénale définit les règles suivant lesquelles il est permis de rechercher les infractions, d'en découvrir les auteurs et de leur appliquer les peines prévues par le droit pénal.

2. — Notions de droit pénal.

Les règles communes à toutes les infractions se trouvent codifiées dans le livre I du Code pénal du 8 juin 1867, complété par diverses lois pénales, telles que la loi du 31 mai 1888 (libération et condamnations conditionnelles), la loi du 15 mai 1912 (protection de l'enfance) et la loi du 9 avril 1930 (défense sociale).

L'examen spécial des infractions, dans leurs éléments distinctifs, fait l'objet du livre II du Code

pénal, dont neuf titres se rapportent aux crimes et délits et le dixième aux contraventions. De nombreuses lois spéciales particulières complètent ce système pénal.

A défaut de dispositions contraires dans ces lois spéciales, le livre I du Code pénal est applicable aux infractions prévues par elles, sauf en ce qui concerne la participation de plusieurs personnes au même crime ou délit (chapitre VII) et l'application des circonstances atténuantes aux délits, pouvant entraîner la contraventionnalisation de ces derniers (art. 85).

1) Le droit pénal est un droit écrit.

La règle « nulla poena sine lege » découle de l'art. 9 de la Constitution belge, qui prescrit que « nulle peine ne peut être établie qu'en vertu de la loi »

Il s'ensuit que la loi pénale doit s'interpréter restrictivement, sans extension ni analogie. La coutume ne peut ni créer ni abroger la loi pénale.

2) Infractions et peines principales.

C'est la condamnation, coulée en force de chose jugée, qui attribue définitivement au fait qu'elle sanctionne le caractère délictuel de même que son degré de criminalité.

Des peines dites criminelles frappent les faits qualifiés crimes : ce sont la mort, les travaux forcés, la détention et la réclusion.

L'emprisonnement de 8 jours à 5 ans sanctionne les délits et l'emprisonnement de 1 à 7 jours frappe les contraventions.

Les crimes et délits sont, outre ces peines privatives de liberté, passibles d'amendes de 26 francs au moins, tandis que les contraventions peuvent être frappées d'amendes de 1 à 25 francs. Depuis 1921, des décimes additionnels ont majoré les taux d'amende.

3) Peines accessoires et subsidiaires.

Des peines accessoires (destitution, interdiction, légale, perte de certains droits civils et politiques,

confiscation spéciale) et des condamnations accessoires (restitution, dommages-intérêts, condamnation aux frais, contrainte par corps) suivent, facultativement ou non, certaines condamnations principales.

A défaut de paiement, l'amende est remplacée par une peine d'emprisonnement, dit subsidiaire, dont la durée est fixée par le jugement et qui n'excède pas 6 mois pour les crimes, 3 mois pour les délits et 3 jours pour les contraventions.

4) *Personnalité des peines.*

Les amendes (sauf en matière fiscale) sont prononcées individuellement contre chacun des condamnés à raison d'une même infraction.

Les restitutions et dommages et intérêts par contre lient solidairement tous les individus condamnés pour la même infraction.

5) *Non-rétroactivité de la loi pénale.*

La loi pénale ne dispose que pour l'avenir sauf dans l'intérêt du prévenu : c'est ainsi qu'une loi plus clémentaire, postérieure à l'infraction, profite à l'accusé, si elle est promulguée avant la sentence.

6) *Tentative.*

La tentative de crime ou délit est l'acte extérieur formant un commencement d'exécution et qui n'est suspendu ou n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de l'auteur : la tentative de crime est frappée de la peine immédiatement inférieure à celle prévue pour le crime; la tentative de délit est punie seulement dans les cas et dans la mesure prévus par la loi.

7) *Concours.*

L'individu convaincu de plusieurs contraventions encourt la peine de chacune d'elles. En cas de concours de délit(s) et de contravention(s) il y a cumul de peines jusqu'au double du maximum de la peine la plus forte.

S'il y a concours de crime(s) et de délit(s) ou contravention(s) la peine du crime est seule prononcée. Enfin en cas de concours de crimes, la peine la plus forte l'emporte et peut être, dans certains cas, majorée de 5 ans.

8) *Participation.*

Sont punis comme « auteurs » ceux qui ont exécuté un crime ou délit, ont coopéré directement à son exécution, y ont prêté une aide indispensable, ou l'ont provoqué directement. « Complices » sont ceux qui ont donné des instructions pour commettre le crime ou délit, ont sciemment procuré des armes, instruments ou tout autre moyen servant à le commettre, ont aidé ou assisté l'auteur dans les faits, qui l'ont préparé, facilité ou consommé ou ont donné habituellement logement, lieu de retraite ou de réunion aux malfaiteurs exerçant des brigandages ou des violences contre la sûreté de l'Etat, la paix publique, les personnes ou les propriétés.

La complicité de crime est punie de la peine immédiatement inférieure à celle prévue pour le crime; celle de délit est frappée d'une sanction n'excédant pas les 2/3 de celle pouvant atteindre l'auteur.

9) *Causes de Justification.*

Il n'y a plus d'infraction si le fait commis est ordonné par la loi ou l'autorité, si l'auteur est en état de démence ou contraint par une force à laquelle il n'a pu résister. Certaines erreurs de droit (dites invincibles) et certains cas de nécessité (par exemple la légitime défense) entraînent également au fait son caractère délictuel.

10) *Causes d'excuse.*

Pour certaines infractions qui n'atteignent que la propriété, la parenté constitue un motif péremptoire d'excuse. Le jeune âge et la provocation constituent, dans certains cas, des causes d'excuse.

11) *Circonstances atténuantes.*

Le juge a faculté de retenir en faveur de l'inculpé des circonstances, étrangères en principe à l'infraction, mais qui diminuent la culpabilité de l'auteur. Ces circonstances entraînent réduction des peines prévues par la loi.

Le degré de réduction des peines n'est pas laissé à l'appréciation du juge : le code pénal prévoit deux échelles de réduction, l'une pour les infractions de droit commun, l'autre pour les infractions en matière politique.

Par le jeu des réductions de peine, un crime peut être correctionnalisé, un délit contraventionnalisé.

L'admission de circonstances atténuantes par le juge de fond n'entraîne pas changement de compétence, même en cas de contraventionnalisation ou de correctionnalisation.

Par contre, il y a modification dans l'attribution de compétence si les circonstances atténuantes sont acceptées par la juridiction d'instruction (Chambre du Conseil et Chambre des Mises en Accusation).

12) *Récidive.*

La récidive de crime après crime entraîne aggravation de la peine, selon une échelle prévue par le Code pénal.

La récidive de délit après crime peut être punie du double du maximum de la peine prévue pour le délit, de même que le délit commis moins de cinq ans après l'expiration d'un emprisonnement d'un an au moins.

13) *Extinction de peine.*

Le mode normal d'extinction des peines est leur exécution.

La mort du condamné, la grâce accordée par le Roi, l'amnistie, l'expiration du sursis, et la prescription légale éteignent également les peines.

14) *Délais de prescription.*

Les peines criminelles se prescrivent par vingt ans; ce délai est de 5 ou 10 ans selon la durée de la peine pour les peines correctionnelles, et de 1 an pour les peines de police.

15) *Libération et condamnation conditionnelles.*

Pour remédier aux inconvénients des peines privatives de liberté, le juge peut surseoir à l'exécution des peines de courte durée, et l'administration pénitentiaire peut, de son côté, réduire les peines de longue durée.

La libération conditionnelle peut être accordée en principe lorsque le 1/3 de la peine est accompli avec minimum de 3 mois. Elle peut entraîner in-

terdiction de résidence ou de séjour dans certaines localités et comporte le maintien de la surveillance de la police.

La libération conditionnelle peut être révoquée pour inconduite ou infraction : dans ce cas, le terme d'incarcération doit être achevé, de même qu'est exécutée la nouvelle peine éventuelle. Elle devient définitive après un délai comportant en principe le double du terme d'incarcération restant à subir, avec minimum de 2 ans.

La condamnation conditionnelle peut bénéficier aux condamnés de moins de 2 ans n'ayant encore encouru antérieurement aucune condamnation de plus de 3 mois pour crime ou délit. (L. 14-11-1947).

16) *Majorité criminelle : régime de protection de l'enfance.*

La loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance a pratiquement fait sortir l'enfant du droit répressif en le déclarant pénalement irresponsable et en créant pour lui une juridiction nouvelle : le juge des enfants, seul compétent pour juger des mineurs :

a) de moins de 18 ans accomplis, pour vagabondage, mendicité, inconduite ou indiscipline.

b) de moins de 16 ans accomplis, se livrant à la prostitution ou à la débauche, cherchant des ressources dans le jeu ou les trafics ou occupations qui exposent à la prostitution, à la mendicité, au vagabondage ou à la criminalité, ou ayant commis un acte que la loi qualifie : crime, délit ou contravention.

Le juge des enfants n'inflige aucune sanction pénale, mais prend à l'égard des jeunes délinquants diverses mesures, qui vont de la réprimande à la mise à la disposition du Gouvernement.

La majorité criminelle est donc de 16 ans accomplis.

17) *Protection des anormaux, régime des récidivistes et délinquants d'habitude : loi de défense sociale du 9-4-1930.*

La démence est un cas de justification

Mais il existe des tares psychiques qui, sans constituer la démence, ne laissent subsister chez l'auteur d'une infraction qu'une part de responsabilité tellement réduite et instable, qu'on pourrait en faire abstraction.

Antérieurement à la loi du 9 avril 1930 le juge pouvait soit considérer ces tares comme des circonstances atténuantes, au risque de frapper de peines mêmes réduites des déments irresponsables, soit étendre la notion de la démence au risque de considérer comme fous des inculpés cependant responsables de leurs actes.

La loi de défense sociale du 9 avril 1930 permet d'interner dans des établissements spéciaux les inculpés qui se trouvaient au moment du jugement en état de démence ou dans un état grave de déséquilibre mental ou de débilité mentale, les rendant incapables du contrôle de leurs actes. Des mesures parallèles sont prévues pour les condamnés se trouvant dans une situation analogue.

D'autre part, la loi du 9 avril 1930 a institué une mesure de sûreté applicable aux récidivistes dangereux : la mise à la disposition du Gouvernement, dont le caractère juridique est celui d'une sanction pénale. Cette peine est obligatoire ou facultative d'après la nature de la récidive, et sa durée peut varier d'après le même critère. Elle peut être prise à l'égard de ceux qui ont commis depuis 15 ans trois infractions au moins ayant entraîné chacune un emprisonnement correctionnel d'au moins six mois.

3. — Notions de la procédure pénale, de l'organisation judiciaire et de la compétence.

La procédure pénale est l'ensemble des règles suivant lesquelles on recherche les infractions, découvre les auteurs et leur applique les sanctions prévues par la loi pénale.

Il y a, dans la procédure pénale, deux phases distinctes : l'action de la police judiciaire et la saisine des juridictions répressives.

1) Mission de la police judiciaire.

La police judiciaire recherche les infractions, en rassemble les preuves et en livre les auteurs aux tribunaux chargés de les punir. Son rôle est répressif. La police judiciaire se distingue de la police administrative, dont le rôle est préventif et consiste à empêcher que les infractions ne se commettent.

La police judiciaire se trouve sous la direction du Procureur Général près la Cour d'Appel, qui toutefois, n'en fait pas partie. Elle est exercée suivant diverses distinctions, par les gardes champêtres, les gardes forestiers, les gardes pêche, les brigadiers champêtres, les gardes champêtres ad-

jointes et auxiliaires, les officiers et membres de la gendarmerie, les commissaires de police et leurs adjoints, les bourgmestres et échevins, les procureurs du Roi et leurs substituts, les juges de paix, les juges d'instruction ainsi que les fonctionnaires chargés spécialement de l'exécution de certaines lois et revêtus, à cet effet, de la qualité d'agent ou officier de police judiciaire.

2) Saisine des juridictions répressives.

a) Actions publique et civile.

Deux sortes d'actions peuvent naître des infractions : l'action civile et l'action publique.

— L'action publique est exercée par les fonctionnaires du Ministère Public près les Tribunaux de police, par les Procureurs du Roi et leurs substituts, par les Procureurs Généraux près les Cours d'Appel, leurs avocats généraux et leurs substituts et enfin le Procureur Général près la Cour de Cassation et ses avocats généraux.

Les fonctionnaires du Ministère Public agissent en principe d'office, mais dans certains cas, leur action est subordonnée à une plainte, dénonciation ou autorisation (1).

— L'action civile de son côté est exercée par tous ceux qui ont souffert de l'infraction. Elle peut être poursuivie soit devant le même juge et en même temps que l'action publique (constitution de partie civile), soit séparément, devant le juge civil ou commercial.

L'action civile poursuivie devant les tribunaux répressifs peut être jointe à l'action publique mue par le Ministère Public, mais si ce dernier n'a pas provoqué de poursuites, l'action de la partie civile peut faire naître l'action publique. L'action publique ainsi provoquée par la constitution de la partie civile, appartient néanmoins au Ministère Public qui peut seul exercer le droit de poursuite, par les réquisitions qu'il adresse à la justice : lui seul peut donc interjeter appel et former recours en cassation; et le désistement éventuel de la partie civile n'arrêterait plus en principe l'action publique qu'elle a provoquée; dans le même ordre d'idées, le désistement de la partie civile ne la dispenserait pas non plus des frais de l'action publique, si le prévenu est acquitté.

L'action civile portée devant les Tribunaux civils n'exerce aucune influence sur les poursuites

(1) C'est le cas pour les poursuites contre les parlementaires en période de session.

résultant d'une éventuelle action publique, intentée avant ou pendant l'action civile devant les tribunaux répressifs; au contraire, dans ce cas le civil est suspendu tant qu'il n'a pas été prononcé définitivement au pénal.

b) Action publique devant les juridictions répressives.

Les juridictions d'instruction rassemblent les preuves des infractions et en livrent les auteurs aux juridictions de jugement; ce sont : le juge d'instruction, la Chambre du Conseil, les Tribunaux de première instance et la Chambre des mises en accusation des Cours d'Appel.

La procédure préparatoire à l'action des juridictions répressives de jugement, par la complexité et la diversité de ses distinctions, tend à la fois à ne porter devant le juge du fond que des affaires en état d'être jugées en audience publique, à offrir à l'inculpé la garantie d'une justice sereine et éclairée, et au public la certitude que, pour des motifs quelconques, une affaire ne sera pas facilement étouffée par un non-lieu.

On peut donner de la procédure préparatoire à la procédure de jugement pour la répression des crimes et délits de droit commun le schéma suivant.

Le Procureur du Roi, saisi d'une plainte, procède en règle générale à une information discrète et préalable à l'instruction proprement dite; cette information, qui est secrète, tend à établir s'il y a eu infraction et s'il existe des indices de culpabilité.

Dans la négative, l'affaire est classée sans suite. Dans le cas contraire, un réquisitoire d'information requiert le juge d'instruction de rechercher le coupable.

Le juge d'instruction, saisi de l'affaire, est tenu de remplir tous les devoirs pouvant conduire à la découverte de la vérité : c'est-à-dire qu'il doit

réunir aussi bien les éléments favorables à l'accusé que ceux qui établiraient sa culpabilité.

L'instruction terminée, le dossier est communiqué au Procureur du Roi, qui apprécie si les indications recueillies suffisent à éclairer la justice, ou si un complément d'instruction doit être requis.

L'instruction terminée, le Procureur du Roi établit ses réquisitions par écrit, les joint au dossier d'instruction, et met celui-ci à la disposition de l'inculpé et de son Conseil. L'affaire est ensuite appelée devant la Chambre du Conseil où le juge d'instruction fait rapport, tandis que le Procureur du Roi requiert et que la défense plaide, devant un juge qui n'a pas été mêlé à l'instruction et ne se forme donc d'opinion qu'à l'audience.

C'est la Chambre du Conseil qui décide, par ordonnance motivée, soit le non-lieu, soit le renvoi devant la juridiction de jugement.

LES JURIDICTIONS DE JUGEMENT.

Les juridictions de jugement statuent sur le fond des affaires, apprécient souverainement les charges pesant sur les individus qui leur sont envoyés par les juridictions d'instruction ou qui peuvent leur avoir été déférés directement (citation directe) par le Ministère Public ou par la partie civile.

Si l'infraction et la culpabilité sont établis, les juridictions de jugement appliquent les peines prévues par les lois; si les faits ne sont pas établis, le juge acquitte et renvoie des poursuites, sans frais; si le prévenu bénéficie d'une excuse absolue, il est absous.

Les juridictions de jugement ordinaires sont : les tribunaux de police, les tribunaux correctionnels, les Cours d'Assises, les Cours d'Appel et dans des cas exceptionnels, la Cour de Cassation.

Les juridictions de jugement militaires sont les Conseils de Guerre et la Cour Militaire.

On trouvera ci-dessous un tableau sommaire des juridictions de jugement ordinaires avec indication de la composition de leur siège et de

leur parquet et la mention de leur compétence territoriale.

JURIDICTIONS	COMPOSITION		COMPÉTENCE TERRITORIALE
	du Siège	du Parquet	
TRIBUNAL DE POLICE.	Juge de paix.	Parquet de police : Officier du ministère public.	Canton de justice de paix. N. B. — Certains tribunaux de police ont compétence sur plusieurs cantons.
TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE : Affaires répressives : Tribunaux correctionnels ; règlement de la procédure ; Chambres du Conseil.	Président, Vice-Présidents, Juges (parmi lesquels les juges d'instruction). Un membre du Tribunal est désigné par le Roi en qualité de juge des enfants.	Parquet du procureur du Roi : Procureur du Roi, Premiers substitués et Substitués du procureur du Roi.	Arrondissement judiciaire.
COUR D'APPEL : Affaires répressives : Chambres correctionnelles ; règlement de la procédure : Chambre des mises en accusation.	Premier président, Présidents, Conseillers.	Parquet général : Procureur général, Premier avocat général, Avocats généraux, Substitués du procureur général.	Bruxelles : Brabant, Anvers et Hainaut. Gand : Flandres occidentale et orientale. Liège : Liège, Limbourg, Luxembourg et Namur.
COUR D'ASSISES.	1° La Cour : composée du président (membre de la Cour d'appel) et de deux assesseurs (ordinairement membres du Tribunal de première instance) ; 2° Le jury : composé de douze jurés.	Ministère public : Un membre du Parquet général près la Cour d'appel ou du Parquet du procureur du Roi du lieu où siège la Cour d'assises.	Province.
COUR DE CASSATION.	Premier président, Président, Conseillers.	Parquet général : Procureur général, Premier avocat général, Avocats généraux.	Bruxelles : Belgique.

La compétence de ces juridictions est brièvement définie ci-dessous :

1) Tribunaux de police.

Ratione materiæ, les Tribunaux de police jugent les contraventions, les délits contraventionnalisés par les juridictions d'instruction, certaines infractions qui sont ou peuvent être des délits (notamment en matière forestière, rurale, fluviale, polders, roulage, transport, voirie, barrières, ivresse, règlements provinciaux et communaux,

baux à loyer et autres), les infractions (contraventions ou délits) dont la connaissance leur est attribuée par une loi spéciale et enfin les faits de vagabondage et de mendicité.

Ratione loci: le Tribunal du lieu de l'infraction, celui de la résidence de l'inculpé et celui du lieu où l'inculpé a été trouvé sont également compétents.

Ratione personæ: le Tribunal de police juge les civils âgés de 16 ans au moins et dans certains cas les militaires.

2) Tribunaux correctionnels.

Ratione materiæ : les Tribunaux correctionnels jugent les délits, les crimes correctionnalisés par les juridictions d'instruction, certaines infractions portées devant le tribunal correctionnel sous une qualification de leur compétence, mais reconnues être des infractions dont la connaissance est attribuée au juge de police, les infractions qui sont de la compétence du juge de police mais sont connexes à un délit, les appels des Tribunaux de police et les règlements de juges entre tribunaux de police de leur ressort.

Ratione loci : sont également compétents les tribunaux correctionnels du lieu du délit, de la résidence du prévenu et du lieu où le prévenu pourra être trouvé.

3) Les Cours d'Appel.

Les Cours d'Appel jugent les appels des tribunaux correctionnels, les délits commis en dehors de leurs fonctions par un juge de paix, un membre du Tribunal correctionnel ou de première instance ou un officier du Ministère Public près l'un de ces tribunaux, les délits commis dans l'exercice de leurs fonctions par un juge de paix ou de police, un juge faisant partie d'un tribunal de commerce, un officier de police judiciaire, un membre du Tribunal correctionnel ou de Première instance, ou un officier du Ministère Public près l'un de ces Tribunaux, les demandes de réhabilitation et les règlements de juges entre juges d'instruction et tribunaux correctionnels de leur ressort ou entre juges de police de deux arrondissements différents de leur ressort.

4) Les Cours d'Assises.

Ratione materiæ : les Cours d'Assises jugent les crimes, les infractions connexes aux crimes qui leur sont déferés, les délits politiques et les délits de presse.

Ratione loci : le juge d'instruction du tribunal compétent (résidence de l'accusé, lieu du crime ou lieu où l'accusé a été trouvé) instruit l'affaire sur réquisition du Procureur du Roi : la Cour d'Assises de la Province où se trouve le Tribunal est saisie de la cause par la Chambre des mises en accusation.

Ratione personæ : les Cours d'Assises jugent les civils âgés de 16 ans au moins et dans certains cas les militaires.

Note.

La compétence des juridictions ordinaires à l'égard des militaires existe notamment pour les infractions commises en dehors du service en matière d'impôts publics, de chasse ou de pêche, de grande voirie, de roulage, messagerie, postes, barrières, police des chemins de fer, police rurale ou forestière et règlements provinciaux et communaux.

En cas de duel d'un militaire avec un civil, c'est également la juridiction ordinaire qui est compétente.

En cas de participation ou de connexité, le militaire complice coauteur ou auteur d'infractions connexes est justiciable de la juridiction ordinaire et celle-ci connaît l'ensemble des préventions.

Les gendarmes sont justiciables de la juridiction ordinaire pour les infractions relatives au service judiciaire des tribunaux et à la police administrative.

5) La Cour de Cassation.

La Cour de Cassation prononce sur des demandes de cassation contre les arrêts et jugements rendus en dernier ressort, et juge non pas du fait, mais de la procédure. Elle juge les Ministres, les tribunaux entiers de commerce, correctionnels ou de première instance, les membres des Cours d'Appel, les Procureurs Généraux et substitués près les Cours d'Appel.

Elle statue sur les demandes en révision, étant liée dans ce domaine par l'appréciation souveraine de la Cour d'Appel.

Elle décide en matière de règlement de juges, en matière de renvoi pour cause de sûreté publique ou de suspicion légitime.

Elle prononce sur les prises à partie contre une Cour entière ou l'une de ses Chambres ou contre ses propres membres.

Elle règle les conflits d'attribution.

EXTINCTION DE L'ACTION PUBLIQUE.

Le jugement définitif, après écoulement des délais d'opposition, d'Appel et de Cassation, donne au Ministère Public un titre pour l'exécution de la peine en cas de condamnation.

Ce jugement éteint l'action publique, et s'impose à la partie poursuivante avec l'autorité de la chose jugée (principe non bis in idem).

La mort de l'inculpé, la prescription, l'amnistie, la transaction, le désistement (lorsque l'action publique est subordonnée à une plainte) éteignent également l'action publique.

4. — Le droit criminel et la statistique.

1) Infractions et peines.

Ainsi qu'il a été dit plus haut, la statistique criminelle ne relève pas toutes les infractions que prévoit la loi pénale, de nombreux faits sanctionnés de peines graves en restant exclus (1).

Ne sont retenues, en statistique criminelle, que les infractions figurant dans une nomenclature spéciale (voir plus haut le § 1, 2° de cette introduction).

Il est à remarquer que cette nomenclature ne groupe pas systématiquement les infractions d'après leur caractère juridique de crime, délit ou contravention, et ce n'est qu'en certaines de ses rubriques qu'une distinction est faite, selon que l'infraction a été frappée de peines criminelles, correctionnelles ou de police, ce qui permet pour certaines infractions, un classement correspondant en crimes, délits et contraventions.

Ce classement, qui dépend non de la loi pénale, mais de la décision judiciaire intervenue, n'est pas à proprement parler du domaine de la statistique criminelle qui ne s'attache pas à l'observation de la décision du juge, mais à celle de l'homme condamné et de l'acte qu'il a commis.

Eu égard à la méthode de dénombrement employée, il peut ne pas être dénué d'intérêt de remarquer, qu'en ne considérant que la statistique des condamnés (chapitre I) on serait tenté de sous-évaluer la criminalité de gravité secondaire.

Un individu condamné simultanément pour vol et bris de clôture n'est en effet compté qu'à la rubrique de l'infraction la plus grave, soit le vol. Le bris de clôture étant moins sévèrement puni, n'apparaît que dans les tableaux de la statistique des infractions individuelles, faisant l'objet du chapitre II du présent volume (voir à cet égard, ce qui est dit ci-dessous au sujet du concours d'infractions; voir également l'introduction spéciale du chapitre II).

(1) Une statistique limitée aux Tribunaux Correctionnels relevant toutes les infractions ayant été l'objet d'une condamnation individuelle définitive, est publiée dans les Comptes de l'Administration de la Justice Pénale. Elle est établie également à la source du casier judiciaire.

2) Concours et participation.

La statistique relève le nombre de condamnés et le nombre d'infractions individuelles commises par l'ensemble de ces condamnés; c'est-à-dire que si trois individus enlèvent ensemble un objet et que l'un d'eux le recèle, la statistique, en présence des trois condamnations individuelles prononcées, deux pour vol simple et une pour vol et recel, relèvera :

1°) trois condamnations pour vol (statistique des condamnés : chaque individu retenu pour la dernière infraction commise et, en cas de concours, pour l'infraction la plus grave);

2°) quatre infractions individuelles : trois vols et un recel (statistique des infractions : chaque infraction ayant fait l'objet de la condamnation).

Le cas échéant, la statistique serait en mesure d'établir le nombre de condamnations individuelles se rapportant à une seule ou à plusieurs infractions : ce serait une statistique du concours d'infractions, et dans l'exemple cité plus haut, l'on relèverait alors deux condamnations pour vol, et une condamnation pour vol et recel.

Une telle statistique n'a toutefois pas été faite jusqu'à présent.

Il serait par contre impossible, dans l'organisation actuelle des travaux statistiques, de relever le nombre de faits délictueux indépendamment du nombre d'auteurs et du nombre de condamnations, ce qui comporterait l'établissement d'une statistique de la participation.

Dans l'exemple déjà cité, il y aurait deux faits délictueux : un vol (commis de concert par trois hommes mais ne constituant objectivement qu'une seule infraction), et un recel sans participation.

3) Récidive.

La statistique criminelle ne s'attache pas à relever la récidive légale, telle que la prévoit le Code; elle compte, comme degré de récidive, toute condamnation antérieure à celle pour laquelle le condamné figure dans les comptes statistiques : si la majorité des infractions appartient au même groupe générique que la dernière infraction commise, le condamné est considéré comme récidiviste spécialiste.

Les groupes génériques d'infractions sont composés comme il est indiqué dans l'introduction du relevé consacré à la récidive spéciale.

N. B. — De par sa définition, la statistique criminelle ne fournit aucun renseignement dans le domaine de la défense sociale et dans celui de la protection de l'enfance, les anormaux et les enfants de moins de 16 ans étant sortis du droit criminel. Des publications statistiques distinctes sont consacrées à ces objets en annexe des comptes de l'Administration de la Justice.

De même, en ce qui concerne la libération et la condamnation conditionnelles : une statistique des libérations conditionnelles figure dans les comptes de l'Administration de la Justice. Quant aux condamnations conditionnelles il en est tenu compte pour l'élaboration de la statistique criminelle, dans la mesure où elles frappent des infractions comprises dans la nomenclature spéciale. Elles ne sont toutefois pas relevées distinctement.

Les prescriptions et extinctions de peines ne sont pas du domaine de la statistique criminelle telle que nous la concevons et ne font par ailleurs l'objet d'aucun relevé statistique.

Il en est de même des circonstances atténuantes et des causes de justification et d'excuse.

Enfin, on ne trouve dans la statistique criminelle

aucune indication précise concernant la procédure, la compétence et l'organisation judiciaire.

La statistique criminelle ne fait aucune distinction d'après la juridiction ou le degré de celle-ci : la condamnation définitive peut en effet émaner d'un Tribunal de simple police comme d'une Cour d'Assises ou d'un Tribunal correctionnel; elle peut être prononcée en premier ressort ou en degré d'appel : le seul fait qui importe socialement et qui provoque et justifie l'observation statistique est le stigmate dont la sentence marque l'individu condamné.

Les distinctions qui sont faites dans la nomenclature selon qu'il s'agit de peines criminelles, correctionnelles ou de police ne permettent guère de conclure à la compétence d'un tribunal plutôt qu'à celle d'un autre, les correctionnalisations et contraventionnalisations n'entraînant pas dans tous les cas attribution de compétence aux Tribunaux correctionnels ou de police.

Les renseignements statistiques afférents à l'organisation judiciaire, à la compétence et à la procédure se trouvent, par ailleurs, dans les comptes de l'Administration de la Justice, partie pénale.

§ 3. — DONNEES DEMOGRAPHIQUES.

Aux fins d'apprécier l'étendue et l'importance réelles de la criminalité et de ses fluctuations, il y a lieu de ne pas considérer uniquement les chiffres absolus qui apparaissent des relevés statistiques, mais de mettre ces chiffres en rapport avec les données relatives au nombre d'habitants et à la composition de la population par âge, sexe, état civil, etc...

On trouvera par ailleurs, en d'autres publications de l'Institut National de Statistique, la plus

grande partie de ces renseignements. Les dites publications sont annoncées sous la rubrique « Informations et Documentation » dans le Bulletin de Statistique, publié par les soins de l'Institut National de Statistique.

Certains renseignements démographiques n'ont pas été publiés ailleurs sous une forme appropriée à l'usage qui peut en être fait en statistique criminelle; on les trouvera réunis ci-dessous.

POPULATION AYANT ATTEINT L'AGE DE LA MAJORITE CRIMINELLE
REPARTIE PAR SEXE ET AGE (1).

ANNÉES	SEXE	16 à — 18 ans	18 à — 21 ans	21 à — 30 ans	30 à — 40 ans	40 à — 50 ans	50 à — 60 ans	60 à — 70 ans	70 ans et plus	TOTAL
1930	Hommes	134,840	205,388	653,827	622,326	511,260	438,133	287,692	154,029	3,014,495
	Femmes	133,745	202,699	632,181	636,747	534,639	453,917	313,644	199,478	3,107,050
	Ensemble	268,585	408,087	1,286,008	1,259,073	1,052,899	892,050	601,336	353,507	6,121,545
1940	Hommes	136,869	207,533	484,869	690,888	582,849	458,903	342,152	194,119	3,098,182
	Femmes	134,783	205,768	486,352	676,604	606,876	491,187	377,893	247,822	3,227,285
	Ensemble	271,652	413,301	971,221	1,367,492	1,189,725	950,090	720,045	441,941	6,325,467
1941	Hommes	134,776	204,868	488,669	678,971	595,969	457,805	345,720	193,548	3,100,326
	Femmes	133,184	202,637	490,163	667,954	616,815	494,013	384,835	249,521	3,239,122
	Ensemble	267,960	407,505	978,832	1,346,925	1,212,784	951,818	730,555	443,069	6,339,448
1942	Hommes	131,391	202,387	489,371	670,854	609,228	456,294	347,416	194,676	3,101,617
	Femmes	131,265	200,264	491,116	663,237	627,378	496,137	389,167	255,749	3,254,315
	Ensemble	262,656	402,651	980,489	1,334,091	1,236,606	952,431	736,583	450,425	6,355,932
1943	Hommes	127,570	201,935	489,869	664,022	620,589	458,150	350,066	200,708	3,112,909
	Femmes	127,748	199,698	490,975	659,061	634,206	503,064	393,369	264,303	3,272,424
	Ensemble	255,318	401,633	980,844	1,323,083	1,254,795	961,214	743,435	465,011	6,385,333
1944	Hommes	126,382	196,999	492,118	654,120	630,039	460,971	351,627	205,248	3,117,504
	Femmes	126,403	196,882	493,117	652,875	640,867	508,485	397,701	270,470	3,286,800
	Ensemble	252,785	393,881	985,235	1,306,995	1,270,906	969,456	749,328	475,718	6,404,304
1945	Hommes	127,139	194,400	508,261	641,341	644,106	469,246	356,140	212,717	3,153,350
	Femmes	127,686	195,161	510,662	644,414	653,191	521,318	405,350	281,374	3,339,156
	Ensemble	254,825	389,561	1,018,923	1,285,755	1,297,297	990,564	761,490	494,091	6,492,506
1946	Hommes	129,894	190,995	530,351	614,056	619,192	479,396	355,954	219,679	3,169,517
	Femmes	129,543	192,578	532,864	619,234	655,470	531,694	407,642	291,668	3,360,693
	Ensemble	259,437	383,573	1,063,215	1,233,290	1,304,662	1,011,090	763,596	511,347	6,530,210
1947	Hommes	132,848	190,719	558,417	583,367	657,165	490,234	359,360	226,503	3,198,613
	Femmes	131,530	190,692	559,690	588,925	658,873	542,000	411,663	300,460	3,383,803
	Ensemble	264,378	381,411	1,118,077	1,172,292	1,316,038	1,032,234	771,023	526,963	6,582,416
1948	Hommes	131,177	198,336	619,938	565,957	651,237	498,502	366,498	252,638	3,284,283
	Femmes	129,412	194,365	590,982	554,820	657,738	550,774	417,794	320,118	3,416,003
	Ensemble	260,589	392,701	1,210,920	1,120,777	1,308,975	1,049,276	784,292	572,756	6,700,286
1949	Hommes	125,471	197,616	627,078	551,518	649,951	505,725	365,624	256,313	3,279,296
	Femmes	123,711	195,590	601,970	542,473	656,451	561,122	422,129	327,137	3,430,583
	Ensemble	249,182	393,206	1,229,048	1,093,991	1,306,402	1,066,847	787,753	583,450	6,709,879
1950	Hommes	120,317	196,795	616,107	556,109	647,396	516,914	364,746	260,429	3,278,813
	Femmes	118,812	195,755	595,376	546,712	654,846	572,007	426,194	334,665	3,444,367
	Ensemble	239,129	392,550	1,211,483	1,102,821	1,302,242	1,088,921	790,940	595,094	6,723,180

(1) Pour les données relatives aux années 1931 à 1939, voir la publication consacrée aux années 1944 à 1945 (page 25).

ETENDUE TERRITORIALE, POPULATION (1) ET DENSITE DE POPULATION PAR KM²,
PAR ARRONDISSEMENT JUDICIAIRE EN 1950.

ARRONDISSEMENTS JUDICIAIRES	Etendue en km ²	Population en 1950	Densité par km ² en 1950
Bruxelles	1,107.02	1,323,394	1,195
Louvain	1,127.66	323,864	287
Nivelles	1,048.21	185,345	177
Anvers	971.70	798,278	821
Malines	503.60	254,300	505
Turnhout	1,356.42	257,733	190
Mons	1,180.86	424,676	360
Charleroi	1,469.22	576,087	392
Tournai	1,071.58	236,032	220
Gand	1,346.07	539,672	401
Audenarde	679.28	247,517	364
Termonde	974.86	444,139	455
Bruges	1,226.85	374,866	305
Courtrai	678.02	396,211	584
Furnes	628.31	92,903	148
Ypres	700.76	145,862	208
Liège	882.59	593,366	672
Huy	1,014.71	142,078	140
Verviers	1,986.78	237,999	120
Tongres	1,719.87	237,308	138
Hasselt	1,227.86	248,311	202
Arlon	1,235.84	85,153	69
Marche-en-Famenne	1,402.07	58,758	42
Neufchâteau	1,780.08	70,863	40
Namur	1,124.42	216,352	192
Dinant	2,535.82	142,686	56
Le Royaume	30,440.46	8,653,653	284

(1) Y compris les moins de 16 ans.

STATISTIQUE CRIMINELLE

CHAPITRE I

Statistique des condamnés

SECTION I. — RESULTATS GENERAUX DU DEPOUILLEMENT DES FICHES CODIFIEES. CONDAMNES PAR SEXE, NATURE D'INFRACTION ET ANTECEDENTS JUDICIAIRES.

Le dépouillement des fiches codifiées (voir Introduction générale, § 1, 4°) afférentes à l'année 1950 a donné les résultats généraux reproduits ci-dessous.

Le relevé n° 1 reproduit le nombre de condamnations individuelles en regard du nombre de condamnations à décompter et constitue de la sorte le bilan et le contrôle de la méthode employée pour arriver au dénombrement des individus définitivement condamnés, tels qu'ils ont été définis, comme unités statistiques, dans le 3° du § 1 de l'Introduction générale.

Le relevé en question donne la répartition de l'ensemble des condamnés sous les aspects combinés du sexe, de la nature des infractions et des antécédents judiciaires; il permet en outre un premier examen général des résultats de la statistique criminelle, d'après le critère de l'individu condamné.

(Le relevé n° 1 correspond au tableau n° 30 de l'ancienne publication « Statistique judiciaire de la Belgique ».)

Relevé n° 1. — NOMBRE DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES, ET DES CONDAMNÉS
PRIMAIRES ET RÉCIDIVISTES, PAR SEXE ET PAR NATURE D'INFRACTION (Ancien n° 30).
ANNEE 1950.

NATURE DES INFRACTIONS	N° de la nomen- clature	SEXE des condamnés	NOMBRE DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES			NOMBRE DES CONDAMNÉS			NOMBRE DES CONDAMNATIONS DÉCOMPTÉES		
			Pri- maires et réci- divistes réunis	Pri- maires	Réci- divistes	Pri- maires et réci- divistes réunis	Pri- maires	Réci- divistes	Pri- maires et réci- divistes réunis	Pri- maires	Réci- divistes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Atteinte à la sûreté de l'État ou aux droits politiques	1	Hommes ... Femmes ... Ensemble	13 3 16	8 2 10	5 1 6	13 3 16	8 2 10	5 1 6	— — —	— — —	— — —
Contrefaçon ou altération de : monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	Hommes ... Femmes ... Ensemble	114 18 132	76 13 89	38 5 43	112 18 130	76 13 89	36 5 41	2 — 2	— — —	2 — 2
Faux en écritures	3	Hommes ... Femmes ... Ensemble	799 156 955	496 120 616	303 36 339	768 151 919	486 116 602	282 35 317	31 5 36	10 4 14	21 1 22
Faux témoignage ou serment	4	Hommes ... Femmes ... Ensemble	38 33 71	25 25 50	13 8 21	38 33 71	25 25 50	13 8 21	— — —	— — —	— — —
Usurpation de fonctions, de titres ou de nom	5	Hommes ... Femmes ... Ensemble	212 38 250	151 34 185	61 4 65	196 37 233	146 33 179	50 4 54	16 1 17	5 1 6	11 — 11
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	Hommes ... Femmes ... Ensemble	60 6 66	48 5 53	12 1 13	59 6 65	47 5 52	12 1 13	1 — 1	1 — 1	— — —
Infractions contre l'ordre public par des particuliers : peines correctionnelles	7	Hommes ... Femmes ... Ensemble	2,712 380 3,092	1,328 212 1,540	1,384 168 1,552	2,568 366 2,934	1,275 210 1,485	1,293 156 1,449	144 14 158	53 2 55	91 12 103
peines de police	8	Hommes ... Femmes ... Ensemble	541 101 642	367 68 435	174 33 207	525 100 625	359 67 426	166 33 199	16 1 17	8 1 9	8 — 8
Infractions contre la sécurité publique	9	Hommes ... Femmes ... Ensemble	363 48 411	169 23 192	194 25 219	341 47 388	165 22 187	176 25 201	22 1 23	4 1 5	18 — 18
Avortement	10	Hommes ... Femmes ... Ensemble	50 142 192	33 108 141	17 34 51	50 139 189	33 105 138	17 34 51	— 3 3	— 3 3	— — —
Exposition ou délaissement d'enfants	11	Hommes ... Femmes ... Ensemble	124 48 172	48 24 72	76 24 100	109 44 153	42 22 64	67 22 89	15 4 19	6 2 8	9 2 11
Destruction ou supposition d'état	12	Hommes ... Femmes ... Ensemble	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —	— — —
Enlèvement de mineurs	13	Hommes ... Femmes ... Ensemble	21 7 28	12 4 16	9 3 12	20 7 27	12 4 16	8 3 11	1 — 1	— — —	1 — 1
Attentats à la pudeur et viols peines criminelles	14	Hommes ... Femmes ... Ensemble	3 — 3	2 — 2	1 — 1	3 — 3	2 — 2	1 — 1	— — —	— — —	— — —
peines correctionnelles	15	Hommes ... Femmes ... Ensemble	767 16 783	533 12 545	234 4 238	759 16 775	529 12 541	230 4 234	8 — 8	4 — 4	4 — 4

Relevé n° 1 — 1950 (suite)

NATURE DES INFRACTIONS	N° de la nomen- clature	SEXE des condamnés	NOMBRE DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES			NOMBRE DES CONDAMNÉS			NOMBRE DES CONDAMNATIONS DÉCOMPTÉES		
			Pri- maires et réci- divistes réunis	Pri- maires	Réci- divistes	Pri- maires et réci- divistes réunis	Pri- maires	Réci- divistes	Pri- maires et réci- divistes réunis	Pri- maires	Réci- divistes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	Hommes ... Femmes ... Ensemble	201 519 720	101 273 374	100 246 346	191 486 677	97 256 353	94 230 324	10 33 43	4 17 21	6 16 22
Outrage public aux mœurs peines correctionnelles	17	Hommes ... Femmes ... Ensemble	1,016 308 1,324	657 246 903	359 62 421	978 300 1,278	642 243 885	338 57 393	38 8 46	15 3 18	23 5 28
peines de police	18	Hommes ... Femmes ... Ensemble	6 2 8	4 1 5	2 1 3	6 2 8	4 1 5	2 1 3	— — —	— — —	— — —
Adultère et bigamie	19	Hommes ... Femmes ... Ensemble	2,569 1,438 4,007	1,470 1,013 2,483	1,099 425 1,524	2,450 1,419 3,869	1,414 1,004 2,418	1,036 415 1,451	119 19 138	56 9 65	63 10 73
Abandon de famille	20	Hommes ... Femmes ... Ensemble	345 4 349	135 3 138	210 1 211	329 4 333	129 3 132	200 1 201	16 — 16	6 — 6	10 — 10
Meurtre : peines criminelles	21	Hommes ... Femmes ... Ensemble	25 4 29	10 4 14	15 — 15	25 4 29	10 4 14	15 — 15	— — —	— — —	— — —
peines correctionnelles.	22	Hommes ... Femmes ... Ensemble	1 2 3	1 2 3	— — —	1 2 3	1 2 3	— — —	— — —	— — —	— — —
Lésions corporelles vo- lontaires : peines criminelles	23	Hommes ... Femmes ... Ensemble	2 — 2	— — —	2 — 2	2 — 2	— — —	2 — 2	— — —	— — —	— — —
peines correctionnelles.	24	Hommes ... Femmes ... Ensemble	3,997 715 4,712	2,045 449 2,494	1,952 266 2,218	3,746 699 4,445	1,977 446 2,423	1,769 253 2,022	251 16 267	68 3 71	183 13 196
peines de police	25	Hommes ... Femmes ... Ensemble	2,994 1,279 4,273	1,844 834 2,678	1,150 445 1,595	2,820 1,246 4,066	1,785 820 2,605	1,035 426 1,461	174 33 207	59 14 73	115 19 134
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	27	Hommes ... Femmes ... Ensemble	80 7 87	27 5 32	53 2 55	74 7 81	25 5 30	49 2 51	6 — 6	2 — 2	4 — 4
Calomnies et injures : peines correctionnelles.	28	Hommes ... Femmes ... Ensemble	180 93 273	95 60 155	85 33 118	174 92 266	91 59 150	80 33 113	6 1 7	1 1 2	5 — 5
peines de police	29	Hommes ... Femmes ... Ensemble	63 103 166	35 67 102	28 36 64	59 100 159	32 66 98	27 34 61	4 3 7	3 1 4	1 2 3
Violation de sépulture	30	Hommes ... Femmes ... Ensemble	3 — 3	3 — 3	— — —	3 — 3	3 — 3	— — —	— — —	— — —	— — —
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	Hommes ... Femmes ... Ensemble	1 — 1	— — —	1 — 1	1 — 1	— — —	1 — 1	— — —	— — —	— — —
Violation du secret professionnel	32	Hommes ... Femmes ... Ensemble	1 — 1	1 — 1	— — —	1 — 1	1 — 1	— — —	— — —	— — —	— — —
Violation du secret des lettres et autres communications	33	Hommes ... Femmes ... Ensemble	2 2 4	1 2 3	1 — 1	2 2 4	1 2 3	1 — 1	— — —	— — —	— — —

NATURE DES INFRACTIONS	N° de la nomenclature	SEXE des condamnés	NOMBRE DES CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES			NOMBRE DES CONDAMNÉS			NOMBRE DES CONDAMNATIONS DÉCOMPTÉES		
			Pri-maires et récidivistes réunis	Pri-maires	Récidivistes	Pri-maires et récidivistes réunis	Pri-maires	Récidivistes	Pri-maires et récidivistes réunis	Pri-maires	Récidivistes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Vols et maraudages : peines criminelles . . .	34	Hommes . . .	4	1	3	4	1	3	—	—	—
		Femmes . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble . . .	4	1	3	4	1	3	—	—	—
peines correctionnelles.	35	Hommes . . .	4,451	2,474	1,977	3,887	2,088	1,799	264	86	178
		Femmes . . .	1,107	728	379	1,079	721	358	28	7	21
		Ensemble . . .	5,258	2,902	2,356	49,66	2,809	2,157	292	93	199
peines de police . . .	36	Hommes . . .	229	130	99	221	129	92	8	1	7
		Femmes . . .	92	61	31	87	58	29	5	3	2
		Ensemble . . .	321	191	130	308	187	121	13	4	9
Banqueroute	37	Hommes . . .	59	33	26	56	33	23	3	—	3
		Femmes . . .	5	5	—	4	4	—	1	1	—
		Ensemble . . .	64	38	26	60	37	23	4	1	3
Abus de confiance, es- croquerie, tromperie : peines correctionnelles.	38	Hommes . . .	2,068	939	1,129	1,817	859	958	251	80	171
		Femmes . . .	370	243	127	358	239	119	12	4	8
		Ensemble . . .	2,438	1,182	1,256	2,175	1,098	1,077	263	84	179
peines de police . . .	39	Hommes . . .	18	11	7	17	11	6	1	—	1
		Femmes . . .	3	2	1	3	2	1	—	—	—
		Ensemble . . .	21	13	8	20	13	7	1	—	1
Recel	40	Hommes . . .	428	228	200	408	223	185	20	5	15
		Femmes . . .	173	109	64	172	108	64	1	1	—
		Ensemble . . .	601	337	264	580	331	249	21	6	15
Incendie : peines criminelles . . .	41	Hommes . . .	3	1	2	3	1	2	—	—	—
		Femmes . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble . . .	3	1	2	3	1	2	—	—	—
peines correctionnelles.	42	Hommes . . .	12	5	7	12	5	7	—	—	—
		Femmes . . .	3	2	1	3	2	1	—	—	—
		Ensemble . . .	15	7	8	15	7	8	—	—	—
Destruction et dommages peines criminelles . . .	43	Hommes . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—
peines correctionnelles.	44	Hommes . . .	380	220	160	359	218	141	21	2	19
		Femmes . . .	47	23	24	44	23	21	3	—	3
		Ensemble . . .	427	243	184	403	241	162	24	2	22
peines de police . . .	45	Hommes . . .	240	156	84	227	151	76	13	5	8
		Femmes . . .	34	21	13	31	20	11	3	1	2
		Ensemble . . .	274	177	97	258	171	87	16	6	10
Totaux		Hommes . . .	24,895	13,623	11,272	23,434	13,139	10,295	1,461	484	977
		Femmes . . .	7,306	4,803	2,503	7,111	4,724	2,387	186	79	116
		Ensemble . . .	32,201	18,426	13,775	30,545	17,863	12,682	1,656	563	1,093

APERÇUS RETROSPECTIFS.

1. — Le sexe des condamnés.

On trouvera ci-dessous la répartition par sexe des individus condamnés, retenus annuellement par la statistique criminelle de 1941 à 1950 avec rappel des chiffres afférents à l'année 1930 et des moyennes relevées de 1930 à 1939 (1).

Tableau A. — NOMBRES D'HOMMES ET DE FEMMES CONDAMNÉS

ANNÉES	Hommes	Femmes	TOTAL
1930	31,313	8,641	39,954
Moyennes relevées de 1930 à 1939	28,915	8,089	37,004
1941	33,660	16,177	49,837
1942	37,271	19,061	56,332
1943	35,686	19,815	55,501
1944	21,547	11,321	32,868
1945	13,770	7,356	21,126
1946	21,039	8,982	30,021
1947	23,055	7,664	30,719
1948	28,261	8,857	37,118
1949	27,285	8,195	35,480
1950	23,434	7,111	30,545

Le tableau ci-dessous établit, sur la base des données du tableau A, les pourcentages d'hommes et de femmes par 100 condamnés.

Tableau B. — POURCENTAGES D'HOMMES ET DE FEMMES CONDAMNÉS

ANNÉES	Hommes	Femmes	TOTAL
1930	78.37	21.63	100
Moyennes relevées de 1930 à 1939	78.11	21.89	100
1941	67.54	32.46	100
1942	66.16	33.84	
1943	64.30	35.70	
1944	65.56	34.44	
1945	65.18	34.82	
1946	70.08	29.92	
1947	75.05	24.95	
1948	76.14	23.86	
1949	76.90	23.10	
1950	76.72	23.28	

(1) Voir pour les données annuelles, la publication consacrée aux années 1944 et 1945, pages 40 et 41.

Afin d'établir, mieux qu'il n'est possible de le faire à l'aide des seuls chiffres absolus, les variations du niveau de la criminalité des hommes, des femmes et de l'ensemble de la population, on a calculé, sur la base d'une part du nombre de condamnés (voir le tableau A ci-dessus) et d'autre part des chiffres de la population ayant atteint l'âge de la majorité criminelle (16 ans; voir le relevé de la population au § 3 de l'Introduction générale) le taux de criminalité par 100.000 hommes, 100.000 femmes et 100.000 individus des deux sexes réunis. (1)

A titre de comparaison, les taux de criminalité correspondants de 1900, 1910, 1920 et 1930 se trouvent reproduits ci-dessous. (2)

ANNÉES	TAUX DE CRIMINALITÉ PAR 100.000 HABITANTS		
	Hommes	Femmes	Des deux sexes réunis
1900	1,873	553	1,205
1910	1,643	498	1,062
1920	1,022	462	735
1930	1,039	278	653

En adoptant comme base égale à 100 les moyennes arithmétiques des taux annuels de criminalité relevés de 1930 à 1939, le tableau C ci-dessous établit en outre les indices des taux de criminalité atteints de 1941 à 1950.

Tableau C. — TAUX DE LA CRIMINALITÉ PAR SEXE — INDICES DES TAUX DE CRIMINALITÉ, DE 1941 A 1950

ANNÉES	TAUX DE CRIMINALITÉ PAR 100.000 HABITANTS			INDICES DES TAUX DE CRIMINALITÉ		
	Hommes	Femmes	Ensem.	Hommes	Femmes	Ensem.
1930	1,039	278	653	—	—	—
Moyennes des taux relevés de 1930 à 1939	946	256	595	100	100	100
1941	1,086	499	786	115	195	132
1942	1,202	586	886	127	229	149
1943	1,146	605	869	121	236	146
1944	691	344	513	73	134	86
1945	437	220	325	46	86	55
1946	664	267	460	70	104	77
1947	721	226	467	76	88	78
1948	860	259	554	91	101	93
1949	832	239	529	88	93	89
1950	715	206	454	76	80	76

(1) Dans la présente étude, le taux de criminalité est donc le rapport du nombre de condamnés à la population de 16 ans et plus.

(2) Pour 1900 et 1910 il a été fait abstraction, dans les calculs des taux de criminalité, des condamnés âgés de moins de 16 ans, qui, à l'époque, étaient compris dans les relevés de statistique criminelle. Les moins de 16 ans ne sont en effet sortis du droit pénal que depuis la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance.

Alors que, les deux années précédentes, le nombre de condamnés avait atteint un niveau normal correspondant à peu près au niveau de l'avant-guerre, ce qui s'expliquait par la diminution de l'activité des conseils de guerre et par la résorption de l'arriéré, cette année accuse une chute sensible et difficilement explicable. Le nombre de condamnés passe de 37.118 en 1948, et 35.480 en 1949, à 30.545 en 1950. L'indice du taux de criminalité s'établit ainsi à 76 contre 93 et 89 en 1948 et 1949 (tableau C).

La répartition des condamnés entre les deux sexes reste normale : 23,28 % de femmes contre 23,10 % en 1949.

Ce pourcentage reste toutefois légèrement supérieur à celui de l'avant-guerre.

2. — Les antécédents judiciaires.

Le relevé n° 1 permet un aperçu rapide de la

Tableau D. — NOMBRE DE PRIMAIRES ET DE RÉCIDIVISTES CONDAMNÉS

ANNÉES	Primaires	Récidivistes	TOTAL
1930	23,249	16,705	39,954
Moyennes relevées de 1930 à 1939	20,661	16,343	37,004
1941	31,417	18,420	49,837
1942	37,116	19,216	56,332
1943	36,335	19,166	55,501
1944	20,324	12,544	32,868
1945	13,487	7,639	21,126
1946	18,193	11,828	30,021
1947	18,748	11,971	30,719
1948	23,574	13,544	37,118
1949	22,190	13,290	35,480
1950	17,863	12,682	30,545

répartition des condamnés d'après leur état de primaires ou de récidivistes.

Un examen plus approfondi de la récidive fait l'objet d'une section distincte (section VI) du présent volume.

La répartition des condamnés en primaires et récidivistes se présente comme suit, de 1941 à 1950 (tableau D).

Le tableau E ci-dessous reproduit les pourcentages de primaires et de récidivistes condamnés annuellement de 1941 à 1950.

Tableau E. — POURCENTAGES DE PRIMAIRES ET DE RÉCIDIVISTES CONDAMNÉS

ANNÉES	Primaires	Récidivistes	TOTAL
1930	58.19	41.81	100
Pourcentages moyens atteints de 1930 à 1939	55.74	44.26	100
1941	63.04	36.96	100
1942	65.89	34.11	
1943	65.47	34.53	
1944	61.84	38.16	
1945	63.84	36.16	
1946	60.60	39.40	
1947	61.03	38.97	
1948	63.51	36.49	
1949	62.54	37.46	
1950	58.48	41.52	

Le pourcentage de primaires, cette fois, baisse sensiblement et tend à rejoindre celui d'avant guerre : il atteint en 1950 58,48 % contre 55,74 % pour les années 1930 à 1939. Ici donc la situation redevient normale, quoique l'influence de la guerre soit encore sensible.

SECTION II.

ETAT CIVIL ET SITUATION DE FAMILLE.

La forme adoptée pour le relevé n° 2 est similaire à celle du relevé n° 1, et convient particulièrement à l'examen de l'état civil des condamnés.

Elle permet en effet de répartir ces derniers par groupe d'état civil, d'après le sexe, la situation de famille, les antécédents judiciaires et l'infraction commise.

Relevé n° 2. — ETAT CIVIL DES CONDAMNES

Ancien n° 31). — ANNEE 1950.

NATURE DES INFRACTIONS	No de la nomenclature	SEXE des condamnés	CÉLIBATAIRES		MARIÉS				VEUFS				DIVORCÉS				ÉTAT CIVIL INCONNU		TOTAL				
			Pri-maires	Réci-divistes	SANS ENFANTS		AVEC ENFANTS		SANS ENFANTS		AVEC ENFANTS		SANS ENFANTS		AVEC ENFANTS		Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Primaires et réci-divistes réunis
					6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22		
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques	1	Hommes	1	1	2	2	5	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	8	5	13		
		Femmes	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	3	
		Ensemble	2	1	3	2	5	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	6	16		
Contrefaçon ou altération de : monnaies, effets publics, sceaux, etc.	2	Hommes	31	9	17	11	24	14	—	1	1	—	2	1	—	—	1	—	76	36	112		
		Femmes	3	1	2	1	8	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13	5	18		
		Ensemble	34	10	19	12	32	17	—	1	1	—	2	1	—	—	1	—	89	41	130		
Faux en écritures	3	Hommes	143	59	95	69	231	123	2	4	4	5	—	13	10	7	1	2	486	282	768		
		Femmes	39	7	23	7	43	15	1	—	5	1	3	2	2	2	—	1	116	35	151		
		Ensemble	182	66	118	76	274	138	3	4	9	6	3	15	12	9	1	3	602	317	919		
Faux témoignage ou serment	4	Hommes	6	3	5	4	13	6	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	25	13	38		
		Femmes	6	1	5	—	12	5	—	—	2	2	—	1	—	—	—	—	25	8	33		
		Ensemble	12	4	10	4	25	11	—	—	3	4	—	1	—	—	—	—	50	21	71		
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	Hommes	104	16	13	14	24	16	1	—	1	1	2	3	1	—	—	—	146	50	196		
		Femmes	17	1	10	1	6	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33	4	37		
		Ensemble	121	17	23	15	30	18	1	—	1	1	2	3	1	—	—	—	179	54	233		
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	Hommes	8	3	11	3	27	6	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	47	12	59		
		Femmes	1	—	1	—	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	1	6		
		Ensemble	9	3	12	3	30	7	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	52	13	65		
Infractions contre l'ordre public par des particuliers	7	Hommes	549	293	161	248	535	666	3	7	10	29	7	30	6	20	4	—	1,275	1,239	2,568		
		Femmes	49	24	41	31	107	73	2	6	4	4	4	10	3	8	—	—	210	156	366		
		Ensemble	598	317	202	279	642	739	5	13	14	33	11	40	9	28	4	—	1,485	1,449	2,934		
peines de police	8	Hommes	161	30	63	35	130	88	—	4	1	4	2	3	2	2	—	—	359	166	525		
		Femmes	11	5	11	8	42	16	1	—	2	2	—	2	—	—	—	—	67	33	100		
		Ensemble	172	35	74	43	172	104	1	4	3	6	2	5	2	2	—	—	426	199	625		
Infractions contre la sécurité publique	9	Hommes	62	41	22	31	77	88	2	5	—	4	1	4	1	3	—	—	165	176	341		
		Femmes	—	—	6	5	14	12	—	—	2	4	—	1	—	2	—	—	22	25	47		
		Ensemble	62	41	28	36	91	100	2	5	2	8	1	5	1	5	—	—	187	201	388		
Avortement	10	Hommes	6	3	7	2	17	11	—	—	2	—	1	—	—	—	—	—	33	17	50		
		Femmes	32	2	10	8	55	17	1	2	5	2	—	—	2	3	—	—	105	34	139		
		Ensemble	38	5	17	10	72	28	1	2	7	2	1	1	2	3	—	—	138	51	189		
Exposition ou délaisement d'enfants	11	Hommes	—	—	12	12	27	49	—	—	1	1	1	1	4	—	—	—	42	67	109		
		Femmes	10	6	1	1	11	11	—	1	—	1	—	1	1	—	—	—	22	22	44		
		Ensemble	10	6	13	13	38	60	—	1	1	2	1	2	1	5	—	—	64	89	153		
Destruction ou supposition d'état	12	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
		Ensemble	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Enlèvement de mineurs	13	Hommes	6	4	1	—	4	3	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	12	8	20		
		Femmes	—	—	1	—	3	1	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	4	3	7		
		Ensemble	6	4	2	—	7	4	—	—	1	3	—	—	—	—	—	—	16	11	27		
Attentats à la pudeur et viols	14	Hommes	—	—	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	3		
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
		Ensemble	—	—	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	3		
peines correctionnelles	15	Hommes	329	79	51	40	126	95	9	3	10	6	2	4	1	3	1	—	529	230	759		
		Femmes	4	2	1	1	6	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12	4	16		
		Ensemble	333	81	52	41	132	96	9	3	11	6	2	4	1	3	1	—	541	234	775		
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	Hommes	21	24	22	28	50	29	—	3	2	3	2	5	—	2	—	—	97	94	191		
		Femmes	83	62	55	48	79	73	8	14	11	8	16	12	4	13	—	—	256	230	486		
		Ensemble	104	86	77	76	129	102	8	17	13	11	18	17	4	15	—	—	353	324	677		

Relevé N° 2 — 1950 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	N° de la nomenclature	SEXE des condamnés	CÉLIBATAIRES		MARIÉS				VEUF				DIVORCÉS				ÉTAT CIVIL INCONNU		TOTAL		
			Pri-maires	Réci-divistes	SANS ENFANTS		AVEC ENFANTS		SANS ENFANTS		AVEC ENFANTS		SANS ENFANTS		AVEC ENFANTS		Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Primaires et réci-divistes réunis
					Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22
Outrages publics aux mœurs	17	Hommes	388	104	87	81	152	118	7	10	3	8	3	8	—	7	2	—	642	336	978
		Femmes	158	15	26	13	51	19	3	2	1	2	2	1	1	5	1	—	243	57	300
		Ensemble	546	119	113	94	203	137	10	12	4	10	5	9	1	12	3	—	885	393	1,278
peines de police	18	Hommes	3	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	2	6
		Femmes	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2
		Ensemble	3	1	1	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	3	8
Adultère et bigamie	19	Hommes	411	212	448	394	449	324	17	13	32	37	37	40	20	16	—	—	1,414	1,036	2,450
		Femmes	—	—	368	141	636	274	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,004	415	1,419
		Ensemble	411	212	816	535	1,085	598	17	13	32	37	37	40	20	16	—	—	2,418	1,451	3,869
Abandon de famille	20	Hommes	2	6	38	73	78	86	—	1	—	1	3	9	8	24	—	—	129	200	329
		Femmes	—	—	—	—	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	4
		Ensemble	2	6	38	73	81	87	—	1	—	1	3	9	8	24	—	—	132	201	333
Meurtre	21	Hommes	3	2	1	2	6	10	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	10	15	25
		Femmes	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4
		Ensemble	4	2	2	2	6	10	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	14	15	29
peines correctionnelles	22	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
		Femmes	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
		Ensemble	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3
peines criminelles	23	Hommes	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Lésions corporelles volontaires	24	Hommes	958	405	234	335	749	929	9	11	17	37	5	29	1	22	4	1	1,977	1,769	3,746
		Femmes	87	19	74	56	267	154	—	3	10	11	—	1	3	9	1	—	446	253	699
		Ensemble	1,045	424	308	391	1,016	1,083	13	14	27	48	5	30	4	31	5	1	2,423	2,022	4,445
peines de police	25	Hommes	746	211	253	218	750	521	10	18	10	14	7	32	5	21	4	—	1,785	1,035	2,820
		Femmes	129	35	157	72	472	249	13	14	26	25	12	17	11	13	—	—	820	426	1,246
		Ensemble	875	246	410	290	1,222	770	23	32	36	39	19	49	16	35	4	—	2,605	1,461	4,066
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	27	Hommes	12	15	3	10	8	18	1	2	—	—	—	3	1	1	—	—	25	49	74
		Femmes	—	—	1	2	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	5	2	7
		Ensemble	12	15	4	12	12	18	1	2	—	—	—	3	1	1	—	—	30	51	81
Calomnies et injures	28	Hommes	42	19	12	12	37	46	1	—	2	2	—	—	—	1	—	—	91	80	171
		Femmes	9	2	14	9	31	18	—	1	2	2	—	—	1	1	—	—	56	33	92
		Ensemble	51	21	26	21	68	64	3	1	4	4	—	—	1	2	—	—	153	113	266
peines de police	29	Hommes	8	1	4	11	20	11	—	1	—	1	—	2	—	—	—	—	32	27	59
		Femmes	8	1	15	7	39	20	1	3	2	1	1	1	—	1	—	—	66	34	100
		Ensemble	16	2	19	18	59	31	1	4	2	2	1	3	—	1	—	—	98	61	159
Violation de sépulture	30	Hommes	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	Hommes	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Violation du secret professionnel	32	Hommes	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Violation du secret des lettres et autres communications	33	Hommes	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	2
		Femmes	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2
		Ensemble	—	—	—	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	1	4

Relevé N° 2 — 1950 (suite).

NATURE DES INFRACTIONS	N° de la nomenclature	SEXE des condamnés	MARIÉS						VEUFES				DIVORCÉS				ÉTAT CIVIL INCONNU		TOTAL			
			CÉLIBATAIRES		SANS ENFANTS		AVEC ENFANTS		SANS ENFANTS		AVEC ENFANTS		SANS ENFANTS		AVEC ENFANTS		Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes		
			Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes								
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	
Vols et maraudages	34	Hommes	1	2	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	3	4
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble	1	2	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	3	4
peines correctionnelles	35	Hommes	1,161	632	257	358	628	672	10	30	9	33	13	48	3	26	7	—	2,088	1,799	3,887	
		Femmes	240	62	132	74	295	164	—	18	13	23	23	8	11	5	11	—	721	358	1,079	
		Ensemble	1,401	694	389	432	923	836	—	28	43	32	56	21	59	8	37	7	2,809	2,157	4,966	
peines de police	36	Hommes	50	17	15	21	61	48	—	3	2	1	—	1	1	1	—	—	129	92	221	
		Femmes	7	—	7	7	40	16	—	2	—	2	4	—	—	—	2	—	58	29	87	
		Ensemble	57	17	22	28	101	64	—	2	3	4	5	—	1	1	3	—	187	121	308	
Banqueroute	37	Hommes	4	1	4	9	25	13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	33	23	56	
		Femmes	1	—	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4	
		Ensemble	5	1	5	9	27	13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	37	23	60	
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	38	Hommes	280	217	165	234	390	412	7	12	7	20	6	36	3	25	1	2	859	958	1,817	
		Femmes	55	17	31	27	134	54	—	4	2	13	9	1	2	9	—	—	239	119	358	
		Ensemble	335	234	196	261	524	466	—	11	14	20	29	6	37	5	34	1	1,098	1,077	2,175	
peines de police	39	Hommes	5	1	2	2	4	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11	6	17	
		Femmes	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	3	
		Ensemble	6	1	3	2	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13	7	20	
Recel	40	Hommes	56	39	29	39	131	86	—	4	2	7	4	3	1	6	—	1	223	185	408	
		Femmes	19	3	21	9	62	38	—	1	1	3	8	1	1	4	—	—	108	64	172	
		Ensemble	75	42	50	48	193	124	—	1	5	5	15	5	4	2	10	—	331	249	580	
Incendie	41	Hommes	—	1	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	3	
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		Ensemble	—	1	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	3	
peines correctionnelles	42	Hommes	3	—	1	1	1	3	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	5	7	12	
		Femmes	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	3	
		Ensemble	3	—	1	1	2	5	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	7	8	15	
Destructions et dommages	43	Hommes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
		Ensemble	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
peines correctionnelles	44	Hommes	125	39	20	31	67	63	2	1	2	—	—	1	5	—	2	1	218	141	359	
		Femmes	3	5	1	3	15	12	—	—	3	—	—	—	—	1	1	—	23	21	44	
		Ensemble	128	44	21	34	82	75	—	2	1	5	—	—	1	5	1	1	241	162	403	
peines de police	45	Hommes	77	20	20	21	48	32	—	1	1	1	4	1	1	—	—	—	151	76	227	
		Femmes	3	—	4	3	12	8	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	20	11	31	
		Ensemble	80	20	24	24	60	40	—	1	1	1	4	1	2	—	—	—	171	87	258	
Totaux		Hommes	5,762	2,511	2,077	2,354	4,900	4,596	81	134	123	218	104	282	66	194	26	6	13,139	10,295	23,434	
		Femmes	978	270	1,023	535	2,456	1,260	61	63	119	110	48	62	37	86	2	4	4,724	2,387	7,111	
		Ensemble	6,740	2,781	3,100	2,889	7,356	5,856	142	197	242	328	152	344	103	280	28	7	17,863	12,682	30,545	

APERÇUS RETROSPECTIFS.

1. — Etat civil des condamnés.

Les tableaux ci-après constituent le complément du relevé n° 2, consacré à l'état civil des condamnés.

— Le tableau A répartit, de 1940 à 1950, le nombre absolu des condamnés relevé annuellement par la statistique criminelle, d'après les critères combinés de l'état civil, de la situation de famille, des antécédents judiciaires et du sexe.

— Le tableau B établit l'importance relative de chaque groupe considéré à l'égard d'un total annuel constant de 100 condamnés.

En tête des tableaux se trouvent rappelées :
les moyennes se rapportant à la décade 1930-1939.

Pour les données annuelles 1931-1939, il y a lieu de consulter la publication relative aux années 1944-1945, pages 56 à 61.

Tableau B. — POURCENTAGES DES CONDAMNÉS D'APRES L'ETAT CIVIL, LA SITUATION DE FAMILLE, LES ANTECEDENTS JUDICIAIRES ET LE SEXE.

Table with columns for ANNÉES DE COMPTE, SEXE, ETAT CIVIL (CÉLIBATAIRES, MARIÉS, VEUFs, DIVORCÉS, ETAT CIVIL INCONNU), and TOTAL DES INDIVIDUS CONDAMNÉS. It includes data for years 1939-1950, broken down by sex and marital status, with sub-categories for 'AVEC ENFANTS' and 'SANS ENFANTS'.

Il eût été intéressant de pouvoir calculer les taux de criminalité propres à chaque groupe d'état civil et de pouvoir constater, à l'aide de ces taux, les variations que subit, d'année en année, le niveau de la criminalité dans les groupes en question.

La répartition de la population d'après l'état civil n'étant faite qu'à l'occasion des recensements généraux, il n'a pas été possible de constituer les séries de base indispensables; l'estimation de l'importance numérique des groupes d'état civil n'eût pas permis, d'autre part, d'établir les taux de criminalité avec assez de garanties d'exactitude.

2. — Situation de famille des condamnés.

Subsidiairement à l'examen de la criminalité

Tableau C. — NOMBRE DE CONDAMNÉS (MARIÉS, VEUFs ET DIVORCÉS), D'APRÈS LA SITUATION DE FAMILLE (1)

ANNÉES	Condamnés mariés, veufs et divorcés		
	N'ayant pas d'enfants	Ayant des enfants	Total (1)
1930	6,602	18,548	25,150
Moyennes relevées de 1930 à 1939	6,919	17,833	24,752
1941	9,277	27,961	37,238
1942	10,143	31,143	41,286
1943	10,330	30,828	41,158
1944	6,216	18,073	24,289
1945	4,159	11,402	15,561
1946	6,235	15,111	21,346
1947	6,823	14,955	21,778
1948	8,069	17,439	25,508
1949	7,719	16,451	24,170
1950	6,824	14,165	20,989

Tableau E. — NOMBRE DE CONDAMNÉS (TOUTES CATEGORIES) D'APRÈS LA SITUATION DE FAMILLE (2)

ANNÉES	Condamnés		
	N'ayant pas d'enfants	Ayant des enfants	Total
1930	21,406	18,548	39,954
Moyennes relevées de 1930 à 1939	19,172	17,833	37,005
1941	21,876	27,961	49,837
1942	25,189	31,143	56,332
1943	24,673	30,828	55,501
1944	14,795	18,073	32,868
1945	9,724	11,402	21,126
1946	14,910	15,111	30,021
1947	15,764	14,955	30,719
1948	19,679	17,439	37,118
1949	19,029	16,451	35,480
1950	16,380	14,165	30,545

sous l'angle de l'état civil, il peut ne pas être dénué d'intérêt de reproduire ci-dessous la répartition des condamnés d'après leur situation de famille. Celle-ci n'étant pas relevée en ce qui concerne les célibataires et les condamnés dont l'état civil est inconnu, les tableaux C et D ci-dessous ne concernent que les condamnés, mariés, veufs et divorcés.

Les tableaux E et F par contre, regroupent toutes les catégories d'état civil, les condamnés célibataires et ceux dont l'état civil est inconnu étant considérés comme n'ayant pas d'enfants.

Pour les données annuelles de 1930 à 1939, on peut consulter la publication consacrée aux années 1944-1945, pages 60 et 61.

Tableau D. — POURCENTAGES DES CONDAMNÉS (MARIÉS, VEUFs ET DIVORCÉS), D'APRÈS LA SITUATION DE FAMILLE (1)

ANNÉES	Condamnés mariés, veufs et divorcés		
	N'ayant pas d'enfants	Ayant des enfants	Total (1)
1930	26.25	73.75	100
Moyennes relevées de 1930 à 1939	27.98	72.02	100
1941	24.91	75.09	100
1942	24.57	75.43	
1943	25.10	74.90	
1944	25.59	74.41	
1945	26.73	73.27	
1946	29.20	70.80	
1947	31.33	68.67	
1948	31.63	68.37	
1949	31.94	68.06	
1950	32.51	67.49	

Tableau F. — POURCENTAGES DES CONDAMNÉS (TOUTES CATEGORIES) D'APRÈS LA SITUATION DE FAMILLE (2)

ANNÉES	Condamnés		
	N'ayant pas d'enfants	Ayant des enfants	Total
1930	53.58	46.42	100
Pourcentages moyens de 1930 à 1939	51.77	48.23	100
1941	43.90	56.10	100
1942	44.72	55.28	
1943	44.46	55.54	
1944	45.01	54.99	
1945	46.03	53.97	
1946	49.67	50.33	
1947	51.32	48.68	
1948	53.02	46.98	
1949	53.63	46.37	
1950	53.63	46.37	

(1) Les condamnés célibataires et ceux dont l'état civil est inconnu ne sont pas pris en considération.
 (2) Les condamnés célibataires et ceux dont l'état civil est indéterminé sont considérés comme n'ayant pas d'enfants.

SECTION III. — PROFESSION ET ETAT SOCIAL DES CONDAMNÉS.

La répartition des condamnés d'après leur profession est faite comme suit :

Quatre groupes déterminant chacun un domaine d'activité économique sont pris en considération, notamment : agriculture et forêts, pêche, industrie, commerce.

Trois groupes d'activité dans le domaine social suivent : les professions libérales, les fonctions publiques et le service de la maison, des biens ou des personnes.

Constituent enfin des groupes principaux, les professions non déterminées et les absences de profession.

De sorte que la répartition totale se fait sur neuf groupes principaux.

En ce qui concerne les sous-groupes qui subdivisent les groupes principaux et y cherchent le domaine d'activité précise, il a fallu, au sein des quatre premiers groupes qui sont d'ordre nettement économique, établir l'état social des intéres-

sés, à savoir s'ils sont patron, employé, ouvrier, aidant ou éventuellement d'état social indéterminable.

A partir du groupe V (professions libérales), la recherche de l'état social ne s'impose plus par sous-groupe, l'état social étant déterminé par la profession elle-même, et les VIII^e et IX^e groupes ne nécessitent aucune subdivision.

C'est selon cette méthode que les hommes condamnés et les femmes condamnées sont successivement examinés dans le relevé n° 3 qui se termine par une récapitulation, énonçant par groupe principal les chiffres pour chacun des deux sexes et celui des deux sexes réunis.

La nomenclature étendue des infractions n'a pas été suivie; la nomenclature générique restreinte à l'usage de l'établissement de la récidive spéciale a été adoptée.

Il n'a pas été tenu compte non plus de la distinction des condamnés entre primaires et récidivistes.

Relevé n° 3 — A — 1950 (suite)

PROFESSIONS	ÉTAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Industrie alimentaire . . .	Patrons . . .	32	1	41	21	7	40	1	1	4	148
	Employés . . .	—	1	3	2	—	1	—	—	—	7
	Ouvriers . . .	78	10	162	77	46	143	1	4	17	538
	Aidants . . .	5	1	16	3	3	10	1	—	1	40
	Indéterm. . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie textile	Patrons . . .	4	—	4	2	—	2	—	1	1	14
	Employés . . .	1	—	1	—	—	1	—	—	—	3
	Ouvriers . . .	49	6	91	39	31	150	—	6	14	386
	Aidants . . .	—	—	2	—	—	2	—	—	2	6
	Indéterm. . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie du vêtement . . .	Patrons . . .	6	—	12	3	6	2	—	—	—	29
	Employés . . .	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1
	Ouvriers . . .	22	3	32	22	16	24	1	—	3	123
	Aidants . . .	1	—	2	—	—	1	—	—	—	4
	Indéterm. . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie de la construction	Patrons . . .	31	2	46	15	6	28	—	—	1	129
	Employés . . .	—	—	2	2	1	2	—	—	—	7
	Ouvriers . . .	276	27	456	270	137	472	9	17	37	1,701
	Aidants . . .	14	2	15	7	2	30	—	1	1	72
	Indéterm. . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie du bois et de l'aménagement	Patrons . . .	11	—	20	8	6	17	—	—	—	62
	Employés . . .	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
	Ouvriers . . .	61	6	128	67	35	107	1	2	14	421
	Aidants . . .	2	—	1	—	2	4	—	—	—	9
	Indéterm. . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie des peaux et des cuirs	Patrons . . .	2	—	5	3	2	10	—	—	1	23
	Employés . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers . . .	23	4	46	18	15	47	1	—	4	158
	Aidants . . .	—	—	—	1	—	—	—	—	1	2
	Indéterm. . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie du tabac	Patrons . . .	1	—	—	—	—	1	—	—	—	2
	Employés . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvriers . . .	4	—	3	—	2	4	—	—	—	13
	Aidants . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm. . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie du papier	Patrons . . .	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
	Employés . . .	—	—	1	—	1	1	—	—	—	3
	Ouvriers . . .	2	—	9	1	1	3	—	—	1	17
	Aidants . . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm. . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

Relevé n° 3 — A — 1950 (suite)

PROFESSIONS	ÉTAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Industrie du livre	Patrons . . .	1	—	2	2	2	2	—	—	—	9
	Employés . . .	1	—	8	1	2	1	—	—	—	13
	Ouvriers . . .	5	1	16	8	8	8	—	—	—	46
	Aidants . . .	—	—	1	—	1	—	—	—	—	2
	Indéterm. . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie d'art et de précision	Patrons . . .	6	—	22	2	1	5	—	1	—	37
	Employés . . .	4	—	8	3	3	4	—	—	—	22
	Ouvriers . . .	110	9	303	131	65	182	4	6	24	834
	Aidants . . .	—	—	3	1	1	5	—	—	—	10
	Indéterm. . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Transport des voyageurs, des correspondances et des marchandises	Patrons . . .	16	2	14	8	3	14	—	1	—	58
	Employés . . .	9	1	23	12	2	9	—	2	—	58
	Ouvriers . . .	391	23	755	338	162	563	8	18	51	2,309
	Aidants . . .	—	—	3	—	—	4	—	—	—	7
	Indéterm. . .	—	—	2	—	—	—	—	—	—	2
Total	Patrons . . .	116	6	179	68	36	132	1	4	7	549
	Employés . . .	17	2	49	21	11	21	—	2	—	123
	Ouvriers . . .	1,442	147	3,167	1,560	805	3,176	41	73	277	10,688
	Aidants . . .	25	3	48	14	15	67	1	1	6	180
	Indéterm. . .	—	—	2	—	—	—	—	—	—	2
		1,600	158	3,445	1,663	867	3,396	43	80	290	11,542
IV. — Commerce											
Achat, vente et location des produits industriels et agricoles	Patrons . . .	314	17	474	150	86	317	5	24	45	1,432
	Employés . . .	65	6	171	90	38	54	—	3	7	434
	Ouvriers . . .	29	2	66	26	17	43	—	—	5	188
	Aidants . . .	3	—	6	1	4	6	—	—	1	21
	Indéterm. . .	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
Banques, assurances, intermédiaires commerciaux, industrie hôtelière	Patrons . . .	69	9	181	47	41	101	2	3	8	461
	Employés . . .	97	6	336	88	46	90	2	6	7	678
	Ouvriers . . .	23	1	37	26	21	29	—	—	3	140
	Aidants . . .	2	1	3	2	1	3	—	—	—	12
	Indéterm. . .	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	Patrons . . .	383	26	658	197	127	418	7	27	53	1,896
	Employés . . .	162	12	507	178	84	144	2	9	14	1,112
	Ouvriers . . .	52	3	103	52	38	72	—	—	8	328
	Aidants . . .	5	1	9	3	5	9	—	—	1	33
	Indéterm. . .	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
		602	42	1,278	430	254	643	9	36	76	33,70

Relevé n° 3 — A — 1950 (suite)

PROFESSIONS	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vol, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1-2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

V. — Professions libérales

Professions relatives à l'exercice de l'art de guérir	11	—	31	18	6	6	1	1	—	74
Professions relatives aux sciences, aux lettres et aux arts	10	2	38	20	13	13	—	2	1	99
Cultes	—	—	2	—	1	—	—	—	—	3
Organismes scientifiques, littéraires ou autres indépendants de l'Etat, des provinces et des communes	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1
Professions libérales diverses	16	—	36	4	6	7	—	1	—	70
Total	37	2	107	42	26	27	1	4	1	247

VI. — Fonctions et emplois dépendant de l'Etat et des administrations publiques

Entreprises des administrations publiques : eau, gaz, voirie, inhumations, terrains, parcs, etc.	9	—	13	8	—	14	—	1	—	45
Institutions d'assistance communales	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Pouvoir judiciaire	5	1	5	3	2	16	—	—	—	32
Personnel enseignant	5	—	4	2	4	5	—	—	—	20
Armée	7	1	13	21	14	14	—	—	1	71
Fonctionnaires et employés d'ordre administratif	75	3	132	51	28	68	—	4	4	365
Total	102	5	167	85	48	117	—	5	5	534

VII. — Service de la maison, des biens et des personnes

Garde et gestion de propriétés	9	2	9	7	2	10	1	2	1	43
Service domestique et des personnes	6	1	43	12	16	16	1	—	2	97
Soins personnels	6	1	17	22	5	8	—	—	1	60
Total	21	4	69	41	23	34	2	2	4	200

VIII. — Personnes exerçant des professions insuffisamment déterminées

.	612	73	1,489	532	454	1,455	11	57	104	4,787
-----------	-----	----	-------	-----	-----	-------	----	----	-----	-------

IX. — Personnes ne vivant pas de l'exercice d'une profession déterminée

.	133	28	365	89	142	305	2	19	23	1,106
Total général des hommes condamnés	3,366	341	7,328	2,958	1,937	6,595	74	234	601	23,434

B. — FEMMES. — ANNEE 1950.

Relevé n° 3. (suite).

PROFESSIONS	ÉTAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vol, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

I. — Agriculture — Forêts

Jardinage, culture maraichère, arboriculture, horticulture, viticulture	Patrones	1	—	1	—	1	—	—	—	—	3
	Employées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvrières	—	—	2	—	—	—	—	—	—	2
	Aidantes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Agriculture, élevage	Patrones	2	1	21	—	—	8	—	2	1	35
	Employées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvrières	4	—	20	2	5	16	—	2	—	52
	Aidantes	1	—	6	—	3	—	—	—	—	10
Exploitation des forêts, défrichage, etc.	Patrones	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Employées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvrières	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
	Aidantes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	Patrones	3	1	22	—	1	8	—	2	1	38
	Employées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvrières	4	—	22	2	5	16	—	3	3	55
	Aidantes	1	—	6	—	3	—	—	—	—	10
Total	8	1	50	2	9	24	—	5	4	103	

II. — Pêche

Pêche maritime	Patrones	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Employées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvrières	—	—	—	1	—	1	—	—	1	3
	Aidantes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pêche en eau douce, pisciculture, ostréiculture, mytiliculture, etc	Patrones	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Employées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvrières	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—
	Aidantes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	Patrones	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Employées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvrières	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—
	Aidantes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	—	—	—	—	1	—	1	—	—	1	3

Relevé n° 3 -- B -- 1950 (suite)

PROFESSIONS	ÉTAT SOCIAL	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Industrie du livre	Patronnes ..	—	—	—	—	2	—	—	—	—	2
	Employées ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvrières ...	—	—	—	1	1	1	—	—	—	3
	Aidantes ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm. ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Industrie d'art et de précision	Patronnes ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Employées ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Ouvrières ...	2	—	13	6	6	4	—	—	—	31
	Aidantes ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm. ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Transport des voyageurs, des correspondances et des marchandises	Patronnes ..	1	—	1	—	—	—	—	1	—	3
	Employées ..	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
	Ouvrières ...	4	—	19	13	5	4	—	—	1	46
	Aidantes ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	Indéterm. ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	Patronnes ..	5	—	14	15	7	15	—	2	1	59
	Employées ..	—	—	2	1	—	1	—	—	—	4
	Ouvrières ...	32	4	156	169	64	115	—	41	6	557
	Aidantes ...	—	—	—	—	1	—	—	—	—	1
	Indéterm. ...	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1
		37	4	173	185	72	131	—	13	7	622

IV. — Commerce

Achat, vente et location des produits industriels et agricoles	Patronnes ..	32	2	55	32	32	42	—	12	5	212
	Employées ..	8	—	37	20	18	12	—	3	—	98
	Ouvrières ...	9	—	19	7	15	15	—	1	—	66
	Aidantes ...	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1
	Indéterm. ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Banques, assurances, intermédiaires commerciaux, industrie hôtelière	Patronnes ..	17	—	32	30	51	55	—	1	1	187
	Employées ..	4	—	24	19	15	9	—	—	1	72
	Ouvrières ...	16	—	45	29	72	30	1	—	3	196
	Aidantes ...	1	—	—	—	—	1	1	—	—	3
	Indéterm. ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total	Patronnes ..	49	2	87	62	83	79	—	13	6	399
	Employées ..	12	—	61	39	33	21	—	3	1	170
	Ouvrières ...	25	—	64	36	87	45	1	1	3	262
	Aidantes ...	2	—	—	—	—	1	1	—	—	4
	Indéterm. ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
		88	2	212	137	203	164	2	17	10	835

Relevé n° 3 -- B -- 1950 (suite)

PROFESSIONS	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1-2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12

V. — Professions libérales

Professions relatives à l'exercice de l'art de guérir	3	—	15	7	2	4	—	—	—	31
Professions relatives aux sciences, aux lettres et aux arts	1	—	5	4	3	2	—	—	—	15
Cultes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Organismes scientifiques, littéraires ou autres, indépendants de l'Etat, des provinces et des communes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Professions libérales diverses	1	—	—	2	1	1	—	2	—	7
Total	5	—	20	13	6	7	—	2	—	53

VI. — Fonctions et emplois dépendant de l'Etat et des administrations publiques

Entreprises des administrations publiques : eau, gaz, voirie, inhumations, terrains, parcs, etc.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Institutions d'assistance communales	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pouvoir judiciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Personnel enseignant	—	—	8	3	—	—	—	—	—	11
Armée	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fonctionnaires et employés d'ordre administratif	1	—	18	12	6	4	—	—	—	41
Total	1	—	26	15	6	4	—	—	—	52

VII. — Service de la maison, des biens et des personnes

Garde et gestion de propriétés	—	—	2	3	1	1	—	—	—	7
Service domestique et des personnes	19	1	141	54	84	44	—	2	1	346
Soins personnels	4	—	5	6	5	8	—	1	—	29
Total	23	1	148	63	90	53	—	3	1	382

VIII. — Personnes exerçant des professions insuffisamment déterminées

.	64	3	235	285	108	193	1	20	8	917
-----------	----	---	-----	-----	-----	-----	---	----	---	-----

IX. — Personnes ne vivant pas de l'exercice d'une profession déterminée

.	288	36	1,041	912	310	1,374	4	132	47	4,144
Total général des femmes condamnées	514	47	1,905	1,813	804	1,951	7	192	78	7,411

Relevé n° 3 --- 1950 (suite)

C. — Récapitulation, par groupes professionnels principaux, des relevés n° 3 A et B. — ANNEE 1950.

PROFESSIONS	SEXE	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles volontaires	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	TOTAL
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I. Agriculture et forêts	Hommes ...	229	28	364	57	118	579	3	30	96	1,504
	Femmes	8	1	50	2	9	24	—	5	4	103
	Ensemble .	237	29	414	59	127	603	3	35	100	1,607
II. Pêche	Hommes ...	30	1	44	19	5	39	3	1	2	144
	Femmes	—	—	—	1	—	1	—	—	1	3
	Ensemble .	30	1	44	20	5	40	3	1	3	147
III. Industrie.	Hommes ...	1,600	158	3,445	1,663	867	3,396	43	80	290	11,542
	Femmes	37	4	173	185	72	131	—	13	7	622
	Ensemble .	1,637	162	3,618	1,848	939	3,527	43	93	297	12,164
IV. Commerce	Hommes ...	602	42	1,278	430	254	613	9	36	76	3,370
	Femmes	88	2	212	137	203	164	2	17	10	835
	Ensemble .	690	44	1,490	567	457	807	11	53	86	4,205
V. Professions libérales	Hommes ...	37	2	107	42	26	27	1	4	1	247
	Femmes	5	—	20	13	6	7	—	2	—	53
	Ensemble .	42	2	127	55	32	34	1	6	1	300
VI. Fonctions publiques	Hommes ...	102	5	167	85	48	117	—	5	5	534
	Femmes	1	—	26	15	6	4	—	—	—	52
	Ensemble .	103	5	193	100	54	121	—	5	5	586
VII. Service de la maison, des biens et des personnes	Hommes ...	21	4	69	41	23	34	2	2	4	200
	Femmes	23	1	148	63	90	53	—	3	1	382
	Ensemble .	44	5	217	104	113	87	2	5	5	582
VIII. Professions non déterminées	Hommes ...	612	73	1,489	532	454	1,455	11	57	104	4,787
	Femmes	64	3	235	285	108	193	1	20	8	917
	Ensemble .	676	76	1,724	817	562	1,648	12	77	112	5,704
IX. Sans profession	Hommes ...	133	28	365	89	142	305	2	19	23	1,106
	Femmes	288	36	1,041	912	310	1,374	4	132	47	4,144
	Ensemble .	421	64	1,406	1,001	452	1,679	6	151	70	5,250
Total hommes		3,366	341	7,328	2,958	1,937	6,595	74	234	601	23,434
Total femmes		514	47	1,905	1,613	804	1,951	7	192	78	7,111
Total général		3,880	388	9,233	4,571	2,741	8,546	81	426	679	30,545

APERÇUS RETROSPECTIFS.

1. — Profession des condamnés.

La statistique criminelle n'a relevé la profession qu'à partir de 1941.

Les deux tableaux qui suivent constituent le complément du relevé n° 3 et spécialement de sa récapitulation (3. C.).

Le tableau A est consacré à la répartition des condamnés par groupe professionnel principal.

Le tableau B fournit les pourcentages annuels des condamnés appartenant à chacun de ces groupes.

Dans les deux tableaux, la distinction par sexe a été maintenue, comme pouvant être d'intérêt particulier dans des aperçus de l'espèce.

Il n'a pas été possible d'établir les taux de criminalité pour chacun des groupes professionnels considérés, l'importance numérique de ces groupes n'étant pas connue.

2. — Etat social des condamnés.

On a essayé de donner ci-dessous un aperçu de la répartition annuelle des condamnés d'après leur état social.

Ceux qui appartiennent aux groupes professionnels I et IV n'offrent à cet égard aucune difficulté, puisque leur état social est indiqué dans le relevé n° 3.

Il est plus difficile cependant de classer les condamnés appartenant aux autres groupes professionnels d'après des critères identiques.

Aussi a-t-on utilisé, pour les tableaux C et D

ci-après, une nomenclature établie comme suit :

1) Les condamnés patrons appartenant aux groupes professionnels I à IV forment une première catégorie.

2) Viennent ensuite les personnes exerçant une profession libérale et qui, à maint point de vue, se différencient socialement des patrons repris dans la rubrique précédente.

3) Comme troisième catégorie, on a relevé les employés appartenant aux groupes professionnels I à IV, les agents des services publics (groupe VI), ainsi que certains condamnés appartenant au

groupe VII (à savoir les gérants et gardiens de propriété et les personnes chargées de soins personnels).

4) Une quatrième catégorie groupe les ouvriers des groupes professionnels I à IV et certains condamnés du groupe VII, à savoir ceux qui sont affectés au service domestique et des personnes.

5) Les aidants des groupes I à IV forment une catégorie distincte.

6) Les personnes appartenant au groupe IX (ne vivant pas de l'exercice d'une profession : rentiers, ménagères, personnes à charge ou vivant

de la charité publique ou privée) constituent un groupe social qu'il n'a pas été possible de scinder, mais dans lequel la distinction par sexe permet néanmoins d'isoler les femmes, dont la masse est constituée par les ménagères.

7) Enfin une dernière catégorie comprend les condamnés des groupes professionnels I à IV dont la situation sociale au sein de leur groupe professionnel ne peut être établie, et ceux du groupe VIII dont l'activité professionnelle ne rentre sous aucune rubrique ou est inavouable : bricoleurs, trafiquants, aventuriers, souteneurs, etc...

Tableau C. — NOMBRE DE CONDAMNES PAR ETAT SOCIAL.

ANNÉES	SEXE	Patrons	Personnes exerçant une profession libérale	Employés	Ouvriers	Aidants	Sans profession (Rentiers ménagères personnes à charge ou vivant de la charité publique ou privée)	Condition sociale indéterminée	TOTAL
1942	Hommes	7,111	174	1,965	18,159	525	1,685	7,652	37,271
	Femmes	2,160	37	314	2,061	81	12,594	1,814	19,061
	Ensemble	9,271	211	2,279	20,220	606	14,279	9,466	56,332
1943	Hommes	6,240	151	1,791	17,773	352	1,675	7,704	35,686
	Femmes	1,915	49	237	2,211	59	13,519	1,825	19,815
	Ensemble	8,155	200	2,028	19,984	411	15,194	9,529	55,501
1944	Hommes	4,301	130	1,476	10,388	515	974	3,763	21,547
	Femmes	1,088	39	205	1,351	50	7,561	1,027	11,321
	Ensemble	5,389	169	1,681	11,739	565	8,535	4,790	32,868
1945	Hommes	3,477	130	1,062	5,710	401	573	2,417	13,770
	Femmes	917	34	228	880	41	4,576	680	7,356
	Ensemble	4,394	164	1,290	6,590	442	5,149	3,097	21,126
1946	Hommes	4,497	174	1,386	9,523	482	872	4,105	21,039
	Femmes	957	45	294	1,219	59	5,331	1,077	8,982
	Ensemble	5,454	219	1,680	10,742	541	6,203	5,182	30,021
1947	Hommes	3,628	206	1,724	11,358	512	885	4,742	23,055
	Femmes	534	62	331	1,384	42	4,125	1,186	7,664
	Ensemble	4,162	268	2,055	12,742	554	5,010	5,928	30,719
1948	Hommes	4,191	248	1,981	14,158	413	1,089	6,181	28,261
	Femmes	584	43	281	1,587	28	5,102	1,232	8,857
	Ensemble	4,775	291	2,262	15,745	441	6,191	7,413	37,118
1949	Hommes	3,818	310	1,976	13,899	334	1,264	5,684	27,285
	Femmes	542	48	334	1,491	15	4,715	1,050	8,195
	Ensemble	4,360	358	2,310	15,390	349	5,979	6,734	35,480
1950	Hommes	3,040	247	1,874	12,095	282	1,106	4,790	23,434
	Femmes	496	23	262	1,223	15	4,144	918	7,111
	Ensemble	3,536	300	2,136	13,318	297	5,250	5,708	30,545

Tableau D. — POURCENTAGE DES CONDAMNES PAR ETAT SOCIAL.

ANNÉES	SEXE	Patrons	Personnes exerçant une profession libérale	Employés	Ouvriers	Aidants	Sans profession (Rentiers ménagères personnes à charge ou vivant de la charité publique ou privée)	Condition sociale indéterminée	TOTAL
1942	Hommes	12.62	0.31	3.49	32.24	0.93	2.99	13.58	66.16
	Femmes	3.83	0.07	0.56	3.66	0.14	22.36	3.22	33.84
	Ensemble	16.45	0.38	4.05	35.90	1.07	25.35	16.80	100.00
1943	Hommes	11.24	0.27	3.23	32.03	0.63	3.02	13.88	64.30
	Femmes	3.45	0.09	0.42	3.98	0.11	24.36	3.29	35.70
	Ensemble	14.69	0.36	3.65	36.01	0.74	27.38	17.17	100.00
1944	Hommes	13.09	0.39	4.49	31.61	1.57	2.96	11.45	65.56
	Femmes	3.32	0.12	0.62	4.11	0.15	23.00	3.12	34.44
	Ensemble	16.41	0.51	5.11	35.72	1.72	25.96	14.57	100.00
1945	Hommes	16.46	0.61	5.03	27.03	1.90	2.71	11.44	65.18
	Femmes	4.34	0.17	1.08	4.16	0.19	21.66	3.22	34.82
	Ensemble	20.80	0.78	6.11	31.19	2.09	24.37	14.66	100.00
1946	Hommes	14.98	0.58	4.61	31.73	1.61	2.90	13.67	70.08
	Femmes	3.19	0.15	0.98	4.06	0.19	17.76	3.59	29.92
	Ensemble	18.17	0.73	5.59	35.79	1.80	20.66	17.26	100.00
1947	Hommes	11.81	0.67	5.61	36.98	1.67	2.88	15.43	75.95
	Femmes	1.74	0.20	1.07	4.51	0.13	13.43	3.87	24.95
	Ensemble	13.55	0.87	6.68	41.49	1.80	16.31	19.30	100.00
1948	Hommes	11.29	0.67	5.34	38.15	1.11	2.93	16.65	76.14
	Femmes	1.57	0.11	0.75	4.28	0.07	13.76	3.32	23.86
	Ensemble	12.86	0.78	6.09	42.43	1.18	16.69	19.97	100.00
1949	Hommes	10.76	0.87	5.57	39.17	0.94	3.56	16.03	76.90
	Femmes	1.53	0.13	0.94	4.20	0.04	13.30	2.96	23.10
	Ensemble	12.29	1.00	6.51	43.37	0.98	16.86	18.99	100.00
1950	Hommes	9.95	0.81	6.13	39.59	0.92	3.62	15.68	76.70
	Femmes	1.63	0.17	0.87	4.01	0.05	13.57	3.00	23.30
	Ensemble	11.58	0.98	7.00	43.60	0.97	17.19	18.68	100.00

Relevé n° 4. — AGE DES CONDAMNÉS, EN SEPT CATEGORIES, PAR SEXE ET PAR NATURE D'INFRACTIONS (ancien n° 33). — ANNEE 1950.

SECTION IV. — AGE DES CONDAMNÉS

L'âge des condamnés est présenté sous deux formes différentes.

Le relevé n° 4 se contente d'une échelle restreinte des âges, ceux-ci étant considérés de décade en décade, avec comme premier groupe, les condamnés de moins de 21 ans et comme dernier groupe ceux de 60 ans et plus.

Il tient compte de la nature de l'infraction et du sexe.

L'âge des condamnés des deux sexes réunis étant énoncé, ce relevé permet un examen rapide mais sommaire de la question.

Le relevé n° 5 est destiné à un examen plus approfondi de la matière. Fractionné en trois parties, A, B et C, une pour chacun des deux sexes et une pour les deux sexes réunis, il fait la distinction entre primaires et récidivistes tout en tenant compte de la nature de l'infraction.

Les âges y sont en principe distancés de cinq en cinq ans, allant des condamnés de 16 ans à ceux de plus de 70 ans.

Chacun des relevés n° 4 et 5 prévoit une catégorie supplémentaire pour âge inconnu, de sorte que le premier porte sur sept catégories et le second sur treize.

NATURE DES INFRACTIONS	Numéros de la nomenclature	CONDAMNÉS AGÉS AU MOMENT DE L'INFRACTION														TOTAL		
		de moins de 21 ans		de 21 ans à moins de 30 ans		de 30 ans à moins de 40 ans		de 40 ans à moins de 50 ans		de 50 ans à moins de 60 ans		de 60 ans et plus		Age inconnu		H	F	E*
		H*	F*	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F			
		3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
Atteinte à la sûreté de l'Etat ou aux droits politiques . . .	1	—	—	7	1	1	—	2	2	3	—	—	—	—	13	3	16	
Contrefaçon ou altération de : monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	7	1	38	9	37	5	19	3	8	—	3	—	112	18	130		
Faux en écritures	3	51	25	227	43	205	39	179	33	79	10	27	1	768	151	919		
Faux témoignage ou serment Usurpation de fonctions, titres ou nom	4	5	1	8	10	12	7	4	9	5	2	4	4	38	33	71		
Infractions contre l'ordre pu- blic par des fonctionnaires ou ministres des cultes . . .	5	62	13	72	15	27	5	21	3	9	1	5	—	196	37	233		
Infraction contre l'ordre pu- blic par des particuliers : peines correctionnelles . . .	6	3	—	18	3	20	1	7	1	7	1	4	—	59	8	65		
peines de police	7	196	19	789	101	632	94	598	91	259	44	94	11	2,568	368	2,934		
Infractions contre la séc. publ. Avortement	8	59	5	157	25	116	25	116	26	55	14	22	5	525	100	625		
Exposition ou délaissement d'enfants	9	20	—	89	10	58	10	90	18	49	1	35	5	341	47	388		
Destruction ou supposition d'état	10	4	13	13	39	9	34	15	27	8	19	1	7	60	139	189		
Enlèvement de mineurs . . .	11	—	3	40	26	44	10	22	5	3	—	—	—	109	44	153		
Attentats à la pudeur et viols : peines criminelles	12	5	—	8	—	4	6	2	1	1	—	—	—	20	7	27		
peines correctionnelles . . .	13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Corrupt. de la jeunesse et prost. Outrages publics aux bonnes mœurs : peines criminelles	14	—	—	—	—	1	—	1	—	1	—	—	—	3	—	3		
peines correctionnelles . . .	15	202	3	199	3	116	6	117	—	64	3	61	1	759	16	775		
Adultère et bigamie	16	4	8	49	153	15	121	50	113	33	61	10	21	191	486	677		
Abandon de famille	17	166	136	332	89	187	35	162	31	79	7	52	2	978	300	1,278		
Meurtre : peines criminelles	18	2	—	—	1	1	—	1	—	2	1	—	—	6	2	8		
peines correctionnelles . . .	19	24	47	675	510	788	487	655	300	261	69	47	6	2,450	1,419	3,869		
Lésions corporel. volontaires : peines criminelles	20	2	—	65	1	129	1	81	1	40	1	12	—	329	4	333		
peines correctionnelles . . .	21	2	—	12	2	5	—	6	1	—	—	—	1	25	4	29		
peines de police	22	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	3		
Attentats à la liberté indivi- duelle ou au domicile par des particuliers	23	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	2	—	2		
Calomnies et injures : peines criminelles	24	352	60	1,233	175	920	176	771	158	342	92	128	38	3,746	699	4,445		
peines correctionnelles . . .	25	279	95	904	326	696	325	555	296	262	154	121	60	2,820	1,248	4,068		
peines de police	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Violation de sépulture	27	4	—	24	3	17	1	24	2	4	1	1	—	74	7	81		
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	28	17	5	33	14	35	24	50	20	19	21	20	8	174	92	266		
Violation du secret profession. et autres communications . . .	29	1	6	6	18	12	18	20	25	13	23	7	10	59	100	159		
Vol et maraudages : peines criminelles	30	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	2	—	3	—	3		
peines correctionnelles . . .	31	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	1		
peines de police	32	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	1		
Banqueroute	33	—	—	—	—	1	—	1	2	—	—	—	—	2	2	4		
Abus de confiance, escroque- rie, tromperie : peines criminelles	34	1	—	1	—	2	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4		
peines correctionnelles . . .	35	702	164	1,383	301	801	188	628	216	256	140	117	76	3,887	1,079	4,966		
peines de police	36	27	6	57	18	35	8	55	29	27	17	20	9	221	87	308		
Recel	37	—	—	13	—	17	2	20	—	5	1	1	—	56	4	60		
Inoendie : peines criminelles	38	79	14	521	91	503	100	424	87	213	47	77	19	1,817	358	2,175		
peines correctionnelles . . .	39	3	—	3	2	4	—	2	1	3	—	2	—	17	3	20		
peines de police	40	34	14	89	39	108	40	108	16	53	26	16	7	408	172	580		
Destructions et dommages : peines criminelles	41	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	1	—	3	—	3		
peines correctionnelles . . .	42	2	—	1	1	3	—	5	1	—	1	1	—	12	3	15		
peines de police	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Recel	44	48	2	113	7	79	9	72	17	31	2	16	7	359	44	403		
peines criminelles	45	33	1	67	10	52	6	36	5	22	4	17	5	227	31	258		
peines correctionnelles . . .																		
peines de police																		
Totaux		2,396	642	7,247	2,051	5,725	1,786	4,922	1,563	2,217	769	927	300	23,434	7,111	30,545		

* H = Hommes; F = Femmes; E = Ensemble.

Relevé n° 5 (suite).

C. — HOMMES ET FEMMES REUNIS. — ANNEE 1950.

Table with columns for 'NATURE DES INFRACTIONS', 'AGE QUE LES CONDAMNÉS AVAIENT AU MOMENT OU ILS COMMIRENT LEUR INFRACTION' (ages 16-70+), and 'TOTAL'. Rows list various crimes like 'Atteinte à la sûreté de l'Etat', 'Faux en écritures', 'Meurtre', etc. Includes a 'Totaux' row at the bottom.

APERÇUS RETROSPECTIFS.

Age des condamnés. — Dans le choix des groupes d'âge pris en considération pour cet aperçu, on s'est arrêté en principe aux catégories servant à l'élaboration du relevé n° 4, mais en subdivisant les groupes extrêmes, de façon à isoler les condamnés de moins de 18 et ceux de 70 ans et plus.

Cette façon de procéder poursuit un double but : d'une part l'intérêt des données statistiques relatives à la criminalité des jeunes justifie un relevé séparé des moins de 18 ans; d'autre part, conformément aux « Directives pour l'établissement des statistiques criminelles » dont question dans l'avant-propos, on s'est efforcé de considérer les âges de décennie en décennie, et il est apparu logique de maintenir cette division en ce qui concerne les vieillards de 60 ans et plus.

Dans les tableaux A et B ci-dessous, on a donc fait une catégorie spéciale des condamnés de 70 ans et plus; les condamnés dont l'âge est inconnu ont également été relevés séparément : ces deux groupes sont résiduels en raison de la modicité de leur importance numérique. Aussi ne se présentent-ils pas au calcul des taux de criminalité et des indices de ces taux (tableaux C et D), la loi des grands nombres ne pouvant, en l'occurrence, trouver son application.

Dans tous les tableaux la distinction par sexe a été maintenue, les influences qui déterminent la criminalité étant vraisemblablement différentes dans les deux cas.

Les tableaux A et B se rapportent, le premier

aux nombres absolus, le second aux pourcentages annuels des condamnés de chaque groupe d'âge, répartis par sexe.

Le **tableau C** se rapporte aux différents taux de criminalité, annuellement constatés dans les groupes de 16 à moins de 70 ans. Il indique le nombre de condamnés par 100.000 individus appartenant à chaque groupe d'âge considéré. A titre de comparaison, les taux correspondants de 1910, 1920 et 1930 (1) ont été reproduits en tête du tableau C, de même que le taux moyen relevé de 1930 à 1939. On trouvera toutes les indications relatives à la population ayant atteint l'âge de la majorité criminelle dans le § 3 de l'introduction générale.

Le **tableau D** est consacré à l'établissement d'un indice du taux de criminalité, pour chaque groupe d'âge de 16 à moins de 70 ans : il établit, sur la base réduite à 100 de la moyenne des taux relevés de 1930 à 1939, les indices atteints par ces derniers depuis 1941.

Il est à noter que si les taux et indices par groupe d'âge des tableaux C et D ne sont pas établis pour les individus de 70 ans et plus et pour ceux dont l'âge est inconnu, les données reprises dans la dernière colonne de ces tableaux sont établies sur la base de l'ensemble de la population de 16 ans et plus et tiennent compte de tous les condamnés, y compris ceux de 70 ans et plus et ceux dont l'âge est inconnu.

(1) Pour 1900 et 1910 il a été fait abstraction, dans les calculs, des condamnés de moins de 16 ans, qui, à l'époque, étaient compris dans la statistique criminelle, et le demeurent jusqu'à la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance. Les données sont, dès lors, parfaitement comparables.

A. — NOMBRE DE CONDAMNÉS PAR GROUPE D'ÂGE.

ANNÉES	SEXE	De 16 ans à moins de 18 ans	De 18 ans à moins de 21 ans	De 21 ans à moins de 30 ans	De 30 ans à moins de 40 ans	De 40 ans à moins de 50 ans	De 50 ans à moins de 60 ans	De 60 ans à moins de 70 ans	De 70 ans et plus	Age inconnu	TOTAL
Chiffres moyens relevés de 1930 à 1939 (1)	Hommes ..	661	1,799	9,332	8,768	4,906	2,461	817	166	5	28,915
	Femmes ...	193	429	2,231	2,568	1,593	768	252	55	1	8,090
	Ensemble ..	854	2,228	11,563	11,336	6,499	3,229	1,069	221	6	37,005
1940	Hommes ..	771	1,239	4,578	7,592	5,665	3,043	958	585	8	24,439
	Femmes ...	239	533	1,878	2,704	1,975	1,017	304	164	3	8,817
	Ensemble ..	1,010	1,772	6,456	10,296	7,640	4,060	1,262	749	11	33,256
1941	Hommes ..	1,397	2,476	6,645	9,600	6,892	4,131	1,389	1,121	9	33,660
	Femmes ...	557	1,136	3,247	4,773	3,618	1,883	544	419	—	16,177
	Ensemble ..	1,954	3,612	9,892	14,373	10,510	6,014	1,933	1,540	9	49,837
1942	Hommes ..	1,689	3,244	8,391	10,266	7,335	3,880	1,220	1,216	—	37,271
	Femmes ...	667	1,401	4,005	5,422	4,419	2,157	550	436	4	19,061
	Ensemble ..	2,356	4,645	12,396	15,688	11,754	6,037	1,770	1,682	4	56,332
1943	Hommes ..	1,739	2,925	8,307	10,130	7,078	3,503	986	1,018	—	35,686
	Femmes ...	663	1,349	4,348	5,830	4,425	2,189	540	471	—	19,815
	Ensemble ..	2,402	4,274	12,655	15,960	11,503	5,692	1,526	1,489	—	55,501
1944	Hommes ..	907	1,828	4,882	6,458	4,303	2,086	539	544	—	21,547
	Femmes ...	353	839	2,417	3,387	2,542	1,216	318	247	2	11,321
	Ensemble ..	1,260	2,667	7,299	9,845	6,845	3,302	857	791	2	32,868
1945	Hommes ..	503	1,065	3,000	4,077	2,959	1,402	384	376	4	13,770
	Femmes ...	218	573	1,758	2,055	1,590	773	189	200	—	7,356
	Ensemble ..	721	1,638	4,758	6,132	4,549	2,175	573	576	4	21,126
1946	Hommes ..	670	1,634	5,102	6,116	4,694	1,856	504	454	9	21,039
	Femmes ...	237	681	2,421	2,542	1,882	813	207	169	—	8,982
	Ensemble ..	907	2,315	7,523	8,658	6,576	2,699	711	623	9	30,021
1947	Hommes ..	640	1,669	5,997	6,616	5,069	2,138	486	434	6	23,055
	Femmes ...	163	471	2,111	2,179	1,628	795	170	144	3	7,664
	Ensemble ..	803	2,140	8,108	8,795	6,697	2,933	656	578	9	30,719
1948	Hommes ..	976	2,018	7,950	7,887	5,905	2,408	609	508	—	28,261
	Femmes ...	269	604	2,465	2,459	1,901	830	177	152	—	8,857
	Ensemble ..	1,245	2,622	10,415	10,346	7,806	3,238	786	660	—	37,118
1949	Hommes ..	869	2,158	8,119	6,939	5,627	2,478	550	545	—	27,285
	Femmes ...	255	535	2,352	2,080	1,762	855	173	183	—	8,195
	Ensemble ..	1,124	2,693	10,471	9,019	7,389	3,333	723	728	—	35,480
1950	Hommes ..	519	1,877	7,247	5,725	4,922	2,217	524	403	—	23,434
	Femmes ...	169	473	2,051	1,786	1,563	769	170	130	—	7,111
	Ensemble ..	688	2,350	9,298	7,511	6,485	2,986	694	533	—	30,545

(1) Pour les données détaillées par année de compte, consulter la publication relative aux années 1944-45, page 103.

B. — POURCENTAGE DES CONDAMNÉS PAR GROUPE D'ÂGE.

ANNÉES	SEXE	De 16 ans à moins de 18 ans	De 18 ans à moins de 21 ans	De 21 ans à moins de 30 ans	De 30 ans à moins de 40 ans	De 40 ans à moins de 50 ans	De 50 ans à moins de 60 ans	De 60 ans à moins de 70 ans	De 70 ans et plus	Age inconnu	TOTAL
Pourcentages moyens relevés de 1930 à 1939 (1)	Hommes	1,80	4,79	25,06	23,76	13,32	6,68	2,22	0,46	0,02	78,11
	Femmes	0,52	1,15	6,02	6,96	4,32	2,09	0,68	0,15	—	21,89
	Ensemble	2,32	5,94	31,08	30,72	17,64	8,77	2,90	0,61	0,02	100,00
1940	Hommes	2,32	3,73	13,77	22,83	17,03	9,15	2,88	1,76	0,02	73,49
	Femmes	0,72	1,60	5,65	8,13	5,94	3,06	0,91	0,49	0,01	26,51
	Ensemble	3,04	5,33	19,42	30,96	22,97	12,21	3,79	2,25	0,03	100,00
1941	Hommes	2,80	4,97	13,33	19,26	13,83	8,29	2,79	2,25	0,02	67,54
	Femmes	1,12	2,28	6,51	9,58	7,26	3,78	1,09	0,84	—	32,46
	Ensemble	3,92	7,25	19,84	28,84	21,09	12,07	3,88	3,09	0,02	100,00
1942	Hommes	3,00	5,76	14,89	18,22	13,02	6,89	2,17	2,21	—	66,16
	Femmes	1,18	2,49	7,11	9,63	7,84	3,83	0,98	0,77	0,01	33,84
	Ensemble	4,18	8,25	22,00	27,85	20,86	10,72	3,15	2,98	0,01	100,00
1943	Hommes	3,13	5,27	14,97	18,26	12,75	6,31	1,78	1,83	—	64,30
	Femmes	1,20	2,43	7,83	10,50	7,98	3,94	0,97	0,85	—	35,70
	Ensemble	4,33	7,70	22,80	28,76	20,73	10,25	2,75	2,68	—	100,00
1944	Hommes	2,76	5,56	14,86	19,65	13,09	6,35	1,64	1,65	—	65,56
	Femmes	1,07	2,55	7,35	10,30	7,74	3,70	0,97	0,75	0,01	34,44
	Ensemble	3,83	8,11	22,21	29,95	20,83	10,05	2,61	2,40	0,01	100,00
1945	Hommes	2,38	5,04	14,20	19,30	14,00	6,64	1,82	1,78	0,02	65,18
	Femmes	1,03	2,71	8,32	9,73	7,53	3,66	0,89	0,95	—	34,82
	Ensemble	3,41	7,75	22,52	29,03	21,53	10,30	2,71	2,73	0,02	100,00
1946	Hommes	2,23	5,44	16,99	20,38	15,65	6,18	1,68	1,51	0,03	70,09
	Femmes	0,79	2,27	8,06	8,47	6,26	2,81	0,69	0,56	—	29,91
	Ensemble	3,02	7,71	25,05	28,85	21,91	8,99	2,37	2,07	0,03	100,00
1947	Hommes	2,08	5,43	19,52	21,55	16,50	6,96	1,58	1,41	0,02	75,05
	Femmes	0,53	1,53	6,87	7,11	5,30	2,59	0,55	0,47	—	24,95
	Ensemble	2,61	6,96	26,39	28,66	21,80	9,55	2,13	1,88	0,02	100,00
1948	Hommes	2,63	5,44	21,41	21,25	15,91	6,49	1,64	1,37	—	76,14
	Femmes	0,72	1,62	6,65	6,63	5,12	2,23	0,48	0,41	—	23,86
	Ensemble	3,35	7,06	28,06	27,88	21,03	8,72	2,12	1,78	—	100,00
1949	Hommes	2,45	6,08	22,88	19,56	15,86	6,98	1,55	1,54	—	76,90
	Femmes	0,72	1,51	6,63	5,86	4,97	2,41	0,49	0,51	—	23,10
	Ensemble	3,17	7,59	29,51	25,42	20,83	9,39	2,04	2,05	—	100,00
1950	Hommes	1,70	6,14	23,72	18,74	16,11	7,26	1,71	1,32	—	76,70
	Femmes	0,55	1,55	6,73	5,86	5,12	2,51	0,56	0,42	—	23,30
	Ensemble	2,25	7,69	30,45	24,60	21,23	9,77	2,27	1,74	—	100,00

(1) Voir note au bas du tableau précédent.

C. — TAUX DE CRIMINALITÉ, PAR 100.000 INDIVIDUS DE CHAQUE GROUPE D'ÂGE.

ANNÉES	SEXE	De 16 ans à moins de 18 ans	De 18 ans à moins de 21 ans	De 21 ans à moins de 30 ans	De 30 ans à moins de 40 ans	De 40 ans à moins de 50 ans	De 50 ans à moins de 60 ans	De 60 ans à moins de 70 ans	TOTAL (1)
1910	Hommes	1,254	2,593	2,733	1,913	1,243	734	321	1,643
	Femmes	420	535	722	656	521	296	142	489
	Ensemble	838	1,566	1,732	1,285	881	509	226	1,062
1920	Hommes	1,153	1,576	1,438	1,267	932	523	247	1,022
	Femmes	467	593	628	594	481	292	157	462
	Ensemble	808	1,086	1,026	926	705	405	199	735
1930	Hommes	631	1,286	1,732	1,358	933	535	254	1,039
	Femmes	184	261	407	406	296	176	85	278
	Ensemble	408	777	1,081	876	610	352	166	653
Taux moyens relevés de 1930 à 1939 (Conf. Tabl. D)	Hommes	580	1,038	1,532	1,297	912	540	257	947
	Femmes	171	253	375	382	282	161	73	256
	Ensemble	377	647	959	841	590	346	161	595
1940	Hommes	563	597	944	1,009	972	663	280	789
	Femmes	177	259	386	400	325	207	80	273
	Ensemble	372	429	665	753	642	427	175	526
1941	Hommes	1,036	1,208	1,360	1,413	1,156	902	402	1,086
	Femmes	418	561	662	714	586	381	141	450
	Ensemble	729	886	1,010	1,067	887	632	264	786
1942	Hommes	1,285	1,603	1,715	1,530	1,204	850	351	1,202
	Femmes	508	699	815	817	704	435	141	586
	Ensemble	897	1,154	1,264	1,176	950	634	240	886
1943	Hommes	1,363	1,448	1,696	1,525	1,140	764	282	1,146
	Femmes	519	675	885	884	698	435	137	605
	Ensemble	940	1,064	1,290	1,208	917	592	205	869
1944	Hommes	718	928	992	987	683	452	153	691
	Femmes	270	426	490	519	397	239	80	344
	Ensemble	498	677	741	753	539	341	114	513
1945	Hommes	396	548	590	636	459	299	108	437
	Femmes	171	294	344	319	243	148	47	220
	Ensemble	283	420	467	477	351	220	75	325
1946	Hommes	516	855	962	996	723	387	141	664
	Femmes	183	354	454	410	287	158	51	267
	Ensemble	350	603	708	702	504	287	93	460
1947	Hommes	482	875	1,074	1,134	771	436	135	721
	Femmes	124	247	377	370	247	147	41	226
	Ensemble	804	561	725	750	509	284	85	467
1948	Hommes	744	1,017	1,282	1,393	907	483	179	860
	Femmes	208	311	417	443	289	152	42	259
	Ensemble	478	668	860	823	596	308	100	554
1949	Hommes	692	1,092	1,295	1,258	866	490	150	832
	Femmes	206	273	391	383	268	125	41	239
	Ensemble	451	685	852	824	565	312	92	529
1950	Hommes	431	953	1,176	1,029	760	428	143	714
	Femmes	142	241	344	326	238	134	39	206
	Ensemble	287	598	767	681	497	274	87	454

(1) Voir § final de l'introduction de ce tableau.

**D. — INDICE DU TAUX DE CRIMINALITE
PAR 100.000 INDIVIDUS DE CHAQUE GROUPE D'AGE.**

ANNÉES	SEXE	De 16 ans	De 18 ans	De 21 ans	De 30 ans	De 40 ans	De 50 ans	De 60 ans	TOTAL (1)
		à moins de 18 ans	à moins de 21 ans	à moins de 30 ans	à moins de 40 ans	à moins de 50 ans	à moins de 60 ans	à moins de 70 ans	
Taux moyen de la criminalité de 1930 à 1989 (Cfr. Tabl. C)	Hommes	580	1,038	1,532	1,297	912	540	257	947
	Femmes	171	253	375	382	282	161	73	256
	Ensemble	377	647	959	841	590	348	161	595
100									
1941	Hommes	179	116	89	109	127	167	156	115
	Femmes	244	222	176	187	208	237	193	176
	Ensemble	193	137	105	127	147	183	164	132
1942	Hommes	221	154	112	118	132	157	137	127
	Femmes	297	276	217	214	250	270	193	229
	Ensemble	238	178	132	140	161	183	149	149
1943	Hommes	235	139	111	118	125	141	110	121
	Femmes	303	267	236	231	247	270	188	236
	Ensemble	249	164	134	143	155	171	127	146
1944	Hommes	124	89	65	76	75	84	59	73
	Femmes	163	168	131	136	141	148	110	134
	Ensemble	132	105	77	89	91	98	71	86
1945	Hommes	68	53	30	49	50	55	42	46
	Femmes	100	116	92	83	86	92	64	86
	Ensemble	75	65	49	57	59	64	47	55
1946	Hommes	89	82	63	77	79	72	55	70
	Femmes	107	140	121	108	102	98	70	104
	Ensemble	98	93	74	83	85	77	58	77
1947	Hommes	83	84	70	87	84	81	52	76
	Femmes	72	98	100	97	88	91	56	88
	Ensemble	81	87	75	89	86	82	53	78
1948	Hommes	128	98	84	107	99	89	70	91
	Femmes	122	123	111	116	102	94	57	101
	Ensemble	127	103	90	110	101	89	62	98
1949	Hommes	119	105	84	97	95	90	58	87
	Femmes	120	108	104	106	95	94	56	93
	Ensemble	120	106	89	98	96	90	57	89
1950	Hommes	74	92	76	79	83	79	56	75
	Femmes	83	95	97	85	84	83	53	80
	Ensemble	76	92	80	81	84	79	54	76

(1) Voir paragraphe final de l'introduction de ce tableau

Les tableaux qui précèdent exposent la situation telle qu'elle ressort des chiffres que fournit l'observation. Mais les conclusions apparentes qui s'en dégagent sont quelque peu faussées par deux causes principales de perturbation : les variations dans la répartition par âge de la population et les innovations en matière de compétence judiciaire à partir de l'année 1944.

1. — La répartition de la population.

La composition d'une population est variable. Dans une population en voie de vieillissement comme la nôtre, les jeunes prennent une place de moins en moins grande. Les individus de 16 à 18 ans représentaient, en 1930, 4,39 % de la population de 16 ans et plus. En 1950 ce pourcentage passe à 3,56 %. En revanche, pendant la même période, le pourcentage des individus de 70 ans et plus passe de 5,77 % à 8,85 %. Il est donc bien évident que même si la criminalité reste invariable, le nombre de jeunes criminels diminuera. Les pourcentages calculés dans le tableau B sont donc influencés à la fois par la criminalité et par les variations dans la répartition par âge de la population — un mouvement dans les pourcentages ne signifiera pas nécessairement une variation dans la criminalité. De même, le taux général de criminalité, exposé dans le tableau C, se présentera comme une moyenne pondérée par l'importance relative de chaque groupe de population dans la population totale, la pondération variant donc chaque année. Pour éviter ces perturbations, il suffira de travailler sur une population invariable, celle de la première année de la période étudiée. L'année 1930 convient assez bien comme année de base. En effet, la statistique criminelle ne s'intéressant qu'aux individus de 16 ans et plus, les perturbations causées par la guerre 1914-1918 en matière de natalité ne font sentir leurs effets qu'à partir de 1931 (1915 + 16 = 1931).

2. — Changements dans la compétence judiciaire.

L'élargissement considérable de la compétence des conseils de guerre a enlevé aux tribunaux ordinaires la connaissance d'un grand nombre de crimes et délits de droit commun. Aussi assiste-t-on, dans les comptes de la statistique criminelle, à une chute radicale à partir de 1944, cette chute ne correspondant aucunement à une baisse de la criminalité. C'est donc avec prudence qu'il faut

examiner les chiffres de la statistique criminelle après 1943. Cependant si l'on suppose que cette cause de perturbation a eu une même influence pour chaque groupe d'âge, ce qui est probable, il sera permis de l'éliminer pour arriver à des chiffres représentant uniquement les variations de la criminalité générale, c'est-à-dire en supposant cette criminalité générale invariable depuis l'année de base.

Ceci posé, nous calculerons d'abord, pour chaque année et dans chaque groupe, le nombre de criminels tel qu'on l'aurait constaté si la population du groupe était restée la même qu'en 1930.

Pour ce faire, nous appliquerons le taux de criminalité que nous connaissons déjà (tableau C) à la population de l'année 1930. En d'autres termes, nous aurons la formule

$$\frac{c}{p} \times p_{30}$$

c étant le nombre de criminels effectivement constaté dans un groupe, pour l'année étudiée,

p étant la population du groupe pour la même année, et

p_{30} cette population pour 1930.

On voit que $\frac{c}{p}$ correspond au taux de criminalité donné par le tableau C.

Nous obtenons ainsi le tableau E. Il faut noter que ce tableau nous donne seulement les chiffres d'une population criminelle fictive, celle qui aurait été constatée si la population était restée la même dans chaque groupe depuis 1930. Les chiffres ne correspondent donc par eux-mêmes à rien de réel, et ne valent que par les comparaisons qu'ils permettent.

Nous en tirerons d'abord deux nouveaux tableaux de pourcentage des condamnés par groupe d'âge, les tableaux F et G. Le premier est établi sur la base du tableau E, comme le tableau B l'avait été sur la base du tableau A, en mettant en rapport, pour chaque année, le nombre de condamnés d'un groupe d'âge avec le nombre total de condamnés des deux sexes.

On voit que, grâce à la correction, l'importance du groupe des très jeunes dans la criminalité générale est devenue plus grande; en revanche, les plus âgés de 60 ans et plus ont un pourcentage sensiblement moins élevé.

TABLEAU E

ANNÉES	SEXE	De 16 ans à moins de 18 ans	De 18 ans à moins de 21 ans	De 21 ans à moins de 30 ans	De 30 ans à moins de 40 ans	De 40 ans à moins de 50 ans	De 50 ans à moins de 60 ans	De 60 ans et plus	TOTAL
1940	Hommes ..	759	1,226	6,172	6,839	5,037	2,905	1,271	24,209
	Femmes ...	237	525	2,440	2,547	1,738	940	384	8,811
	Ensemble ..	996	1,751	8,612	9,386	6,775	3,845	1,655	33,020
1941	Hommes ..	1,397	2,481	8,892	8,793	5,991	3,952	2,056	33,562
	Femmes ...	559	1,137	4,185	4,546	3,133	1,729	779	16,068
	Ensemble ..	1,956	3,618	13,077	13,339	9,124	5,681	2,835	49,630
1942	Hommes ..	1,732	3,292	11,213	9,522	6,240	3,724	2,009	37,732
	Femmes ...	679	1,417	5,152	5,202	3,764	1,975	785	18,974
	Ensemble ..	2,411	4,709	16,365	14,724	10,004	5,699	2,794	56,706
1943	Hommes ..	1,838	2,974	11,089	9,490	5,908	3,347	1,607	36,253
	Femmes ...	694	1,368	5,595	5,629	3,732	1,975	789	19,782
	Ensemble ..	2,532	4,342	16,684	15,119	9,640	5,322	2,396	56,035
1944	Hommes ..	968	1,906	6,486	6,142	3,540	1,980	859	21,881
	Femmes ...	361	863	3,098	3,305	2,123	1,085	434	11,269
	Ensemble ..	1,329	2,769	9,584	9,447	5,663	3,065	1,293	33,150
1945	Hommes ..	534	1,126	3,858	3,958	2,379	1,310	590	13,755
	Femmes ...	229	596	2,175	2,031	1,299	672	290	7,292
	Ensemble ..	763	1,722	6,033	5,989	3,678	1,982	880	21,047
1946	Hommes ..	696	1,756	6,290	6,198	3,747	1,696	735	21,118
	Femmes ...	244	718	2,870	2,611	1,534	717	276	8,970
	Ensemble ..	940	2,474	9,160	8,809	5,281	2,413	1,011	30,088
1947	Hommes ..	650	1,797	7,022	7,057	3,996	1,910	694	23,126
	Femmes ...	166	501	2,383	2,356	1,321	667	226	7,620
	Ensemble ..	816	2,298	9,405	9,413	5,317	2,577	920	30,746
1948	Hommes ..	1,003	2,080	8,382	8,669	4,701	2,116	838	27,798
	Femmes ...	278	630	2,636	2,821	1,545	690	229	8,829
	Ensemble ..	1,281	2,719	11,018	11,490	6,246	2,806	1,067	36,627
1949	Hommes ..	933	2,243	8,467	7,829	4,488	2,147	778	26,885
	Femmes ...	276	553	2,472	2,439	1,433	690	244	8,107
	Ensemble ..	1,209	2,796	10,939	10,268	5,921	2,837	1,022	34,992
1950	Hommes ..	581	1,957	7,689	6,404	3,939	1,875	655	23,100
	Femmes ...	190	489	2,175	2,076	1,272	608	202	7,012
	Ensemble ..	771	2,446	9,864	8,480	5,211	2,483	857	30,112

TABLEAU F

ANNÉES	SEXE	De 16 ans à moins de 18 ans	De 18 ans à moins de 21 ans	De 21 ans à moins de 30 ans	De 30 ans à moins de 40 ans	De 40 ans à moins de 50 ans	De 50 ans à moins de 60 ans	De 60 ans et plus	TOTAL
1940	Hommes ..	2.30	3.71	18.69	20.71	15.26	8.80	3.85	73.32
	Femmes ...	0.72	1.59	7.39	7.71	5.26	2.85	1.16	26.68
	Ensemble ..	3.02	5.30	26.08	28.42	20.52	11.65	5.01	100.00
1941	Hommes ..	2.82	5.00	17.92	17.72	12.07	7.96	4.14	67.63
	Femmes ...	1.13	2.29	8.43	9.16	6.31	3.48	1.57	32.27
	Ensemble ..	3.95	7.29	26.35	26.88	18.38	11.44	5.71	100.00
1942	Hommes ..	3.05	5.81	19.77	16.79	11.00	6.57	3.54	66.53
	Femmes ...	1.20	2.50	9.09	9.18	6.64	3.48	1.38	33.47
	Ensemble ..	4.25	8.31	28.86	25.97	17.64	10.05	4.92	100.00
1943	Hommes ..	3.28	5.31	19.79	16.94	10.54	5.97	2.86	64.69
	Femmes ...	1.24	2.44	9.99	10.05	6.66	3.52	1.41	35.31
	Ensemble ..	4.52	7.75	29.78	26.99	17.20	9.59	4.27	100.00
1944	Hommes ..	2.92	5.75	19.57	18.52	10.68	5.97	2.59	66.00
	Femmes ...	1.09	2.60	9.35	9.97	6.41	3.27	1.31	34.00
	Ensemble ..	4.01	8.35	28.92	28.59	17.09	9.24	3.90	100.00
1945	Hommes ..	2.54	5.35	18.34	18.80	11.30	6.22	2.80	65.35
	Femmes ...	1.09	2.83	10.34	9.65	6.17	3.19	1.38	34.65
	Ensemble ..	3.63	8.18	28.68	28.45	17.47	9.41	4.18	100.00
1946	Hommes ..	2.31	5.84	20.90	20.60	12.45	5.64	2.44	70.18
	Femmes ...	0.81	2.39	9.54	8.68	5.10	2.38	0.92	29.82
	Ensemble ..	3.12	8.23	30.44	29.28	17.55	8.02	3.36	100.00
1947	Hommes ..	2.11	5.84	22.84	22.95	13.00	6.21	2.26	75.21
	Femmes ...	0.54	1.63	7.75	7.67	4.30	2.17	0.73	24.79
	Ensemble ..	2.65	7.47	30.59	30.62	17.30	8.38	2.99	100.00
1948	Hommes ..	2.74	5.70	22.88	23.67	12.83	5.78	2.29	75.89
	Femmes ...	0.76	1.72	7.20	7.71	4.22	1.88	0.62	24.11
	Ensemble ..	3.50	7.42	30.08	31.38	17.05	7.66	2.91	100.00
1949	Hommes ..	2.67	6.41	24.20	22.37	12.83	6.13	2.22	76.83
	Femmes ...	0.79	1.58	7.06	6.97	4.10	1.97	0.70	23.17
	Ensemble ..	3.46	7.99	31.26	29.34	16.93	8.10	2.92	100.00
1950	Hommes ..	1.93	6.50	25.53	21.26	13.08	6.23	2.18	76.71
	Femmes ...	0.63	1.62	7.22	6.90	4.23	2.02	0.67	23.29
	Ensemble ..	2.56	8.12	32.75	28.16	17.31	8.25	2.85	100.00

TABLEAU G

ANNÉES	SEXE	De 16 ans à moins de 18 ans	De 18 ans à moins de 21 ans	De 21 ans à moins de 30 ans	De 30 ans à moins de 40 ans	De 40 ans à moins de 50 ans	De 50 ans à moins de 60 ans	De 60 ans et plus	TOTAL
1940	Hommes ..	3.14	5.06	25.50	28.24	20.81	12.00	5.25	100.00
	Femmes ...	2.69	5.96	27.69	28.91	19.72	10.67	4.36	100.00
	Ensemble ..	3.02	5.30	26.08	28.42	20.52	11.65	5.01	100.00
1941	Hommes ..	4.16	7.39	26.50	26.20	17.85	11.77	6.13	100.00
	Femmes ...	3.98	7.08	26.04	28.29	19.50	10.76	4.85	100.00
	Ensemble ..	3.95	7.29	26.35	26.88	18.38	11.44	5.71	100.00
1942	Hommes ..	4.59	8.73	29.72	25.24	16.53	9.87	5.32	100.00
	Femmes ...	3.58	7.47	27.15	27.41	19.84	10.41	4.14	100.00
	Ensemble ..	4.25	8.31	28.86	25.97	17.64	10.05	4.92	100.00
1943	Hommes ..	5.07	8.20	30.59	26.18	16.30	9.23	4.43	100.00
	Femmes ...	3.51	6.91	28.29	28.45	18.86	9.99	3.99	100.00
	Ensemble ..	4.52	7.75	29.78	26.99	17.20	9.59	4.27	100.00
1944	Hommes ..	4.43	8.71	29.64	28.07	16.18	9.04	3.93	100.00
	Femmes ...	3.20	7.66	27.49	29.33	18.84	9.63	3.85	100.00
	Ensemble ..	4.01	8.35	28.92	28.59	17.09	9.24	3.90	100.00
1945	Hommes ..	3.88	8.19	28.05	28.77	17.30	9.52	4.29	100.00
	Femmes ...	3.14	8.17	29.83	27.85	17.81	9.22	3.98	100.00
	Ensemble ..	3.63	8.18	28.68	28.45	17.47	9.41	4.18	100.00
1946	Hommes ..	3.30	8.32	29.78	29.35	17.74	8.03	3.48	100.00
	Femmes ...	2.72	8.00	32.00	29.10	17.10	8.00	3.08	100.00
	Ensemble ..	3.12	8.23	30.44	29.28	17.55	8.02	3.36	100.00
1947	Hommes ..	2.81	7.77	30.36	30.52	17.28	8.26	3.00	100.00
	Femmes ...	2.18	6.58	31.27	30.92	17.33	8.75	2.97	100.00
	Ensemble ..	2.65	7.47	30.59	30.62	17.30	8.38	2.99	100.00
1948	Hommes ..	3.61	7.52	30.15	31.19	16.91	7.61	3.01	100.00
	Femmes ...	3.15	7.14	29.85	31.95	17.50	7.82	2.59	100.00
	Ensemble ..	3.50	7.42	30.08	31.38	17.05	7.66	2.91	100.00
1949	Hommes ..	3.47	8.35	31.49	29.12	16.69	7.99	2.89	100.00
	Femmes ...	3.40	6.82	30.49	30.09	17.68	8.51	3.01	100.00
	Ensemble ..	3.46	7.99	31.26	29.34	16.93	8.10	2.92	100.00
1950	Hommes ..	2.52	8.47	33.28	27.72	17.05	8.12	2.84	100.00
	Femmes ...	2.71	6.97	31.02	29.61	18.14	8.67	2.88	100.00
	Ensemble ..	2.56	8.12	32.75	28.16	17.31	8.25	2.85	100.00

Le tableau G est établi de la même façon, mais le calcul est fait séparément pour chaque sexe, le nombre de condamnés du sexe masculin, par exemple, étant mis en rapport, non plus avec le total des condamnés de l'année, mais avec le total des condamnés masculins seuls.

En ce qui concerne les hommes de 21 à moins de 30 ans, la forte chute de leur pourcentage de criminalité à partir de 1940 est peut-être due au fait que bon nombre d'individus de ce groupe étaient retenus en Allemagne comme prisonniers de guerre ou travailleurs forcés.

Les taux de criminalité donnés par le tableau C restent valables « pour chaque groupe ». En effet, si nous voulons trouver un taux de criminalité en partant du tableau E, nous devons, pour chaque année et pour chaque groupe, mettre en rapport le nombre fictif de condamnés avec la population du groupe en 1930. Comme le nombre fictif est obtenu, nous l'avons vu, par la formule

$$\frac{c \times p_{30}}{p}$$

nous obtiendrons ce taux par la formule

$$\frac{c \times p_{30}}{p \times p_{30}}$$

c'est-à-dire, en dernière analyse par $\frac{c}{p}$. Or, $\frac{c}{p}$

est précisément la formule du taux de criminalité tel qu'il est calculé dans le tableau C.

En revanche, le taux « général » changera; en effet, dans le tableau C il est obtenu par la formule

$$\frac{c_1 + c_2 + \dots + c_n}{p_1 + p_2 + \dots + p_n} \text{ c'est-à-dire } \frac{C}{P}$$

tandis qu'en le calculant sur la base des chiffres du tableau E, de façon à éliminer l'influence des variations dans la répartition de la population entre les groupes d'âge, nous aurons la formule

$$\frac{\frac{c_1 \times p_{1,30}}{p_1} + \frac{c_2 \times p_{2,30}}{p_2} + \dots + \frac{c_n \times p_{n,30}}{p_n}}{p_{1,30} + p_{2,30} + \dots + p_{n,30}}$$

En d'autres termes, nous divisons le nombre total de condamnés tel qu'il aurait été constaté chaque année si la répartition de la population était restée invariable, par la population totale de

1930, de façon à obtenir un « taux standard de criminalité » qui ne sera pas influencé par les variations de répartition dans la population.

Le tableau H ci-dessous nous donnera ce taux standard de criminalité, ainsi que l'indice correspondant

H. — TAUX STANDARD DE CRIMINALITE POUR 100.000 INDIVIDUS ET INDICE

	Taux standard de criminalité	Indice	
1940	Hommes ...	803	773
	Femmes	284	1.022
	Ensemble .	539	825
1941	Hommes ...	1.113	1.071
	Femmes	517	1.860
	Ensemble .	811	1.242
1942	Hommes ...	1.252	1.205
	Femmes	611	2.198
	Ensemble .	926	1.418
1943	Hommes ...	1.203	1.158
	Femmes	637	2.291
	Ensemble .	915	1.401
1944	Hommes ...	726	699
	Femmes	363	1.306
	Ensemble .	542	830
1945	Hommes ...	456	439
	Femmes	235	845
	Ensemble .	344	527
1946	Hommes ...	701	675
	Femmes	289	1.040
	Ensemble .	492	753
1947	Hommes ...	767	738
	Femmes	245	881
	Ensemble .	502	769
1948	Hommes ...	922	887
	Femmes	284	1.022
	Ensemble .	598	916
1949	Hommes ...	892	859
	Femmes	261	939
	Ensemble .	572	876
1950	Hommes ...	766	737
	Femmes	226	813
	Ensemble .	492	753

Le taux standard de criminalité est donc chaque année supérieur au taux brut, et l'écart avec ce taux brut s'accroît à mesure que l'on s'écarte de l'année de base, ce qui est normal, puisque la composition de la population s'éloigne de plus en plus de celle de 1930.

Un taux de criminalité étant un rapport entre le nombre de condamnés et le chiffre de la population, le taux standard de criminalité, qui n'est nullement influencé par les variations dans la répartition de la population par âge, nous donnerait un excellent moyen de mesure de la criminalité si la criminalité était seule cause des variations dans le nombre des condamnés.

Il n'en est malheureusement plus ainsi, par suite des bouleversements d'après guerre dans la compétence des tribunaux; les condamnés de conseils de guerre ne sont pas, en effet, ajoutés aux condamnés des tribunaux ordinaires, et il est difficile de le faire d'une façon assez précise, car le mode de relevé est différent pour les tribunaux militaires (voir annexe : Juridictions militaires). Voilà donc une cause importante de perturbation, qu'il est impossible de déterminer avec exactitude. Cependant, si nous ne pouvons mesurer plus justement la criminalité totale, il nous est possible de la considérer comme constante, et de calculer comment la criminalité propre à un groupe d'âge

évolue dans le temps, pour cette criminalité générale constante. Si nous posons que n'importe quel nombre donné par le tableau E est égal à γ

$$\left(\text{donc } \gamma = \frac{c \times p_{30}}{p}\right)$$

et le total annuel fictif

$$\gamma_1 + \gamma_2 + \dots + \gamma_n = \Gamma,$$

C_{30} étant d'autre part la somme totale réelle des condamnés en 1930, il nous suffira, pour éliminer l'influence de la criminalité générale de diviser chaque nombre γ par le nombre Γ de l'année, et de mettre ce quotient en rapport avec $\frac{c}{C_{30}}$ de l'année de base.

On voit tout de suite que la première partie de l'opération est déjà effectuée dans le tableau G qui nous donne dans chaque groupe le nombre de condamnés pour un nombre constant de 100 condamnés au total pour tous les groupes ensemble. Il nous suffira donc de bâtir un indice sur ce pourcentage, en égalant à 100 les pourcentages de l'année de base, 1930.

Le tableau I nous donne cet indice, qui rend donc compte, dans le temps, des variations dans la criminalité propre à chaque groupe d'âge, pour une population constante et pour une criminalité générale invariable.

TABLEAU I

ANNÉES	SEXE	De 16 ans à moins de 18 ans	De 18 ans à moins de 21 ans	De 21 ans à moins de 30 ans	De 30 ans à moins de 40 ans	De 40 ans à moins de 50 ans	De 50 ans à moins de 60 ans	De 60 ans et plus	TOTAL
1940	Hommes ..	115	60	71	105	135	160	192	100
	Femmes ...	94	97	93	97	108	115	117	100
	Ensemble ..	110	67	75	103	128	148	169	100
1941	Hommes ..	153	88	73	97	116	157	224	100
	Femmes ...	140	116	87	95	106	116	130	100
	Ensemble ..	144	92	76	97	114	146	193	100
1942	Hommes ..	169	103	82	94	107	132	194	100
	Femmes ...	126	122	91	92	108	113	111	100
	Ensemble ..	155	105	83	94	110	128	166	100
1943	Hommes ..	186	97	85	97	106	123	162	100
	Femmes ...	123	113	95	95	103	108	107	100
	Ensemble ..	164	98	86	97	107	121	144	100
1944	Hommes ..	163	103	82	104	105	121	143	100
	Femmes ...	112	125	92	98	103	104	103	100
	Ensemble ..	146	105	83	103	106	118	132	100
1945	Hommes ..	143	97	78	107	112	127	157	100
	Femmes ...	110	133	100	93	97	100	107	100
	Ensemble ..	132	103	82	103	109	120	141	100
1946	Hommes ..	121	99	82	109	115	107	127	100
	Femmes ...	95	131	107	97	93	86	82	100
	Ensemble ..	113	104	87	106	109	102	114	100
1947	Hommes ..	103	92	84	113	112	110	109	100
	Femmes ...	76	108	105	103	95	95	80	100
	Ensemble ..	96	94	88	111	108	107	101	100
1948	Hommes ..	133	89	83	116	110	102	110	100
	Femmes ...	111	117	100	107	96	85	69	100
	Ensemble ..	127	94	86	114	106	97	98	100
1949	Hommes ..	128	99	87	108	108	107	105	100
	Femmes ...	120	111	102	101	97	92	81	100
	Ensemble ..	126	101	90	106	105	103	99	100
1950	Hommes ..	93	100	92	103	110	108	104	100
	Femmes ...	95	114	104	99	99	94	77	100
	Ensemble ..	93	102	94	102	108	105	96	100

**SECTION V. — LOCALISATION DES CONDAMNES,
D'APRES L'ARRONDISSEMENT JUDICIAIRE
OU ILS ONT COMMIS LEUR INFRACTION (1).**

Le Relevé n° 6, établi dans la forme traditionnelle de l'ancien Tableau n° 35, fait la répartition des condamnés d'après l'arrondissement judiciaire où ils ont commis l'infraction, en tenant compte de la nature de celle-ci ainsi que du sexe et des antécédents judiciaires des condamnés.

Dans leur ensemble, ces renseignements constituent les données complètes d'une localisation par arrondissement du dernier délit dont les condamnés se sont rendus coupables dans l'année.

En confrontant les totaux de chaque arrondissement avec la population de ces derniers, il est possible d'établir, pour chacun des arrondissements considérés, le taux de la criminalité par 100.000 habitants.

Ces taux sont indiqués au bas du tableau, en regard de chaque arrondissement.

Pour le calcul de ces taux, il n'a pas été possible de faire abstraction des habitants de moins de 16 ans, afin de ne tenir compte que de la population ayant atteint l'âge de la majorité criminelle.

On ne peut donc rapprocher ces taux de ceux qui sont établis, en d'autres sections, à l'égard de la population de 16 ans et plus.

On trouvera, dans le § 3 de l'Introduction générale, le relevé des arrondissements judiciaires, avec l'indication de leur étendue territoriale, de leur population au 31 décembre de l'année de compte et de la densité de cette population par kilomètre carré.

(1) On trouvera les éléments d'une localisation, sur d'autres bases d'ailleurs, des « faits » commis, dans la statistique des infractions (cfr. chapitre II).

Le tableau ci-dessous indique le nombre de condamnés ayant commis leur infraction dans un canton judiciaire déterminé (détail du relevé n° 6), le nombre de condamnés qui y sont nés, ainsi que le nombre de ceux qui y sont domiciliés.

La mise en regard de ces chiffres avec ceux de la population permet de procéder à des compa-

raisons suggestives entre les diverses régions du pays.

Ces comparaisons n'étant pas faites dans la présente étude, on a reproduit pour la facilité des recherches les données démographiques dans le corps même du tableau au lieu de les publier dans l'introduction générale, avec les autres données démographiques.

**REPARTITION DES CONDAMNÉS PAR CANTON DE NAISSANCE, DE DOMICILE
ET DE LIEU OU LES FAITS ONT ÉTÉ COMMIS.
CHIFFRE DE LA POPULATION AU 31 DÉCEMBRE DE L'ANNÉE DE COMPTE.**

CANTONS	1950			
	Population au 31 décembre	Condamnés		
		Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Bruxelles	185,141	594	964	1,102
Anderlecht	115,497	174	297	221
Assche	56,556	130	79	49
Hal	57,532	100	57	43
Ixelles	149,487	216	390	274
Molenbeek-Saint-Jean	117,669	257	380	251
Saint-Gilles	60,222	104	266	201
Saint-Josse-ten-Noode	139,231	184	370	252
Schaerbeek	158,682	230	564	337
Sint-Kwintens-Lennik	39,330	80	45	35
Uccle	130,666	166	254	167
Vilvorde	60,950	103	118	105
Wolvertem	52,431	63	49	32
Canton inconnu dans l'ar- rondissement	—	—	3	724
Louvain	128,191	320	276	282
Aarschot	36,421	82	56	47
Diest	41,115	152	94	83
Glabbeek	18,767	45	30	25
Haacht	34,906	83	50	45
Tirlemont	46,977	130	114	124
Léau	17,487	37	22	18
Canton inconnu dans l'ar- rondissement	—	—	—	—
Nivelles	67,934	185	239	262
Genappe	18,134	65	66	63
Jodoigne	26,875	82	75	75
Perwez	17,650	61	47	51
Wavre	54,752	171	157	143
Canton inconnu dans l'ar- rondissement	—	—	—	15
Anvers	306,750	1,084	1,559	1,880
Berchem	91,380	135	199	158
Boom	54,027	138	88	89

CANTONS	1950			
	Population au 31 décembre	Condamnés		
		Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Borgerhout	138,811	299	425	302
Brecht	44,815	110	91	89
Ekeren	76,728	158	206	178
Kontich	45,287	85	84	80
Zandhoven	40,480	82	73	75
Canton inconnu dans l'ar- rondissement	—	—	—	3
Malines	91,809	278	240	244
Duffel	41,025	85	71	57
Heist-op-den-Berg	46,049	109	69	68
Lierre	42,238	104	77	59
Puurs	33,179	87	52	57
Canton inconnu dans l'ar- rondissement	—	—	—	1
Turnhout	53,186	144	113	115
Arendonk	25,919	50	44	50
Herentals	51,976	165	154	155
Hoogstraten	24,471	54	31	30
Mol	64,349	189	156	147
Westerloo	37,832	121	93	84
Canton inconnu dans l'ar- rondissement	—	—	—	1
Mons	83,524	311	427	466
Boussu	75,677	338	392	410
Chièvres	15,653	48	45	36
Dour	34,205	142	141	158
Enghien	15,127	57	51	48
La Louvière	53,129	286	340	359
Lens	27,384	59	71	79
Paturages	43,522	180	222	203
Rœulx	40,266	150	244	241
Solignies	36,189	96	111	118
Canton inconnu dans l'ar- rondissement	—	—	—	1
Charleroi	142,041	698	973	1,054
Beaumont	12,177	44	37	44
Binche	68,813	264	319	293
Châtelet	70,477	309	403	394
Chimay	14,974	53	40	38
Fontaine-l'Évêque	56,852	199	295	284
Gosselies	48,483	162	184	160
Jumet	38,632	149	197	175
Marchienne-au-Pont	39,840	124	200	252
Merbes-le-Château	17,554	60	74	89
Seneffe	43,798	131	170	159
Thuin	22,446	55	59	60
Canton inconnu dans l'ar- rondissement	—	—	—	2

CANTONS	1950			
	Population au 31 décembre	Condamnés		
		Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Tournai	49,181	197	173	195
Antoing	25,373	81	73	77
Ath	17,893	76	83	99
Celles	12,415	33	31	28
Flobecq	11,491	23	25	15
Frasnes-lez-Buissenal	10,628	13	14	14
Lessines	22,993	76	69	77
Leuze	19,433	46	51	54
Péruwelz	22,878	107	151	152
Quevaucamps	23,485	76	101	104
Templeuve	20,262	63	83	84
Canton inconnu dans l'ar- rondissement	—	—	—	—
Gand	183,376	886	1,194	1,301
Assenede	24,104	85	85	92
Deinze	25,207	55	52	59
Eekloo	38,891	162	145	142
Evergem	46,524	195	196	161
Kaprijke	16,483	72	59	57
Kruishoutem	19,497	76	32	32
Ledeberg	41,360	145	151	156
Loochristi	26,393	131	108	98
Nazareth	21,926	59	53	38
Nevele	18,938	76	40	26
Oosterzele	41,223	130	67	63
Waarschoot	14,066	57	41	33
Zomergem	21,684	87	55	50
Canton inconnu dans l'ar- rondissement	—	—	—	2
Audenarde	37,455	147	90	88
Grammont	31,402	97	57	50
Herzele	41,726	132	97	87
Nederbrakel	17,750	49	29	26
Ninove	43,971	156	150	140
Renaix	31,612	92	97	85
Sint-Maria-Horebeke	16,223	65	28	20
Zottegem	27,378	85	68	78
Canton inconnu dans l'ar- rondissement	—	—	—	1
Termonde	59,667	174	144	162
Alost	100,173	347	275	254
Beveren-Waas	28,802	166	95	88
Hamme	29,377	93	75	73
Lokeren	31,313	139	107	101
Sint-Gillis-Waas	33,270	186	140	121
Saint-Nicolas	54,700	159	140	155
Tamise	37,042	132	95	94
Wetteren	37,872	148	96	90
Zele	31,923	116	90	79
Canton inconnu dans l'ar- rondissement	—	—	—	1

CANTONS	1950			
	Population au 31 décembre	Condamnés		
		Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Bruges	182,292	615	548	596
Ardoise	15,717	44	28	30
Gistel	29,265	102	70	76
Ostende	64,229	229	286	310
Ruiselede	12,882	42	23	21
Tielt	18,870	72	41	33
Torhout	51,611	162	99	74
Canton inconnu dans l'ar- rondissement	—	—	—	3
Courtrai	93,252	318	293	311
Avelgem	15,229	51	34	38
Harelbeke	42,916	94	90	96
Izegem	31,887	108	95	89
Menin	56,868	149	173	185
Meulebeke	17,433	69	55	44
Mouscron	55,143	167	234	270
Moorsele	24,092	53	46	34
Oostrozebeke	18,955	50	44	39
Roulers	40,436	148	151	151
Canton inconnu dans l'ar- rondissement	—	1	—	3
Furnes	29,955	86	108	121
Dixmude	24,860	102	81	78
Haringe	15,446	47	27	21
Nieuport	22,642	87	98	90
Canton inconnu dans l'ar- rondissement	—	—	—	—
Ypres	46,129	185	191	184
Hoogledo	17,936	33	33	34
Messines	17,495	37	64	61
Passeendale	18,450	42	29	36
Poperinge	15,987	73	58	55
Wervik	29,865	114	125	124
Canton inconnu dans l'ar- rondissement	—	—	—	8
Liège	156,193	704	1,162	1,424
Dalhem	22,324	67	80	80
Fexhe-Slins	33,723	95	100	100
Fléron	55,703	168	215	211
Grivegnée	55,409	146	246	189
Herstal	40,183	120	173	165
Hollogne-aux-Pierres	78,657	249	409	366
Louveigné	21,390	63	48	48
Saint-Nicolas	42,060	127	201	163
Seraing-sur-Meuse	67,046	271	402	423
Waremme	20,678	55	50	55
Canton inconnu dans l'ar- rondissement	—	—	1	2

CANTONS	1950			
	Population au 31 décembre	Condamnés		
		Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Huy	45,179	160	137	146
Ferrières	4,428	19	8	10
Hannut	18,797	61	37	27
Héron	14,182	43	33	28
Jehay-Bodegnée	16,511	36	18	20
Landen	19,606	74	73	68
Nandrin	23,375	75	63	57
Canton inconnu dans l'ar- rondissement	—	—	—	—
Verviers	47,585	152	169	188
Aubel	20,102	67	43	55
Dison	20,122	41	46	39
Eupen	26,194	59	78	87
Herve	12,128	39	31	27
Limbourg	22,849	59	44	43
Malmédy	21,151	55	63	72
Saint-Vith	17,280	59	59	56
Spa	35,977	85	92	114
Stavelot	14,611	39	28	33
Canton inconnu dans l'ar- rondissement	—	1	1	2
Tongres	31,066	98	70	59
Bilzen	66,751	122	321	355
Borgloon (Looz)	32,157	86	47	54
Brée	20,863	47	26	25
Maaseik	27,191	80	79	83
Mechelen	44,273	115	194	204
Zichen-Z.-B.	15,007	30	17	11
Canton inconnu dans l'ar- rondissement	—	—	—	—
Hasselt	53,379	217	206	241
Beringen	60,574	184	212	238
Herck-la-Ville	28,025	77	52	53
Neerpelt	39,830	114	95	93
Peer	23,379	58	69	69
Saint-Trond	43,024	205	174	156
Canton inconnu dans l'ar- rondissement	—	—	—	—
Arlon	20,851	87	106	123
Etalle	14,335	58	51	50
Fauvillers	4,207	27	28	34
Florenville	10,492	30	33	39
Messancy	17,055	54	65	69
Virton	18,213	67	69	81
Canton inconnu dans l'ar- rondissement	—	—	—	3

CANTONS	1950			
	Population au 31 décembre	Condamnés		
		Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Marche-en-Famenne	13,563	38	30	37
Durbuy	8,094	12	13	11
Erezée	5,920	21	19	16
Houffalize	8,716	25	19	21
La Roche	9,119	35	19	25
Nassogne	4,629	19	11	12
Vielsalm	8,717	18	9	13
Canton inconnu dans l'ar- rondissement	—	—	—	—
Neufchâteau	16,021	46	33	44
Bastogne	11,761	29	28	24
Bouillon	7,357	15	10	11
Paliseul	11,472	28	22	29
Saint-Hubert	10,843	34	26	26
Sibret	7,596	23	9	8
Wellin	5,813	19	16	11
Canton inconnu dans l'ar- rondissement	—	—	—	4
Namur	95,830	446	449	524
Andenne	20,852	82	88	79
Eghezée	20,510	72	54	54
Fosse	49,417	211	205	206
Gembloux	29,743	105	107	112
Canton inconnu dans l'ar- rondissement	—	—	—	1
Dinant	25,596	116	123	135
Beauraing	12,725	51	42	47
Ciney	22,182	84	75	78
Couvin	16,913	72	79	81
Florennes	13,217	61	65	74
Gedinne	10,667	41	28	28
Philippeville	10,226	29	25	26
Rochefort	14,692	67	72	69
Walcourt	16,468	60	71	77
Canton inconnu dans l'ar- rondissement	—	—	—	2

Récapitulation par arrondissement et par ressort de Cour d'Appel.

ARRONDISSEMENTS	1950			
	Population au 31 décembre	Condamnés		
		Qui y sont nés	Qui y sont domiciliés	Qui y ont commis leur infraction
Bruxelles	1,323,394	2,401	3,836	3,793
Louvain	323,864	849	642	624
Nivelles	185,345	564	584	609
Anvers	798,278	2,091	2,725	2,854
Malines	254,300	663	509	486
Turnhout	257,733	723	591	582
Mons	324,676	1,667	2,044	2,119
Charleroi	576,087	2,248	2,951	3,004
Tournai	236,032	791	854	899
Ressort de la Cour d'Appel de Bruxelles	4,379,709	11,997	14,736	14,970
Gand	539,672	2,216	2,278	2,310
Audenarde	247,517	823	616	575
Termonde	444,139	1,660	1,257	1,218
Bruges	374,866	1,266	1,095	1,143
Courtrai	396,211	1,208	1,215	1,260
Furnes	92,903	322	314	310
Ypres	145,862	484	500	502
Ressort de la Cour d'Appel de Gand	2,241,170	7,979	7,275	7,318
Liège	593,366	2,065	3,087	3,226
Huy	142,078	468	369	356
Verviers	237,999	656	654	716
Tongres	237,308	578	754	791
Hasselt	248,211	855	808	820
Arlon	85,153	323	352	399
Marche-en-Famenne	58,758	168	120	135
Neufchâteau	70,863	194	144	157
Namur	216,352	916	903	976
Dinant	142,686	581	580	617
Ressort de la Cour d'Appel de Liège	2,032,774	6,804	7,771	8,193
Totaux	8,653,653	26,780	29,782	30,481
A l'étranger	—	3,765	763	64
Inconnu	—	—	—	—
Totaux généraux	8,653,653	30,545	30,545	30,545

Section VI. — RECIDIVE GENERALE ET RECIDIVE SPECIALE.

Pour la rédaction du relevé n° 7 on compte comme degré de récidive toute condamnation encourue par le délinquant avant la date où il a commis sa dernière infraction. Ainsi que dans les autres relevés de la statistique criminelle, c'est d'après cette infraction que se fait le classement

des récidivistes. Ceux-ci sont rangés parmi les spécialistes si la majorité des infractions dont ils se sont rendus coupables dans le cours de leur carrière criminelle appartient au même groupe que la dernière infraction commise. La composition de ces groupes est exposée ci-dessous :

DENOMINATION DES GROUPES	Nos d'ordre	Nos D'ORDRE DES INFRACTIONS comprises dans la nomenclature de la statistique criminelle qui entrent dans chaque groupe
		1
Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	1	1, 5, 6, 7, 8, 30, 33.
Crimes et délits contre la sécurité publique	2	9.
Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifica- tions	3	2, 3, 4, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40.
Crimes et délits contre l'ordre des familles	4	10, 11, 12, 13, 19, 20.
Crimes et délits contre la moralité publique	5	14, 15, 16, 17, 18.
Meurtres ou lésions corporelles volontaires	6	21, 22, 23, 24, 25, 26, 31.
Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabi- lité du domicile commis par des particuliers	7	27.
Calomnies et injures	8	28, 29, 32.
Destructions, dégradations, dommages	9	41, 42, 43, 44, 45.

La forme adoptée pour le relevé n° 7 est la même que celle attribuée aux relevés n° 1 et 2, ce aux fins de permettre l'étude des récidivistes spécialistes par sexe, et dans leur ensemble.

Le tableau ci-dessous fournit un aperçu rétrospectif de la récidive depuis 1940. Il met en regard du nombre total de condamnés retenus chaque année par la statistique criminelle et répartis d'après le sexe, le nombre de récidivistes, spécialistes et non-spécialistes et établit le taux de la récidive par 1.000 condamnés.

La moyenne des taux relevés de 1930 à 1939

Tableau A. — TAUX DE LA RECIDIVE, PAR 1.000 CONDAMNES.

ANNÉES	SEXE	Nombre de condamnés	NOMBRE DE RÉCIDIVISTES			TAUX DE RÉCIDIVE PAR 1.000 CONDAMNÉS		
			Spécialistes	Non spécialistes	TOTAL	Spéciale	Générale	TOTAL
Moyennes annuelles de la décade 1930-1939.	Hommes	28,915	5,971	7,646	13,617	207	265	472
	Femmes	8,090	1,220	1,507	2,727	151	186	337
	Ensemble	37,005	7,191	9,153	16,344	195	248	443
1940	Hommes	24,439	4,734	7,069	11,803	194	289	483
	Femmes	8,817	1,050	1,525	2,575	119	173	292
	Ensemble	33,256	5,784	8,594	14,378	174	258	432
1941	Hommes	33,660	5,782	8,357	14,139	172	248	420
	Femmes	16,177	1,842	2,439	4,281	114	151	265
	Ensemble	49,837	7,624	10,796	18,420	153	217	370
1942	Hommes	37,271	6,128	8,187	14,315	164	220	384
	Femmes	19,061	2,293	2,608	4,901	120	137	257
	Ensemble	56,332	8,421	10,795	19,216	149	192	341
1943	Hommes	35,686	6,318	7,386	13,704	177	207	384
	Femmes	19,815	2,726	2,736	5,462	138	138	276
	Ensemble	55,501	9,044	10,122	19,166	163	182	345
1944	Hommes	21,547	4,285	4,739	9,024	199	220	419
	Femmes	11,321	1,788	1,732	3,520	158	153	311
	Ensemble	32,868	6,073	6,471	12,544	185	197	382
1945	Hommes	13,770	2,585	2,963	5,548	188	215	403
	Femmes	7,356	1,031	1,060	2,091	140	144	284
	Ensemble	21,126	3,616	4,023	7,639	171	190	361
1946	Hommes	21,039	3,918	5,111	9,029	186	243	429
	Femmes	8,982	1,227	1,572	2,799	136	175	311
	Ensemble	30,021	5,145	6,683	11,828	171	223	394
1947	Hommes	23,055	4,367	5,249	9,616	189	228	417
	Femmes	7,664	1,078	1,277	2,355	141	166	307
	Ensemble	30,719	5,445	6,526	11,971	177	212	389
1948	Hommes	28,261	4,872	6,111	10,983	172	216	388
	Femmes	8,857	1,106	1,455	2,561	125	164	289
	Ensemble	37,118	5,978	7,566	13,544	161	204	365
1949	Hommes	27,285	4,818	6,033	10,851	176	222	398
	Femmes	8,195	1,023	1,416	2,439	125	173	298
	Ensemble	35,480	5,841	7,449	13,290	165	210	375
1950	Hommes	23,434	4,562	5,733	10,295	195	244	439
	Femmes	7,111	1,008	1,379	2,387	141	194	335
	Ensemble	30,545	5,570	7,112	12,682	182	233	415

est reproduite en tête du tableau A. Les taux annuels ont été publiés dans le volume consacré aux années 1944 et 1945 (page 144).

Sur la base égale à 100 de la moyenne des taux relevés de 1930 à 1939, un second tableau établit les chiffres indices atteints par ces taux depuis 1941.

Tableau B. — INDICES DU TAUX DE LA RECIDIVE DE 1941 A 1950

ANNÉES	SEXE	RÉCIDIVE		
		Spéciale	Générale	TOTAL
Taux moyen de la récidive de 1930-1939 (par 1.000 condamnés)	Hommes	207	265	472
	Femmes	151	186	337
	Ensemble	195	248	443
		100		
1941	Hommes	83	94	89
	Femmes	75	81	79
	Ensemble	78	87	83
1942	Hommes	79	83	81
	Femmes	79	74	76
	Ensemble	76	77	77
1943	Hommes	85	78	81
	Femmes	91	74	82
	Ensemble	84	78	79
1944	Hommes	96	83	89
	Femmes	105	82	92
	Ensemble	95	79	86
1945	Hommes	91	81	85
	Femmes	93	77	84
	Ensemble	88	77	81
1946	Hommes	90	92	91
	Femmes	90	94	92
	Ensemble	88	90	89
1947	Hommes	91	86	88
	Femmes	93	89	91
	Ensemble	91	85	88
1948	Hommes	83	82	82
	Femmes	83	88	86
	Ensemble	83	82	82
1949	Hommes	85	84	84
	Femmes	83	93	88
	Ensemble	85	85	85
1950	Hommes	94	92	93
	Femmes	93	104	99
	Ensemble	93	94	93

Depuis 1940 l'indice de la récidive est resté constamment en dessous de 100, ce qui signifie que de nouvelles couches de la population, saines jusqu'à présent, sont contaminées.

L'année 1950, cependant, est à cet égard beaucoup plus satisfaisante, puisque l'indice se situe à 93. L'influence de la guerre n'est donc plus très sensible. Cette conclusion est corroborée par l'examen de la répartition des condamnés par âge.

SECTION VII. — IVROGNERIE.

L'ivrognerie n'est pas retenue comme telle par la nomenclature des infractions de la statistique criminelle.

Il importe cependant de pouvoir mesurer et suivre l'influence de l'usage abusif de la boisson sur l'évolution de la criminalité.

Le relevé n° 8 ci-dessous réunit, à cet effet, dans un même cadre, les condamnés hommes et femmes d'une part, primaires et récidivistes d'autre part, auxquels un fait d'ivresse est imputé, soit avant, soit à l'occasion de l'infraction qui les fait figurer dans la statistique criminelle.

Sont relevés séparément, en regard du total (col. 4 et 5) :

1°) ceux qui étaient ivres au moment de l'infraction, mais n'ont pas encore été condamnés antérieurement pour ivresse publique. (Col. 6 et 7) ;

2°) ceux qui, sans être ivres au moment de l'in-

fraction, ont déjà été condamnés antérieurement pour ivresse publique. (Col. 8 et 9) ;

3°) ceux qui, ivres au moment de l'infraction, ont en outre déjà été condamnés antérieurement pour ivresse publique. (Col. 10 et 11).

Il est à remarquer que le relevé n° 8 ne constitue pas une statistique de l'ivresse publique. (A.L. du 14 novembre 1939) puisque dans ses éléments interviennent des faits d'ivresse non sanctionnés par la loi, aussi bien que des délits d'ivresse publique.

Il a été dit plus haut que les individus uniquement condamnés pour ivresse publique ne sont pas inclus dans la statistique criminelle.

Le nombre d'infractions aux art. 1, §§ 1 et 3 de l'A.L. du 14 novembre 1939 sur la répression de l'ivresse a cependant été relevé distinctement : le compte en est fourni en un tableau faisant suite à la statistique des infractions [second chapitre du présent volume (ancien n° 39)].

Relevé n° 8. — 1950 (suite).

NATURE DE L'INFRACTION	Numéros de la nomenclature	SEXE des condamnés	TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson		CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson	
			Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Calomnies et injures	28	Hommes..	7	22	—	—	3	18	4	4
		Femmes..	—	2	—	—	—	1	—	1
		Ensemble..	7	24	—	—	3	19	4	5
Violation de sépulture	29	Hommes..	5	4	—	—	2	4	3	—
		Femmes..	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble..	5	4	—	—	2	4	3	—
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	30	Hommes..	1	—	—	—	1	—	—	—
		Femmes..	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble..	1	—	—	—	1	—	—	—
Violation du secret professionnel	31	Hommes..	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes..	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble..	—	—	—	—	—	—	—	—
Violation du secret des lettres et autres communications	32	Hommes..	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes..	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble..	—	—	—	—	—	—	—	—
Vols et maraudages	33	Hommes..	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes..	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble..	—	—	—	—	—	—	—	—
Banqueroute	34	Hommes..	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes..	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble..	—	—	—	—	—	—	—	—
Abus de confiance escroquerie, tromperie	35	Hommes..	67	428	—	—	47	388	20	40
		Femmes..	5	28	—	—	5	25	—	3
		Ensemble..	72	456	—	—	52	413	20	43
Recel	36	Hommes..	—	18	—	—	—	16	—	2
		Femmes..	1	—	—	—	1	—	—	—
		Ensemble..	1	18	—	—	1	16	—	2
Abus de confiance escroquerie, tromperie	37	Hommes..	3	2	—	—	3	2	—	—
		Femmes..	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble..	3	2	—	—	3	2	—	—
Abus de confiance escroquerie, tromperie	38	Hommes..	34	198	—	—	30	186	4	12
		Femmes..	2	7	—	—	2	6	—	1
		Ensemble..	36	205	—	—	32	192	4	13
Recel	39	Hommes..	1	2	—	—	1	2	—	—
		Femmes..	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble..	1	2	—	—	1	2	—	—
Recel	40	Hommes..	5	38	—	—	5	36	—	2
		Femmes..	1	2	—	—	1	2	—	—
		Ensemble..	6	40	—	—	6	38	—	2

Relevé n° 8. — 1950 (suite).

NATURE DE L'INFRACTION	Numéros de la nomenclature	SEXE des condamnés	TOTAL des condamnés qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson ou qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui ont commis leur infraction sous l'influence de la boisson		CONDAMNÉS qui ont encouru au moins une condamnation pour ivresse publique		CONDAMNÉS qui, ayant encouru une condamnation pour ivresse publique, ont en outre commis leur infraction sous l'influence de la boisson	
			Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes	Pri-maires	Réci-divistes
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Incendie	41	Hommes..	—	1	—	—	—	1	—	—
		Femmes..	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble..	—	1	—	—	—	1	—	—
Destructions et dommages	42	Hommes..	—	1	—	—	—	1	—	—
		Femmes..	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble..	—	1	—	—	—	1	—	—
Destructions et dommages	43	Hommes..	—	—	—	—	—	—	—	—
		Femmes..	—	—	—	—	—	—	—	—
		Ensemble..	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions et dommages	44	Hommes..	37	67	—	—	1	33	36	34
		Femmes..	2	9	—	—	1	5	1	4
		Ensemble..	39	76	—	—	2	38	37	38
Destructions et dommages	45	Hommes..	27	34	—	—	5	16	22	18
		Femmes..	—	1	—	—	—	—	—	1
		Ensemble..	27	35	—	—	5	16	22	19
Totaux		Hommes..	1,290	2,851	2	3	335	1,820	953	1,028
		Femmes..	85	204	—	—	34	124	51	80
		Ensemble..	1,375	3,055	2	3	369	1,944	1,004	1,108
Totaux généraux			4,430	5	2,313	2,112				

Dans le tableau ci-dessous et qui couvre la période 1931-1950, on a relevé en regard du total des condamnés compris chaque année dans la statistique criminelle le nombre de ceux à qui un fait d'ivrognerie est imputé, soit avant, soit à l'occasion de l'infraction.

Il est possible ainsi d'établir comparativement

d'année en année le taux d'intervention de l'ivrognerie dans la criminalité.

Ce taux, qui augmentait déjà sensiblement depuis la fin de la guerre, accuse une nouvelle hausse cette année. Nous sommes encore fort loin, cependant, des taux correspondant à la période d'avant guerre.

ANNÉES	NOMBRE TOTAL des individus retenus par la statistique criminelle	TOTAL DES INDIVIDUS auquel un fait d'ivrognerie est imputé, soit avant, soit à l'occasion de l'infraction	
		Chiffres absolus	%
1931	38,262	8,559	22.37
1932	38,150	8,291	21.73
1933	37,977	7,933	20.89
1934	39,653	7,835	19.76
1935	38,518	7,837	19.18
1936	36,966	7,545	20.41
1937	34,672	7,147	20.61
1938	33,978	6,570	19.34
1939	31,900	6,323	19.82
1940	33,256	5,561	16.72
1941	49,837	4,965	9.96
1942	56,332	4,487	7.96
1943	55,501	4,086	7.36
1944	32,868	2,310	7.02
1945	21,126	1,473	6.97
1946	30,021	3,038	10.11
1947	30,719	3,431	11.17
1948	37,118	4,132	11.13
1949	35,480	4,145	11.68
1950	30,545	4,430	14.50

CHAPITRE II

Statistique des Infractions

Introduction.

Dans les tableaux de la statistique des condamnés, on fait surtout mention des infractions commises pour indiquer le domaine criminel propre à l'individu considéré : l'infraction classe le condamné sous une rubrique criminelle déterminée, mais, à travers tous les relevés et tableaux faisant l'objet du chapitre précédent, c'est l'individu condamné qui constitue l'objet des enquêtes et reste la seule unité statistique soumise à l'observation.

Dans la statistique des infractions, les crimes, délits et contraventions sont pris comme unités statistiques distinctes, et l'on y expose, non plus le nombre et les caractères des **délinquants** existant au sein de la population, mais le nombre des atteintes portées à la loi par l'ensemble de ces **délinquants**.

S'il est intéressant de connaître combien d'individus **différents** ont été frappés par la justice dans le cours de l'année, il ne l'est pas moins de mesurer l'importance de l'activité criminelle de ces **délinquants**, par la recherche du nombre de **faits** pour lesquels ils ont été condamnés et l'analyse de ces faits sous le rapport du lieu et du moment où ils ont été commis. Pour établir rigoureusement ce compte, il faudrait posséder une statistique des infractions proprement dites, c'est-à-dire une statistique où l'on relève le nombre des infractions, indépendamment de celui de leurs auteurs.

Mais faute d'un matériel statistique approprié, on ne peut dresser cette statistique en Belgique. On doit se contenter d'établir la somme des infractions individuelles commises.

Que trois individus enlèvent ensemble un objet dans une maison habitée : objectivement ils n'ont commis qu'un vol qualifié : subjectivement ils se sont rendus coupables chacun d'une telle infrac-

tion. Une statistique des infractions proprement dites ne compterait qu'un vol : la statistique des infractions individuelles, la seule que l'on puisse établir dans l'impossibilité matérielle de tenir compte de la participation, en comptera trois.

C'est de cette dernière statistique qu'il sera question ci-après.

La statistique des infractions individuelles permet de comparer l'intensité respective de la criminalité chez les primaires et les récidivistes, d'établir le niveau relatif de la criminalité dans les grandes, moyennes et petites communes, de mesurer l'influence des saisons sur la criminalité et enfin, de mettre en relief l'importance quantitative exacte de chaque espèce d'infraction.

Quant à ce dernier point, il importe en effet de remarquer que dans la statistique des condamnés, les infractions les moins graves apparaissent comme moins nombreuses qu'elles ne le sont en réalité, parce que si un individu est condamné pour l'une d'elles en même temps que pour une autre, plus grave, on le classe à la rubrique de cette dernière infraction et il n'est fait aucune mention de l'infraction plus légère.

Qu'un individu soit condamné à un mois de prison pour rébellion, 26 francs d'amende pour outrage aux mœurs et 26 francs d'amende pour bris de clôture, comme il ne vaut que pour une unité dans la statistique des condamnés, on ne l'inscrit qu'une fois, à la rubrique rébellion (fait le plus grave) et on ne tient aucun compte de l'outrage aux mœurs et du bris de clôture. Dans la statistique des infractions individuelles, chaque rubrique contient le nombre exact des infractions qui ont donné lieu à une condamnation, chaque infraction individuelle étant comptée pour une unité statistique : dans l'exemple cité plus haut, on inscrira une rébellion, un outrage aux mœurs et un bris de clôture.

Le relevé n° 9 ci-dessous répartit par groupe de communes l'ensemble des infractions individuelles, commises en Belgique, dans un lieu déterminé, par l'ensemble des condamnés faisant l'objet des relevés du chapitre I.

Il distingue :

1°) les faits commis dans les communes ou agglomérations urbaines de 100.000 habitants et plus (Relevé A);

2°) les faits commis dans les communes de 25 à moins de 100.000 habitants (Relevé B);

3°) les faits commis dans les communes de 10 à moins de 25.000 habitants (Relevé C);

4°) les faits commis dans les communes de moins de 10.000 habitants (Relevé D), et les classe : 1) par nature d'infraction, 2) d'après la qualité de primaire ou récidiviste de leurs auteurs, 3) d'après le mois dans lequel ils ont été commis; dans les colonnes 27 à 30 sont comptés les faits qui n'ont pu être classés par mois, mais seulement par semestre.

Dans un tableau récapitulatif, l'ensemble des infractions commises en Belgique dans un lieu déterminé se trouve ventilé par mois et par groupe de communes.

Enfin un tableau rétrospectif donne le relevé absolu et proportionnel de ces infractions, réparties par mois depuis 1941.

Relevé n° 9. — NOMBRE DES INFRACTIONS INDIVIDUELLES JUGÉES A. — COMMUNES OU AGGLOMERATIONS

ANNEE 1950.

Table with 15 columns for months (JANVIER to JUIN) and sub-columns for primary and recidivist offenses. Rows list various crime categories like 'Atteinte à la sûreté de l'Etat', 'Faux en écritures', etc., ending with a 'Totaux' row.

REPARTIES D'APRES LE MOIS DANS LEQUEL ELLES ONT ETE COMMISES. URBAINES DE 100.000 HABITANTS ET PLUS.

Table with 26 columns for months (JUILLET to DECEMBRE) and sub-columns for primary and recidivist offenses. Rows continue from the previous table, ending with a 'Totaux' row.

B. — COMMUNES DE 25.000 A MOINS DE 100.000 HABITANTS.

ANNEE 1950.

Relevé n° 9. — 1950 (suite).

Table with columns for 'NATURE DES INFRACTIONS', 'FAITS COMMIS DURANT LE MOIS DE' (JANVIER to DÉCEMBRE), 'FAITS COMMIS DURANT LES MOIS DE' (OCTOBRE A MARS, AVRIL A SEPTEMBRE), 'FAITS COMMIS A une époque inconnue ou indéterminée', 'TOTAL', and 'Numéros de la nomenclature'. Rows list various crimes like 'Atteinte à la sûreté de l'État', 'Faux en écritures', 'Meurtre', etc.

C. — COMMUNES DE 10.000 A MOINS DE 25.000 HABITANTS.

Relevé n° 9. --- 1950 (suite).

ANNEE 1950.

Table with columns for 'NATURE DES INFRACTIONS' (1), 'FAITS COMMIS DURANT LE MOIS DE' (2-14), 'FAITS COMMIS DURANT LES MOIS DE' (15-32), 'TOTAL' (33-34), and 'Numéros de la nomenclature' (2bis). Rows include categories like 'Atteinte à la sûreté de l'Etat', 'Vols et maraudages', and 'Incendie'.

E. — RECAPITULATION (1).

ANNEE 1950.

COMMUNES	FAITS COMMIS EN BELGIQUE DANS UN LIEU DETERMINE														à une époque inconnue ou indéterminée	Total
	DURANT LE MOIS DE															
	Jan- vier	Fé- vrier	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil- let	Août	Sep- tembre	Oc- tobre	No- vem- bre	Dé- cem- bre	Octo- bre à mars	Avril à sep- tembre		
+ 100,000 habitants . . .	788	637	688	664	769	741	805	750	704	764	640	684	172	135	979	9,920
25,000 — 100,000 . . .	317	257	284	310	321	346	383	372	328	311	278	284	49	32	426	4,298
10,000 — 25,000 . . .	454	324	367	376	407	418	415	412	442	409	362	310	73	37	360	5,166
— 10,000	1,117	999	1,166	1,181	1,287	1,361	1,480	1,488	1,447	1,207	1,016	1,015	157	124	1,280	16,325
Total	2,676	2,217	2,505	2,531	2,784	2,866	3,083	3,022	2,921	2,691	2,296	2,293	451	328	3,045	35,709

(1) Pour le détail de cette récapitulation, mais sans indication du lieu, voir relevé n° 10, col. 2 à 17.

APERÇU RETROSPECTIF.

ANNEES	FAITS COMMIS EN BELGIQUE DANS UN LIEU DETERMINE														à une époque inconnue ou indéterminée	Total
	DURANT LE MOIS DE															
	Jan- vier	Fé- vrier	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil- let	Août	Sep- tembre	Oc- tobre	No- vem- bre	Dé- cem- bre	Octo- bre à mars	Avril à sep- tembre		

1. — CHIFFRES ABSOLUS

1941	2,361	2,185	2,715	3,210	3,337	5,143	5,717	6,521	4,792	3,401	2,827	2,410	404	1,253	2,126	53,402
1942	3,557	4,819	4,893	4,383	5,830	5,347	6,450	7,482	5,128	4,226	4,079	3,663	644	811	3,547	64,909
1943	4,645	4,161	4,513	4,142	5,004	4,975	7,088	8,222	5,907	4,916	4,128	4,302	416	111	3,797	66,357
1944	3,061	2,677	2,903	2,260	2,784	2,539	3,208	3,171	2,966	3,191	2,831	3,138	106	66	2,492	37,393
1945	1,671	1,657	1,670	1,439	1,705	1,809	2,165	1,903	2,312	1,534	1,313	1,398	22	14	1,413	22,025
1946	2,277	2,223	2,376	2,392	2,599	2,594	2,735	2,714	2,555	2,311	2,494	2,345	1	—	2,471	32,087
1947	2,443	2,089	2,460	2,405	2,358	2,543	2,551	2,710	2,729	2,662	2,912	2,434	315	180	2,801	33,592
1948	2,994	2,365	2,738	2,827	3,275	3,386	3,181	3,532	3,408	3,257	2,940	2,945	656	489	3,981	44,974
1949	3,233	2,561	2,695	2,960	3,394	3,224	3,511	3,487	3,532	3,052	2,645	2,792	488	352	3,583	41,509
1950	2,676	2,217	2,505	2,531	2,784	2,866	3,083	3,022	2,921	2,691	2,296	2,293	451	328	3,045	35,709

2. — POURCENTAGES

1941	4.42	4.09	5.08	6.02	15.61	9.63	10.70	12.22	8.97	6.37	5.29	4.51	0.76	2.35	3.98	100
1942	5.50	7.46	7.54	6.75	8.98	8.24	9.94	11.53	7.90	6.51	6.28	5.64	0.99	1.28	5.46	
1943	7. —	6.27	6.80	6.24	7.54	7.50	10.68	12.39	8.90	7.45	6.22	6.48	0.64	0.17	5.72	
1944	8.19	7.16	7.76	6.04	7.45	6.79	8.58	8.48	7.93	8.54	7.57	8.39	0.28	0.18	6.66	
1945	7.59	7.52	7.58	6.53	7.74	8.21	9.83	8.64	10.50	6.97	5.96	6.35	0.10	0.06	6.42	
1946	7.10	6.93	7.40	7.45	8.10	8.08	8.53	8.46	7.97	7.20	7.77	7.31	—	—	7.70	
1947	7.27	6.22	7.32	7.16	7.02	7.57	7.59	8.07	8.13	7.92	8.68	7.25	0.93	0.53	8.34	
1948	7.13	5.63	6.52	6.73	7.80	8.08	7.58	8.40	8.13	7.76	7. —	7.02	1.56	1.17	9.49	
1949	7.79	6.17	6.49	7.13	8.18	7.77	8.46	8.40	8.51	7.35	6.37	6.73	1.17	0.85	8.63	
1950	7.49	1	7.02	7.09	7.80	8.02	8.64	8.47	8.19	7.54	6.42	6.42	1.26	0.91	8.52	

Le relevé n° 10 reproduit ci-dessous donne un aperçu de toutes les infractions individuelles jugées, qu'elles soient commises en Belgique dans un lieu déterminé ou dans un lieu inconnu ou indéterminé, même à l'étranger.

Le total des infractions faisant l'objet de ce relevé est donc supérieur à celui du relevé précédent, qui ne se rapporte qu'aux faits commis en Belgique, dans un endroit connu. L'ensemble des infractions faisant l'objet du relevé n° 10 est réparti par nature d'infraction et d'après la qualité de primaire ou récidiviste de l'auteur.

Seuls les faits commis en Belgique, dans un lieu déterminé, sont en outre répartis d'après le mois où ils ont été commis.

Relevé n° 10. — NOMBRE DES INFRACTIONS INDIVIDUELLES COMMISES EN BELGIQUE
DANS UN LIEU INDETERMINE ET DES

A. — PAR DES CONDAMNES

DANS UN LIEU DETERMINE, DES INFRACTIONS COMMISES EN BELGIQUE
INFRACTIONS COMMISES A L'ETRANGER.

PRIMAIRES. — ANNEE 1950.

NATURE DES INFRACTIONS	Nu- méros de la nomen- clature	FAITS COMMIS EN BELGIQUE							DANS UN LIEU DETERMINE							FAITS COMMIS		TOTAL	Nu- méros de la nomen- clature		
		DURANT							LES MOIS DE							EN BELGIQUE dans un lieu inconnu ou indé- terminé	A L'ETRANGER				
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Octobre à mars	Avril à sep- tembre					À une époque inconnue ou indé- terminée	TOTAL
3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	2 bis		
Atteinte à la sûreté de l'État ou aux droits politiques	1	—	—	—	—	—	1	1	—	—	2	—	—	—	—	3	7	4	—	11	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	10	5	5	6	7	8	2	2	5	4	2	2	2	1	6	67	26	—	93	2
Faux en écritures	3	54	13	33	38	35	24	47	28	40	30	30	29	16	12	124	553	127	1	681	3
Faux témoignage ou serment	4	2	5	5	7	4	2	2	1	—	8	6	10	—	—	1	53	1	—	54	4
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	24	13	6	30	22	23	23	13	22	17	21	10	2	2	19	247	16	—	263	5
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	5	5	2	3	2	1	3	7	2	2	3	1	—	—	15	51	9	—	60	6
Infractions contre l'ordre pu- blic par des particuliers.	7	120	106	136	153	168	174	195	213	172	168	150	120	1	—	9	1,885	18	1	1,904	7
{ peines correctionnelles	8	30	38	40	38	52	30	53	43	39	37	35	39	—	—	4	478	—	—	478	8
{ peines de police	9	21	21	16	21	17	28	34	23	21	24	13	13	1	1	9	263	3	—	266	9
Infractions contre la sécurité publique	10	4	10	12	12	15	6	2	12	9	9	3	9	6	2	23	134	14	—	148	10
Avortement	11	5	4	3	3	4	5	3	8	3	7	4	1	1	2	26	79	3	—	82	11
Exposition ou délaisement d'enfants	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12
Destruction ou supposition d'État	13	2	—	1	1	1	1	—	4	—	—	1	—	1	—	2	14	4	—	18	13
Enlèvement de mineurs	14	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	2	—	—	2	14
Attentats à la pudeur et viols	15	30	24	34	26	30	40	53	42	29	28	21	28	16	14	140	555	15	1	571	15
{ peines criminelles	16	31	20	13	24	16	15	18	24	43	28	22	24	7	6	70	361	41	—	402	16
{ peines correctionnelles	17	67	51	53	53	92	89	86	89	63	44	50	39	25	18	213	1,032	30	2	1,064	17
{ peines de police	18	—	1	—	—	—	—	—	1	—	3	—	2	—	—	7	7	—	—	7	18
Corruption de la jeunesse et prostitution	19	235	129	141	164	166	156	160	145	143	166	156	155	79	47	412	2,454	40	3	2,497	19
Outrages publics aux mœurs	20	8	10	13	7	2	4	4	2	4	7	8	10	7	1	39	126	16	—	142	20
Adultère et bigamie	21	1	1	2	—	2	1	—	—	3	3	—	—	—	—	—	16	—	—	16	21
Abandon de famille	22	—	—	—	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	3	22
Meurtre	23	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	23
{ peines criminelles	24	212	183	180	206	265	254	256	274	270	195	164	177	1	2	29	2,668	3	5	2,676	24
{ peines correctionnelles	25	196	177	186	220	249	260	260	249	293	256	185	204	3	1	4	2,743	—	2	2,745	25
{ peines de police	27	7	2	—	1	2	6	4	7	5	5	4	2	—	—	—	45	1	—	46	27
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	28	8	7	12	7	13	15	19	21	17	8	9	15	1	1	11	155	10	—	165	28
Calomnies et injures	29	7	5	12	6	7	11	12	10	17	12	4	4	1	—	3	111	—	—	111	29
{ peines correctionnelles	30	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	2	—	—	—	3	—	—	3	30
{ peines de police	31	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	31
Violation de sépulture	32	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	32
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	33	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Violation du secret professionnel	34	1	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	3	33
Violation du secret des lettres et autres communications	35	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	1	34
Vols et maraudages	36	226	213	251	232	246	223	232	266	257	241	204	228	44	31	292	3,186	79	6	3,271	35
{ peines criminelles	37	9	24	26	20	18	4	14	17	18	10	21	4	1	—	5	191	—	1	192	36
{ peines correctionnelles	38	3	—	—	—	2	1	1	1	5	3	3	6	1	—	22	48	4	—	52	37
{ peines de police	39	122	89	88	82	85	76	98	114	98	81	96	80	29	24	263	1,425	114	5	1,544	38
Banqueroute	40	4	2	—	—	1	1	—	3	—	—	2	—	—	—	—	13	—	—	13	39
Abus de confiance, escroquerie, tromperie.	41	15	15	22	16	26	17	17	27	25	36	17	24	10	5	55	327	36	1	364	40
Recel.	42	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	—	—	1	41
Incendie	43	—	1	—	—	3	—	—	—	1	—	2	—	—	—	—	7	—	—	7	42
{ peines criminelles	44	29	30	62	42	36	30	26	29	16	15	28	18	—	—	2	363	—	—	363	44
{ peines correctionnelles	45	20	17	13	25	17	28	28	18	14	17	18	19	—	—	1	235	—	—	235	45
{ peines de police	Totaux	1,508	1,228	1,369	1,443	1,607	1,536	1,644	1,693	1,636	1,467	1,286	1,276	255	170	1,802	19,915	615	28	20,558	

Relevé n° 10. - 1950 (suite).

B. — PAR DES CONDAMNÉS RÉCIDIVISTES. — ANNEE 1950.

NATURE DES INFRACTIONS	Nu- méros de la nomen- clature	FAITS COMMIS EN BELGIQUE							DANS UN LIEU DÉTERMINÉ							FAITS COMMIS		TOTAL	Nu- méros de la nomen- clature		
		DURANT							LES MOIS DE							TOTAL	A L'ÉTRANGER				
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mal	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Octobre à mars	Avril à sep- tembre					À une époque inconnue ou indé- terminée	19
3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	26a		
Atteinte à la sûreté de l'État ou aux droits politiques	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2	3	—	5	1
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	9	1	4	1	1	2	—	1	5	2	1	3	2	—	6	38	7	—	45	2
Faux en écritures	3	26	14	18	14	14	10	23	16	13	23	12	19	12	7	60	281	105	2	388	3
Faux témoignage ou serment	4	3	4	—	3	3	1	2	—	1	2	—	—	—	—	1	22	—	—	22	4
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	9	5	10	5	12	7	6	14	3	12	10	10	1	2	5	111	11	—	122	5
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	3	—	2	—	—	—	—	—	2	2	—	—	1	—	5	15	2	—	17	6
Infractions contre l'ordre pu- { peines correctionnelles	7	138	107	129	145	165	184	271	210	187	151	159	120	2	2	11	1,981	14	2	1,997	7
par des particuliers { peines de police	8	16	15	25	17	21	16	22	29	23	16	16	14	—	—	1	231	1	2	234	8
Infractions contre la sécurité publique	9	18	20	24	26	23	35	37	20	39	29	18	25	2	1	9	326	3	—	329	9
Avortement	10	5	8	6	2	3	5	1	2	1	—	1	1	—	—	11	47	7	—	54	10
Exposition ou délaisement d'enfants	11	6	2	5	7	2	3	6	3	8	3	5	4	4	1	41	100	5	—	105	11
Destruction ou supposition d'État	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12
Enlèvement de mineurs	13	2	—	2	2	2	—	3	—	—	—	—	—	—	—	1	12	1	—	13	13
Attentats à la pudeur et viols { peines criminelles	14	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	14
. { peines correctionnelles	15	16	6	11	13	16	16	36	19	13	11	12	15	4	6	58	252	4	—	256	15
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	28	21	22	16	21	25	30	21	32	25	20	27	12	9	48	357	33	—	390	16
Outrages publics aux mœurs { peines correctionnelles	17	38	27	34	27	30	51	43	59	30	31	15	22	7	12	73	499	7	—	506	17
. { peines de police	18	—	1	1	—	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	4	—	—	—	4	18
Adultère et bigamie	19	156	80	85	103	91	95	91	87	82	114	90	88	54	39	260	1,515	23	2	1,540	19
Abandon de famille	20	12	13	14	12	11	7	7	7	9	7	7	11	8	4	67	196	20	—	216	20
Meurtre { peines criminelles	21	—	1	1	2	2	—	1	1	4	3	—	—	—	—	—	15	—	—	15	21
. { peines correctionnelles	22	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	22
. { peines criminelles	23	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	23
Lésions corporelles volontaires { peines correctionnelles	24	174	169	173	187	211	265	267	258	230	193	155	180	2	1	26	2,491	2	6	2,499	24
. { peines de police	25	90	105	132	127	129	186	158	153	202	148	106	100	1	1	5	1,643	—	—	1,643	25
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	27	2	7	4	8	6	8	7	10	11	5	7	2	—	—	3	80	—	—	80	27
Calomnies et injures { peines correctionnelles	28	7	11	10	9	8	14	14	10	8	11	12	9	2	2	7	134	2	—	136	28
. { peines de police	29	6	3	7	5	10	10	7	5	9	3	3	3	—	—	1	72	1	—	73	29
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	30
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	31
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32
Violation du secret des lettres et autres communications.	33	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	33
. { peines criminelles	34	—	—	—	—	—	1	—	—	—	1	1	—	—	—	—	3	—	—	3	34
Vols et maraudages { peines correctionnelles	35	222	197	197	191	211	219	220	217	203	245	173	205	38	37	209	2,784	69	3	2,856	35
. { peines de police	36	9	19	16	7	12	3	5	13	12	14	16	7	—	—	1	134	—	—	134	36
Banqueroute	37	2	—	1	2	—	2	7	1	1	—	1	—	—	—	14	31	4	—	35	37
Abus de confiance, escroquerie, tromperie.	38	104	102	135	103	108	91	105	122	104	119	117	96	32	24	257	1,619	129	9	1,757	38
Recel.	39	2	3	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	8	—	—	8	39
. { peines criminelles	40	17	11	26	10	22	21	11	22	16	19	19	28	10	8	58	298	21	—	319	40
. { peines correctionnelles	41	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	2	41
Incendie { peines correctionnelles	42	2	—	2	2	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	8	—	—	8	42
. { peines criminelles	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43
Destruction et dommages { peines correctionnelles	44	32	36	24	33	31	27	38	17	26	23	25	17	—	—	4	333	—	—	333	44
. { peines de police	45	14	5	14	9	12	22	19	11	11	11	7	11	—	—	—	146	—	—	146	45
Totaux		1,168	994	1,136	1,088	1,177	1,330	1,439	1,329	1,285	1,224	1,010	1,017	196	158	1,243	15,794	474	26	16,294	

Relevé n° 10. — 1950 (suite).

C. — PAR LES CONDAMNÉS PRIMAIRES ET RÉCIDIVISTES RÉUNIS. — ANNÉE 1950.

NATURE DES INFRACTIONS	Numéros de la nomenclature	FAITS COMMIS EN BELGIQUE DANS UN LIEU DÉTERMINÉ																	TOTAL	FAITS COMMIS		TOTAL	Numéros de la nomenclature
		DURANT LES MOIS DE							à une époque inconnue ou indéterminée	TOTAL	EN BELGIQUE dans un lieu inconnu ou indéterminé	A L'ÉTRANGER											
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet					août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Octobre à mars		Avril à septembre			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	2bis		
Atteinte à la sûreté de l'État ou aux droits politiques	1	—	1	—	—	—	1	1	—	—	2	—	—	—	—	4	9	7	—	16	1		
Contrefaçon ou altération de monnaies, effets publics, timbres, sceaux, etc.	2	19	6	9	7	8	10	2	3	10	6	3	5	4	1	12	105	33	—	138	2		
Faux en écritures	3	80	27	51	52	49	34	70	44	53	53	42	48	28	19	184	834	232	3	1,069	3		
Faux témoignage ou serment	4	5	9	5	10	7	3	4	1	1	10	8	10	—	—	2	75	1	—	76	4		
Usurpation de fonctions, titres ou nom	5	33	18	16	35	34	30	29	27	25	29	31	20	3	4	24	358	27	—	385	5		
Infractions contre l'ordre public par des fonctionnaires ou ministres des cultes	6	8	5	4	3	2	1	3	7	4	4	3	1	1	—	20	66	11	—	77	6		
Infractions contre l'ordre pu- par des particuliers	7	258	213	265	298	333	358	466	423	359	319	309	240	3	2	20	3,866	32	3	3,901	7		
	8	46	53	65	55	73	46	75	72	62	53	51	53	—	—	5	709	1	2	712	8		
Infractions contre la sécurité publique	9	39	41	40	47	40	63	71	43	60	53	31	38	3	2	18	589	6	—	595	9		
Avortement	10	9	18	18	14	18	11	3	14	10	9	4	10	7	2	34	181	21	—	202	10		
Exposition ou délaisement d'enfants	11	11	6	8	10	6	8	9	11	11	10	9	5	5	3	67	179	8	—	187	11		
Destruction ou supposition d'État	12	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12		
Enlèvement de mineurs	13	4	—	3	3	3	1	3	4	—	—	1	—	1	—	3	26	5	—	31	13		
Attentats à la pudeur et viols	14	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	3	—	—	3	14		
	15	46	30	45	39	46	56	89	61	42	39	33	43	20	20	198	807	19	1	827	15		
Corruption de la jeunesse et prostitution	16	59	41	35	40	37	40	48	45	75	53	42	51	19	15	118	718	74	—	792	16		
Outrages publics aux mœurs	17	105	78	87	80	122	140	129	148	93	75	65	61	32	30	286	1,531	37	2	1,570	17		
	18	—	2	1	—	—	1	—	1	—	4	—	2	—	—	—	11	—	—	11	18		
Adultère et bigamie	19	391	209	226	267	257	251	251	232	225	280	246	243	133	86	672	3,969	63	5	4,037	19		
Abandon de famille	20	20	23	27	19	13	11	11	9	13	14	15	21	15	5	106	322	36	—	358	20		
Meurtre	21	1	2	3	2	4	1	1	1	7	6	3	—	—	—	—	31	—	—	31	21		
	22	—	—	—	—	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	—	3	22		
	23	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	2	23		
Lésions corporelles volontaires	24	386	352	353	393	476	519	523	532	500	388	319	357	3	3	55	5,159	5	11	5,175	24		
	25	286	282	318	347	378	446	418	402	495	404	291	304	4	2	9	4,386	—	2	4,388	25		
Attentats à la liberté individuelle ou au domicile par des particuliers	27	9	9	4	9	8	14	11	17	16	10	11	4	—	—	3	125	1	—	126	27		
Calomnies et injures	28	15	18	22	16	21	29	24	31	25	19	21	24	3	3	18	289	12	—	301	28		
	29	13	8	19	11	17	21	19	15	26	15	7	7	1	—	4	183	1	—	184	29		
Violation de sépulture	30	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	2	—	—	—	3	—	—	3	30		
Falsification dangereuse de denrées alimentaires	31	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	2	31		
Violation du secret professionnel	32	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	1	—	2	32		
Violation du secret des lettres et autres communications	33	1	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	—	4	33		
Vols et maraudages	34	—	—	—	—	—	1	—	—	—	2	1	—	—	—	—	4	—	—	4	34		
	35	448	410	448	423	457	442	452	483	460	486	377	433	82	68	501	5,970	148	9	6,127	35		
	36	18	43	42	27	30	7	19	30	30	24	37	11	1	—	6	325	—	1	326	36		
Banqueroute	37	5	—	1	2	2	3	8	2	6	3	4	6	1	—	36	79	8	—	87	37		
Abus de confiance, escroquerie, tromperie	38	226	191	223	185	193	167	203	236	202	200	213	176	61	48	520	3,044	243	14	3,301	38		
	39	6	5	1	—	1	1	—	3	—	—	2	—	—	2	—	21	—	—	21	39		
Recel	40	32	26	48	26	48	38	28	49	41	55	36	52	20	13	113	625	57	1	683	40		
Incendie	41	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	1	—	—	—	3	—	—	3	41		
	42	2	1	2	2	3	—	1	1	1	—	2	—	—	—	—	15	—	—	15	42		
	43	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	43		
Destruction et dommages	44	61	66	86	75	67	57	64	46	42	38	53	35	—	—	6	696	—	—	696	44		
	45	34	22	27	34	29	50	47	29	25	28	25	30	—	—	1	381	—	—	381	45		
Totaux		2,676	2,217	2,505	2,581	2,784	2,966	3,063	3,022	2,921	2,691	2,296	2,293	451	328	3,045	35,709	1,089	54	36,852			

IVRESSE.

Ainsi qu'il a été dit plus haut l'ivresse n'est pas un délit susceptible de faire figurer son auteur dans la statistique criminelle.

Elle constitue cependant une circonstance qui est de nature à influencer sensiblement la criminalité.

A ce titre elle fait l'objet de relevés spéciaux

dans la statistique des condamnés (chap. I, section VII).

Indépendamment de l'observation de son influence directe ou indirecte sur l'activité criminelle, il peut être intéressant de relever les faits d'ivresse punis comme tels par l'A.L. du 14 novembre 1939 sur la répression de l'ivresse, que ces faits soient ou non connexes à un autre délit.

Relevé n° 11. — INFRACTIONS AUX ARTICLES 1^{er} § 1 ET 3 DE L'ARRETE-LOI
DU 14 NOVEMBRE 1939 SUR LA REPRESSION DE L'IVRESSE (Ancien n° 39)
jugées pendant l'année et réparties d'après les mois de l'année où elles ont été commises.

ANNEE 1950.

CATEGORIES DE CONTRAVENTIONS	FAITS COMMIS DURANT LE MOIS DE												FAITS com- mis à une époque incon- nue ou indé- termi- née	TO- TAUX
	Jan- vier	Fé- vrier	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil- let	Août	Sep- tem- bre	Oc- tobre	No- vem- bre	Dé- cem- bre		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Faits d'ivresse connexes à un délit	151	128	164	171	203	217	229	244	189	163	176	164	10	2,209
Faits d'ivresse commis isolément	527	540	654	657	634	686	742	610	655	628	541	571	2	7,447
Total des deux catégories ci-dessus	678	668	818	828	837	903	971	854	844	791	717	735	12	9,656

On trouvera ci-dessous l'aperçu rétrospectif établi depuis 1939, des infractions aux articles 1^{er}, § 1 et 3 de l'arrêté-loi du 14 novembre 1939.

ANNÉES	FAITS D'IVRESSE			FAITS COMMIS DURANT LE MOIS DE												Epo- que incon- nue
	commis isolément	connexe à un délit	AU TOTAL	Jan- vier	Fé- vrier	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil- let	Août	Sep- tem- bre	Oc- tobre	No- vem- bre	Dé- cem- bre	
1939	6,144	2,128	8,272	641	503	574	737	699	633	833	881	931	755	588	497	—
1940	4,798	1,621	6,419	375	440	510	580	289	438	686	751	691	643	476	538	2
1941	2,505	982	3,487	240	154	251	198	182	186	266	390	408	365	448	395	4
1942	1,740	461	2,201	183	147	170	167	218	165	159	165	178	191	222	234	2
1943	1,934	415	2,349	164	178	177	208	196	202	220	219	208	225	171	180	1
1944	1,534	201	1,735	211	153	151	155	119	135	125	97	103	128	173	185	—
1945	1,063	179	1,242	63	87	95	90	105	99	130	137	152	116	89	79	—
1946	3,296	502	3,798	238	283	332	397	389	396	363	358	343	242	194	261	2
1947	4,892	1,023	5,915	350	300	398	411	503	700	755	710	673	404	398	300	13
1948	5,897	1,723	7,620	590	523	651	653	585	697	706	700	663	650	590	598	14
1949	6,183	1,845	8,028	657	552	526	659	748	740	795	766	820	695	560	498	12
1950	7,447	2,209	9,656	678	668	818	828	837	903	971	854	844	791	717	735	12

ANNEXE

Les Juridictions Militaires

La statistique criminelle proprement dite ne tient pas compte de l'activité des juridictions militaires; il n'y a à cela aucun inconvénient en période normale, car le nombre d'infractions intéressant la statistique criminelle et réprimé par les juridictions militaires est très restreint. Il n'en fut plus de même dans les années d'après-guerre, la compétence des tribunaux militaires ayant été fort élargie et leur activité démesurément gonflée par suite de la répression de l'incivisme. Un bon nombre d'infractions qui auraient dû normalement être de la compétence des tribunaux ordinaires leur échappaient de ce fait, et échappaient donc aussi à la statistique criminelle.

Des fiches relatives à ces seules infractions sont bien établies par le Ministère de la Justice et ventilées par l'Institut National de Statistique, mais sur la base des condamnations individuelles et non pas d'après le critère de l'individu condamné comme c'est le cas dans les relevés n° 1 à 8, critère qu'il ne fut malheureusement pas possible d'employer dans ce cas, le décompte n'ayant pas été fait (volet B II de la fiche, voir Introduction générale, § 1). On ne peut donc ajouter simplement les chiffres des tribunaux militaires (condamnations) aux chiffres des tribunaux ordinaires (condamnés).

Il faut tenir compte de ce fait quand on étudie les chiffres de la statistique criminelle relatifs aux années d'après guerre.

Il est cependant possible de se faire une idée de l'ampleur exacte de la criminalité pendant ces

années en ajoutant au chiffre des condamnations individuelles prononcées par les tribunaux militaires et relatif aux infractions rentrant normalement dans la statistique criminelle le chiffre des condamnations individuelles prononcées par les tribunaux ordinaires, chiffres qu'on trouvera dans le relevé n° 1, colonne 4.

Années	Condamnations individuelles prononcées par les juridictions		
	Ordinaires	Militaires	Total
1941	52,504	—	52,504
1942	59,667	—	59,667
1943	60,200	—	60,200
1944	34,863	2,316	37,179
1945	21,676	34,200	55,876
1946	31,079	31,185	62,264
1947	32,120	15,218	47,338
1948	39,246	4,490	43,736
1949	37,556	1,480	39,036
1950	32,201	857	33,058

On notera la forte chute des condamnations prononcées par les juridictions militaires.

Nous sommes maintenant à cet égard dans une situation tout à fait normale. On peut constater d'ailleurs, en examinant le relevé n° 13, que sur 857 condamnations individuelles, 535 intéressent des individus de 18 à moins de 25 ans. Le nombre de femmes est devenu insignifiant. Les conseils de guerre ont donc repris leur activité ordinaire.

**Relevé n° 12. — CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES
PRONONCÉES PAR LES JURIDICTIONS MILITAIRES.
REPARTITION PAR INFRACTION,
D'APRES L'ETAT CIVIL ET LA SITUATION DE FAMILLE DES CONDAMNÉS.
ANNEE 1950.**

GROUPE GÉNÉRIQUE	NUMÉROS D'ORDRE DES INFRACTIONS	SEXE des condamnés	Célibataires	MARIÉS		VEUFs		DIVORCÉS		Etat civil inconnu	TOTAL
				sans enfants	avec enfants	sans enfants	avec enfants	sans enfants	avec enfants		
Atteinte à la sûreté de l'État ou aux droits politiques.	1	Hommes	84	36	66	3	2	4	2	4	201
		Femmes	5	6	4	1	1	—	1	—	18
Ensemble			89	42	70	4	3	4	3	4	219
Crimes et délits contraires à l'ordre public.	5, 6, 7, 8, 30, 33	Hommes	36	2	10	—	—	1	—	—	49
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ensemble			36	2	10	—	—	1	—	—	49
Crimes et délits contre la sécurité publique.	9	Hommes	7	—	—	—	—	—	—	—	7
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ensemble			7	—	—	—	—	—	—	—	7
Vols, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications.	2, 3, 4, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40	Hommes	285	37	54	1	—	—	1	2	380
		Femmes	2	—	1	—	—	—	—	—	3
Ensemble			287	37	55	1	—	—	1	2	383
Crimes et délits contre l'ordre des familles.	10, 11, 12, 13, 19, 20	Hommes	—	6	8	—	—	—	—	—	14
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ensemble			—	6	8	—	—	—	—	—	14
Crimes et délits contre la moralité publique	14, 15, 16, 17, 18	Hommes	38	3	5	—	—	—	—	1	47
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ensemble			38	3	5	—	—	—	—	1	47
Meurtres ou lésions corporelles volontaires.	21, 22, 23, 24, 25, 26, 31	Hommes	67	15	16	—	—	1	1	20	120
		Femmes	—	—	1	—	—	—	—	—	1
Ensemble			67	15	17	—	—	1	1	20	121
Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers.	27	Hommes	6	—	—	—	—	—	—	—	6
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ensemble			6	—	—	—	—	—	—	—	6
Calomnies et injures.	28, 29, 32	Hommes	—	1	—	—	—	—	—	—	1
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ensemble			—	1	—	—	—	—	—	—	1
Destruction, dégradations, dommages.	41, 42, 43, 44, 45	Hommes	7	1	1	—	—	—	1	—	10
		Femmes	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ensemble			7	1	1	—	—	—	1	—	10
Totaux généraux.		Hommes	530	101	160	4	2	6	5	27	835
		Femmes	7	6	6	1	1	—	1	—	22
Ensemble			537	107	166	5	3	6	6	27	857

Relevé n° 13. — CONDAMNATIONS INDIVIDUELLES
REPARTITION PAR INFRACTION D'APRES
ANNEE

GROUPE GÉNÉRIQUE	NUMÉROS D'ORDRE DES INFRACTIONS	CONDAMNÉS AGES									
		De 16 ans à moins de 18 ans		De 18 ans à moins de 21 ans		De 21 ans à moins de 25 ans		De 25 ans à moins de 30 ans		De 30 ans à moins de 35 ans	
		H	F	H	F	H	F	H	F	H	F
Atteinte à la sûreté de l'État ou aux droits politiques	1	14	—	28	—	30	—	25	7	33	3
Crimes et délits contraires à l'ordre public.	5, 6, 7, 8, 30, 33	—	—	9	—	25	—	4	—	4	—
Crimes et délits contre la sécurité publique.	9	—	—	4	—	3	—	—	—	—	—
Vols, escroqueries, fraudes, trom- peries, falsifications.	2, 3, 4, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40	7	1	158	—	150	1	20	—	9	—
Crimes et délits contre l'ordre des familles.	10, 11, 12, 13, 19, 20	—	—	—	—	1	—	2	—	3	—
Crimes et délits contre la mora- lité publique.	14, 15, 16, 17, 18	—	—	19	—	20	—	6	—	—	—
Meurtres ou lésions corporelles volontaires	21, 22, 23, 24, 25, 26, 31	—	—	35	—	39	—	6	—	2	—
Attentats à la liberté individuelle, et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers.	27	—	—	1	—	3	—	2	—	—	—
Calomnies et injures.	28, 29, 32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destructions, dégradations, dom- mages.	41, 42, 43, 44, 45	—	—	2	—	7	—	—	—	—	—
Totaux généraux		21	1	256	—	278	1	65	7	51	3
		22		256		279		72		54	

PRONONCÉES PAR LES JURIDICTIONS MILITAIRES
L'ÂGE ET LE SEXE DES CONDAMNÉS.
1950.

GROUPE GÉNÉRIQUE		AU MOMENT DE L'INFRACTION														TOTAL				
		De 35 ans à moins de 40 ans		De 40 ans à moins de 45 ans		De 45 ans à moins de 50 ans		De 50 ans à moins de 55 ans		De 55 ans à moins de 60 ans		De 60 ans à moins de 70 ans		70 ans et plus		Age inconnu		H	F	E
		H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F					
Atteinte à la sûreté de l'État ou aux droits politiques	1	21	3	17	4	17	—	9	1	6	—	—	—	1	—	—	—	201	18	219
Crimes et délits contraires à l'ordre public.	5, 6, 7, 8, 30, 33	2	—	3	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	49	—	49
Crimes et délits contre la sécurité publique.	9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7	—	7
Vols, escroqueries, fraudes, trom- peries, falsifications.	2, 3, 4, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40	16	1	11	—	7	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	380	3	383
Crimes et délits contre l'ordre des familles.	10, 11, 12, 13, 19, 20	3	—	3	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	14	—	14
Crimes et délits contre la mora- lité publique.	14, 15, 16, 17, 18	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	47	—	47
Meurtres ou lésions corporelles volontaires	21, 22, 23, 24, 25, 26, 31	19	1	10	—	3	—	2	—	2	—	2	—	—	—	—	—	120	1	121
Attentats à la liberté individuelle, et à l'inviolabilité du domicile commis par des particuliers.	27	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	—	6
Calomnies et injures.	28, 29, 32	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Destructions, dégradations, dom- mages.	41, 42, 43, 44, 45	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	—	10
Totaux généraux		64	5	44	4	30	—	12	1	9	—	4	—	1	—	—	—	835	22	857
		69		48		30		13		9		4		1		—				

Relevé n° 14. — CONdamnATIONS INDIVIDUELLES
PRONONcées PAR LES JURIDICTIONS MILITAIRES

REPARTITION PAR SEXE

D'APRES LE CANTON ET L'ARRONDISSEMENT DE NAISSANCE DES CONDAMNÉS.
ANNEE 1950.

CANTONS	Hommes	Femmes	Ensemble	CANTONS	Hommes	Femmes	Ensemble
Bruxelles	29	1	30	Turnhout	5	—	5
Anderlecht	6	—	6	Arendonk	—	—	—
Assche	2	—	2	Herentals	3	—	3
Hal	1	—	1	Hoogstraten	1	—	1
Ixelles	12	—	12	Mol	6	—	6
Molenbeek-Saint-Jean	3	—	3	Westerloo	2	—	2
Saint-Gilles	7	—	7	Arr. de Turnhout	17	—	17
Saint-Josse-ten-Noode	18	—	18	Mons	10	—	10
Schaerbeek	14	—	14	Boussu	6	—	6
Sint-Kwintens-Lennik	3	—	3	Chièvres	4	—	4
Uccle	12	—	12	Dour	1	—	1
Vilvorde	3	—	3	Enghien	2	—	2
Wolvertem	1	—	1	La Louvière	5	1	6
Arr. de Bruxelles	111	1	112	Lens	1	—	1
Louvain	19	—	19	Pâturages	2	—	2
Aarschot	5	—	5	Roculx	3	—	3
Diest	6	1	7	Soignies	3	—	3
Glabbeek	—	—	—	Arr. de Mons	37	1	38
Haacht	4	—	4	Charleroi	12	—	12
Tirlemont	7	1	8	Beaumont	1	—	1
Léau	1	—	1	Binche	8	—	8
Arr. de Louvain	42	2	44	Châtelet	4	—	4
Nivelles	2	—	2	Chimay	2	—	2
Genappe	—	—	—	Fontaine-l'Évêque	7	—	7
Jodoigne	1	—	1	Gosselies	4	—	4
Pervez	—	—	—	Jumet	4	—	4
Wavre	5	—	5	Marchienne-au-Pont	3	—	3
Arr. de Nivelles	8	—	8	Merbes-le-Château	2	—	2
Anvers	49	3	52	Seneffe	1	—	1
Berchem	5	1	6	Thuin	3	—	3
Boom	6	—	6	Arr. de Charleroi	51	—	51
Borgerhout	20	2	22	Tournai	6	—	6
Brecht	8	—	8	Antoing	2	—	2
Ekeren	7	—	7	Ath	2	—	2
Kontich	6	—	6	Celles	2	—	2
Zandhoven	—	—	—	Flobecq	—	—	—
Arr. d'Anvers	101	6	107	Frasnes-lez-Buissenal	—	—	—
Malines	9	1	10	Lessines	2	—	2
Duffel	2	—	2	Leuze	1	—	1
Heist-op-den-Berg	—	1	1	Péruwelz	1	—	1
Lierre	7	—	7	Quevaucamps	—	—	—
Puurs	—	—	—	Templeuve	1	—	1
Arr. de Malines	18	2	20	Arr. de Tournai	17	—	17

Relevé n° 14. — 1950 (suite).

CANTONS	Hommes	Femmes	Ensemble	CANTONS	Hommes	Femmes	Ensemble
Gand	15	—	15	Furnes	8	—	8
Assenede	2	—	2	Dixmude	5	—	5
Deinze	1	—	1	Haringe	3	—	3
Eekloo	3	—	3	Nieuport	3	—	3
Evergem	8	—	8	Arr. de Furnes	19	—	19
Kaprijke	—	—	—	Ypres	4	—	4
Kruishoutem	—	—	—	Hoogdele	—	—	—
Ledeberg	2	—	2	Messines	2	—	2
Loochristi	—	—	—	Passendale	1	—	1
Nazareth	—	—	—	Poperinge	—	—	—
Nevele	1	—	1	Wervik	3	—	3
Oosterzele	6	—	6	Arr. d'Ypres	10	—	10
Waarschoot	1	—	1	Liège	21	—	21
Zomergem	2	—	2	Dalhem	1	—	1
Arr. de Gand	41	—	41	Fexhe-Slins	3	—	3
Audenarde	4	—	4	Fléron	2	—	2
Grammont	2	—	2	Grivegnée	2	—	2
Herzelo	4	—	4	Herstal	3	—	3
Nederbrakel	1	—	1	Hollogne-aux-Pierres	8	—	8
Ninove	5	1	6	Louveigné	1	—	1
Renaix	2	—	2	Saint-Nicolas	—	—	—
Sint-Maria-Horebeke	1	—	1	Seraing-sur-Meuse	3	—	3
Zottegem	2	—	2	Wareinme	1	—	1
Arr. d'Audenarde	21	1	22	Arr. de Liège	45	—	45
Termonde	8	—	8	Huy	5	—	5
Alost	11	—	11	Ferrières	—	—	—
Beveren-Waas	3	—	3	Hannut	1	—	1
Hamme	3	—	3	Héron	—	—	—
Lokeren	6	—	6	Jehay-Bodegnée	1	—	1
Sint-Gilles-Waas	4	—	4	Landen	1	—	1
Saint-Nicolas	9	—	9	Nandrin	1	—	1
Tamise	9	—	9	Arr. de Huy	9	—	9
Wetteren	3	—	3	Verviers	3	—	3
Zele	1	—	1	Aubel	—	—	—
Arr. de Termonde	57	—	57	Dison	—	—	—
Bruges	23	—	23	Eupen	2	—	2
Ardoole	1	—	1	Herve	—	—	—
Gistel	1	—	1	Limbourg	1	—	1
Ostende	8	—	8	Malmédy	3	—	3
Ruiselede	1	—	1	Saint-Vith	1	—	1
Tielt	—	—	—	Spa	3	—	3
Torhout	3	—	3	Stavelot	—	—	—
Arr. de Bruges	37	—	37	Arr. de Verviers	13	—	13
Courtrai	6	—	6	Tongres	—	—	—
Avelgem	1	—	1	Bilzen	6	—	6
Harelbeke	3	—	3	Borgloon (Looz)	6	1	7
Izegem	1	—	1	Bree	4	—	4
Menin	5	—	5	Maaseik	2	—	2
Meulebeke	3	—	3	Mechelen	4	—	4
Mouscron	2	—	2	Zichen-Z.-B.	1	—	1
Moorsele	1	—	1	Arr. de Tongres	23	1	24
Oostrozebeke	1	—	1				
Roulers	5	—	5				
Arr. de Courtrai	28	—	28				

Relevé n° 14. — 1950 (suite).

CANTONS	Hommes	Femmes	Ensemble	CANTONS	Hommes	Femmes	Ensemble
Hasselt	10	—	10	Sibret	—	—	—
Beringen	5	—	5	Wellin	—	—	—
Herck-la-Ville	1	1	2	Arr. de Neufchâteau	1	—	1
Neerpelt	1	—	1	Namur	8	—	8
Peer	—	—	—	Andenne	1	—	1
Saint-Trond	1	—	1	Eghezée	1	—	1
Arr. de Hasselt	18	1	19	Fosse	3	—	3
Arlon	1	—	1	Gembloux	—	—	—
Etalle	2	—	2	Arr. de Namur	13	—	13
Fauvillers	—	—	—	Dinant	3	—	3
Florenville	—	—	—	Beauraing	1	—	1
Messancy	—	—	—	Ciney	1	—	1
Virton	1	—	1	Couvin	1	—	1
Arr. d'Arlon	4	—	4	Florennes	1	—	1
Marche-en-Famenne	—	—	—	Gedinne	—	—	—
Durbuy	—	—	—	Philippeville	1	—	1
Erezée	—	—	—	Rochefort	3	—	3
Houffalize	—	—	—	Walcourt	3	—	3
La Roche	1	—	1	Arr. de Dinant	14	—	14
Nassogne	1	—	1	Totaux	757	15	772
Vielsalm	—	—	—	Etrangers	78	7	85
Arr. de Marche-en-Famenne	2	—	2	Inconnus	—	—	—
Neufchâteau	—	—	—	Total	835	22	857
Bastogne	—	—	—				
Bouillon	—	—	—				
Paliseul	—	—	—				
Saint-Hubert	1	—	1				

Table des Matières

INTRODUCTION GENERALE

§ 1. Principes et exécution des enquêtes.

1. Généralités	9
2. Infractions prises en considération par la statistique criminelle	9
Nomenclature détaillée	10
3. Unités prises en considération par la statistique criminelle	13
4. Méthode d'élaboration de la statistique criminelle	13
Modèle de fiche	15
5. Organisation des travaux statistiques	16

§ 2. Traits principaux du droit criminel belge.

1. Economie générale du droit criminel	17
2. Notions de droit pénal :	
1) Le droit pénal est un droit écrit	17
2) Infractions et peines principales	17
3) Peines accessoires et subsidiaires	17
4) Personnalité des peines	18
5) Non rétroactivité de la loi pénale	18
6) Tentative	18
7) Concours	18
8) Participation	18
9) Causes de justification	18
10) Causes d'excuse	18
11) Circonstances atténuantes	18
12) Récidive	19
13) Extinction de peine	19
14) Délais de prescription	19

15) Libération et condamnation conditionnelle	19
16) Majorité criminelle : régime de protection de l'enfance	19
17) Protection des anormaux, régime des récidivistes et délinquants d'habitude : loi de défense sociale du 9-4-1930	19
3. Notions de la procédure pénale, de l'organisation judiciaire et de la compétence	20
1) Mission de la police judiciaire	20
2) Saisine des juridictions répressives	20
a) Actions publique et civile	20
b) Action publique devant les juridictions répressives	21
Les juridictions de jugement	21
1) Tribunaux de police	22
2) Tribunaux correctionnels	23
3) Cours d'appel	23
4) Cours d'assises	23
5) Cour de cassation	23
Extinction de l'action publique	23
4. Le droit criminel et la statistique	24
1) Infractions et peines	24
2) Concours et participation	24
3) Récidive	24

§ 3. Données démographiques.

Tableaux :

1) Population ayant atteint l'âge de la majorité criminelle, répartie par sexe et âge (années 1930, 1940 à 1950)	26
2) Etendue territoriale et densité de population par km ² , par arrondissement judiciaire en 1950	27

STATISTIQUE CRIMINELLE

Chapitre I. — Statistique des condamnés.

Section I. - Résultats généraux du dépouillement des fiches codifiées. Condamnés par sexe, nature d'infraction et antécédents judiciaires.	
1. Introduction	20
2. <i>Relevé n° 1.</i> — Nombre des condamnations individuelles et des condamnés primaires et récidivistes par sexe et par nature d'infraction (ancien n° 30)	30
3. Aperçus rétrospectifs :	
1° <i>Le sexe des condamnés :</i>	
Tableau A. — Nombre d'hommes et de femmes condamnés	33
Tableau B. — Pourcentages d'hommes et de femmes condamnés	33
Tableau C. — Taux de la criminalité par sexe. — Indices du taux de criminalité de 1941 à 1950	33
2° <i>Les antécédents judiciaires :</i>	
Tableau D. — Nombre de primaires et de récidivistes condamnés	34
Tableau E. — Pourcentages de primaires et de récidivistes condamnés	34
Section II. - Etat civil et situation de famille.	
1. Introduction	35
2. <i>Relevé n° 2.</i> — Etat civil des condamnés (ancien n° 31)	36
3. Aperçus rétrospectifs :	
1. Etat civil des condamnés	43
Tableau A. — Nombre de condamnés d'après l'état civil, la situation de famille, les antécédents judiciaires et le sexe	44
Tableau B. — Pourcentages des condamnés d'après l'état civil, la situation de famille, les antécédents et le sexe	46
2. Situation de famille des condamnés	48
Tableau C. — Nombre de condamnés (mariés, veufs et divorcés) d'après la situation de famille	48
Tableau D. — Pourcentages des condamnés (mariés, veufs et divorcés) d'après la situation de famille	48
Tableau E. — Nombre de condamnés (toutes catégories) d'après la situation de famille	48
Tableau F. — Pourcentage des condamnés (toutes catégories) d'après la situation de famille	48

Section III. - Profession et état social des condamnés.

1. Introduction	49
2. <i>Relevé n° 3.</i> — Condamnés répartis par profession, état social et groupe générique de l'infraction commise (ancien n° 32) :	
A. Hommes	50
B. Femmes	55
C. Récapitulation par groupes professionnels principaux, des relevés n° 3 A et B.	60
3. Aperçus rétrospectifs	61
1. Profession des condamnés	61
Tableau A. — Nombre des condamnés, par groupe professionnel principal	62
Tableau B. — Pourcentages des condamnés par groupe professionnel principal	63
2. Etat social des condamnés	64
Tableau C. — Nombre de condamnés par état social	64
Tableau D. — Pourcentages des condamnés par état social	65

Section IV. - Age des condamnés.

1. Introduction	66
2. <i>Relevé n° 4.</i> — Age des condamnés, en 7 catégories, par sexe et par nature d'infractions (ancien n° 33)	67
<i>Relevé n° 5.</i> — Age des condamnés en 3 catégories, par primaires et récidivistes et par nature d'infractions (ancien n° 34) :	
A. Hommes	68
B. Femmes	70
C. Hommes et femmes réunis	72
3. Aperçus rétrospectifs	74
Tableau A. — Nombre de condamnés par groupe d'âge	75
Tableau B. — Pourcentages des condamnés par groupe d'âge	76
Tableau C. — Taux de criminalité par 100.000 individus de chaque groupe d'âge	77
Tableau D. — Indices du taux de criminalité par 100.000 individus de chaque groupe d'âge	78

Section V. - Localisation des condamnés d'après l'arrondissement judiciaire où il ont commis leur infraction.

1. Introduction	87
2. <i>Relevé n° 6.</i> — Répartition des condamnés d'après l'arrondissement où ils ont commis l'infraction (ancien n° 35)	88

3. Répartition des condamnés par canton de naissance, de domicile et de lieu où les faits ont été commis :	
Chiffre de la population au 31 décembre de l'année de compte	96
Récapitulation par arrondissement et par ressort de Cour d'appel	102

Section VI. - Récidive générale et récidive spéciale.

1. Introduction. — Nomenclature générique restreinte	103
2. <i>Relevé n° 7.</i> — Récidivistes répartis en spécialistes et non spécialistes et d'après le nombre de condamnations qu'ils ont encourues (ancien n° 37)	104
3. Aperçus récapitulatifs :	
Tableau A. — Taux de la récidive par 1.000 condamnés	110
Tableau B. — Indices du taux de la récidive	111

Section VII. - Ivrognerie.

1. Introduction	113
2. <i>Relevé n° 8.</i> — Ivrognerie (ancien n° 38)	114
3. Aperçu récapitulatif. Pourcentages des condamnés auxquels un fait d'ivrognerie est imputé, soit avant, soit à l'occasion de l'infraction	118

Chapitre II. — Statistique des infractions.

1. Introduction spéciale	119
2. <i>Relevé n° 9.</i> — Nombre des infractions individuelles jugées, réparties d'après le mois dans lequel elles ont été commises :	
A. Communes ou agglomérations urbaines de 100.000 habitants et plus	122

B. Communes de 25.000 à moins de 100.000 habitants	124
C. Communes de 10.000 à moins de 25.000 habitants	126
D. Communes de moins de 10.000 habitants	128
E. Récapitulation	130
3. Aperçu rétrospectif	130
4. <i>Relevé n° 10.</i> — Nombre des infractions individuelles commises en Belgique dans un lieu déterminé, des infractions commises en Belgique dans un lieu indéterminé et des infractions commises à l'étranger :	
A. par des condamnés primaires	131
B. par des condamnés récidivistes	134
C. par les condamnés primaires et récidivistes réunis	136
5. <i>Ivresse.</i>	138
<i>Relevé n° 11.</i> — Infractions aux art. 1 § 1 et 3 de l'arrêté-loi du 14-11-39 sur la répression de l'ivresse (ancien n° 39) jugées pendant l'année et réparties d'après le mois de l'année où elles ont été commises. — Aperçu rétrospectif	138

ANNEXE : Les juridictions militaires.

Introduction	139
<i>Relevé n° 12.</i> — Condamnations individuelles prononcées par les juridictions militaires. — Répartition par infraction, d'après l'état civil et la situation de famille des condamnés	140
<i>Relevé n° 13.</i> — Condamnations individuelles prononcées par les juridictions militaires. — Répartition par infraction d'après l'âge et le sexe des condamnés	142
<i>Relevé n° 14.</i> — Condamnations individuelles prononcées par les juridictions militaires. — Répartition par sexe d'après le canton et l'arrondissement de naissance des condamnés	144

Des presses
de
l'imprimerie PUVREZ
59, avenue Fonsny
Bruxelles

•

Statistiques Judiciaires

Rapport statistique sur l'activité des Cours et Tribunaux
Année 1950

A — Affaires pénales

1° — Police judiciaire et Instruction

Tableau n° 1. — ÉTAT DES TRAVAUX DES PARQUETS (1950).

ARRON- DISSEMENTS	Nombre total des plaintes dénon- ciations et procès verbaux entrés au parquet pendant l'année	DIRECTION DONNÉE AUX PLAINTES, DÉNONCIATIONS ET PROCÈS-VERBAUX							
		Nomère des affaires							
		commu- niquées au juge d'instruc- tion	portées à l'audience du tribunal correctionnel par citation directe			ren- voyées devant une autre juri- diction	lâissées sans poursuite		terminées par trans- actions acceptées (1)
du ministère public	de la partie civile		d'une adminis- tration publique	parce que les auteurs étaient inconnus	pour tous autres motifs				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Bruxelles	70.934	2.893	2.567	69	408	1.628	19.901	13.447	531
Louvain	9.640	387	589	3	89	983	2.677	4.610	216
Nivelles	7.309	530	341	3	39	2.265	1.120	3.094	18
Anvers	40.363	2.012	3.149	29	726	1.292	23.424	9.388	683
Malines	12.569	347	1.034	61	218	3.191	2.300	4.273	777
Turnhout	5.373	313	747	2	108	858	766	2.473	211
Mons	19.922	1.235	1.058	4	203	4.028	5.812	7.492	321
Charleroi	20.699	1.981	1.120	19	492	3.252	7.556	6.765	623
Tournai	7.798	777	790	—	143	1.685	2.073	2.177	176
Gand	24.077	1.183	4.302	26	492	2.959	7.718	7.370	2.024
Audenarde	6.120	868	1.235	6	61	1.386	627	1.862	95
Termonde	13.417	910	2.034	—	60	2.973	1.828	4.861	492
Bruges	13.556	540	2.539	5	158	972	4.001	6.975	879
Courtrai	9.197	952	1.625	12	389	1.080	1.738	3.053	123
Furnes	3.155	272	386	—	54	325	562	1.472	100
Ypres	3.556	215	808	2	74	657	566	992	205
Liège	28.499	1.705	2.931	—	283	5.876	10.567	10.147	645
Huy	5.712	269	403	4	52	2.167	938	1.759	130
Verviers	9.835	688	347	23	253	2.074	2.380	3.241	775
Tongres	8.984	380	721	—	87	2.691	1.288	2.816	966
Hasselt	7.090	333	1.024	6	58	1.670	1.161	2.733	281
Arlon	6.353	263	378	—	82	2.633	317	2.577	74
Marche-en-Famenne	2.446	182	126	1	58	940	224	851	134
Neufchâteau	2.659	238	329	—	69	757	331	818	131
Namur	9.970	815	1.303	5	186	3.076	2.759	1.520	293
Dinant	6.784	500	462	1	106	2.199	718	2.529	326
Totaux :	356.017	20.788	32.348	281	4.948	53.617	103.352	139.325	11.229

(1) Voir aussi tableau 1bis.

Tableau n° 1bis. — PARQUETS. — TRANSACTIONS (1950).

ARRONDISSEMENTS	Nombre de transactions proposées	Nombre de transactions acceptées	Sommes perçues en francs
Bruxelles	617	531	387,750
Louvain	294	216	94,750
Nivelles	19	18	4,150
Anvers	778	683	400,375
Malines	918	777	273,195
Turnhout	258	211	32,775
Mons	366	321	200,165
Charleroi	674	623	182,977
Tournai	178	176	66,100
Gand	2,214	2,024	596,950
Audenarde	103	95	25,950
Termonde	618	492	260,920
Bruges	1,032	879	263,400
Courtrai	144	123	37,000
Furnes	112	100	23,400
Ypres	212	205	73,500
Liège	691	645	174,323
Huy	143	130	57,050
Verviers	802	775	273,740
Tongres	1,080	966	137,800
Hasselt	367	281	100,100
Arlon	79	74	16,950
Marche-en-Famenne	181	134	45,210
Neufchâteau	187	131	68,581
Namur	301	293	105,787
Dinant	358	326	80,100
Totaux :	12,726	11,229	3,983,038

Tableau n° 2. — JUGES D'INSTRUCTION ET CHAMBRES DU CONSEIL
AFFAIRES TERMINÉES. — RÉSULTATS DE L'INSTRUCTION (1950).

ARRONDISSEMENTS	NOMBRE DES AFFAIRES										TOTAL
	AYANT FAIT L'OBJET D'ORDONNANCES										
	de renvoi devant										
	la chambre des mises en accusation	le tribunal correctionnel	le tribunal de police	une autre juridiction	d'inter-nement	de non-lieu à poursuivre	renvoyées à d'autres juges	évoquées par la cour d'appel			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	
Bruxelles	5	2,038	29	1	17	47	753	53	—	—	2,943
Louvain	1	240	15	2	9	7	237	11	—	—	522
Nivelles	2	291	155	16	9	10	183	14	—	—	980
Anvers	2	1,077	706	2	73	71	546	59	1	—	2,537
Malines	—	172	144	—	8	8	125	2	—	—	459
Turnhout	—	151	198	—	12	6	139	—	—	—	506
Mons	6	745	1,215	9	22	17	534	41	—	—	2,589
Charleroi	5	1,352	1,488	16	19	28	617	57	—	—	3,582
Tournai	—	280	584	30	36	13	333	—	—	—	1,276
Gand	3	694	449	—	2	22	432	12	—	—	1,614
Audenarde	—	234	79	1	21	9	234	—	—	—	578
Termonde	4	394	38	1	6	8	298	7	—	—	756
Bruges	4	348	22	—	5	6	145	11	—	—	541
Courtrai	3	366	98	1	22	12	506	30	—	—	1,038
Furnes	1	95	—	—	10	2	147	2	—	—	257
Ypres	1	110	76	1	3	5	80	—	8	—	284
Liège	2	1,235	1,991	10	12	29	1,003	9	—	—	4,291
Huy	1	148	365	—	2	4	143	17	—	—	680
Verviers	—	308	571	3	4	5	265	—	—	—	1,156
Tongres	—	251	284	6	14	7	110	5	—	—	677
Hasselt	—	227	256	—	—	4	119	26	—	—	632
Arlon	1	160	661	4	3	3	111	21	—	—	964
Marche-en-Famenne	—	92	114	2	3	2	125	9	—	—	347
Neufchâteau	—	135	108	5	7	9	75	5	—	—	344
Namur	3	421	977	27	19	20	182	7	—	—	1,956
Dinant	3	291	397	12	16	7	197	—	—	—	923
Totaux :	47	11,835	11,320	149	354	361	7,939	398	9	32,432	

Tableau n° 3. — CHAMBRE DES MISES EN ACCUSATION.
NOMBRE ET RESULTATS DES ARRÊTS (1950).

NOMBRE DES ARRÊTS	Cours d'appel			Total	
	Bruxelles	Gand	Liège		
1	2	3	4	5	
Décrétant qu'il n'y a lieu à suivre contre aucun des inculpés	4	10	31	45	
Portant renvoi	{ aux assises au tribunal correctionnel au tribunal de police devant une autre juridiction	17	14	12	43
		25	9	30	64
		—	—	3	3
		—	3	2	5
Portant décision d'internement (loi du 9 avril 1930)	23	8	28	59	
Totaux :	69	44	106	219	
Statuant sur des demandes en réhabilitation	{ Octrois Rejets	359	65	115	539
		51	14	49	114
Totaux :	410	79	164	653	

Tableau n° 4. — ORDONNANCES DE LA CHAMBRE DU CONSEIL QUI ONT ÉTÉ SOUMISES À LA CHAMBRE DES MISES EN ACCUSATION (1950).

NATURE DES ORDONNANCES	Ordonnances confirmées entièrement	ORDONNANCES INFIRMÉES EN TOUT OU EN PARTIE					TOTAL
		pour avoir décliné		pour fausse qualification des faits	pour vice de forme	pour autres motifs	
		qu'il n'y avait lieu à suivre	qu'il y avait lieu à suivre				
1	2	3	4	5	6	7	8
1 ^{re} Ordonnances préparatoires et d'instruction (mise en liberté sous caution, questions préjudicielles).....	857	56	82	4	2	98	1,099
2 ^{de} Ordonnances rendues sur le fond des affaires	{ auxquelles il a été formé opposition ou dont il a été interjeté appel dont la chambre d'accusation a été saisie en vertu de l'article 133 du Code d'instruction criminelle	44	15	9	—	—	69
		53	8	—	—	—	61
		11	3	—	—	—	14
		—	—	—	—	—	—
Cours d'appel.....	16	1	1	—	—	1	19
Cours d'appel.....	{ Bruxelles Gand Liège	507	59	62	—	—	628
		154	1	30	4	2	199
		320	23	—	—	—	51
Totaux :	981	83	92	4	2	100	1,262
Ordonnances du juge d'instruction attaquées par voie d'opposition.....	5	3	1	—	—	—	9

Détention préventive.

Tableau n° 5. — ACCUSÉS DE CRIMES OU DE DÉLITS ORDINAIRES JUGÉS CONTRADICTOIREMENT PAR LES COURS D'ASSISES — 1950.

PROVINCES	Nombre total des accusés	Nombre des accusés arrêtés préventivement	DURÉE DE LA DÉTENTION PRÉVENTIVE									
			Moins de 1 mois	De 1 à moins de 2 mois	De 2 à moins de 3 mois	De 3 à moins de 4 mois	De 4 à moins de 5 mois	De 5 à moins de 6 mois	De 6 à moins de 9 mois	De 9 mois à moins de 1 an	1 an et plus	Durée inconnue
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Brabant	6	6	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1
Anvers	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—
Hainaut	8	8	—	—	—	—	—	—	—	—	1	2
Flandre orientale	12	11	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—
Flandre occidentale	5	5	—	—	—	2	1	—	—	—	1	—
Liège	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3
Limbourg	4	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Namur	10	10	—	—	—	—	—	—	—	—	1	9
Nombre des condamnés ..	41	40	—	—	—	1	1	—	—	4	1	30
Nombre des acquittés	9	9	—	—	—	1	—	—	—	2	1	5
Nombre des internés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux :	50	49	—	—	—	2	1	—	—	6	5	35

Tableau n° 6. — PRÉVENUS ACQUITTÉS EN APPEL (1950).

COURS D'APPEL	TOTAL	DURÉE DE LA DÉTENTION PRÉVENTIVE			
		Moins d'un mois	De 1 mois à moins de 2 mois	De 2 mois à moins de 3 mois	3 mois et plus
1	2	3	4	5	6
Bruxelles	11	9	2	—	—
Gand	18	1	8	3	6
Liège	5	5	—	—	—
Totaux :	34	15	10	3	6

Tableau n° 7. — INCULPÉS DÉCHARGÉS DES POURSUITES PAR LES CHAMBRES DES MISES EN ACCUSATION (1950).

COURS D'APPEL	TOTAL	DURÉE DE LA DÉTENTION PRÉVENTIVE			
		Moins d'un mois	De 1 mois à moins de 2 mois	De 2 mois à moins de 3 mois	3 mois et plus
1	2	3	4	5	6
Bruxelles	—	—	—	—	—
Gand	1	2	2	—	—
Liège	3	3	—	—	—
Totaux :	7	5	2	—	—

Tableau n° 8. — DURÉE DE LA DÉTENTION PRÉVENTIVE DES INCULPÉS DÉCHARGÉS PAR LES CHAMBRES DU CONSEIL ET DES PRÉVENUS JUGÉS PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS (1950).

ARRONDISSEMENTS	INCULPÉS déchargés des poursuites par les chambres de conseil				PRÉVENUS jugés par les tribunaux correctionnels condamnés à l'emprisonnement				PRÉVENUS jugés par les tribunaux correctionnels condamnés à des peines pécuniaires				PRÉVENUS jugés par les tribunaux correctionnels acquittés						
	DURÉE de la détention préventive				DURÉE de la détention préventive				DURÉE de la détention préventive				DURÉE de la détention préventive						
	Moins de 1 mois	De 1 à 2 mois	De 2 à 3 mois	De 3 à 6 mois et plus	Moins de 1 mois	De 1 à 2 mois	De 2 à 3 mois	De 3 à 6 mois et plus	Moins de 1 mois	De 1 à 2 mois	De 2 à 3 mois	De 3 à 6 mois et plus	Moins de 1 mois	De 1 à 2 mois	De 2 à 3 mois	De 3 à 6 mois et plus			
	Total				Total				Total				Total						
Bruxelles	5	3	2	—	582	299	163	51	55	14	—	—	—	—	—	—			
Louvain	1	—	1	—	33	1	10	8	8	3	—	—	—	—	—	—			
Nivelles	8	6	—	—	20	2	7	2	8	—	—	—	—	—	—	—			
Anvers	13	12	—	—	143	52	53	22	13	3	—	—	—	—	—	—			
Malines	4	4	—	—	42	6	27	4	5	—	—	—	—	—	—	—			
Turnhout	7	6	1	—	15	4	6	3	2	—	—	—	—	—	—	—			
Mons	2	2	—	—	163	77	49	15	14	8	—	—	—	—	—	—			
Charleroi	10	10	—	—	212	55	98	32	23	4	—	—	—	—	—	—			
Tournai	6	4	—	—	36	5	16	9	6	—	—	—	—	—	—	—			
Gand	—	—	—	—	220	68	105	25	22	—	—	—	—	—	—	—			
Audenarde	—	—	—	—	32	5	22	3	1	—	—	—	—	—	—	—			
Termonde	—	—	—	—	100	12	48	17	13	10	—	—	—	—	—	—			
Bruges	5	2	—	—	128	20	55	40	12	1	—	—	—	—	—	—			
Courtrai	8	6	1	—	117	15	70	22	6	4	—	—	—	—	—	—			
Furnes	—	—	—	—	46	3	8	6	2	27	—	—	—	—	—	—			
Ypres	4	3	—	—	38	4	22	9	3	—	—	—	—	—	—	—			
Liège	22	22	—	—	287	—	—	152	135	—	—	—	—	—	—	—			
Huy	—	—	—	—	35	12	14	2	7	—	—	—	—	—	—	—			
Verviers	5	3	—	—	97	4	4	8	32	49	—	—	—	—	—	—			
Tongres	—	—	—	—	96	39	27	19	9	2	10	—	—	—	—	—			
Hasselt	—	—	—	—	50	7	25	10	5	3	—	—	—	—	—	—			
Arlon	—	—	—	—	50	16	20	10	3	1	—	—	—	—	—	—			
Marche-en-Famenne	—	—	—	—	11	—	3	6	1	1	—	—	—	—	—	—			
Neufchâteau	—	—	—	—	26	1	11	5	5	4	—	—	—	—	—	—			
Namur	1	1	—	—	56	13	19	8	5	11	—	—	—	—	—	—			
Dinant	—	—	—	—	36	10	16	1	6	3	—	—	—	—	—	—			
Total:	102	86	8	1	2,671	733	898	489	401	150	28	25	3	74	38	23	5	6	2

2° — Tribunaux de police

Tableau n° 9. — TRANSACTIONS PROPOSÉES PAR LES OFFICIERS DU MINISTÈRE PUBLIC PRÈS LES TRIBUNAUX DE POLICE (1950).

TRIBUNAUX	Nombre des transactions proposées	Nombre des propositions acceptées et suivies de paiement	Total des sommes perçues	TRIBUNAUX	Nombre des transactions proposées	Nombre des propositions acceptées et suivies de paiement	Total des sommes perçues
1	2	3	4	1	2	3	4
Bruxelles (1)	35,699	33,078	4,900,618	Turnhout	1,640	1,468	202,190
Asse	1,950	1,858	278,405	Arendonk	846	662	79,450
Hal	1,705	1,642	238,295	Herentals	2,311	2,144	277,950
Sint-Kwintens-Lennik	1,744	1,453	188,985	Hoogstraten	1,236	1,019	109,880
Vilvorde	3,052	2,585	450,977	Mol	2,500	2,239	301,850
Wolvertem	1,441	1,380	203,530	Westerlo	1,236	1,183	136,450
Totaux:	45,591	41,996	6,260,810	Totaux:	9,769	8,715	1,107,770
Louvain	4,708	4,514	571,190	Mons	4,176	3,742	459,494
Aarschot	1,173	1,085	132,880	Boussu	2,637	2,386	347,800
Diest	956	877	123,900	Chièvres	715	696	87,850
Glabbek	513	458	47,845	Dour	1,066	970	131,075
Haacht	927	812	86,055	Enghien	705	665	93,520
Tirlemont	1,634	1,560	202,055	La Louvière	2,025	1,906	248,515
Léau	572	495	57,760	Lens	1,071	915	110,950
Totaux:	10,483	9,801	1,221,685	Pâturages	1,615	1,414	210,150
Nivelles	2,172	2,005	302,795	Rœulx	2,339	2,124	281,590
Genappe	530	508	55,270	Soignies	1,755	1,633	226,620
Jodoigne	778	686	81,970	Totaux:	18,104	16,451	2,197,564
Perwez	640	595	63,100	Charleroi	6,980	6,218	911,670
Wavre	1,660	1,522	188,618	Beaumont	654	566	69,075
Totaux:	5,780	5,316	691,753	Binche	1,999	1,888	227,830
Anvers	24,039	20,546	2,968,100	Châtelet	2,460	2,250	319,400
Berchem	3,754	3,364	463,465	Chimay	234	205	22,950
Boom	2,068	1,853	314,170	Fontaine-l'Évêque	1,776	1,614	217,475
Borgerhout	7,070	6,107	795,510	Gosselies	3,260	3,043	342,770
Brecht	2,414	1,824	211,605	Jumet	1,495	1,392	160,480
Ekeren	2,305	1,903	287,780	Marchienne-au-Pont	1,500	1,224	148,640
Kontich	2,330	1,978	282,500	Merbes-le-Château	281	242	24,500
Zandhoven	1,389	1,232	141,510	Seneffe	1,371	1,220	158,775
Totaux:	45,369	38,807	5,464,640	Thuin	376	349	48,475
Malines	2,200	2,104	301,800	Totaux:	22,386	20,241	2,651,040
Duffel	1,320	1,266	175,750	Tournai	925	837	117,572
Heist-op-den-Berg	1,606	1,381	194,495	Antoing	534	478	56,075
Lierre	1,750	1,612	249,970	Ath	1,016	915	130,125
Puurs	1,452	1,332	238,645	Celles	374	341	38,100
Totaux:	8,328	7,695	1,160,660	Flobecq	64	60	7,725
				Frasnes	435	409	41,625
				Lessines	519	478	65,683
				Leuze	1,657	1,546	244,410
				Péruwelz	604	553	71,907
				Quevaucamps	1,019	917	148,625
				Templeuve	873	760	109,750
Totaux:	8,020	7,294	1,034,597				

(1) Y compris les cantons d'Anderlecht, Izelles, Molenbeek, Saint-Gilles, Saint-Josse, Schaerbeek et Uccle.

Tableau n° 9 (suite).

1	2	3	4	1	2	3	4
Gand	13,000	11,995	1,675,855	Furnes	1,475	1,320	233,950
Assenede	1,678	1,473	182,625	Dixmude	1,017	962	146,150
Deinze	1,220	1,096	150,145	Haringe	649	606	65,960
Eeklo	3,430	3,051	386,078	Nieuport	1,062	912	145,545
Evergem	2,339	2,172	300,715	Totaux :	4,203	3,800	591,605
Kaprijke	1,172	969	114,725	Ypres			
Kruishoutem	544	510	62,255	Hoogledé	2,604	2,195	338,675
Ledeberg	2,097	1,972	284,845	Messines	443	423	67,270
Lochristi	2,249	2,071	320,565	Passendale	773	615	93,795
Nazareth	685	662	79,090	Poperinge	582	532	76,220
Nevele	761	672	76,060	Wervik	642	623	92,410
Oosterzele	1,722	1,614	222,400	Totaux :	1,403	1,317	205,200
Waarschot	1,668	1,487	270,253				
Zomergem	1,591	1,298	181,580				
Totaux :	34,156	31,145	4,310,191	Totaux :	6,447	6,005	873,570
Audenarde	2,317	2,166	249,425	Liège			
Grammont	807	744	89,620	Dalhem			
Herzele	1,601	1,433	196,400	Fexhe-Slins	9,920	8,330	976,245
Nederbrakel	932	888	121,825	Fléron	950	881	92,850
Ninove	1,843	1,673	246,204	Hollogne-aux-Pierres	1,053	951	113,808
Renaix	1,248	1,207	147,650	Louveigné	2,800	2,211	269,015
Horebeke-Ste-Marie	569	526	63,140	Seraing	5,006	4,256	478,750
Zottegem	769	739	121,335	Waremmé	1,195	1,077	139,317
Totaux :	10,086	9,376	1,235,599	Totaux :	3,452	3,137	361,595
Termonde	1,761	1,635	318,345		1,040	881	113,400
Alost	4,272	3,935	597,830	Huy			
Beveren	1,072	959	145,375	Ferrières	1,440	1,272	159,110
Hamme	762	727	118,160	Hannut	127	105	13,560
Lokeren	1,674	1,557	243,455	Héron	744	672	82,280
Sint-Gillis-Waas	900	766	93,825	Jehay-Bodegnée	254	157	21,700
Saint-Nicolas	1,800	1,539	237,510	Landen	373	302	36,105
Tamise	1,075	979	121,325	Nandrin	167	141	17,800
Wetteren	2,174	2,043	293,697	Totaux :	1,227	1,032	101,830
Zele	1,384	1,256	222,377				
Totaux :	16,874	15,396	2,391,899	Totaux :	4,332	3,681	432,385
Bruges	9,867	9,228	1,160,900	Verviers			
Ardooie	870	792	120,100	Aubel	1,438	1,391	205,505
Gistel	854	794	104,400	Eupen	448	372	48,235
Ostende	2,590	2,426	365,050	Dison	817	770	100,670
Ruiselede	342	275	37,350	Herve	289	266	34,580
Tielt	840	810	107,125	Limbourg	284	230	44,060
Torhout	1,369	1,292	165,720	Malmédy	508	483	73,315
Totaux :	16,732	15,617	2,060,645	St Vith	781	689	98,580
Courtrai	2,504	2,485	309,980	Spa	567	524	68,280
Avelgem	552	518	73,465	Stavelot	969	866	113,145
Harelbeke	2,208	2,130	286,350	Totaux :	601	545	77,170
Izegem	1,257	1,175	165,885				
Menin	1,768	1,675	213,975	Tongres	1,156	1,035	139,735
Meulebeke	417	399	51,025	Bilzen	1,630	1,194	180,575
Mousseron	2,096	1,870	226,305	Looz	952	786	105,850
Moorsele	399	384	42,120	Bree	508	399	50,400
Oostrozebeke	806	757	94,305	Maseik	1,020	786	90,120
Roulers	1,400	1,250	160,355	Meechelen	2,099	1,228	137,640
Totaux :	13,407	12,643	1,623,765	Zichen-Zussen-Bolder	665	497	67,400
				Totaux :	8,030	5,925	771,720

Tableau n° 9 (suite).

1	2	3	4	1	2	3	4
Hasselt	1,870	1,719	242,085	Neufchâteau	88	77	7,487
Beringen	1,845	1,611	163,646	Bastogne	601	542	76,145
Herck-la-Ville	701	591	73,815	Bouillon	275	248	31,510
Neerpelt	1,302	1,151	126,650	Paliseul	396	349	44,470
Peer	1,147	1,022	122,550	Saint-Hubert	386	353	50,710
Saint-Trond	616	559	92,330	Sibret	289	266	38,005
Totaux :	7,481	6,653	821,076	Wellin	204	177	17,145
				Totaux :	2,239	2,012	265,472
Arlon	695	535	72,710	Namur	3,292	3,009	465,440
Attalle	325	265	40,840	Andenne	424	365	54,425
Fauvillers	160	127	14,000	Eghezéc	477	429	59,415
Florenville	305	288	37,175	Fosse	1,850	1,535	232,524
Messancy	368	328	34,670	Gembloux	1,535	1,421	201,885
Virton	546	472	59,400	Totaux :	7,578	6,759	1,013,689
Totaux :	2,399	2,015	258,795	Dinant	915	830	123,765
Marche-en-Famenne	483	332	46,560	Beauraing	241	211	32,000
Durbuy	204	185	23,270	Ciney	1,046	850	127,295
Erezée	270	233	34,180	Couvin	367	318	40,740
Houffalize	378	314	38,970	Florennes	761	678	92,260
Laroche	597	528	70,170	Gedinne	221	198	24,410
Nassogne	378	312	34,980	Philippeville	263	236	36,980
Vielsalm	181	134	45,210	Rochefort	612	554	79,355
Totaux :	2,491	2,038	293,340	Walcourt	448	405	57,440
				Totaux :	4,874	4,280	614,245
				Totaux généraux :	347,277	311,521	42,757,035

Tableau n° 10. — ÉTAT DES AFFAIRES ET DES INculpÉS JUGÉS PAR LES TRIBUNAUX DE POLICE ANNEE 1950.

TRIBUNAUX	Nombre total des affaires	Affaires de police	Inculpés jugés en matière de police				Individus jugés en matière de mendicité et de vagabondage (Loi du 27 nov. 1891)			Individus jugés en matière de lois électorales (Absence au vote)						
			Total	Affaires concernant le vagabondage et la mendicité	Affaires électorales	Acquités ou renvoyés des poursuites, le tribunal s'étant déclaré incompétent	Condamnés				Total	Acquités	Mis à la disposition du gouvernement	Total	Acquités	Condamnés
							à l'emprisonnement		à l'amende							
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Bruxelles	16,206	15,776	77	353	16,509	1,015	2	102	1,771	13,619	77	15	62	353	18	335
Asse	351	350	—	1	402	81	—	—	30	291	—	—	—	1	—	1
Hal	383	367	3	13	426	44	—	10	21	351	3	—	3	13	—	13
Sint-Kwintens-Lemik	338	338	—	—	381	18	—	1	24	338	—	—	—	—	—	—
Vilvorde	1,045	989	15	41	1,241	44	—	3	5	1,189	15	1	14	41	—	41
Wolvertem	594	590	4	—	601	176	—	3	1	416	4	—	4	—	—	—
Totaux :	18,917	18,410	99	408	19,560	1,378	5	117	1,856	16,204	99	16	83	408	18	390
Louvain	593	584	6	3	615	26	—	4	244	341	6	—	6	3	—	3
Aarschot	235	235	—	—	236	33	—	—	68	135	—	—	—	—	—	—
Diest	256	252	4	—	318	64	—	—	64	190	4	2	2	—	—	—
Glabbeek	123	122	1	—	151	3	—	—	48	100	1	—	1	—	—	—
Haacht	194	192	2	—	204	28	—	—	28	148	2	—	2	—	—	—
Tirlemont	259	248	4	7	351	23	—	—	71	257	4	—	4	7	—	7
Léau	74	74	—	—	81	18	—	—	19	44	—	—	—	—	—	—
Totaux :	1,734	1,707	17	10	1,956	195	—	4	542	1,215	17	2	15	10	—	10
Nivelles	957	957	—	—	1,220	286	—	—	193	741	3	—	3	—	—	—
Genappe	120	120	—	—	160	29	—	—	51	80	—	—	—	—	—	—
Jodoigne	220	218	2	—	279	34	—	—	75	170	2	—	2	—	—	—
Perwez	135	134	1	—	180	31	—	1	81	67	1	—	1	—	—	—
Wavre	509	502	7	—	565	157	1	3	152	252	7	—	7	—	—	—
Totaux :	1,941	1,931	10	—	2,404	537	1	4	552	1,310	13	—	13	—	—	—
Anvers	7,081	6,955	88	38	9,110	497	—	12	773	7,828	88	10	78	38	1	37
Berchem	1,444	1,413	13	18	1,965	318	—	1	509	1,137	13	1	12	18	2	16
Boom	941	940	4	—	986	196	—	—	88	702	4	—	4	—	—	—
Borgerhout	1,670	1,650	8	12	2,012	150	—	4	347	1,511	8	1	7	12	—	12
Brecht	707	696	1	10	831	218	—	1	198	414	1	—	1	10	—	10
Ekeren	957	954	3	—	1,006	130	3	9	229	635	3	—	3	—	—	—
Kontich	925	922	3	—	1,211	196	—	2	243	770	3	—	3	—	—	—
Zandhoven	572	561	2	9	693	163	—	—	118	412	2	—	2	9	1	8
Totaux :	14,300	14,091	122	87	17,814	1,868	3	29	2,565	13,409	122	12	110	87	4	83
Malines	738	725	9	4	921	273	—	3	172	473	9	—	9	4	—	4
Duffel	235	229	1	5	254	38	—	—	7	209	1	—	1	5	1	4
Heist-op-den-Berg	433	426	—	7	521	106	—	1	32	382	—	—	—	7	—	7
Lierre	367	363	4	—	389	55	—	—	31	303	4	1	3	—	—	—
Puurs	321	312	—	9	359	76	—	—	108	175	—	—	—	9	1	8
Totaux :	2,094	2,055	14	25	2,444	548	—	4	350	1,542	14	1	13	25	2	23
Turnhout	501	391	108	2	422	79	1	3	107	232	108	2	106	2	—	2
Arendonk	302	302	—	—	475	78	—	—	169	228	—	—	—	—	—	—
Herentals	402	402	—	—	548	70	—	—	108	370	—	—	—	—	—	—
Hoogstraten	349	244	105	—	331	83	—	1	87	160	105	—	105	—	—	—
Mol	169	163	5	1	496	57	—	—	179	260	5	—	5	1	—	1
Westerlo	110	110	—	—	121	24	—	—	34	63	—	—	—	—	—	—
Totaux :	2,133	1,912	218	3	2,393	391	1	4	624	1,313	218	2	216	3	—	3

Tableau n° 10 (suite).

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Mons	1,135	1,120	11	4	1,326	256	1	—	3	1,066	11	—	11	4	—	4
Boussu	1,191	1,187	4	—	1,489	288	3	5	39	1,154	4	—	4	—	—	—
Chièvres	159	157	2	—	217	43	1	—	22	151	2	—	2	—	—	—
Dour	343	342	1	—	526	74	—	—	115	337	1	—	1	—	—	—
Enghien	317	316	1	—	351	81	—	—	66	204	1	—	1	—	—	—
La Louvière	1,108	1,104	4	—	1,418	195	1	1	138	1,083	4	1	3	—	—	—
Lens	161	160	1	—	190	40	—	—	19	131	1	—	1	—	—	—
Pâturages	686	684	2	—	845	159	—	—	22	664	2	—	2	—	—	—
Rœulx	820	818	2	—	1,095	159	2	4	134	796	2	2	—	—	—	—
Soignies	491	489	2	—	647	81	—	1	152	413	2	1	1	—	—	—
Totaux :	6,411	6,377	30	4	8,104	1,376	8	11	710	5,999	30	4	26	4	—	4
Charleroi	2,555	2,510	22	23	3,492	417	2	58	549	2,466	22	—	22	26	1	25
Beaumont	233	224	4	5	295	12	—	—	70	213	4	—	4	5	—	5
Châtelet	473	467	6	—	1,160	203	2	7	140	808	6	1	5	—	—	—
Chimay	1,015	1,010	5	—	1,037	90	1	4	69	873	5	—	5	—	—	—
Fontaine-l'Évêque	213	211	—	2	271	73	1	—	69	128	—	—	—	2	—	2
Gosselies	583	570	4	9	806	164	—	—	139	503	4	—	4	10	—	10
Jumet	949	947	2	—	1,077	243	—	1	220	613	2	—	2	—	—	—
Marchienne-au-Pont	300	293	7	—	682	99	—	3	178	402	7	—	7	—	—	—
Merbes-le-Château	843	842	1	—	1,107	200	—	4	323	580	1	—	1	—	—	—
Seneffe	187	187	—	—	236	57	1	—	55	123	—	—	—	—	—	—
Thuin	397	395	2	—	490	129	—	1	145	215	2	—	2	—	—	—
	246	246	—	—	313	34	1	—	85	193	—	—	—	—	—	—
Totaux :	8,194	8,102	53	39	10,966	1,721	8	78	2,042	7,117	53	1	52	43	1	42
Tournai	380	378	2	—	533	127	4	7	80	315	2	—	2	—	—	—
Antoing	255	251	4	—	301	46	—	2	138	115	4	—	4	—	—	—
Ath	514	506	8	—	506	114	3	2	162	225	8	1	7	—	—	—
Celles	55	55	—	—	78	21	—	—	10	47	—	—	—	—	—	—
Flobecq	92	92	—	—	92	21	—	—	44	27	—	—	—	—	—	—
Frasnes	108	108	—	—	119	32	—	—	50	37	—	—	—	—	—	—
Lessines	128	128	—	—	182	21	—	—	83	78	—	—	—	—	—	—
Leuze	373	372	1	—	455	91	1	4	162	197	1	—	1	—	—	—
Péruwelz	171	171	—	—	247	31	—	—	52	164	—	—	—	—	—	—
Quevaucamps	324	323	1	—	452	63	2									

Tableau n° 10 (suite).

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Termonde	520	518	2	—	565	29	—	—	204	332	2	—	2	—	—	—
Alost	1,127	1,116	11	—	1,264	179	—	3	481	601	11	—	11	—	—	—
Beveren	404	401	3	—	444	75	1	6	186	176	3	—	3	—	—	—
Hamme	286	283	—	3	283	33	—	2	62	186	—	—	—	3	—	3
Lokeren	526	523	3	—	615	54	6	1	117	437	3	—	3	—	—	—
Sint-Gillis-Waas	326	326	—	—	398	45	1	—	60	292	—	—	—	—	—	—
Saint-Nicolas	847	842	5	—	1,031	72	—	6	307	646	5	1	4	—	—	—
Tamise	183	183	—	—	211	37	1	—	98	75	—	—	—	—	—	—
Wetteren	443	439	1	3	585	82	—	24	54	425	1	—	1	3	—	3
Zelee	320	317	3	—	335	37	—	—	51	247	3	—	3	—	—	—
Totaux :	4,982	4,948	28	6	5,731	643	9	42	1,620	3,417	28	1	27	6	—	6
<i>Bruges</i>	2,457	2,396	58	3	2,635	458	7	12	470	1,688	58	3	55	3	—	3
Ardoie	161	160	1	—	165	23	—	3	26	113	1	—	1	—	—	—
Gistel	176	176	—	—	244	48	—	1	89	106	—	—	—	—	—	—
Ostende	547	495	7	45	592	93	—	2	150	347	7	—	7	45	6	39
Ruiselede	83	83	—	—	89	5	—	—	5	79	—	—	—	—	—	—
Tielt	207	205	2	—	231	18	—	—	13	200	2	—	2	—	—	—
Torhout	356	353	3	—	404	39	—	5	132	228	3	—	3	—	—	—
Totaux :	3,987	3,868	71	48	4,360	684	7	23	885	2,761	71	3	68	48	6	42
<i>Courtrai</i>	1,172	1,169	3	—	1,503	152	—	11	229	1,111	3	—	3	—	—	—
Avelgem	199	199	—	—	275	33	—	1	14	227	—	—	—	—	—	—
Harelbeke	383	381	2	—	447	86	—	—	187	174	2	—	2	—	—	—
Izegem	288	287	1	—	409	29	—	—	103	277	1	—	1	—	—	—
Menin	247	246	1	—	310	63	—	—	99	148	1	—	1	—	—	—
Meulebeke	60	58	—	2	81	15	—	—	26	40	—	—	—	2	—	2
Mouscron	1,053	1,042	11	—	1,116	122	—	1	300	693	11	1	10	—	—	—
Moersele	75	75	—	—	103	31	—	—	31	41	—	—	—	—	—	—
Oostrozebeke	121	121	—	—	169	7	—	—	47	115	—	—	—	—	—	—
Roulers	486	482	4	—	397	37	—	—	5	355	4	1	3	—	—	—
Totaux :	4,084	4,060	22	2	4,810	575	—	13	1,041	3,181	22	2	20	2	—	2
<i>Furnes</i>	336	304	6	26	411	104	—	5	32	270	6	—	6	26	—	26
Dixmude	227	219	2	6	237	41	—	1	29	166	2	—	2	6	—	6
Haringe	124	124	—	—	141	21	—	3	9	108	—	—	—	—	—	—
Nieuport	231	225	6	—	254	54	—	—	38	162	6	—	6	—	—	—
Totaux :	918	872	14	32	1,043	220	—	9	108	706	14	—	14	32	—	32
<i>Ypres</i>	477	471	6	—	533	23	—	3	141	366	6	—	6	—	—	—
Hoogdele	116	116	—	—	142	10	—	1	20	111	—	—	—	—	—	—
Messines	235	235	—	—	246	26	—	—	72	148	—	—	—	—	—	—
Passendale	95	89	—	6	117	12	—	—	42	63	—	—	—	6	2	4
Poperinge	269	268	1	—	288	25	—	—	65	198	1	—	1	—	—	—
Wervik	270	266	4	—	361	57	—	—	148	156	4	—	4	—	—	—
Totaux :	1,462	1,445	11	6	1,687	153	—	4	488	1,042	11	—	11	6	2	4
<i>Liège</i>	6,314	6,153	80	81	8,332	808	—	8	2,719	4,797	80	22	58	84	16	68
Dalhem	291	291	—	—	425	21	—	—	10	394	—	—	—	—	—	—
Fexhe-Slins	265	265	—	—	456	123	1	1	69	262	—	—	—	—	—	—
Fléron	1,485	1,484	1	—	1,970	189	—	1	288	1,492	1	1	—	—	—	—
Hollogne-aux-Pierres	1,618	1,600	4	14	1,668	246	—	—	72	1,350	4	—	4	14	1	13
Louveigné	382	382	—	—	543	108	—	—	4	431	—	—	—	—	—	—
Seraing	1,189	1,188	1	—	1,663	208	—	3	172	1,280	1	—	1	—	—	—
Waremme	452	449	3	—	574	29	—	—	11	534	3	—	3	—	—	—
Totaux :	11,996	11,812	89	95	15,631	1,732	1	13	3,345	10,540	89	23	66	98	17	81
<i>Huy</i>	880	791	1	88	901	154	—	—	492	255	1	1	—	88	11	77
Ferrières	57	57	—	—	64	10	—	—	5	49	—	—	—	—	—	—
Hannut	186	184	1	1	220	21	—	—	54	145	1	—	1	1	—	—
Héron	220	220	—	—	246	37	—	—	142	67	—	—	—	—	—	—
Jehay-Bodegnée	213	213	—	—	255	47	—	—	49	159	—	—	—	—	—	—
Landen	143	143	—	—	210	23	—	—	46	141	—	—	—	—	—	—
Nandrin	256	252	4	—	354	109	—	1	50	194	4	—	4	—	—	—
Totaux :	1,955	1,860	6	89	2,250	401	—	1	838	1,010	6	1	5	89	11	78
<i>Verviers</i>	364	363	1	—	503	95	—	6	169	233	1	—	1	—	—	—
Aubel	214	213	1	—	283	28	—	2	—	253	1	—	1	—	—	—
Dison	137	137	—	—	203	34	—	—	13	156	—	—	—	—	—	—
Eupen	217	216	1	—	295	84	—	5	63	143	1	—	1	—	—	—
Herve	180	180	—	—	227	42	—	—	6	179	—	—	—	—	—	—

Tableau n° 10 (suite).

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Limbourg	179	179	—	—	307	56	—	—	11	240	—	—	—	—	—	—
Malmédy	222	222	—	—	298	72	6	—	58	162	—	—	—	—	—	—
Spa	466	462	4	—	574	101	—	4	170	299	4	—	4	—	—	—
St-Vith	272	271	1	—	340	76	—	1	25	238	1	—	1	—	—	—
Stavelot	288	288	—	—	308	39	—	4	121	144	—	—	—	—	—	—
Totaux :	2,539	2,531	8	—	3,338	627	6	22	636	2,047	8	—	8	—	—	—
<i>Tongres</i>	538	527	11	—	588	145	3	5	109	326	11	2	9	—	—	—
Bilzen	1,684	1,669	15	—	1,844	146	—	1	492	1,205	15	—	15	—	—	—
Looz	669	669	—	—	852	84	—	—	372	396	—	—	—	—	—	—
Bree	211	210	1	—	316	47	—	—	98	171	1	—	1	—	—	—
Maaseik	574	560	6	8	597	36	—	—	138	423	6	1	5	8	—	8
Mechelen	921	913	8	—	986	105	—	—	165	716	8	—	8	—	—	—
Zichen-Zussen-Bolder	377	377	—	—	474	75	1	—	143	255	—	—	—	—	—	—
Totaux :	4,974	4,925	41	8	5,657	638	4	6	1,517	3,492	41	3	38	8	—	8
<i>Hasselt</i>	526	512	14	—	649	75	—	—	177	397	14	—	14	—	—	—
Beringen	504	501	3	—	574	89	—	—	212	273	3	—	3	—	—	—
Herk-la-Ville	210	209	1	—	259	44	—	—	61	154	1	—	1	—	—	—
Neerpelt	283	279	4	—	349	29	—	1	15	304	4	1	3	—	—	—
Peer	186	185	1	—	235	32	—	—	83	120	1	—	1	—	—	—
Saint-Trond	385	383	2	—	476	64	—	—	210	202	2	—	2	—	—	—
Totaux :	2,094	2,069	25	—	2,542	333	—	1	758	1,450	25	1	24	—	—	—
<i>Arlon</i>	546	540	6	—	564	73	—	3	158	330	6	1	5	—	—	—
Etalle	200	180	19	1	203	12	—	2	89	100	1	1	1	19	—	19
Fauvillers	121	116	1	4	127	27	—	—	29	71	1	—	1	4	1	3
Florenville	119	119	—	—	127	26	—	—	49	52	—	—	—	—	—	—
Messancy	438	437	1	—	467	49	—	1	95	322	1	—	1	—	—	—
Virton	243	219	—	24	285	48	—	—	164	73	—	—	—	24	2	22
Totaux :	1,667															

Tableau n° 11. — TRIBUNAUX DE POLICE. — RÉSULTAT DES POURSUITES D'APRÈS LA NATURE DES INFRACTIONS, EN MATIÈRE DE POLICE. — ANNÉE 1950.

NATURE DES INFRACTIONS	Nombre des inculpés	Acquittés	Renvoyés par une déclaration d'incompétence	CONDAMNÉS					
				à l'emprisonnement			à l'amende		
				conditionnel	sans condition		conditionnelle	sans condition	
					de 8 jours et plus	de 1 à 7 jours			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	
Délits renvoyés aux tribunaux de police par les chambres du conseil. (Loi du 4 octobre 1867)	Code pénal	13,999	3,020	36	19	1	48	3,833	7,042
	Lois spéciales	742	68	2	—	—	—	218	454
Infractions de la compétence directe des tribunaux de police.	Code pénal	8,776	1,922	37	7	4	48	2,027	4,731
	Règlements communaux et provinciaux	5,044	503	1	—	—	11	866	3,663
	Lois spéciales et règlements généraux	111,239	12,580	155	54	314	81	20,369	77,686
Totaux :	139,800	18,093	231	80	319	188	27,313	93,576	

Tableau n° 12. — APPELS DE POLICE. NOMBRE DES APPELS JUGÉS PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS. — 1950.

ARRONDISSEMENTS	Appels					ARRONDISSEMENTS	Appels				
	Restant à juger au commencement de l'année	Portés devant le tribunal pendant l'année	Jugés pendant l'année	Rayés du rôle	Restant à juger à la fin de l'année		Restant à juger au commencement de l'année	Portés devant le tribunal pendant l'année	Jugés pendant l'année	Rayés du rôle	Restant à juger à la fin de l'année
1	2	3	4	5	6	1	2	3	4	5	6
Bruxelles	46	498	492	—	52	Furnes	5	49	49	—	—
Louvain	20	59	69	—	10	Ypres	14	60	70	—	4
Nivelles	12	86	90	—	8	Liège	94	501	499	—	96
Anvers	119	363	447	—	35	Huy	23	133	110	—	46
Malines	58	64	105	—	17	Verviers	36	132	159	—	9
Turnhout	9	60	65	—	4	Tongres	24	71	67	—	28
Mons	24	200	217	—	7	Hasselt	11	78	80	—	9
Charleroi	29	306	316	—	19	Arlon	7	35	39	—	3
Tournai	10	109	94	—	25	Marche-en-Famenne ..	7	34	41	—	—
Gand	8	255	225	—	38	Neufchâteau	1	32	26	—	7
Audenarde	9	104	99	—	14	Namur	24	266	242	—	48
Termonde	4	258	246	—	16	Dinant	14	101	95	1	19
Bruges	31	267	263	—	35						
Courtrai	21	155	146	—	30						
						Totaux :	660	4,276	4,351	1	584

Tableau n° 13^a. — LOIS COORDONNÉES SUR L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, ARTICLES 9, 10, 11 ET 11^{bis} (obligation scolaire). — CHEFS DE FAMILLE POURSUIVIS DEVANT LE JUGE DE PAIX. Chiffres par arrondissement judiciaire.) ANNÉE 1950.

ARRONDISSEMENTS	LOI DU 18 OCTOBRE 1921 RENFORCANT L'OBLIGATION SCOLAIRE (Arrêté royal du 25 octobre 1921 portant texte de la loi organique de l'enseignement primaire)					
	Nombre de chefs de famille poursuivis	Nombre de chefs de famille				
		acquittés (1)	condamnés à l'amende		condamnés à l'emprisonnement	
			avec sursis	sans sursis	avec sursis	sans sursis
1	2	3	4	5	6	7
Bruxelles	3	1	1	1	—	—
Louvain	58	—	5	53	—	—
Nivelles	2	—	2	—	—	—
Anvers	13	3	1	9	—	—
Malines	6	2	—	4	—	—
Turnhout	46	2	5	36	—	3
Mons	52	—	2	50	—	—
Charleroi	21	4	5	12	—	—
Tournai	22	6	7	6	—	3
Gand	62	8	19	34	—	1
Audenarde	61	11 (1)	10	39	—	1
Termonde	84	2	10	72	—	—
Bruges	33	5	—	26	2	—
Courtrai	68	16	—	52	—	—
Furnes	6	1	1	—	—	4
Ypres	20	3	5	12	—	—
Liège	—	—	—	—	—	—
Huy	11	2	3	6	—	—
Verviers	10	—	1	8	—	1
Fongres	69	14 (1)	12	42	—	1
Hasselt	47	5	4	35	1	2
Arlon	7	2	1	4	—	—
Marche-en-Famenne ..	1	1	—	—	—	—
Neufchâteau	2	—	1	1	—	—
Namur	41	5	11	23	—	2
Dinant	21	5	—	15	—	1
Totaux :	766	98	106	540	3	19

(1) Y compris 7 chefs de famille à l'égard desquels le fait a été constaté.

Tableau n° 13^b. — LOIS COORDONNÉES SUR L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE,
CHEFS DE FAMILLE POURSUIVIS DEVANT LES JUGES DES ENFANTS. — 1950.

ARRONDISSEMENTS	Nombre de chefs de famille poursuivis	Nombre de chefs de famille											
		acquittés	condamnés à l'amende		condamnés à l'emprisonnement								
			avec sursis	sans sursis	avec sursis	sans sursis							
							1	2	3	4	5	6	7
Bruxelles	11	—	—	11	—	—	—	—	—	—	—	—	
Louvain	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Nivelles	9	1	6	2	—	—	—	—	—	—	—	—	
Anvers	11	—	—	11	—	—	—	—	—	—	—	—	
Malines	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Turnhout	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Mons	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Charleroi	28	2	—	26	—	—	—	—	—	—	—	—	
Tournai	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	
Gand	75	8	12	52	2	—	—	—	—	—	1	—	
Audenarde	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Termonde	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Bruges	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	
Courtrai	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Furnes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Ypres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Liège	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Huy	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Verviers	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Tongres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Hasselt	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Arlon	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Marche-en-Famenne ..	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Neufchâteau	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Namur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Dinant	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Totaux :	137	12	18	103	2	2							

LOI DU 18 OCTOBRE 1921 RENFORÇANT L'OBLIGATION SCOLAIRE
(Arrêté royal du 25 octobre 1921 portant texte de la loi organique de l'enseignement primaire)

3° — Tribunaux correctionnels

Tableau n° 14. — NOMBRE DES AFFAIRES DONT LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS
ONT EU À S'OCCUPER.
1950.

ARRONDISSEMENTS	Affaires pendantes au commencement de l'année	AFFAIRES INTRODUITES PENDANT L'ANNÉE								Total des affaires à juger	AFFAIRES TERMINÉES						Total des affaires terminées	Affaires restant à juger à la fin de l'année
		portées devant le tribunal par				renvoyées devant le tribunal par					par jugement							
		citation directe du ministère public	citation directe de la partie civile	mise en administration publique	la chambre du conseil	le chambre des mises en accusations	la cour de cassation	Total	au fond									
									Total		contradictoirement	par défaut	contradict. à l'égard de certains prévenus par défaut à l'égard des autres	Total	d'incompétence	par radiation de rôle		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	
Bruxelles	885	2,567	69	408	2,038	3	3	5,088	5,973	3,758	811	209	1,808	—	—	4,808	1,165	
Louvain	98	589	3	89	240	—	—	921	1,019	688	159	52	899	—	—	899	120	
Nivelles	108	341	3	39	291	—	3	677	785	528	165	49	742	7	—	749	36	
Anvers	390	3,149	29	726	1,077	1	—	4,982	5,372	3,963	894	192	5,049	1	103	5,153	219	
Malines	470	1,034	61	218	172	—	—	1,485	1,955	1,218	205	31	1,454	—	—	1,454	501	
Turnhout	207	747	2	108	151	—	—	1,008	1,215	925	107	37	1,069	—	—	1,069	146	
Mons	505	1,058	4	203	745	2	4	2,016	2,521	1,441	424	71	1,936	3	—	1,939	582	
Charleroi	2,260	1,120	19	492	1,352	2	—	2,985	5,245	2,620	702	150	3,472	21	—	3,493	1,752	
Tournai	3,471	790	—	143	280	—	—	1,213	4,684	885	372	47	1,304	—	100	1,404	3,280	
Gand	972	4,302	26	492	694	4	—	5,518	6,490	2,699	728	341	3,768	1	—	3,769	2,721	
Audenarde	361	1,235	6	61	234	—	1	1,537	1,898	990	347	66	1,403	—	25	1,428	470	
Termonde	1,706	2,034	—	60	394	—	1	2,489	4,195	2,095	284	110	2,489	1	—	2,490	1,705	
Bruges*	576	2,539	5	158	348	3	—	3,053	3,629	1,789	441	964	3,197	4	—	3,201	428	
Courtrai	1,759	1,625	12	389	366	1	2	2,395	4,154	1,761	518	115	2,394	—	63	2,457	1,697	
Furnes	112	386	—	54	95	—	—	535	647	377	125	32	534	—	—	534	113	
Ypres	288	808	2	74	110	—	1	995	1,283	706	161	37	904	2	3	909	374	
Liège	162	2,931	—	283	1,235	—	—	4,449	4,611	2,953	765	203	3,921	—	—	3,921	690	
Huy	102	403	4	52	148	1	7	615	717	404	156	23	583	—	—	583	134	
Verviers	547	347	23	253	308	—	5	936	1,483	897	361	51	1,312	—	19	1,331	152	
Tongres	1,022	721	—	87	251	1	5	1,065	2,087	828	322	84	1,234	6	1	1,241	816	
Hasselt	708	1,024	6	58	227	—	—	1,315	2,023	1,197	301	85	1,583	—	3	1,586	437	
Arlon	23	378	—	82	160	—	—	620	643	440	101	28	569	—	7	576	67	
Marche-en-Famenne ..	61	126	1	58	92	—	—	277	338	199	61	12	272	1	5	278	60	
Neufchâteau	74	329	—	69	135	—	—	533	607	398	128	16	542	1	7	550	57	
Namur	138	1,303	5	186	421	—	3	1,918	2,056	1,101	324	61	1,489	2	—	1,491	565	
Dinant	282	462	1	106	291	6	6	872	1,154	612	234	30	876	5	12	893	261	
Totaux :	17,287	32,348	281	4,948	11,255	24	41	49,497	66,784	35,472	9,229	3,182	47,803	55	348	48,206	18,578	

* Bruges : Chiffres rectifiés.

Tableau n° 19 (ancien n° 24). — AFFAIRES JUGÉES PAR CONTUMACE. — 1950.

NATURE DES CRIMES	Total des accusés	Acquit- tés	CONDAMNÉS A LA PEINE										Mis à la disposition du gouvernement	
			de mort	des travaux forcés			de la détention			de l'amende	de la réclusion	de l'emprisonnement		de l'interdiction
				à perpétuité	de 15 ans et plus	de 10 ans à moins de 15 ans	perpétuelle	extraordinaire	ordinaire					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Assassinat, 394	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—
<i>Totaux :</i>	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—

Tableau n° 20 (ancien n° 25). — DÉLITS POLITIQUES ET DE PRESSE. — 1950.

NATURE DES INFRACTIONS	Total des prévenus	Acquit- tés	Condamnés à un emprisonnement				Condamnés à l'amende	Condamnés accessoirement à l'interdiction	Mis à la disposition du gouvernement
			de 3 ans ou plus	de 6 mois à moins de 3 ans	de moins de 6 mois	conditionnel			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
NÉANT.									

Tableau n° 18 (ancien n° 23). — AFFAIRES CRIMINELLES JUGÉES CONTRADICTOIREMENT.

1° Accusés classés d'après la nature des infractions pour lesquelles ils ont été poursuivis, avec indication des acquittements et des peines qui ont été prononcées. — 1950.

NATURE DES INFRACTIONS D'APRÈS L'ACTE D'ACCUSATION	Total des accusés	Acquit- tés	Internés	Total des condamnés	CONDAMNÉS A LA PEINE												Condamnés à la peine accessoire		
					de mort	des travaux forcés			de la détention		de la réclusion		de l'emprisonnement			de l'amende	de l'interdiction	de la mise à la disposition du gouvernement	
						à perpétuité	de 15 ans et plus	de 10 ans à moins de 15 ans	perpétuelle	à temps	de 10 ans et plus	de 5 ans à moins de 10 ans	de 3 ans et plus	de 6 mois à moins de 3 ans	de moins de 6 mois				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20
INFRACTIONS CONTRE LES PERSONNES																			
Crimes																			
Assassinat, 394 (1)	19	5	—	14	2	3	1	1	—	—	—	2	5	—	—	—	—	9	—
Assassinat (complicité) 394, 69	1	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Infanticide d'enfant illégitime, 396	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—
Parricide, 395	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Meurtre, 393	14	3	—	11	2	7	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	10	—
Meurtre (tentative), 393, 52 ...	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures ayant causé la mort sans intention de la donner, art. 401 §1	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Meurtre pour faciliter le vol, 475	1	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Porté les armes contre la Belgique et ses Alliés et dénonciation, 113 et 121 (2)	1	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Délits																			
Avortement, 351	3	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	1	—	—	—
INFRACTIONS CONTRE LES PROPRIÉTÉS																			
Crimes																			
Vol à l'aide de violences, 461, 463, 468	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—
Incendie, art. 510	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—
Incendie de lieux habités, la nuit, art. 510, 513	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Incendie la nuit d'une maison d'habitation, n'en n'étant pas le propriétaire exclusif, 511, 513	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	1	—
Incendies de récoltes coupées ou bois abattus, mis en tas, la nuit, art. 512, 513	1	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
<i>Totaux :</i>	50	9	—	41	2	7	11	1	—	—	—	2	11	4	2	1	—	25	1

(1) Y compris 1 accusé jugé par contumace.

(2) Affaire renvoyée par arrêt du 8-11-1948 de la Cour de Cassation aux Assises du Brabant.

2° Accusés classés d'après la nature des faits dont ils ont été reconnus coupables,

leurs antécédents judiciaires et les peines qui leur ont été infligées. — 1950.

NATURE DES FAITS D'APRÈS L'ARRÊT DE LA COUR	Total général des condamnés	ACCUSÉS SANS ANTÉCÉDENTS JUDICIAIRES											soit à l'amende correctionnelle, soit à un emprisonnement de moins de six mois				
		Total des condamnés	Condamnés à la peine								Condamnés à la peine accessoire		Total des condamnés	Condamnés à la peine			
			de mort	des travaux forcés		de la détention		de la réclusion	de l'emprisonnement	de l'interdiction	de la mise à la disp. du gouvernement	de la mise à la disp. du gouvernement		de la mise à la disp. du gouvernement	de mort	des travaux forcés	
				à perpétuité	à temps	perpétuelle	à temps									à perpétuité	à temps
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16		
INFRACTIONS CONTRE LES PERSONNES																	
Crimes																	
Assassinat, 394 (1)	14	9	1	3	2	—	—	3	—	7	—	3	1	—	—		
Assassinat (complicité), art. 394, 67	1	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—		
Parricide, art. 395	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—		
Infanticide d'enfant illégitime, art. 396	2	2	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—		
Meurtre, art. 393	11	8	—	2	4	—	—	1	1	7	—	2	—	—	2		
Meurtre (tentative de), art. 393, 52	1	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—		
Meurtre pour faciliter le vol et en assurer l'impunité, art. 475	1	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—		
Coups et blessures ayant causé la mort sans intention de la donner, art. 401 §1	1	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—		
Porté les armes contre la Belgique et ses Alliés et dénonciation, art. 113, 121bis	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—		
Délits																	
Avortement, art. 351	3	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—		
Totaux :	36	24	1	5	8	—	—	7	3	16	—	8	1	2	2		
INFRACTIONS CONTRE LES PROPRIÉTÉS																	
Crimes																	
Vol à l'aide de violences, art. 461, 463, 468	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—		
Incendie, art. 510	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—		
Incendies de lieux habités la nuit, art. 510, 513	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—		
Incendie la nuit d'une maison d'habitation, n'en n'étant pas le propriétaire exclusif, art. 511, 513	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—		
Incendies de récoltes coupées ou bois abattus, mis en tas, la nuit, art. 512, 513	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1		
Totaux :	5	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	3	—	—	—		
Crimes et délits contre les personnes	36	24	1	5	8	—	—	7	3	16	—	8	1	2	2		
Crimes et délits contre les propriétés	5	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	3	—	—	—		
TOTAUX GÉNÉRAUX :	41	25	1	5	8	—	—	7	4	16	—	11	1	2	2		

(1) Y compris 1 accusé jugé par contumace.

NATURE DES FAITS D'APRÈS L'ARRÊT DE LA COUR	Total général des condamnés	ACCUSÉS CONDAMNÉS PRÉCÉDEMMENT														
		Total des condamnés	à un emprisonnement de six mois et plus								à une peine criminelle		Total des condamnés	à une peine criminelle		
			de mort	des travaux forcés		de la détention		de la réclusion	de l'emprisonnement	de l'interdiction	de la mise à la disp. du gouvernement	de la mise à la disp. du gouvernement		de la mise à la disp. du gouvernement	de la mise à la disp. du gouvernement	de la mise à la disp. du gouvernement
				à perpétuité	à temps	perpétuelle	à temps									
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	
INFRACTIONS CONTRE LES PERSONNES																
Crimes																
Assassinat, 394 (1)	14	9	1	3	2	—	—	3	—	7	—	3	1	—	—	
Assassinat (complicité), art. 394, 67	1	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	
Parricide, art. 395	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	
Infanticide d'enfant illégitime, art. 396	2	2	—	—	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	
Meurtre, art. 393	11	8	—	2	4	—	—	1	1	7	—	2	—	—	2	
Meurtre (tentative de), art. 393, 52	1	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	
Meurtre pour faciliter le vol et en assurer l'impunité, art. 475	1	1	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	
Coups et blessures ayant causé la mort sans intention de la donner, art. 401 §1	1	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	
Porté les armes contre la Belgique et ses Alliés et dénonciation, art. 113, 121bis	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	
Délits																
Avortement, art. 351	3	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	
Totaux :	36	24	1	5	8	—	—	7	3	16	—	8	1	2	2	
INFRACTIONS CONTRE LES PROPRIÉTÉS																
Crimes																
Vol à l'aide de violences, art. 461, 463, 468	1	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	
Incendie, art. 510	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	
Incendies de lieux habités la nuit, art. 510, 513	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	
Incendie la nuit d'une maison d'habitation, n'en n'étant pas le propriétaire exclusif, art. 511, 513	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	
Incendies de récoltes coupées ou bois abattus, mis en tas, la nuit, art. 512, 513	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	
Totaux :	5	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	3	—	—	—	
Crimes et délits contre les personnes	36	24	1	5	8	—	—	7	3	16	—	8	1	2	2	
Crimes et délits contre les propriétés	5	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	3	—	—	—	
TOTAUX GÉNÉRAUX :	41	25	1	5	8	—	—	7	4	16	—	11	1	2	2	

(1) Y compris 1 accusé jugé par contumace.

6^a — Cour de Cassation

Tableau n° 21 (ancien n° 28). — AFFAIRES PÉNALES (2^e chambre). — 1950.

NATURE DES ARRÊTS	Nombre des arrêts		RÉSULTATS DES POURVOIS OU DEMANDES FORMÉS PAR		Pourvois ou demandes restant à juger			
	1	2	le ministère public, le gouverneur de province, etc. 3	les parties 4				
Arrêts statuant au fond rendus en matière	criminelle	cassation .	—	1	—	1	—	
		rejet	14	—	—	14	—	4
	correctionnelle	cassation .	—	107(1)	15	—	92	—
		rejet	522(2)	—	3	—	519	187
	pénale militaire	cassation .	—	7	—	—	7	—
		rejet	71	—	—	—	71	4
	disciplinaire	cassation .	—	—	—	—	—	—
		rejet	—	—	—	—	—	—
	de défense sociale	cassation .	—	—	—	—	—	—
		rejet	11	—	—	—	11	2
de milice	cassation .	—	4	—	—	4	—	
	rejet	23	—	—	—	23	2	
électorale	cassation .	—	—	—	—	—	—	
	rejet	—	—	—	—	—	—	
fiscale	cassation .	—	24	—	—	24	—	
	rejet	39	—	—	—	39	69	
Arrêts statuant sur des pourvois dans l'intérêt de la loi en matière	ordre des médecins	cassation .	—	—	—	—	—	
		rejet	—	—	—	—	3	
	épuration	cassation .	—	—	—	—	—	
cause disciplinaire	rejet	8	—	1	—	7	1	
	cassation .	—	—	—	—	—	—	
Totaux :		689	143	19	—	813	272	
Arrêts statuant sur des demandes	en règlement de juges	admission .	—	19	18	—	1	—
		rejet	1	—	1	—	—	3
	de cassation dans l'intérêt de la loi	admission .	—	3	3	—	—	—
		rejet	—	—	—	—	—	—
	Poursuites à charge de Magistrat 482 C.I.C.	admission .	1	—	1	—	—	—
		rejet	2	—	2	—	—	—
	préalables à procédure prise à partie	admission .	—	—	—	—	—	—
		rejet	—	—	—	—	—	—
	en revision	admission .	—	4	4	—	—	—
		rejet	2	—	2	—	—	2
inscription en faux contre un arrêt	admission .	—	—	—	—	—	—	
	rejet	—	—	—	—	—	—	
de pro-deo (1 ^{re} chambre)	admission .	—	—	—	—	—	—	
	rejet	—	—	—	—	—	—	
Totaux :		6	26	31	—	1	5	
TOTAL GÉNÉRAL :		695	169	50	—	814	277	

(1) Dont un arrêt élimine 24 causes.
(2) Dont deux arrêts éliminent 16 causes.

B. — Affaires Civiles et Commerciales

1^o — Justice de paix

Tableau n° 22 (ancien n° 40). — ÉTAT, PAR CANTON, DES TRAVAUX DES JUGES DE PAIX (1950.)

CANTONS	JURIDICTION CONTENTIEUSE					CANTONS	JURIDICTION CONTENTIEUSE				
	Nombre des affaires sur citation terminées	Nombre des affaires sur comparution volontaire terminées	Nombre total des affaires terminées		Jugements rendus avant de statuer au fond		Nombre des affaires sur citation terminées	Nombre des affaires sur comparution volontaire terminées	Nombre total des affaires terminées		Jugements rendus avant de statuer au fond
			à l'amiable ou restées sans suite connues	par jugement					à l'amiable ou restées sans suite connues	par jugement	
1	2	3	4	5	6	1	2	3	4	5	6
Bruxelles 1 ^{er} canton	2,694	355	567	2,482	120	Anvers 1 ^{er} canton	1,192	599	751	1,040	140
» 2 ^e »	3,491	372	1,007	2,856	149	» 2 ^e »	1,963	753	985	1,731	185
» 3 ^e »	3,464	566	991	3,039	284	» 3 ^e »	1,941	660	597	2,004	61
» 4 ^e »	1,235	302	437	1,100	77	» 4 ^e »	1,392	262	137	1,517	284
Anderlecht	2,426	1,429	1,287	2,568	118	Berchem	992	573	590	975	83
Assche	200	—	10	190	43	Boom	314	424	432	306	78
Hal	296	34	57	273	46	Borgerhout	1,799	53	208	1,644	226
Ixelles 1 ^{er} canton	2,032	33	177	1,888	152	Brecht	189	243	258	174	18
» 2 ^e »	1,593	779	855	1,517	183	Ekeren	614	10	85	539	27
Molenbeek-St-Jean	2,326	982	1,227	2,081	366	Kontich	398	462	535	325	77
Saint-Gilles	1,754	328	484	1,598	65	Zandhoven	171	227	236	162	28
St-Josse-ten-Noode	2,906	1,412	1,736	2,582	174	Totaux :	10,965	4,266	4,814	10,417	1,207
Schaerbeek 1 ^{er} cant.	1,481	643	661	1,463	132	Malines (Nord)	330	15	37	308	24
» 2 ^e »	1,642	1,161	1,415	1,388	109	» (Sud)	399	386	417	368	49
Sint-Kwintens-Lennik	166	55	26	195	4	Duffel	219	11	7	223	62
Uccle	2,421	1,150	1,369	2,202	163	Heist-op-den-Berg	190	—	30	160	18
Vilvorde	567	1,086	834	819	36	Lierre	229	357	370	216	62
Wolvertem	236	683	679	240	51	Puurs	124	172	185	111	24
Totaux :	30,930	11,370	13,819	28,481	2,272	Totaux :	1,491	941	1,046	1,386	239
Louvain 1 ^{er} canton	518	928	979	467	64	Turnhout	270	30	52	248	79
» 2 ^e »	664	1,103	1,193	574	39	Arendonk	52	311	341	22	13
Aarschot	180	592	634	138	5	Herentals	241	246	276	211	76
Diest	263	3	48	218	42	Hoogstraten	42	150	155	37	3
Glabbeek	72	282	292	62	13	Mol	243	429	443	229	92
Haaht	170	371	394	147	8	Westerlo	94	306	334	66	16
Tirlemont	361	1,301	1,313	349	44	Totaux :	942	1,472	1,601	813	279
Léau	123	355	371	107	30	Mons	1,172	1,115	1,262	1,025	113
Totaux :	2,351	4,935	5,224	2,062	245	Boussu	784	744	927	601	103
Nivelles	686	1,091	1,104	673	88	Chièvres	72	254	251	75	20
Genappe	160	257	269	148	23	Dour	264	479	472	271	13
Jodoigne	177	626	484	319	21	Enghien	111	1	27	88	40
Perwez	85	238	240	83	29	La Louvière	555	1,423	1,208	770	52
Wavre	584	1,106	1,201	189	90	Lens	193	486	532	147	33
Totaux :	1,692	3,318	3,298	1,712	251						

Tableau n° 22 (suite)

	1	2	3	4	5	6		1	2	3	4	5	6
Pâturages		523	814	930	407	48	Sint-Maria-Horebeke	57	267	268	56	4	
Rœulx		274	732	735	271	21	Zottegem.....	118	2	19	101	10	
Soignies		310	710	743	337	32							
Totaux :	4,291	6,788	7,087	3,992	475		Totaux :	1,381	2,774	2,991	1,164	162	
Charleroi (Nord) ...	840	1,578	1,661	757	83	Termonde	357	13	8	332	13		
» (Sud)	1,223	1,212	515	1,920	29	Alost	474	961	1,096	339	76		
Beaumont	294	491	498	287	21	Beveren	154	269	291	132	16		
Binche	527	1,358	1,404	481	77	Hamme	187	358	380	165	11		
Châtelet	402	1,769	1,778	393	51	Lokeren	165	14	17	162	16		
Chimay	103	12	—	115	12	Sint-Gillis-Waas ...	136	405	436	105	11		
Fontaine-l'Évêque .	403	1,149	1,184	368	46	Saint-Nicolas	405	718	756	367	28		
Gosselies	365	533	559	339	46	Tamise	116	351	360	107	18		
Jumet	330	567	570	327	46	Wetteren	198	21	41	178	10		
Marchienne-au-Pont	448	1,018	1,085	381	33	Zele	79	325	316	88	13		
Merbes-le-Château .	116	314	326	104	8								
Seneffe	378	944	949	373	39	Totaux :	2,241	3,435	3,701	1,975	212		
Thuin	186	356	269	273	11								
Totaux :	5,615	11,301	10,798	6,118	505	Bruges 1 ^{er} canton ...	366	917	969	314	12		
Tournai	388	791	819	360	78	» 2 ^e »	731	1,002	1,276	457	84		
Antoing	105	17	10	112	11	» 3 ^e »	431	743	749	425	70		
Ath	161	507	521	147	19	Ardoois	53	204	211	46	74		
Celles	71	361	379	53	4	Gistel	128	10	17	121	17		
Flobecq	30	—	7	23	9	Ostende	844	1,528	1,641	731	85		
Frasnes	31	212	212	31	28	Ruislede	45	79	90	34	5		
Lessines	92	611	611	92	8	Tielt	89	185	198	76	6		
Leuze	159	516	533	142	21	Torhout	235	550	398	387	35		
Péruwelz	146	391	412	125	15								
Quevaucamps	160	291	304	147	17	Totaux :	2,922	5,218	5,549	2,591	388		
Templeuve	122	351	340	133	20	Courtrai 1 ^{er} canton .	189	320	349	160	146		
						» 2 ^e »	386	441	463	364	28		
						Avelgem	51	157	154	64	4		
						Harelbeke	228	205	223	210	10		
						Izegem	150	134	153	131	11		
						Menin	718	655	683	690	40		
						Meulebeke	64	270	223	111	17		
						Mouscron	291	963	959	295	40		
						Moorsele	63	202	202	63	8		
						Oostrozebeke	64	109	123	50	35		
						Roulers	188	720	727	181	19		
						Totaux :	2,402	4,176	4,259	2,319	358		
						Furnes	323	16	53	286	7		
						Dixmude	112	321	63	370	20		
						Haringe	75	1	9	67	4		
						Nieuport	244	19	40	223	28		
						Totaux :	754	357	165	946	59		
						Ypres 1 ^{er} canton ...	109	303	331	81	14		
						» 2 ^e »	137	308	322	123	18		
						Hoogdele	48	131	139	40	3		
						Messines	55	173	180	48	6		
						Passendale	52	140	144	48	7		
						Poperinge	95	289	317	67	8		
						Wervik	92	360	314	138	5		
Totaux :	4,060	2,878	3,229	3,709	242	Totaux :	588	1,704	1,747	545	61		
Audenarde	185	512	537	160	11								
Grammont	162	565	596	131	22								
Herzele	159	8	48	119	29								
Nederbrakel	105	283	311	77	10								
Ninove	339	468	518	289	11								
Renaix	256	669	694	231	35								

Tableau n° 22 (suite)

	1	2	3	4	5	6		1	2	3	4	5	6
Liège 1 ^{er} canton ...	1,454	930	1,139	1,245	258	Arlon	143	357	316	154	16		
» 2 ^e »	2,289	1,129	1,472	1,946	287	Etalle	47	155	168	34	11		
Dalhem	138	210	227	121	10	Fauvillers	17	57	51	23	7		
Fexhe-Slins	227	258	293	192	61	Florenville	31	121	119	36	5		
Fléron	314	338	305	347	29	Messancy	100	172	231	41	54		
Grivegnée	698	961	1,028	634	50	Virton	59	200	213	46	25		
Herstal	609	77	102	584	372								
Hollogne-aux-Pierres	681	449	433	697	69	Totaux :	400	1,062	1,128	334	148		
Louveigné	191	240	259	172	21								
Saint-Nicolas	434	42	104	372	69	Marche-en-Famenne	144	349	374	116	27		
Seraing	750	808	779	779	50	Durbuy	36	131	124	43	13		
Waremmes	218	308	192	334	27	Erezée	27	100	102	25	3		
						Houffalize	45	173	182	36	4		
Totaux :	8,003	5,753	6,333	7,423	1,303	Laroche	69	263	277	55	11		
Huy	332	433	396	369	28	Nassogne	40	—	4	36	5		
Ferrières	17	72	77	12	2	Vielsalm	63	1	3	64	1		
Hannut	70	254	259	65	9								
Héron	65	59	41	83	8	Totaux :	421	1,020	1,066	375	64		
Jehay-Bodegnée	45	144	151	38	10								
Landen	106	464	477	93	15	Neufchâteau	105	204	226	83	11		
Nandrin	145	328	363	110	36	Bastogne	95	225	255	65	8		
						Bouillon	37	108	103	42	17		
Totaux :	780	1,754	1,764	770	108	Paliseul	57	235	241	51	14		
Verviers	476	347	382	441	28	Saint-Hubert	53	162	169	46	8		
Aubel	82	229	184	127	21	Sibret	37	128	135	30	6		
Dison	126	191	117	200	12	Wellin	41	76	98	19	4		
Eupen	187	222	217	192	28								
Herve	50	58	61	47	5	Totaux :	425	1,138	1,227	336	68		
Limbourg	129	199	106	222	18								
Malmédy	216	284	295	205	16	Namur 1 ^{er} cant.(N.)	865	53	43	875	67		
Saint-Vith	87	2	11	78	9	» 2 ^e » (S.)	405	28	37	396	30		
Spa	229	516	349	396	32	Andenne	196	306	303	199	36		
Stavelot	78	306	307	77	9	Eghezée	142	9	18	133	14		
						Fosses	429	16	73	372	13		
Totaux :	1,660	2,354	2,029	1,985	178	Gembloux	240	516	356	430	26		
Tongres	364	638	591	411	40								
Bilzen	508	997	1,160	345	23	Totaux :	2,277	958	830	2,405	186		
Borgloon (Looz) ...	232	651	668	215	38								
Brée	59	3	13	49	12	Dinant	535	892	1,131	296	52		
Maaseik	148	58	81	125	34	Beauraing	96	363	149	310	7		
Mechelen	190	713	690	213	28	Ciney	140	286	264	162	11		
Zichen-Zussen- Bolder	85	12	12	85	14	Couvin	105	—	18	87	16		
						Florennes	93	230	216	77	26		
Totaux :	1,586	3,072	3,215	1,443	189	Gedinne	47	254	208	93	13		
Hasselt	327	535	495	367	17	Philippeville	77	196	185	88	2		
Beringen	264	309	310	263	19	Rochefort	135	15	16	134	18		
Herek-la-Ville	53	257	260	50	2	Walcourt	108	383	398	93	8		
Neerpelt	89	284	289	84	18								
Peer	58	—	4	54	11	Totaux :	1,336	2,619	2,615	1,340	153		
Saint-Trond	313	30	44	299	37								
						LE ROYAUME :	92,082	90,126	95,085	87,123	9,686		
Totaux :	1,104	1,415	1,402	1,117	104								

La statistique a, depuis l'année 1938, fait la distinction entre les affaires de nature civile et les affaires de nature commerciale dont les juges de paix avaient à connaître en vertu des dispositions nouvelles de l'arrêté royal du 13 janvier 1935.

Dans le total des affaires introduites devant les juges de paix, pour le Royaume, les affaires commerciales tiennent les proportions ci-dessous :

ANNÉES	Total des affaires à juger	Nombre des affaires commerciales à juger	Proportion %
1	2	3	4
1941	158,110	12,852	8.1
1942	127,800	7,091	5.6
1943	110,951	4,650	4.1
1944	87,320	3,265	3.7
1945	127,009	3,226	2.5
1946	155,092	3,765	2.4
1947	146,236	3,892	2.6
1948	165,259	6,791	4.1
1949	179,915	9,312	5.1
1950	193,618	9,972	5.1

Tableau n° 23 (ancien n° 41). — CERTAINES ACTIVITÉS DE JURIDICTION GRACIEUSE DES JUGES DE PAIX.

ANNÉES	Nombre de conseils de famille présidés	Actes d'émancipation reçus	Actes de notariété reçus	Nombre de levées de scellés	Réception de déclarations d'accident de travail
1	2	3	4	5	6
1941	19,828	3,656	16,258	919	91,063
1942	19,370	3,223	15,795	1,200	104,878
1943	19,126	4,267	14,363	1,278	108,175
1944	20,444	3,908	15,853	1,193	79,404
1945	21,302	4,213	23,786	1,109	93,577
1946	22,891	4,451	25,068	911	117,179
1947	20,449	3,711	31,084	844	143,740
1948	19,435	3,812	26,208	806	129,526
1949	18,926	3,759	28,439	872	122,130
1950	18,019	3,363	29,745	751	120,192

2° — Tribunaux de première instance

Tableau n° 24 (ancien n° 43). — APERÇU GÉNÉRAL DES AFFAIRES CIVILES INTRODUITES, TERMINÉES ET RESTANT À JUGER. — ANNÉE 1950.

ARRONDISSEMENTS	NATURE DES AFFAIRES										AFFAIRES TERMINÉES PAR DES JUGEMENTS					
	AFFAIRES A JUGER					AFFAIRES TERMINÉES					Nombre des affaires restant à juger	qui accueillent la demande	qui rejettent la demande	rendus par une chambre de trois juges	rendus par le juge unique	rendus après communication au ministère public
	anciennes		sur opposition à des jugements par défaut	Nouvelles introduites pendant l'année	Nombre total des affaires à juger	par des jugements		par décret, transaction, abandon, jonction ou radiation	Nombre total des affaires terminées							
	pendantes au commencement de l'année	réinscrites au rôle				contradictaires	par défaut			Nombre total des affaires terminées par des jugements						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Bruxelles	8,069	41	123	6,609	14,842	3,294	1,974	5,268	3,126	8,694	6,148	4,169	1,099	2,931	2,337	4,052
Louvain	553	2	11	633	1,199	269	181	450	206	656	513	370	80	402	48	154
Nivelles	562	3	8	412	985	170	122	292	93	385	600	226	66	231	58	231
Anvers	3,921	18	54	3,186	7,179	2,097	524	2,621	907	3,528	3,651	1,372	1,219	2,043	578	1,791
Malines	868	1	11	407	1,287	163	152	315	16	361	926	230	85	217	98	227
Turnhout	475	3	—	322	800	224	94	318	29	347	453	180	138	295	23	42
Mons	938	3	23	932	1,896	460	387	847	180	1,027	869	823	21	622	225	719
Charleroi	(1)2,331	33	34	1,494	3,892	607	634	1,241	356	1,597	2,295	1,031	207	1,157	84	757
Tournai	504	—	—	420	924	204	164	368	128	496	428	276	92	269	99	155
Gand	2,657	7	10	2,642	5,316	2,054	538	2,592	229	2,821	2,495	2,050	512	2,386	206	2,300
Audenarde	375	2	6	369	752	231	118	349	48	397	355	242	107	283	66	144
Termonde	803	8	1	1,414	2,229	1,031	288	1,319	118	1,437	792	1,061	255	1,269	50	979
Bruges	1,312	20	2	1,059	2,393	515	314	829	339	1,168	1,225	620	209	778	51	257
Courtrai	813	32	6	574	1,425	293	211	506	118	624	801	432	74	347	159	303
Fumes	204	3	7	256	470	170	79	249	31	283	187	152	97	192	57	110
Ypres	284	2	4	326	616	278	57	335	41	376	240	281	51	304	31	248
Liège	4,316	—	11	1,792	6,149	819	654	1,473	369	1,842	4,307	1,192	201	921	352	1,032
Huy	265	—	6	312	583	145	98	243	104	347	236	191	52	142	101	156
Verviers	833	11	15	1,395	2,454	1,363	256	1,619	121	1,743	711	1,373	216	1,523	96	1,408
Tongres	123	21	2	256	402	162	90	252	33	285	117	192	60	252	—	41
Hasselt	420	2	7	678	1,107	521	97	618	73	691	416	534	84	618	—	370
Arlon	299	2	1	149	451	106	57	163	11	204	217	129	34	144	19	79
Marche-en-Famenne	163	—	1	122	286	70	30	100	17	117	169	54	47	100	—	11
Neufchâteau	223	—	—	133	356	54	38	92	39	131	225	87	5	92	—	9
Namur	705	—	—	481	1,186	227	167	394	216	610	576	307	87	304	90	300
Dinant	546	—	3	276	825	186	102	288	169	457	368	224	65	277	11	116
Ressort de la Cour d'appel de :																
Bruxelles	18,221	104	264	14,115	33,004	7,488	4,232	11,720	5,371	17,091	15,913	8,680	3,010	8,170	3,570	8,131
Gand	6,448	71	39	6,640	13,201	4,571	1,605	6,179	927	7,106	6,095	4,844	1,335	5,559	620	4,341
Liège	7,923	36	46	5,794	13,799	3,653	1,589	5,242	1,185	6,427	7,372	4,281	961	4,373	869	3,522
Le Royaume :	32,592	214	349	26,849	60,004	15,715	7,426	23,141	7,483	30,624	29,380	17,805	5,336	18,102	5,039	15,994

(1) Chiffre rectifié.

Tableau n° 25 (ancien n° 44). — JUGEMENTS RENDUS AVANT DE STATUER AU FOND.
AFFAIRES SUR REQUÊTE. — RÉFÉRÉS. — 1950.

ARRON- DISSEMENTS	Nombre des jugements rendus avant de statuer au fond	AFFAIRES SUR REQUÊTE				Nombre des jugements statuant sur des demandes de pro deo (1)	RÉFÉRÉS JUGÉS
		accordées	rejetées	sans suite	Total		
1	2	3	4	5	6	7	8
Bruxelles	772	6,522	164	—	6,686	1,825	790
Louvain	99	691	11	11	713	165	91
Nivelles	70	481	17	—	498	76	44
Anvers	612	4,249	87	—	4,336	1,235	662
Malines	125	420	4	—	424	63	61
Turnhout	48	388	2	—	390	35	27
Mons	248	1,593	46	21	1,660	458	277
Charleroi	344	2,053	20	9	2,082	33	283
Tournai	65	630	18	—	648	149	71
Gand	312	1,075	20	—	1,095	353	158
Audenarde	122	309	8	—	317	61	12
Termonde	121	672	25	10	707	120	42
Bruges	201	670	13	—	683	203	99
Courtrai	115	615	37	—	652	89	65
Furnes	35	177	18	—	195	54	28
Ypres	59	265	19	—	284	114	29
Liège	589	2,395	39	16	2,480	558	447
Huy	102	345	16	—	361	58	52
Verviers	139	1,022	28	1	1,051	177	78
Tongres	23	423	11	13	447	45	14
Hasselt	82	480	10	—	490	49	27
Arlon	64	275	8	—	283	60	24
Marche-en-Famenne	49	206	—	—	206	9	5
Neuchâteau	32	331	2	—	333	19	6
Namur	137	748	12	—	760	170	74
Dinant	159	358	10	50	418	52	38
Ressort de la Cour d'appel de :							
Bruxelles	2,383	17,027	369	41	17,437	4,039	2,306
Gand	965	3,783	140	10	3,933	994	433
Liège	1,376	6,583	136	110	6,829	1,197	765
Le Royaume :	4,724	27,393	645	161	28,199	6,230	3,584

(1) Les chiffres de cette colonne indiquant par arrondissement le nombre de jugements statuant sur les demandes de « pro Deo » sont déjà compris dans les chiffres des colonnes 3 à 6 où sont comptées toutes les affaires sur requête.

3° — Tribunaux de commerce

Tableau n° 26 (ancien n° 48). — APERÇU GÉNÉRAL DES CAUSES COMMERCIALES INTRODUITES,
TERMINÉES ET RESTANT À JUGER. — ANNÉE 1950.

TRIBUNAUX		NATURE DES CAUSES											
		Causes à juger					Causes terminées						
		anciennes		pour suivies après avoir été rayées comme com- me- ter- minées	Nou- velles intro- duites pend- ant l'année	Total des causes à juger	par jugements			par débè- tement, trans- action, aban- don, jonc- tion ou ra- tiation	Total des causes ter- minées	Causes restant à juger	Juge- ments rendus avant de statuer au fond
pen- dantes au com- mencement de l'année	3	con- tradic- toires	par défaut				Total						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
	Bruxelles	3,581	464	1,088	16,098	21,231	5,186	9,219	14,405	3,143	17,548	3,683	598
	Louvain	329	4	22	837	1,192	241	424	665	178	843	319	69
Nivelles		148	8	16	456	628	107	268	375	61	436	192	29
	Anvers	4,531	45	180	5,267	10,023	1,866	2,071	3,937	1,498	5,435	4,588	255
Malines		572	10	23	601	1,206	195	289	484	108	592	614	58
Turnhout		221	1	—	398	620	140	212	352	17	369	251	26
	Mons	614	24	47	1,218	1,903	464	731	1,195	160	1,355	548	119
Charleroi		818	39	65	1,434	2,356	381	801	1,182	302	1,484	872	21
	Tournai	138	—	7	514	659	178	257	435	49	484	175	57
	Gand	1,782	139	66	1,961	3,948	869	820	1,689	730	2,419	1,529	182
Audenarde		102	—	5	369	476	86	209	295	18	343	133	25
	Alost	176	—	34	631	841	235	305	540	109	649	192	37
	Saint-Nicolas ..	333	—	6	375	714	143	184	327	33	360	354	85
Termonde		146	4	3	273	426	82	121	203	76	279	147	13
	Bruges	353	3	8	728	1,092	271	323	594	137	731	361	61
	Ostende	194	2	18	460	674	180	160	340	97	437	237	31
	Courtrai	438	21	5	1,364	1,828	293	761	1,054	281	1,335	493	196
Furnes		71	—	5	187	263	93	59	152	37	189	74	8
Ypres		150	—	1	180	331	75	75	150	49	199	132	15
	Liège	2,265	122	115	3,605	6,107	1,151	1,535	2,686	404	3,090	3,017	126
Huy		160	—	5	312	477	93	124	217	139	356	121	26
	Verviers	437	—	19	743	1,199	418	372	790	180	970	229	30
Tongres		181	8	18	167	374	70	102	172	28	200	174	5
Hasselt		135	—	5	367	507	151	163	314	46	360	147	36
Arlon		81	5	2	145	233	50	65	115	43	158	75	19
Marche-en-Famenne		112	—	3	160	275	48	88	136	30	166	109	38
Neuchâteau		164	—	5	184	353	44	95	139	29	168	185	18
	Namur	356	8	28	929	1,321	323	401	724	234	958	363	116
Dinant		132	—	12	343	487	103	166	269	115	384	103	59
Ressort de la Cour d'Appel de	Bruxelles ...	10,952	595	1,448	26,823	39,818	8,758	14,272	23,030	5,516	28,546	11,272	1,232
	Gand	3,745	169	151	6,528	10,593	2,327	3,017	5,344	1,597	6,941	3,652	653
	Liège	4,023	143	212	6,955	11,333	2,451	3,111	5,562	1,248	6,810	4,523	473
TRIBUNAUX : civils		3,193	75	168	5,576	9,012	1,718	2,837	4,555	1,128	5,683	3,329	396
de commerce ..		15,527	832	1,643	34,730	52,732	11,818	17,563	29,381	7,233	36,614	16,118	1,962
Totaux :	18,720	907	1,811	40,306	61,744	13,536	20,400	33,936	8,361	42,297	19,447	2,358	

4° — Cours d'appel

Tableau n° 27 (ancien n° 59). — AFFAIRES CIVILES ET COMMERCIALES
CAUSES INTRODUITES, TERMINÉES ET RESTANT À JUGER. — 1950.

COURS D'APPEL (avec indication des juridictions qui ont rendu les décisions attaquées)	CAUSES A JUGER			CAUSES TERMINÉES					Causés restant à juger	Arrêts rendus avant de statuer au fond
	pendantes au commen- cement de l'année	intro- duites pend- ant l'année	Total	par arrêts au fond		Total des arrêts	par trans- action, abandon ou autres motifs	Total général des causes terminées		
				contra- dictoires	par défaut					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
COUR D'APPEL DE BRUXELLES.										
Tribunaux de première instance en matière civile	2,213	1,195	3,408	928	101	1,029	450	1,479	1,929	73
Tribunaux de première instance en matière commerciale	135	54	189	25	3	28	46	74	115	20
Tribunaux de commerce	1,327	514	1,841	315	32	347	246	593	1,248	—
Tribunaux étrangers au ressort (après cassation)	5	4	9	2	1	3	—	3	6	—
Conseils de discipline de l'ordre des avocats	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Appels de jugements d'arbitres ..	23	17	40	9	—	9	5	14	26	—
Référés	227	192	419	134	13	147	55	202	217	—
Affaires portées directement de- vant la Cour	8	25	33	17	—	17	8	25	8	—
Requête civile	—	1	1	—	—	—	—	—	1	—
COUR D'APPEL DE GAND.										
Tribunaux de première instance en matière civile	315	307	622	182	37	219	43	262	360	28
Tribunaux de première instance en matière commerciale	27	30	57	21	3	24	1	25	32	19
Tribunaux de commerce	126	119	245	90	3	93	16	109	136	—
Tribunaux étrangers au ressort (après cassation)	7	6	13	4	—	4	2	6	7	—
Conseils de discipline de l'ordre des avocats	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Appels de jugements d'arbitres ..	2	—	2	1	—	1	1	2	—	—
Référés	23	48	71	45	1	46	6	52	19	—
COUR D'APPEL DE LIÈGE.										
Tribunaux de première instance en matière civile	696	446	1,142	351	26	377	70	447	695	58
Tribunaux de première instance en matière commerciale	84	31	115	26	2	28	2	30	85	35
Tribunaux de commerce	281	127	408	131	6	137	48	185	223	—
Tribunaux étrangers au ressort (après cassation)	4	7	11	5	1	6	—	6	5	—
Conseils de discipline de l'ordre des avocats	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Appels de jugements d'arbitres ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Référés	105	63	168	66	2	68	3	71	97	—

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
TOTAUX POUR LES TROIS COURS D'APPEL.											
Tribunaux de première instance en matière civile	3,224	1,948	5,172	1,461	164	1,625	563	2,188	2,984	159	—
Tribunaux de première instance en matière commerciale	246	115	361	72	8	80	49	129	232	74	—
Tribunaux de commerce	1,734	760	2,494	536	41	577	310	887	1,607	—	—
Tribunaux étrangers au ressort (après cassation)	16	17	33	11	2	13	2	15	18	—	—
Conseils de discipline de l'ordre des avocats	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Requête civile	—	1	1	—	—	—	—	—	—	1	—
Appels de jugements d'arbitres ..	25	17	42	10	—	10	6	16	26	—	—
Référés	355	303	658	245	16	261	64	325	333	—	—
Affaires portées directement de- vant la Cour	8	25	33	17	—	17	8	25	8	—	—
Totaux par ressort :											
Bruxelles	3,938	2,002	5,940	1,430	150	1,580	810	2,390	3,550	93	—
Gand	500	510	1,010	343	44	387	69	456	554	47	—
Liège	1,170	674	1,844	579	37	616	123	739	1,105	93	—
Totaux généraux :	5,608	3,186	8,794	2,352	231	2,583	1,002	3,585	5,209	233	—

Tableau n° 28 (ancien n° 60). — COURS D'APPEL. — AFFAIRES FISCALES.

COURS D'APPEL	AFFAIRES A JUGER			Arrêts inter- locutoires	AFFAIRES TERMINÉES			Affaires restant à juger
	pendantes au commen- cement de l'année	intro- duites pendant l'année	Total		par arrêt au fond	par radiation transaction, etc.	Total	
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Bruxelles	1,172	836	2,008	13	188	141	329	1,679
Gand	140	122	262	3	79	9	88	174
Liège	506	561	1,067	6	121	2	123	944
Le Royaume :	1,818	1,519	3,337	22	388	152	540	2,797

5° — Cour de Cassation

Aux termes des articles 19 et 20 de la loi du 25 mars 1876, sa compétence est réglée comme suit :

Art. 19. — La Cour de cassation connaît :

1° Des demandes en cassation contre les arrêts et contre les jugements rendus en dernier ressort ;

2° Des règlements de juges, des demandes en renvoi d'un tribunal à un autre et de prises à partie.

Art. 20. — Les arrêts et les jugements rendus en dernier ressort pourront être déférés à la Cour de cassation pour contravention à la loi ou pour violation des formes, soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité.

La Cour de cassation prononce aussi sur les demandes en cassation contre les décisions rendues en dernier ressort en matière commerciale par les tribunaux de première instance et par les Cours d'appels du Congo belge.

Un décret détermine, dans les limites de la compétence de la Cour de cassation de Belgique, les autres demandes dont elle aura à connaître. (Loi du 15 avril 1924, art. 1^{er}.)

Le ministère public est entendu dans toutes les affaires. (Loi du 4 août 1832, art. 28.)

La Cour de cassation ne connaît pas du fond des affaires. Elle renvoie le fond du procès cassé à la cour ou au tribunal qui doit en connaître.

Tableau n° 30 (ancien n° 63). — COUR DE CASSATION (1^{re} Chambre).
POURVOIS EN MATIÈRE CIVILE (ANNÉE 1950).

COURS ET TRIBUNAUX qui ont rendu les décisions attaquées	CAUSES A JUGER			ARRÊTS				Total des Arrêts	Arrêts rendus sur les conclusions du ministère public (1)		Causes restant à juger	
	pendantes au commen- cement de l'année	intro- duites pendant l'année	Total	au fond		dérégant			con- formes	con- traires		
				Cassa- tion	Rejet	la déché- ance ou la jonction	le désis- tement					
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Conseil d'Etat												
Cours d'Appel.												
a) Jugeant en matière civile :												
Bruxelles	39	32	71		10	20	3		33			38
Gand	8	9	17		2	5			7			10
Liège	15	18	33		3	5			8			25
Léopoldville		5	5									5
Elisabethville	2		2		1				1			1
Tribunal d'appel Ruan- da-Urundi		1	1									1
Totaux :	64	65	129		16	30	3		49			50
b) Jugeant en matière commerciale :												
Bruxelles	12	4	16		1	6			7			9
Gand	4	1	5			2			2			3
Liège	4	2	6		1	1			2			4
Totaux :	20	7	27		2	9			11			16
Tribunaux de première instance												
a) Jugeant en premier degré :												
Bruxelles	20		20		4	8	2	2	16			4
Louvain	2	1	3									3
Nivelles	1		1					1	1			
Anvers	15		15		10	4			14			1

(1) Les éléments pour les colonnes 11 et 12 n'ont pas été communiqués.

Tableau n° 30 (suite).

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Malines													
Turnhout													
Mons	1			1			1			1			
Charleroi		2		2									
Tournai													2
Gand	2			2		1	1			2			
Audenarde													
Termonde	1			1									1
Bruges	2			2									2
Courtrai	1			1		1				1			
Furnes	1	1		2			1			1			1
Ypres	1			1		1				1			
Liège	7			7		3	1		1	5			2
Huy													
Verviers	1			1									1
Tongres	2			2			2			2			
Hasselt													
Arlon													
Marche-en-Famenne	1			1									1
Neufchâteau													
Namur	2			2		1				1			1
Dinant	2			2			1		1	2			
Totaux :	62	4	66			22	19	2	4	47			19
b) Jugeant en degré d'appel:													
Bruxelles	4	9	13										13
Louvain		2	2				1			1			1
Nivelles		1	1										1
Anvers		4	4										4
Malines		2	2										2
Turnhout		2	2										2
Mons		3	3										3
Charleroi		2	2										2
Tournai	1		1										1
Gand	2	3	5										5
Audenarde	1		1				1			1			
Termonde		3	3										3
Bruges	7	3	10				2	2		4			6
Courtrai		1	1										1
Furnes													
Ypres		1	1										1
Liège	2	7	9					1		1			8
Huy	2	2	4				1	1		2			2
Verviers	2	4	6				2	1		3			3
Tongres													
Hasselt													
Arlon													
Marche-en-Famenne													
Neufchâteau													
Namur													
Dinant													
Totaux :	21	49	70			5	7			12			58
Tribunaux de commerce	6	4	10			1	2	2		5			5
Justice de paix	8	7	15			4	3			7			8
Conseils de prud'hommes	8	8	16			5				5			11
Chambres réunies (cause disciplinaire)		1	1				1			1			
Conseil supérieur d'Appel pour les réparations ac- cordées aux victimes ci- viles de la guerre	1		1					1		1			
Totaux généraux :	190	145	335			55	72	7	4	138			197

Informations et documentation

I. — COMITÉS ET COMMISSIONS

Une sous-commission, chargée de mettre au point la rédaction de l'art. 3 du projet de loi statistique, s'est réunie le samedi 3 février 1952.

Le Conseil supérieur de Statistique s'est réuni les 9 et 23 février 1952.

L'ordre du jour de la séance du 9 février comportait :

- 1) Approbation du procès-verbal n° 766 de la séance du 26 janvier 1952 ;
- 2) Poursuite de l'examen, en seconde lecture, du projet de loi statistique ;
- 3) Divers.

L'ordre du jour de la séance du 23 février comportait :

- 1) Approbation du procès-verbal n° 767 de la séance du 9 février 1952 ;
 - 2) Continuation de l'examen du projet de loi statistique (troisième lecture) ;
 - 3) Examen d'un projet d'arrêté ministériel portant recensement agricole au 15 mai 1952 ;
 - 4) Examen d'un projet d'arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 24 mai 1951, prescrivant l'établissement d'une statistique annuelle dans l'industrie de la valorisation des mitrilles ferreuses et des vieux métaux ;
- Divers.

La Commission du Revenu National s'est réunie le mardi 26 février 1952.

L'ordre du jour comportait :

- 1) Approbation du procès-verbal relatif à la 25^e réunion ;
- 2) Discussion de la note rédigée en conclusion des travaux de la sous-commission chargée de réexaminer la question du revenu des bâtiments et d'exploitation agricoles ;

3) Compte rendu de l'état d'avancement des travaux en ce qui concerne le revenu des entreprises commerciales et industrielles ;

4) Discussion de la note consacrée à l'évaluation des intérêts imputés qui doivent être pris en considération pour établir le revenu de la propriété ;

5) Exposé synthétique du nouveau système standardisé de comptabilité nationale préconisé à l'issue de la « National Accounts Conference » réunie à Paris du 3 au 8 septembre 1951.

II. — LOIS, ARRÊTÉS, CIRCULAIRES ET AVIS OFFICIELS.

A. — Arrêtés.

1) Arrêtés royaux.

Un arrêté royal du 15 février 1952 (Moniteur belge du 17-2-1952), fixe le règlement sur le recensement des véhicules automobiles, remorques et engins mécaniques, en vue de leur réquisition éventuelle pour les besoins des forces armées.

2) Arrêtés ministériels.

Un arrêté ministériel du 21 janvier 1952 (Moniteur belge du 1-2-1952), prescrit l'établissement d'une statistique périodique des commandes de produits destinés aux forces armées étrangères.

B. — Circulaires.

Une circulaire aux bourgmestres du 6 février 1952, 1^{re} Direction - 1^{re} Section, n° 53.51/2/008, concerne la statistique des bâtiments organisée par l'arrêté royal du 13 juin 1951.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES
ET DES CLASSES MOYENNES
INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE

STATISTIQUE

DES

CONDAMNATIONS PRONONCÉES

PAR LES

TRIBUNAUX CORRECTIONNELS

ANNÉE 1950



EXTRAIT DU « BULLETIN DE STATISTIQUE »

N° 1. Janvier 1952.

Tableau n° 1 (ancien n° 16) (suite).

Table with 12 columns and multiple rows of legal offenses and their counts.

Délits.

Table with 12 columns and multiple rows of offenses under the heading 'Délits' and their counts.

Tableau n° 1 (ancien n° 16) (suite).

Table with 12 columns and multiple rows of legal offenses and their counts.

Tableau n° 1 (ancien n° 16) (suite).

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
Administration volontaire de substances nuisibles (art. 402, 405)	2	—	2	1	—	—	—	1	—	—	—
Administration volontaire de substances nuisibles à des ascendants (art. 402, 405, 410)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Homicide provoqué (art. 411, 414)	447	119	328	190	7	37	53	41	1	—	—
Homicide involontaire (art. 419)	5,043	803	4,240	319	4	177	1,548	2,192	2	—	—
Lésions corporelles involontaires (art. 420)	10	—	10	2	1	6	—	1	—	—	—
Négligence dans l'entretien d'un enfant ou d'un incapable (art. 420bis)	4	2	2	—	—	—	2	—	—	—	—
Administration involontaire de substances nuisibles (art. 421)	10	1	9	—	—	—	4	4	—	—	—
Accidents involontaire de chemin de fer (art. 422)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Arrestation arbitraire par un particulier (art. 434, 435, 436)	87	13	74	11	2	35	8	18	—	—	—
Violation de domicile par un particulier avec menaces et violences (art. 439)	5	—	5	2	—	—	—	3	—	—	—
Violation de domicile : Introduction furtive la nuit (art. 442)	307	79	228	52	—	29	72	75	1	—	—
Calomnie envers particulier (art. 444)	60	9	51	26	1	11	6	7	—	—	—
Dénonciation calomnieuse (art. 445)	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Calomnie envers corps constitués (art. 446)	19	—	19	3	1	2	11	2	—	—	—
Injures par faits, écrits, images, emblèmes et parole publique (art. 448)	2	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—
Violation de tombeaux ou de sépultures (art. 453)	3	1	2	1	—	1	—	—	1	—	—
Mélange de substances nuisibles (art. 454 à 456)	5	3	2	1	—	—	1	—	—	—	—
Révélation de secrets professionnels (art. 458 et 459)	6	2	4	—	—	1	1	2	—	—	—
Suppression ou violation de secret des lettres ou autres communications par un particulier (art. 460, 460bis ; loi du 14 mai 1930, art. 3, b et c ; loi du 13 octobre 1930, art. 17)	4,765	565	4,200	1,518	202	1,421	657	402	24	2	6
Vol (art. 463 à 466)	49	6	43	17	2	20	3	1	—	—	—
Banqueroute simple (art. 489 § 1)	1	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Fraude dans les faillites (art. 490)	999	198	801	242	56	432	33	38	8	—	2
Abus de confiance (art. 491)	11	—	11	3	1	3	3	1	—	—	—
Abus des faiblesses de l'emprunteur (art. 493 et 494)	636	123	513	125	92	233	24	39	24	—	5
Escroquerie (art. 496)	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fausse monnaie : monnaies auxquelles on a donné l'apparence d'une monnaie supérieure (art. 497, 497bis)	175	38	137	21	1	36	26	53	—	—	—
Tromperie sur l'identité, la nature ou la quantité des choses vendues (art. 498 et 499)	192	31	158	18	—	10	17	113	—	—	—
Falsification de denrées et boissons et détention volontaire de denrées et boissons falsifiées pour les revendre (art. 500 et 501)	865	303	562	259	25	150	74	54	2	—	1
Révèlément d'objets obtenus à l'aide d'un crime ou d'un délit (art. 505)	159	36	123	40	4	58	10	11	—	—	—
Soustraction d'objets saisis par destruction ou détournement (art. 507)	329	58	271	78	—	70	77	46	—	—	—
Cel frauduleux d'objets trouvés. Détournement d'un trésor (art. 508)	384	72	312	17	1	221	14	59	1	—	—
Grivèlerie (art. 508bis, loi du 23 mars 1936)	131	14	117	38	3	48	13	15	—	—	—
Chèques sans provision (art. 509bis)	6	—	6	5	—	—	—	1	1	—	—
Incendie de lieux inhabités (art. 511 § 2, 512 § 2 et §§ suivants, 514)	30	11	19	5	—	3	8	3	—	—	—
Incendie involontaire (art. 519)	68	11	57	15	—	5	18	19	—	—	—
Destruction ou dégradation de machines, de tombeaux, objets d'art, titres et documents, de denrées, marchandises et propriétés mobilières (art. 523, loi du 13 octobre 1930, art. 24 ; art. 526, 527, 528, 533 et 534)	40	5	35	8	—	3	11	13	—	—	—
Destruction ou dégradation de récoltes, plantes ou arbres, d'instruments agricoles (art. 535 à 537)	11	1	10	3	—	1	4	2	—	—	—
Destruction d'animaux domestiques et mauvais traitements excessifs à leur égard (art. 538 à 541)	1	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—
Destruction de poissons (art. 539)	330	47	283	27	—	33	91	132	—	—	—
Destruction de clôture, déplacement de bornes (art. 545 et 546)	21	—	21	4	—	5	8	4	—	—	—
Maraudage avec circonstances aggravantes (art. 557, 6° § 2, 163)											
Contraventions de police.											
Vente, débit, exposition de comestibles, denrées ou substances alimentaires gâtés, corrompus, déclarés nuisibles ou falsifiés (art. 561, 2° et 3°)	6	—	6	—	—	—	2	4	—	—	—
Autres contraventions	523	95	428	3	—	4	206	215	—	—	—

Tableau n° 1 (ancien n° 16) (suite).

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
INFRACTIONS PRÉVUES PAR LES LOIS SPÉCIALES.											
1. — Ordre et sécurité publics.											
Infraction d'audience (Code d'instruction criminelle, art. 505)	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—
Témoins défailants (Code d'instruction criminelle, art. 80, 157 et 189)	36	13	23	—	—	—	—	—	—	23	—
Assistance judiciaire et procédure gratuite, fausse déclaration (loi du 29 juin 1929, art. 49)	3	1	2	—	—	—	—	—	—	1	1
Faux port du titre d'avocat (Loi du 30 août 1913)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mendicité et vagabondage (loi du 15 mai 1912, art. 63)	2	—	2	—	—	—	—	—	1	1	—
Offre ou provocation pour commettre des crimes ou délits (loi du 7 juillet 1875, loi du 25 mars 1891, loi du 28 juillet 1934)	1	—	1	—	—	1	—	—	—	—	1
Elections (Lois électorales, art. 181 à 203, etc.)	2	—	2	—	—	—	—	—	—	2	—
Registres de la population (loi du 2 juin 1856, arrêté royal du 30 décembre 1900, loi du 6 février 1919, arrêté royal du 14 octobre 1939)	22	—	22	—	—	—	—	—	—	7	15
Dépôt par notaire des actes de mariage (loi du 15 décembre 1872)	6	—	6	1	—	—	—	—	—	2	3
Règlements provinciaux	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Baux à loyer (Loi du 31 juillet 1947, etc.)	9	3	6	1	—	—	—	—	—	1	4
Attouppements (Arrêté royal du 25 avril 1940)	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements communaux	21	2	19	—	—	—	—	—	—	1	4
Impôts (lois et règlements)	2,963	301	2,662	132	77	653	573	1,227	—	—	—
Infractions aux arrêtés financiers du 6 octobre 1944	90	17	73	4	2	5	9	53	—	—	—
Monnaies métalliques. Trafic et refonte (Loi du 8 mai 1924, art. 1 et 2)	2	—	2	—	—	—	—	—	1	1	—
Rupture de ban d'expulsion d'un étranger (Loi du 12 février 1897)	22	1	21	—	—	—	21	—	—	—	—
Police des étrangers (Arrêté-loi du 28 septembre 1939)	595	49	546	34	5	297	105	105	—	—	—
Régime des passeports (Arrêté-loi du 4 décembre 1939)	110	41	69	—	—	8	19	42	—	—	—
Emigrants (L. L. 14 décembre 1876, 25 août 1920)	4	—	4	—	—	—	—	—	—	1	—
Contrôle des voyageurs dans les maisons d'hébergement (arrêté du 25 mars 1941)	9	1	8	—	—	—	—	—	7	1	—
Organisation militaire	2	1	1	—	—	—	1	—	—	—	—
Pigeons militaires (Lois du 24 juillet 1923 et 15 avril 1940)	13	1	12	—	—	—	—	7	—	5	—
Rocaf de déserteurs (Loi du 12 décembre 1817)	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	2
Milices privées interdites (Loi du 29 juillet 1934)	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	2
Dommages de guerre (Arrêté du 30 juin 1941)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Armes de guerre et armes prohibées : Fabrication, vente, port (Loi du 3 janvier 1933 ; Loi du 29 juillet 1934 ; Loi du 4 mai 1936 ; Arrêté royal du 21 décembre 1936 ; Arrêté royal du 5 décembre 1943)	791	91	700	39	1	32	360	268	—	—	—
Monuments et sites (Loi du 7 août 1931)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Non-livraison d'armes à feu (Arrêté-loi du 14 novembre 1944)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mobilisation civile (arrêté des 12-15 avril 1945)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Menaces de dépossession par l'ennemi (arrêté du 8 avril 1917)											
Déclaration et mise sous séquestre des biens et intérêts appartenant à des sujets des nations ennemies (Arrêté-loi du 10 novembre 1918)	19	13	6	1	—	—	—	3	2	—	—
Assurance de la mortalité infantile (L. 26-12-1906)	2	—	2	—	—	—	—	—	—	2	—
Protection de l'enfance (Loi du 28 mai 1888 ; Loi du 15 mai 1912, art. 45, 62, 63 ; Loi du 10 mars 1925, art. 77)	8	1	7	—	—	—	—	—	4	3	—
Œuvre nationale de l'enfance (Loi du 5 mars 1935)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Enseignement primaire (art. 12)	3	—	3	—	—	—	—	—	1	1	1
Protection des titres d'enseignement supérieur (Loi du 21 novembre 1938)	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Droit d'auteur (Loi du 22 mars 1886, art. 22 à 27)	7	3	4	—	—	—	—	—	—	3	1
Publications interdites (A. R. 30-1-40)	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1
Tracts interdits (Arrêté royal du 30 janvier 1940)											
Jeux de hasard (Loi du 24 octobre 1902, excepté art. 8)	179	27	152	9	—	10	47	86	—	—	—
Collectes non autorisées (Loi du 6 mars 1918 ; Arrêté royal du 22 septembre 1923)	3	—	3	—	—	—	—	—	3	—	—

Tableau n° 1 (ancien n° 16) (suite).

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
6. — Transport, voirie, communications.											
Chemins de fer concédés ou vicinaux (Loi du 12 avril 1835 ; Loi du 24 juin 1865 ; Loi du 25 juillet 1891, etc.)	18	7	11	—	—	1	5	5	—	—	—
Tramways (Arrêtés royaux des 2 décembre 1902 et 27 janvier 1931)	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Usage des carburants et lubrifiants (arrêté-loi du 24 octobre 1944)	354	—	354	1	—	—	2	351	—	—	—
Voirie, roulage et messageries (Réglementation)	828	139	689	14	—	14	236	425	—	—	—
Avoir pris la fuite avec un véhicule après avoir causé un accident (Loi du 1 août 1924, art. 3)	55	1	54	13	—	19	7	15	—	—	—
Avoir conduit un véhicule pendant la déchéance du droit de conduire (Loi du 1 août 1924, art. 2)	1	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—
Police maritime (réglementation)	45	6	39	3	—	10	8	18	—	—	—
Police des rivières et des polders	3	1	2	—	—	—	2	—	—	—	—
Inscriptions sur la voie publique (arrêté-loi du 29 décembre 1945)	22	1	21	5	—	—	8	8	—	—	—
Navigation aérienne (Lois du 16 novembre 1919 et du 27 juin 1937)	6	2	4	—	—	—	2	2	—	—	—
Télégraphes et téléphones (Loi du 1 mars 1851, etc.)	219	24	195	—	—	1	118	76	—	—	—

RÉCAPITULATION DES INFRACTIONS JUGÉES EN PREMIER RESSORT.

Crimes correctionnalisés prévus par le Code pénal	3,274	455	2,819	1,234	740	804	17	24	710	6	16
Délits prévus par le Code pénal	33,682	4,927	28,775	6,303	720	5,650	6,593	9,489	590	4	17
Contraventions de police prévues par le Code pénal	529	95	434	3	—	4	208	219	—	—	—
Infractions prévues par des lois spéciales	15,676	2,259	13,417	459	99	1,477	3,846	7,536	6	—	—
Totaux :	53,161	7,736	45,425	7,999	1,559	7,985	10,664	17,268	1,306	10	33

Tableau n° 2 (ancien n° 16 bis). — NOMBRE ET DURÉE DES SURSIS ACCORDÉS PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS, JUGEANT EN PREMIER RESSORT. — 1950.

ARRONDISSEMENTS	DURÉE DES SURSIS						Total
	6 mois et moins	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	
1	2	3	4	5	6	7	8
Bruxelle	1	49	4	611	1	893	1,589
Louvain	—	11	26	229	—	103	369
Nivelles	26	7	58	193	—	182	466
Anvers	26	341	106	1,127	1	249	1,850
Malines	5	8	—	298	1	112	424
Turnhout	5	21	—	526	—	1	553
Mons	—	26	—	536	—	377	939
Charleroi	4	108	1	1,181	—	439	1,733
Tournai	—	38	2	171	—	233	444
Gand	1	197	24	878	1	408	1,509
Audenarde	34	243	3	398	—	30	708
Termonde	—	71	2	56	—	675	804
Bruges	—	51	—	427	—	116	594
Courtrai	—	54	16	248	—	553	871
Furnes	—	3	41	31	—	10	88
Ypres	—	75	8	14	—	435	532
Liège	62	30	3	1,773	—	235	2,103
Huy	23	11	—	280	—	12	326
Verviers	7	1	252	14	—	42	316
Tongres	—	9	1	391	—	52	453
Hasselt	—	67	4	488	—	10	569
Arlon	21	2	104	26	—	48	201
Marche-en-Famenne	3	10	28	50	—	24	115
Neufchâteau	5	42	1	165	—	27	240
Namur	37	3	—	228	—	193	461
Dinant	34	48	1	302	—	21	406
Total :	294	1,526	685	10,674	4	5,480	18,663

Tableau n° 3 (ancien n° 17). — PRÉVENUS JUGÉS, EN DEGRÉ D'APPEL, PAR LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS CLASSÉS D'APRÈS LA NATURE DES INFRACTIONS ET LE RÉSULTAT DES POURSUITES. — 1950.

Récapitulation générale des prévenus jugés en premier ressort et en degré d'appel.

NATURE DES INFRACTIONS	Total des prévenus	Prévenus acquittés	Total des condamnés	CONDAMNÉS			
				à l'emprisonnement		à l'amende	
				conditionnel	sans condition	conditionnelle	sans condition
1	2	3	4	5	6	7	8
Infractions jugées en degré d'appel.							
Délits prévus par le Code pénal	931	374	557	6	16	167	368
Contraventions de police prévues par le Code pénal	263	137	126	—	4	12	80
Infractions prévues par des lois spéciales	4,255	1,433	2,822	21	60	751	1,990
Totaux :	5,449	1,944	3,505	27	80	960	2,438
Totaux des infractions jugées en premier ressort :	53,161	7,736	45,425	7,999	9,494	10,664	17,268
Récapitulation générale.							
Totaux des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel :	58,610	9,680	48,930	8,026	9,574	11,624	19,706

Tableau n° 4 (ancien n° 18). - PRÉVENUS JUGÉS, EN PREMIER RESSORT, CLASSÉS D'APRÈS LA NATURE DES

Table with 16 columns for provinces: BRUXELLES, LOUVAIN, NIVELLES, ANVERS, MALINES. Each province has sub-columns for 'Total des prévenus', 'Acquittés', and 'Condamnés'.

INFRACTIONS PRÉVUES Crimes

Main table of offenses and their counts across provinces. Rows include: Sûreté de l'Etat, espionnage; Contrefaçon; Faux en écritures; Détournement; Avortement; Suppression d'enfant; Attentats à la pudeur; Excitation à la débauche; Bigamie; Meurtre; Infanticide; Coups et blessures; Obstacle à la circulation; Vol; Incendie; Destruction; Hezel d'inciviques; Entraves au culte; Arrestation illégale; Violation de domicile; Atteinte aux droits constitutionnels; Fausse monnaie; Contrefaçon de faux; Faux et usage de faux; Faux dans les dépêches; Fausse déclaration; Faux témoignage; Fausse déclaration par interprète; Subornation de témoins.

Dé

PAR CHAQUE TRIBUNAL CORRECTIONNEL PENDANT L'ANNÉE, INFRACTIONS ET LE RÉSULTAT DES POURSUITES. - 1950.

Table with 14 columns for tribunals: TURNHOUT, MONS, CHARLEROI, TOURNAI, GAND, AUDENARDE, TERMONDE, BRUGES. Each tribunal has sub-columns for 'Total des prévenus', 'Acquittés', and 'Condamnés'.

PAR LE CODE PÉNAL. correctionnalisés.

Table showing counts of offenses categorized by the Penal Code across the same 14 tribunals. Rows include various offense categories such as 'Délits', 'Infractions', etc.

lits.

Tableau n° 4 (ancien n° 18) (suite). - PRÉVENUS JUGÉS, EN PREMIER RESSORT, CLASSÉS D'APRÈS LA NATURE DES

Table with columns for COURTROI, FURNES, YPRES, LIÈGE, HUY and rows for Total des prévenus, Acquittés, Condamnés.

INFRACTIONS PRÉVUES Crimes

Main table listing various crimes such as Sûreté de l'Etat, Contrefaçon, Faux en écritures, etc., with corresponding counts across the regional columns.

D6

Table listing various offenses such as Recel d'inciviques, Entraves au libre exercice d'un culte, Arrestation illégale, etc., with counts.

PAR CHAQUE TRIBUNAL CORRECTIONNEL PENDANT L'ANNÉE, INFRACTIONS ET LE RÉSULTAT DES POURSUITES. - 1950.

Table with columns for VERVIERS, TONGRES, HASSELT, ARLON, MARCHÉ-EN-FAMENNE, NEUFCHATEAU, NAMUR, DINANT and rows for Total des prévenus, Acquittés, Condamnés.

PAR LE CODE PÉNAL. correctionnalisés.

Main table listing various offenses such as Sûreté de l'Etat, Contrefaçon, Faux en écritures, etc., with counts across the regional columns.

lits.

Table listing various offenses such as Recel d'inciviques, Entraves au libre exercice d'un culte, Arrestation illégale, etc., with counts.

Tableau n° 4 (ancien n° 18) (suite) - 1950.

1	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES			TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI			GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES					
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40			
Attentat aux mœurs : publications (Loi du 11 avril 1936 ; Arrêté du 29 mai 1936)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Provocation à l'avortement ou propagande anticonceptionnelle (art. 383 §§ 5, 9)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Paroles obscènes (art. 383 § 2 ; Loi du 29 janvier 1905)	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
Outrage public aux mœurs (art. 385 § 1, 386)	163	9	154	69	12	57	50	4	46	150	15	135	35	9	26	33	5	28	100	28	72	82	9	73	61	5	59	77	13	64	21	—	21	58	10	18	62	4	53			
Outrage public aux mœurs en présence de mineurs de moins de 13 ans (art. 385 § 2 ; Loi du 15 mai 1912, art. 53)	1	—	1	1	—	1	—	—	—	8	1	7	2	—	2	1	—	1	—	1	2	—	2	1	1	—	11	1	10	1	—	1	3	1	2	1	—	1				
Outrage public aux mœurs : images, figures, objets indécents (art. 386bis)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	2	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—			
Adultère et complicité d'adultère (art. 387 à 390)	1,024	30	994	50	—	50	90	3	87	484	19	465	36	3	33	23	2	21	421	4	117	517	16	531	108	1	104	292	11	281	21	1	20	96	7	89	117	8	109			
Abandon de famille (art. 391bis)	96	11	85	11	2	9	8	—	8	73	16	57	8	2	6	6	—	6	19	1	18	40	7	33	7	—	7	28	3	25	7	1	6	18	9	9	23	12	11			
Coups et blessures (art. 398, 399, 400 § 1, 410)	316	52	264	247	28	219	75	8	67	451	108	343	152	43	109	269	119	150	392	58	331	288	57	231	55	3	52	1,010	215	795	291	43	218	128	121	307	321	37	284			
Coups et blessures à mineur de moins de 16 ans ou incapable (art. 398 à 400 § 1, 410 § 2)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Privation volontaire d'aliments et de soins à un enfant de moins de 16 ans ou à un invalide (art. 398, 401bis)	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Administration volontaire de substances nuisibles (art. 402, 405)	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Administration volontaire de substances nuisibles à des ascendants (art. 402, 405, 410)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Homicide provoqué (art. 411, 414)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Homicide involontaire (art. 429)	51	10	41	8	1	7	24	4	20	17	10	7	7	1	6	12	4	8	21	7	14	21	5	19	7	—	7	21	7	11	5	2	3	20	5	15	17	4	13			
Lésions corporelles involontaires (art. 420)	626	63	563	151	11	140	94	12	82	372	60	312	138	20	118	72	14	58	95	14	81	200	34	166	42	3	39	712	117	625	197	35	162	120	83	337	360	74	286			
Négligence dans l'entretien d'un enfant ou d'un incapable (art. 420bis)	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Administration involontaire de substances nuisibles (art. 421)	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Accident involontaire de chemin de fer (art. 422)	5	1	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Arrestation arbitraire par un particulier (art. 434, 435, 436)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Violation de domicile avec menaces et violences par un particulier (art. 439)	6	1	5	—	—	—	1	—	1	17	1	16	1	—	1	5	—	5	11	2	9	7	1	6	5	—	5	1	—	4	—	—	2	1	1	2	—	—	—	2		
Violation de domicile : introduction furtive la nuit (art. 442)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Calomnie envers particulier (art. 444)	11	2	9	12	1	11	2	1	1	33	6	27	12	6	6	5	4	1	8	2	6	6	2	4	1	—	1	37	7	30	18	7	11	19	10	9	7	2	5			
Dénonciation calomnieuse (art. 445)	3	1	2	2	—	2	1	—	1	4	—	4	—	—	1	—	—	—	6	—	6	9	—	9	2	—	2	6	1	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Calomnie envers corps constitués (art. 446)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Injures par fait, écrits, images, emblèmes et parole publique (art. 448, 448bis)	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Violation de tombeaux ou de sépultures (art. 453)	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Mélange de substances nuisibles (art. 454)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Révélation de secrets professionnels (art. 458 et 459)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Suppression ou violation de secret des lettres ou autres communications par un particulier (art. 460, 460bis ; Loi du 14 mai 1930, art. 3b et c ; Loi du 13 octobre 1930, art. 17)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Vol (art. 463 à 466)	550	34	516	85	16	69	61	8	53	627	81	546	113	16	97	98	21	77	261	14	247	409	53	356	65	3	62	350	18	302	36	9	27	201	36	165	212	25	187			
Banqueroute simple (art. 489 § 1)	3	—	3	1	—	1	—	—	—	11	1	10	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Fraude dans les faillites (art. 490)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Abus de confiance (art. 491)	163	25	138	9	—	9	19	4	15	108	28	80	11	4	7	18	—	18	43	9	34	87	16	71	7	2	5	82	12	70	4	—	4	37	12	25	13	13	30			
Abus des faiblesses de l'emprunteur (art. 493 et 494)	6	—	6	—	—	—	1	—	1	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—		
Escroquerie (art. 496)	93	12	81	11	4	7	7	1	6	85	16	69	10	1	9	55	6	49	25	5	20	24	3	21	12	—	12	65	16	49	8	—	8	31	19	15	36	8	28			
Fausse monnaie : monnaies auxquelles on a donné l'apparence d'une monnaie supérieure (art. 497, 497bis)	3	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Tromperie sur l'identité, la nature ou la qualité des choses vendues (art. 498, 499)	15	5	10	2	—	2	3	1	2	12	—	12	5	3	2	5	—	5	1	1	—	11	1	7	1	—	1	16	2	14	3	—	3	13	3	10	27	7	20			
Falsification de denrées et boissons et détention volontaire de denrées et boissons falsifiées pour les revendre (art. 500 et 501)	8	—	8	2	—	2	2	1	1	14	4	10	4	1	3	3	—	3	6	2	4	11	1	10	1	—	1	19	7	12	6	1	5	18	2	16	27	3	24			
Récèlement d'objets obtenus à l'aide d'un crime ou d'un délit (art. 505)	144	48	96	12	3	9	17	7	10	118	44	74	21	7	14	11	5	6	50	15	35	82	34	48	13	5	8	87	26	61	5	1	4	65	30	35	26	6	20			
Soustraction d'objets saisis par destruction ou détournement (art. 507)	32	6	26	4	1	3	3	—	3	20	6	14	3	1	2	4	2	2	4	—	4	—	—	—	—	—	—	14	3	11	5	1	1	9	1	5	12</					

Tableau n° 4 (ancien n° 18) (suite). — 1950.

1	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES		
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Protection des titres d'enseignement supérieur (Loi du 21 novembre 1938)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Droits d'auteur (Loi du 22 mars 1886, art. 22 à 27)	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1	—	—
Publications interdites (Arrêté royal du 30 janvier 1940)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—
Tracts interdits (Arrêté royal du 30 janvier 1940)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard (Loi du 24 octobre 1902, excepté art. 8)	19	2	17	3	—	3	1	—	1	29	4	25	10	4	6
Collectes non autorisées (Loi du 6 mars 1918; Arrêté royal du 22 septembre 1923)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES		
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
2. — Santé publique.															
Art de guérir (Lois et règlements)	14	2	12	1	—	1	—	—	—	21	5	16	1	1	—
Loi sur l'hypnotisme (30 mai 1892, art. 1 et 2)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Régime des aliénés (Loi du 18 juin 1850, etc.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ivresse (Arrêté-loi du 14 novembre 1939)	31	2	32	20	—	20	6	—	6	54	4	50	7	1	6
Prohibition de l'alcool (Loi du 29 août 1919, art. 1, 2, 12 et 14, etc.)	83	6	77	37	—	37	20	1	19	165	15	150	11	3	8
Régime de l'alcool. Répression des débits illicites (Arrêté-loi du 14 novembre 1939)	5	—	5	1	1	—	2	—	2	2	1	1	—	—	—
Trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques (Loi du 24 février 1921)	10	1	9	1	—	1	—	—	—	7	2	5	3	—	3
Prostitution (arrêté du 3 janvier 1941)	1	—	1	3	—	3	—	—	—	2	—	2	1	—	1
Falsification des denrées alimentaires (Loi du 4 août 1890, sauf art. 4, 5, etc.)	1	—	1	—	—	—	2	—	2	7	—	7	6	1	5
Beurres, margarines, graisses préparées (Loi du 6 juillet 1935) ..	14	—	14	5	—	5	10	—	10	1	—	1	1	—	1
Protection des eaux de boisson (Loi du 14 août 1933, art. 5)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Protection de l'appellation d'origine des vins et eaux de vie (Arrêté royal du 20 décembre 1934; Arrêté royal du 4 février 1935)	1	—	1	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—
Distribution de lait (Arrêté royal du 7 juillet 1939)	1	1	—	1	—	1	9	—	1	8	2	6	15	1	11
Fonds national d'aide au rééquipement ménager des travailleurs (Arrêté-loi du 15 novembre 1945)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Salubrité publique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—

	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES		
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
3. — Commerce et Industrie.															
Commerce ambulants (Arrêté royal du 13 janvier 1935; Arrêté royal du 29 décembre 1936; Arrêté royal du 28 novembre 1939)	108	4	104	22	—	22	43	2	41	153	25	128	32	8	24
Haussée anormale des prix des denrées (Arrêté royal du 6 mai 1935; Arrêté-loi du 27 octobre 1939)	23	7	16	3	—	3	8	4	4	26	7	19	11	1	10
Concurrence malhonnête (Arrêté royal du 6 mai 1935)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Viande de boucherie (Arrêté royal du 4 décembre 1934)	2	—	2	—	—	—	1	—	—	6	1	5	2	—	2
Abattages clandestins et commerce illicite de viande (Arrêté du 28 juin 1911)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Poids et mesures (Arrêté du 28 novembre 1939)	—	—	—	1	—	1	2	—	2	4	1	3	—	—	—
Affichage des prix de vente (Loi du 30 juillet 1923)	1	1	3	—	—	—	1	—	1	7	4	3	1	—	1
Bourses de commerce et profession d'agent de change (Arrêté royal du 30 janvier 1935; Arrêté royal du 20 juin 1935; Code du commerce, Livre I, titre V)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Interdiction à des condamnés et faillis (Arrêté royal du 27 octobre 1934)	1	—	1	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—
Vente avec primes (Arrêtés royaux des 13 janvier 1935, 18 mars 1935, 30 mars 1936)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	15	10	5	—	—	—
Contrefaçon de marque de fabrique et de commerce (Loi du 1 avril 1879)	8	3	4	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Vente en solde ou en liquidation (Arrêté royal du 2 mars 1940)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Réglementation des constructions privées (Arrêté du 15 octobre 1941)	5	—	5	4	1	3	2	—	2	388	157	231	65	45	20
Établissements dangereux, insalubres ou incommodes (Loi du 5 mai 1888, etc.)	3	—	3	—	—	—	5	—	5	2	—	2	—	—	—
Mines et extractions de toute nature (Arrêté royal de coordination des lois du 15 septembre 1919 et arrêtés d'exécution)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—
Matières explosives ou inflammables (Loi du 15 octobre 1881; Loi du 22 mai 1886)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Emploi du courant électrique (Arrêté-loi du 2 décembre 1944)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés commerciales (Lois coordonnées du Code de commerce, Livre I, titre IX, art. 200 à 208)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	12	10	2	—	—	—

	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES		
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
4. — Agriculture, animaux, chasse, pêche.															
Infractions rurales: écharbonnage, échenillage, etc. (Code rural. Loi du 7 octobre 1886)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Importation, transit et exportation des œufs (Loi du 14 juillet 1930; Loi du 5 avril 1934)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

	TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI			GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES		
	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40
Protection des titres d'enseignement supérieur (Loi du 21 novembre 1938)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Droits d'auteur (Loi du 22 mars 1886, art. 22 à 27)	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Publications interdites (Arrêté royal du 30 janvier 1940)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—
Tracts interdits (Arrêté royal du 30 janvier 1940)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard (Loi du 24 octobre 1902, excepté art. 8)	4	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Collectes non autorisées (Loi du 6 mars 1918; Arrêté royal du 22 septembre 1923)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10	9	31
Art de guérir (Lois et règlements)	1	—	1	11	1	10	7	1	6	6	—	6	13	3	10	3	1	2	14	3	11	17	15	2
Loi sur l'hypnotisme (30 mai 1892, art. 1 et 2)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Régime des aliénés (Loi du 18 juin 1850, etc.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ivresse (Arrêté-loi du 14 novembre 1939)	6	—	6	27	3	24	22	—	22	6	—	6	132	34	98	36	2	34	54	11	40	91	5	86
Prohibition de l'alcool (Loi du 29 août 1919, art. 1, 2, 12 et 14, etc.)	25	—	25	27	—	27	65	3	62	26	—	26	106	2	104	21	1	20	15	—	15	52	5	47
Régime de l'alcool. Répression des débits illicites (Arrêté-loi du 14 novembre 1939)	—	—	—	1	—	1	2	—	2	—	—	—	4	3	1	—	—	—	1	—	1	2	—	2
Trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes ou antiseptiques (Loi du 24 février 1921)	2	1	1	3	—	3	5	1	4	4	1	3	16	7	9	1	—	1	—	—	—	2	—	2
Prostitution (arrêté du 3 janvier 1941)	—	—	—	3	1	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Falsification des denrées alimentaires (Loi du 4 août 1890, sauf art. 4, 5, etc.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Beurres, margarines, graisses préparées (Loi du 6 juillet 1935) ..	11	4	7	20	3	17	12	6	6	—	—	—	66	11	52	10	2	8	106	38	68	27	2	25
Protection des eaux de boisson (Loi du 14 août 1933, art. 5)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Protection de l'appellation d'origine des vins et eaux de vie (Arrêté royal du 20 décembre 1934; Arrêté royal du 4 février 1935)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Distribution de lait (Arrêté royal du 7 juillet 1939)	2	1	1	13	2	11	6	3	3	19	3	16	13	—	13	9	1	8	15	1	11	3	—	3
Fonds national d'aide au rééquipement ménager des travailleurs (Arrêté-loi du 15 novembre 1945)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Salubrité publique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

	TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI			GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES		
	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40
3. — Commerce et Industrie.																								
Commerce ambulants (Arrêté royal du 13 janvier 1935; Arrêté royal du 29 décembre 1936; Arrêté royal du 28 novembre 1939)	29	5	21	79	7	72	158	27	131	88	6	82	36	3	33	106	13	93	80	18	62	47	6	41
Haussée anormale des prix des denrées (Arrêté royal du 6 mai 1935; Arrêté-loi du 27 octobre 1939)	8	2	6	22	6	16	21	2	19	9	—	9	30	3	27	42	3	39	15	1	11	15	6	9
Concurrence malhonnête (Arrêté royal du 6 mai 1935)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Viande de boucherie (Arrêté royal du 4 décembre 1934)	4	—	4	14	1	13	2	—	2	10	1	9	—	—	—	16	—	16	6	1	5	5	2	3
Abattages clandestins et commerce illicite de viande (Arrêté du 28 juin 1911)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Poids et mesures (Arrêté du 28 novembre 1939)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Affichage des prix de vente (Loi du 30 juillet 1923)																								

Tableau n° 4 (ancien n° 18) (suite). — 1950.

l'bis	COURTRAI			FURNES			YPRES			LIÈGE			HUY		
	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
Protection des titres d'enseignement supérieur (Loi du 21 novembre 1938)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Droits d'auteur (Loi du 22 mars 1886, art. 22 à 27)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Publications interdites (Arrêté royal du 30 janvier 1940)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Tracts interdits (Arrêté royal du 30 janvier 1940)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Jeux de hasard (Loi du 24 octobre 1902, excepté art. 8)	2	—	2	5	1	4	2	—	2	18	1	17	3	—	3
Collectes non autorisées (Loi du 6 mars 1918; arrêté royal du 22 septembre 1923)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. — Santé															
Art de guérir (Lois et règlements)	3	1	2	—	—	—	2	—	2	20	—	20	1	—	1
Loi sur l'hypnotisme (30 mai 1892, art. 1 et 2)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Régime des aliénés (Loi du 18 juin 1850, etc.)	34	1	33	6	—	6	29	4	25	45	3	42	5	—	5
Ivresse (Arrêté-roi du 14 novembre 1939)	72	4	68	6	—	6	13	1	12	229	1	228	35	3	32
Prohibition de l'alcool (Loi du 29 août 1919, art. 1, 2, 12 et 14, etc.)	—	—	—	—	—	—	1	1	—	11	4	7	1	—	1
Régime de l'alcool. Répression des débits illicites (Arrêté-roi du 14 novembre 1939)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Traffic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes et antiseptiques (Loi du 24 février 1921)	2	1	1	—	—	—	—	—	—	5	—	5	—	—	—
Prostitution (arrêté du 3 janvier 1941)	2	1	1	—	—	—	4	4	—	3	1	2	—	—	—
Falsification des denrées alimentaires (Loi du 4 août 1890, sauf art. 4, 5, etc.)	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Beurres, margarines, graisses préparées (Loi du 6 juillet 1935) ..	22	3	19	13	2	11	14	1	13	7	1	6	1	—	1
Protection des eaux de boisson (Loi du 14 août 1933, art. 5)	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Protection de l'appellation d'origine des vins et eaux de vie (Arrêté royal du 20 décembre 1934; Arrêté royal du 4 février 1935)	2	—	2	—	—	—	1	1	—	2	—	2	1	—	1
Distribution de lait (Arrêté royal du 7 juillet 1939)	14	—	14	2	—	2	3	—	3	14	—	14	3	—	3
Fonds national d'aide au rééquipement ménager des travailleurs (Arrêté-roi du 15 novembre 1945)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Salubrité publique	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	2	—	2
3. — Commerce et Industrie.															
Commerce ambulante (Arrêté royal du 13 janvier 1935; Arrêté royal du 29 décembre 1936; Arrêté royal du 28 novembre 1939)	106	17	89	9	1	8	48	2	46	247	5	242	69	7	62
Hausse anormale des prix des denrées (Arrêté royal du 6 mai 1935; Arrêté-roi du 27 octobre 1939)	44	4	40	4	2	2	20	13	7	32	1	31	37	—	37
Concurrence malfonnée (Arrêté royal du 6 mai 1935)	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3
Viande de boucherie (Arrêté royal du 4 décembre 1934)	29	1	28	—	—	—	10	1	9	13	—	13	5	—	5
Abattage clandestins et commerce illicite de viande (Arrêté du 28 juin 1941)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Poids et mesures (Arrêté du 28 novembre 1939)	1	—	1	—	—	—	1	—	1	2	—	2	—	—	—
Affichage des prix de vente (Loi du 30 juillet 1923)	3	—	3	—	—	—	3	—	3	5	—	5	—	—	—
Bourses de commerce et profession d'agent de change (Arrêté royal du 30 janvier 1935; Arrêté royal du 20 juin 1935; Code du commerce, Livre I, titre V)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1
Interdiction à des condamnés et faillis (Arrêté royal du 27 octobre 1934)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Vente avec primes (Arrêtés royaux des 13 janvier 1935, 18 mars 1935, 30 mars 1936)	7	4	3	—	—	—	1	—	1	1	—	1	—	—	—
Contrefaçon de marques de fabrique et de commerce (Loi du 1 avril 1879)	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Vente en solde ou en liquidation (Arrêté royal du 2 mars 1940)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Réglementation des constructions privées (Arrêté du 15 octobre 1941)	81	23	58	1	1	—	17	6	11	2	—	2	—	—	—
Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes (Loi du 5 mai 1880, etc.)	2	—	2	—	—	—	3	—	3	55	—	55	2	—	2
Mines et extractions de toute nature (Arrêté royal de coordination des lois du 15 septembre 1919 et arrêtés d'exécution)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	1	—	1
Matières explosives ou inflammables (Loi du 15 octobre 1881; Loi du 22 mai 1886)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Emploi du courant électrique (Arrêté-roi du 2 décembre 1944)	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Sociétés commerciales (Lois coordonnées du Code de commerce, Livre I, titre IX, art. 200 à 208)	1	1	—	—	—	—	2	2	—	2	2	—	—	—	—
Infractions rurales: écharonnage, échenillage, etc. (Code rural, Loi du 7 octobre 1886)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Importation, transit et exportation des œufs (Loi du 14 juillet 1930; Loi du 5 avril 1934)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

4. — Agriculture, animaux, chasse, pêche.

l'bis	VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE-EN-FAMENNE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT			
	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	
Protection des titres d'enseignement supérieur (Loi du 21 novembre 1938)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Droits d'auteur (Loi du 22 mars 1886, art. 22 à 27)	—	—	—	2	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Publications interdites (Arrêté royal du 30 janvier 1940)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Tracts interdits (Arrêté royal du 30 janvier 1940)	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Jeux de hasard (Loi du 24 octobre 1902, excepté art. 8)	6	1	5	3	1	2	1	—	1	3	—	3	1	—	1	—	—	—	—	—	3	—	3	—	
Collectes non autorisées (Loi du 6 mars 1918; arrêté royal du 22 septembre 1923)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
publique.																									
Art de guérir (Lois et règlements)	6	1	5	—	—	—	2	1	1	2	—	2	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4	—	1	—
Loi sur l'hypnotisme (30 mai 1892, art. 1 et 2)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Régime des aliénés (Loi du 18 juin 1850, etc.)	9	4	5	7	—	7	14	1	13	11	3	11	5	4	1	5	—	5	11	—	11	21	6	18	
Ivresse (Arrêté-roi du 14 novembre 1939)	82	2	80	23	—	23	11	1	10	26	1	25	41	4	40	39	—	39	73	—	73	31	—	31	
Prohibition de l'alcool (Loi du 29 août 1919, art. 1, 2, 12 et 14, etc.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—	
Régime de l'alcool. Répression des débits illicites (Arrêté-roi du 14 novembre 1939)	—	—	—	2	1	1	—	—	—	2	1	1	4	—	4	—	—	—	1	—	1	1	—	1	
Traffic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, désinfectantes et antiseptiques (Loi du 24 février 1921)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—	
Prostitution (arrêté du 3 janvier 1941)	—	—	—	3	—	3	1	—	1	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	
Falsification des denrées alimentaires (Loi du 4 août 1890, sauf art. 4, 5, etc.)	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	2	—	2	—	
Beurres, margarines, graisses préparées (Loi du 6 juillet 1935) ..	4	1	3	6	1	5	3	—	3	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Protection des eaux de boisson (Loi du 14 août 1933, art. 5)	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Protection de l'appellation d'origine des vins et eaux de vie (Arrêté royal du 20 décembre 1934; Arrêté royal du 4 février 1935)	—	—	—	4	—	4	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Distribution de lait (Arrêté royal du 7 juillet 1939)	5	1	4	5	—	5	1	—	1	—	—	—	4	—	4	8	—	8	1	—	1	—	—	3	
Fonds national d'aide au rééquipement ménager des travailleurs (Arrêté-roi du 15 novembre 1945)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Salubrité publique	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
4. — Agriculture, animaux, chasse, pêche.																									
Infractions rurales: écharonnage, échenillage, etc. (Code rural, Loi du 7 octobre 1886)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
Importation, transit et exportation des œufs (Loi du 14 juillet 1930; Loi du 5 avril 1934)	—	—	—	1	—	1	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—

Tableau n° 4 (ancien n° 18) (suite). — 1950.

1	BRUXELLES			LOUVAIN			NIVELLES			ANVERS			MALINES		
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Fabrication, vente de farines, pains et autres produits alimentaires (Arrêtés royaux des 19 juillet 1926 et 20 août 1926)	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	
Produits agricoles et horticoles (Arrêté royal du 26 février 1935, etc.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Art vétérinaire (Loi du 4 avril 1890, modifiée par la loi du 28 mai 1906; Loi du 23 mai 1924)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Police sanitaire des animaux domestiques et des insectes nuisibles (Loi du 30 décembre 1882)	4	—	4	5	1	4	5	—	5	14	1	13	18	1	17
Rage canine (Arrêté royal du 29 octobre 1908)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Protection des animaux (Loi du 22 mars 1929)	3	—	3	3	—	3	2	1	1	5	4	1	1	—	1
Protection des oiseaux insectivores, des goelands, mouettes, hirondelles de mer, cigognes et spatules (Loi du 28 février 1882, art. 31; Arrêté royal du 25 octobre 1929)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chasse (Loi du 28 février 1882, modifiée par la loi du 4 avril 1900, sauf art. 31)	9	2	7	17	1	16	33	8	25	39	5	34	3	1	2
Pêche fluviale (Loi du 19 janvier 1883; Loi du 5 juillet 1899; Arrêté royal du 13 mars 1936)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Commerce des engrais, semences, plants, substances destinées à l'alimentation des animaux (Loi du 15 juillet 1931, etc.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

5. — Travail

Liberté d'association (Loi du 24 mai 1921 garantissant la)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Réparation des accidents de travail (Loi du 24 décembre 1903, etc.)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Règlements d'atelier (Loi du 15 juin 1896; Loi du 14 juin 1921; Arrêté royal du 20 juin 1936)	1	—	1	—	—	—	1	—	1	3	1	2	2	—	2
Contrat d'emploi (Loi du 7 août 1922; Loi du 2 mai 1929; Loi du 28 septembre 1932)	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail des femmes et des enfants (Lois coordonnées par arrêté royal du 28 février 1919; Loi du 14 juin 1921; Arrêté royal du 27 avril 1927; Loi du 7 avril 1936)	2	—	2	—	—	—	—	—	—	5	1	4	—	—	—
Avoir admis au travail ou employé un enfant soumis à l'obligation scolaire (Loi sur l'enseignement primaire, art. 11 § 9)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mesurage du travail (Loi du 30 juillet 1901)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Interdiction de modification des salaires et traitements (Arrêté du 6 juillet 1948)	—	—	—	—	—	—	7	6	1	—	—	—	1	1	—
Paiement des salaires (Loi du 16 août 1887; Lois des 15 et 14 juin 1896; Loi du 30 juillet 1934; Loi du 7 juillet 1936)	—	—	—	1	—	1	1	—	1	1	—	1	—	—	—
Congés annuels (Loi du 8 juillet 1936; Loi du 20 août 1938)	—	—	—	—	—	—	1	—	1	3	—	3	1	—	1
Journée de huit heures et semaine de 48 heures (Loi du 14 juin 1921; Arrêtés royaux d'exécution)	5	—	5	—	—	—	2	—	2	10	3	7	2	1	1
Repos dominical (Loi du 17 juillet 1905; Loi du 26 mai 1914; Loi du 14 juin 1921; Loi du 24 juillet 1927)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	1
Santé et sécurité des ouvriers (Arrêté royal du 23 décembre 1937, coordonnant les lois des 2 juillet 1899 et 25 novembre 1937; Arrêtés royaux des 30 et 31 mars 1905, etc.)	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Emploi de la céruse (Loi du 20 mai 1926)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travail des diamantaires (Arrêté royal du 30 mars 1936; Loi du 16 mai 1938)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	11	5	6	44	2	42
Travail à domicile (Loi du 10 février 1934; Arrêté du 21 janvier 1941)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Travailleurs étrangers (Arrêté royal du 8 décembre 1934; Arrêté royal de coordination du 31 mars 1936)	12	—	12	1	—	1	6	1	5	99	66	33	9	2	7
Allocations familiales (Loi de généralisations du 4 août 1930 et Arrêtés royaux d'exécution)	—	—	—	—	—	—	2	—	2	2	1	1	1	1	—
Assurances en vue de la vieillesse et du décès prématuré (Loi 14 juillet 1930; Loi du 23 juillet 1932; Arrêtés royaux d'exécution du 15 décembre 1937)	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Déclarations pour subventions, indemnités et allocations à charge de l'Etat, pour chômage (Arrêté royal du 31 mai 1933)	7	—	7	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—
Arrêté organique du 26 mai 1945, instituant le fonds provisoire de soutien des chômeurs involontaires	4	2	2	—	—	—	—	—	—	2	1	1	6	1	5
Chômage (infractions assimilées à l'art. 496)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	1	—	1
Chômage (infractions assimilées à l'art. 508)	2	—	2	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—	—
Contrôle des entreprises d'assurances sur la vie (Loi du 25 juin 1930)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

TURNHOUT			MONS			CHARLEROI			TOURNAI			GAND			AUDENARDE			TERMONDE			BRUGES		
17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	8	—	8	6	—	6	9	—	9
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—	—	—	—	—
17	2	15	21	2	19	—	—	—	19	—	19	71	3	68	34	2	32	28	6	22	33	8	25
1	—	1	6	—	6	2	—	2	6	—	6	3	—	3	4	—	4	4	4	1	3	11	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
49	5	41	31	11	23	32	5	27	33	6	27	100	39	61	12	7	5	10	9	31	25	5	20
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—

et prévoyance.

—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
27	3	21	—	—	—	1	—	1	3	—	3	—	—	—	2	—	2	1	2	2	1	1	3
—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—										

Tableau n° 4 (ancien n° 18) (suite). — 1950.

Table with 16 columns for provinces (BRUXELLES, LOUVAIN, NIVELLES, ANVERS, MALINES) and rows for various offenses like 'Chemins de fer concédés ou vicinaux', 'Usage des carburants et lubrifiants', etc.

6. — Transport, voirie,

RÉCAPITULATION DES INFRACTIONS

Summary table of offenses with columns for provinces and rows for 'Crimes correctionnalisés prévus par le Code pénal', 'Délits prévus par le Code pénal', etc.

Tableau n° 4bis (ancien n° 18bis*). — PRÉVENUS JUGÉS EN DEGRÉ D'APPEL, ET CLASSÉS D'APRÈS LA NATURE DES INFRACTIONS

Récapitulation générale des prévenus jugés par

Table with 16 columns for provinces and rows for 'Infractions jugées en degré d'appel', 'Délits prévus par le Code pénal', 'Contraventions de police', etc.

Table with 40 columns for provinces (TURNHOUT, MONS, CHARLEROI, TOURNAI, GAND, AUDENARDE, TERMONDE, BRUGES) and rows for 'communications'.

communications.

Table with 40 columns for provinces and rows for 'communications' offenses.

JUGÉES EN PREMIER RESSORT.

Summary table of offenses with columns for provinces and rows for 'Crimes correctionnalisés', 'Délits', etc.

PAR CHAQUE TRIBUNAL CORRECTIONNEL PENDANT L'ANNÉE, ET LE RÉSULTAT DES POURSUITES. — 1950.

chaque tribunal en premier ressort et en degré d'appel.

Table with 40 columns for provinces and rows for 'Infractions jugées en degré d'appel', 'Délits', etc.

* Ce tableau localise par arrondissement les résultats statistiques énoncés au tableau n° 3 (ancien n° 17).

Tableau n° 4 (ancien n° 18) (suite). — 1950.

16bis	COURTRAI			FURNES			YPRES			LIÈGE			HUY		
	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
6. — Transport, voirie,															
Chemins de fer concédés ou vicinaux (Loi du 12 avr. 1835; Loi du 24 juin 1885; Loi du 25 juillet 1891, etc.)	1	—	1	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—	—
Tramways (Arrêtés royaux des 2 décembre 1902 et 27 janvier 1931)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Usage des carburants et lubrifiants (arrêté-loi du 24 octobre 1944)	15	—	15	5	—	5	7	—	7	11	—	11	6	—	6
Voirie, roulage et messageries (réglementation)	73	12	61	9	2	7	21	1	20	61	14	47	4	1	3
Avoir pris la fuite avec un véhicule après avoir causé un accident (Loi du 1 août 1924, art. 3)	4	—	4	1	—	1	—	—	—	1	—	1	1	—	1
Avoir conduit un véhicule pendant la déchéance du droit de conduire (Loi du 1 août 1924, art. 2)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Police maritime (réglementation)	—	—	—	3	—	3	2	1	1	—	—	—	2	—	2
Police des rivières et des polders	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Inscriptions sur la voie publique (Arrêté-loi du 29 décembre 1945)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6	1	5	1	—	1
Navigation aérienne (Lois des 16 novembre 1919 et 27 juin 1937)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—
Télégraphes et téléphones (Loi du 1 mars 1851)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	13	1	12

RÉCAPITULATION DES INFRACTIONS

Crimes correctionnalisés prévus par le Code pénal	124	34	90	26	3	23	52	7	45	351	33	318	25	6	19
Délits prévus par le Code pénal	1,873	283	1,590	403	39	364	731	113	618	2,682	243	2,439	270	31	239
Contraventions de police prévues par le Code pénal	35	4	31	5	2	3	18	2	16	78	8	70	6	1	5
Infractions prévues par des lois spéciales	1,007	124	883	172	34	138	455	73	382	1,097	51	1,046	377	42	335
Totaux :	3,039	445	2,594	606	78	538	1,256	195	1,061	4,208	335	3,873	678	80	598

Tableau n° 4bis (ancien n° 18bis). — PRÉVENUS JUGÉS EN DEGRÉ D'APPEL, CLASSÉS D'APRÈS LA NATURE DES INFRACTIONS

Récapitulation générale des prévenus jugés par

16bis	COURTRAI			FURNES			YPRES			LIÈGE			HUY		
	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55
Infractions jugées en degré d'appel.															
Délits prévus par le Code pénal	2	2	—	—	—	—	11	11	—	220	107	113	46	19	27
Contraventions de police prévues par le Code pénal	2	2	—	2	1	1	9	5	4	26	11	15	2	1	1
Infractions prévues par des lois spéciales	191	66	125	45	25	20	82	24	58	483	175	310	112	44	68
Totaux :	195	70	125	47	26	21	102	40	63	731	292	428	160	64	96
Totaux des infractions jugées en premier ressort	3,039	445	2,594	606	78	538	1,256	195	1,061	4,208	335	3,873	678	80	598
Récapitulation générale.															
Totaux des infractions jugées en premier ressort et en degré d'appel	3,234	515	2,719	653	104	569	1,358	235	1,123	4,909	638	4,311	838	144	694

* Ce tableau localise par arrondissement les résultats statistiques énoncés au tableau n° 3 (ancien n° 17).

16bis	VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE-EN-FAMENNE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT			
	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	
communications.																									
1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2	—	2	8	—	8	2	—	2	4	—	4	8	—	8	10	—	10	28	—	28	20	—	20	—	—
10	1	9	25	5	20	40	7	33	9	1	8	1	—	1	12	2	10	36	—	36	22	1	18	—	—
1	—	1	1	—	1	1	—	1	2	—	2	2	—	2	—	—	—	1	—	1	2	—	2	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

JUGÉES EN PREMIER RESSORT.

69	6	63	111	24	87	52	10	42	41	6	35	17	3	14	26	4	22	73	1	72	57	12	15
708	112	596	1,001	226	778	975	185	790	379	54	325	155	33	122	167	30	137	690	74	616	523	83	110
6	1	5	3	—	3	5	1	4	7	2	5	3	—	3	2	1	1	10	—	10	4	2	2
552	87	465	365	49	316	311	43	298	239	32	207	193	18	175	311	36	305	679	19	660	373	60	313
1,335	206	1,129	1,483	299	1,184	1,373	239	1,134	666	94	572	368	54	314	536	71	465	1,452	94	1,358	937	157	800

PAR CHAQUE TRIBUNAL CORRECTIONNEL PENDANT L'ANNÉE, ET LE RÉSULTAT DES POURSUITES. — 1950.

chaque tribunal en premier ressort et en degré d'appel.

16bis	VERVIERS			TONGRES			HASSELT			ARLON			MARCHE-EN-FAMENNE			NEUFCHATEAU			NAMUR			DINANT		
	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79
63	15	48	10	2	8	11	5	6	7	1	6	31	14	17	6	1	5	121	43	78	53	21	29	
3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	12	2	10	11	3	8	
126	41	485	52	9	43	90	38	52	46	17	29	39	14	25	23	1	19	139	34	105	95	33	62	
192	26	136	62	11	31	101	43	58	53	18	35	71	28	43	29	5	24	272	79	193	159	60	99	
1,335	206	1,129	1,483	299	1,184	1,373	239	1,134	666	94	572	368	54	314	536	71	465	1,452	94	1,358	937	157	800	
1,327	262	1,265	1,545	310	1,235	1,474	282	1,192	719	112	607	439	82	357	565	76	489	1,724	173	1,351	1,116	217	899	

Tableau n° 5 (ancien n° 19). — Résultat détaillé des POURSUITES DEVANT LES TRIBUNAUX CORRECTIONNELS

Table with columns for Arrondissements, Total des prévenus, Nombre des acquittés, Nombre des condamnés, and conditional sentences (6 mois à moins de 2 ans, 3 mois à moins de 6 mois, 1 mois à moins de 3 mois, 8 jours à moins de 1 mois, moins de 8 jours).

JUGEANT EN PREMIER RESSORT. — Prévenus classés suivant leurs antécédents judiciaires. — 1950.

Table with columns for CONdamnÉS, A L'EMPRISONNEMENT (simple de, conditionnel de), A L'AMENDE (conditionnelle de, simple de), and CONDAMNÉS accessoirement à (la mise à la disposition du gouvernement).

ARRONDISSEMENTS	Totaux des prévenus	Nombre des acquittés	Nombre des condamnés	conditionnel de				
				6 mois à moins de 2 ans	3 mois à moins de 6 mois	1 mois à moins de 3 mois	8 jours à moins de 1 mois	moins de 8 jours
				5	6	7	8	9
Liège	—	—	2,174	52	109	225	395	—
	—	—	1,699	36	46	108	157	—
	4,208	335	3,873	88	155	333	552	—
Huy	—	—	308	8	17	18	32	—
	—	—	290	2	3	13	10	—
	678	80	598	10	20	31	42	—
Verviers	—	—	646	15	22	35	50	—
	—	—	483	1	2	4	8	—
	1,335	206	1,129	16	24	39	58	—
Tongres	—	—	697	6	15	51	88	—
	—	—	487	3	4	18	43	—
	1,483	299	1,184	9	19	69	131	—
Hasselt	—	—	664	2	11	30	52	—
	—	—	470	4	1	7	21	—
	1,373	239	1,134	6	12	37	73	—
Arlon	—	—	359	11	11	28	47	—
	—	—	213	4	2	9	8	2
	666	94	572	15	13	37	55	2
Marche-en-Famenne	—	—	146	16	3	9	4	1
	—	—	168	4	1	4	4	—
	368	54	314	20	4	13	8	1
Neufchâteau	—	—	236	7	6	11	8	—
	—	—	229	3	—	6	3	—
	536	71	465	10	6	17	11	—
Namur	—	—	770	24	35	47	85	—
	—	—	588	8	4	8	13	—
	1,432	94	1,338	32	39	55	100	—
Dinant	—	—	431	12	7	44	82	3
	—	—	369	4	6	17	34	—
	957	157	800	16	13	61	116	3
Le Royaume	—	—	25,289	726	999	1,891	2,000	13
	—	—	20,136	278	409	795	884	4
	53,161	7,736	45,425	1,004	1,408	21,686	2,884	17

Récapitulation des condamnés En

Condamnés	à l'emprisonnement	conditionnel	de plus de 6 mois
		sans condition	de 6 mois et moins
	à l'amende	conditionnelle	
		simple	
Total des condamnés :			

jugés en premier ressort. 1950.

7,999
1,559
7,935
10,664
17,268
45,425

CONDAMNÉS														CONDAMNÉS nécessairement à			
A L'EMPRISONNEMENT							A L'AMENDE							la mise à la disposition du gouvernement			
simple de							conditionnelle de				simple de			l'interdiction	Loi du 27-11-1891 art. 11	Loi du 13-5-1912 art. 37	Loi du 9-1-1930 art. 25
5 ans et plus	3 ans à moins de 5 ans	1 an à moins de 3 ans	plus de 6 mois à moins de 1 an	3 mois à 6 mois	1 mois à moins de 3 mois	8 jours à moins de 1 mois	moins de 8 jours	26 fr et plus	moins de 26 fr	26 fr et plus	moins de 26 fr	22	23				
10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25		
—	11	23	11	86	140	75	—	638	80	288	41	56	—	—	—		
5	5	28	19	186	179	142	—	238	19	502	29	41	—	—	—		
5	16	51	30	272	319	217	—	876	99	790	70	97	1	—	1		
—	1	2	1	1	9	10	—	136	19	50	4	9	—	—	—		
—	1	3	1	13	40	26	—	57	11	103	7	5	—	—	—		
—	2	5	2	14	49	36	—	193	30	153	11	14	—	—	—		
—	2	7	5	70	37	25	—	150	6	198	24	11	—	—	—		
1	—	10	9	55	69	49	—	22	1	247	5	8	—	—	—		
1	2	17	14	125	106	74	—	172	7	445	29	19	—	—	—		
1	1	11	3	44	79	72	—	156	11	152	7	15	—	—	—		
2	—	6	3	38	74	63	—	57	1	172	3	13	—	—	—		
3	1	17	6	82	153	135	—	213	12	324	10	28	—	—	—		
2	—	7	2	20	32	45	—	287	52	111	11	10	—	—	—		
1	4	10	2	32	60	65	—	85	17	157	4	13	—	—	—		
3	4	17	4	52	92	110	—	372	69	268	15	23	—	—	—		
1	2	6	2	23	16	27	—	44	18	94	29	14	—	—	—		
1	—	10	2	19	28	19	—	14	3	77	15	10	—	—	—		
2	2	16	4	42	44	46	—	58	21	171	44	24	—	—	—		
—	—	—	—	3	4	—	—	46	5	49	6	5	—	—	—		
—	—	5	1	11	7	10	—	15	3	101	2	2	—	—	—		
—	—	5	1	14	11	10	—	61	8	150	8	7	—	—	—		
—	—	3	—	12	5	3	—	90	22	68	1	4	—	—	—		
1	—	—	2	15	7	16	—	75	9	87	5	2	—	—	—		
1	—	3	2	27	12	19	—	165	31	155	6	6	—	—	—		
3	6	7	4	22	26	23	1	160	31	256	40	36	—	—	—		
1	1	4	9	49	76	58	—	28	8	288	23	14	—	—	—		
4	7	11	13	71	102	81	1	188	39	544	63	50	—	—	—		
—	—	2	2	16	22	14	—	89	54	76	8	17	—	—	—		
—	2	2	4	38	29	53	—	39	15	117	9	11	—	—	—		
—	2	4	6	54	51	67	—	128	69	193	17	28	—	—	—		
29	87	368	135	1,124	1,006	622	1	6,911	1,390	7,046	941	722	—	5	2		
43	114	496	287	1,841	1,934	1,402	5	2,082	281	8,577	704	584	3	2	31		
72	201	864	422	2,965	2,940	2,024	6	8,993	1,671	15,623	1,645	1,306	3	7	33		

Tableau n° 6 (ancien n° 20). — RECHUTES APRÈS UNE CONDAMNATION CONDITIONNELLE (1).

A. — Rechutes survenues pendant la durée du sursis après une condamnation correctionnelle.

PEINE NOUVELLE ENCOURUE Correctionnelle (ou criminelle)	Durée du sursis qui avait été accordé						Total
	6 mois	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	
1	2	3	4	5	6	7	8
Amende (*)							
Emprisonnement de : 8 jours à — de 1 mois (*)							
plus d'un mois à — 3 mois							
3 mois à — de 6 mois							
6 mois et plus							
Total :							

B. — Rechutes survenues pendant la durée du sursis après une condamnation de police.

N. B. — Les recherches n'ont porté que sur les condamnations de police inscrites au casier judiciaire.

PEINE NOUVELLE ENCOURUE Correctionnelle (ou criminelle)	Durée du sursis qui avait été accordé						Total
	3 mois et moins	plus de 3 mois à 6 mois	plus de 6 mois à 1 an	plus de 1 an à 2 ans	plus de 2 ans à 3 ans	plus de 3 ans	
1	2	3	4	5	6	7	8
Amende simple (*)							
Amende conditionnelle (*)							
Emprisonnement simple							
Emprisonnement conditionnel							
Total :							

(1) Les renseignements n'ont pas été relevés par le Ministère de la Justice en 1950.

(*) La loi du 14-11-1947 modifie la législation relative à la libération conditionnelle et aux condamnations conditionnelles.

Tableau n° 7 (ancien n° 26). — CONSEILS DE GUERRE ET LA COUR MILITAIRE. CONDAMNATIONS DÉFINITIVES D'APRÈS LA NATURE DES INFRACTIONS. — 1950.

NATURE DES INFRACTIONS	Nombre des acquittements	Nombre des condamnations	PEINES PRINCIPALES						PEINES ACCESSOIRES					
			Mort	Peines privatives de liberté			Peines d'amende		Déchéance	Destitution	Interdiction	Disposition du Gouvernement	Loi de la Défense sociale	
				de 5 ans à perpétuité	de 6 mois à 5 ans	moins de 6 mois	conditionnelles	Simple						
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
CRIMES.														
Aide à l'ennemi. Politique (art. 118bis)	27	102	4	57	38	—	2	—	1	—	—	51	100	—
Porté les armes contre la Belgique et ses alliés (art. 113, 117)	10	103	7	76	17	—	3	—	—	—	—	71	103	—
Dénonciation à l'ennemi (art. 121bis)	8	10	—	7	3	—	—	—	—	—	—	7	10	—
Recel de soldats ennemis et aide à l'ennemi (Arrête-loi du 26 mai 1944)	2	4	—	1	2	—	1	—	—	—	—	1	2	—
Faux en écritures (art. 194 à 197)	2	18	—	—	2	12	3	1	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur sans violence ni menaces sur des mineurs (art. 372 § 1, 2, art. 377, 3 ^o)	—	6	—	—	—	4	2	—	—	—	—	—	6	—
Attentat à la pudeur avec violence ou menaces sur des mineurs (art. 373, 377 §§ 3 et 4)	5	10	—	—	4	6	—	—	—	—	—	—	9	—
Viol (art. 375, 377 §§ 5, 6, 7)	—	9	—	—	3	—	1	—	—	—	—	—	4	—
Bigamie (art. 391)	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Homicide (art. 393, 394)	8	26	7	17	2	—	—	—	—	—	—	23	22	—
Coups et blessures avec préméditation ayant causé maladie incurable (art. 400 § 2)	—	8	—	7	1	—	—	—	—	—	—	7	7	—
Coups et blessures ayant causé la mort (art. 401)	—	3	—	3	—	—	—	—	—	—	—	3	3	—
Vol à l'aide d'effraction, escalade, violence ou menaces (art. 467 à 470)	5	60	—	3	8	23	26	—	—	—	—	3	3	—
Vol à l'aide de violence ou menaces dans maison habitée ou chemin public (art. 471, 472)	6	45	—	28	8	4	5	—	—	—	—	28	27	—
Recel criminel (art. 505, 506)	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—
DÉLITS.														
Faux et usage de faux (art. 198 à 207, 209, 210)	2	13	—	—	—	10	1	2	—	—	—	—	—	—
Faux témoignage en justice (art. 218 à 220)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Usurpation de fonction (art. 227, 261, 262)	2	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Usurpation de nom ou de titre. Port illégal de décorations, costume, etc. (art. 228 à 232)	—	3	—	—	—	1	—	1	1	—	—	—	—	—
Détournement par un dépositaire public (art. 240 § 2)	1	9	—	—	—	8	1	—	—	—	—	—	—	—
Concussion (art. 243 à 245)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Corruption : offres agréées par un fonctionnaire (art. 246, 247)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Essais de corrompre fonctionnaire, arbitre (art. 252)	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Abus d'autorité : refus d'agir (art. 259)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Rebellion (art. 271, 272)	—	10	—	—	—	7	1	2	—	—	—	—	—	—
Outrages envers député, ministre, magistrat (art. 275)	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers officier ministériel, agent de l'autorité (art. 276)	1	15	—	—	—	7	1	3	1	—	—	—	—	—
Coups et blessures à des jurés ou témoins (art. 278, 279, 282)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Coups et blessures à un officier ministériel ou agent de l'autorité (art. 280, 281)	1	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Entraves à la liberté des écrivains (art. 314)	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—
Menaces (art. 327 à 331)	—	6	—	—	—	1	1	1	—	—	—	—	—	—
Évasions de détenus : négligence ou connivence des gardiens (art. 333, 334, 336, 337)	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Recel du cadavre d'une personne homicide (art. 340)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attentat à la pudeur avec violence sur personne majeure (art. 373 § 1 ; Loi du 15 mai 1912, art. 49, § 1, 52 § 3)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Attestat aux mœurs : écrits ou images (art. 383)	—	2	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—
Outrage public aux mœurs (art. 385 § 1, 386)	3	25	—	—	—	1	15	6	3	—	—	—	5	—

Tableau n° 7 (ancien n° 26) (suite). — 1950.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Adultère (art. 387, 388, 389)	1	14	—	—	—	1	—	7	6	—	—	—	—	—
Coups et blessures (art. 398, 399, 400 § 1, 410)	38	84	—	—	—	39	12	20	13	—	—	—	—	—
Homicide involontaire (art. 419)	4	16	—	—	—	5	4	5	2	—	—	—	—	—
Coups et blessures involontaires (art. 420)	38	128	—	—	—	21	4	68	35	—	—	—	—	—
Violation de domicile par un particulier avec menaces, violences (art. 439)	—	6	—	—	—	4	—	2	—	—	—	—	—	—
Introduction furtive la nuit (art. 442)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Dénonciation calomnieuse (art. 445)	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—
Injures par faits, images, etc. (art. 448)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Suppression, violation du secret des lettres (art. 460)	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Vul (art. 463, 464, 466)	30	189	—	—	6	109	62	7	5	—	—	—	—	—
Abus de confiance (art. 491)	2	27	—	—	—	18	8	1	—	—	—	—	—	—
Abus de faiblesse de l'emprunteur (art. 493, 494)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Escroquerie (art. 496)	1	8	—	—	1	2	4	1	—	—	—	—	—	—
Tromperie sur les choses vendues (art. 498, 499)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Falsification de comestibles (art. 500, 501)	—	4	—	—	—	4	—	—	—	—	—	—	—	—
Recel de choses obtenues par crime ou délit (art. 505) ..	13	11	—	—	—	9	1	1	—	—	—	—	—	—
Détournement d'objets trouvés (art. 508)	—	8	—	—	—	4	2	2	—	—	—	—	—	—
Grivèlerie (art. 508bis ; Loi du 23 mars 1936)	—	3	—	—	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—
Incendie involontaire (art. 519)	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de machines ou appareils télégraphiques ou téléphoniques (art. 523, 524)	—	2	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—
Destruction de tombeaux, monuments, etc. (art. 526) ..	—	4	—	—	—	3	—	1	—	—	—	—	—	—
Destruction de propriétés mobilières (art. 528)	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—
Destruction de récoltes, plantations (art. 535)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Destruction de clôtures (art. 545, 546)	1	3	—	—	—	—	—	1	2	—	—	—	—	—
CONTRAVENTIONS.														
Contraventions diverses (sauf art. 561 §§ 2 et 3)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
INFRACTIONS PRÉVUES PAR DES LOIS SPÉCIALES.														
I. — ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS.														
Impôts (lois et règlements)	1	2	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—
Armes de guerre et armes prohibées ; fabrication, vente, port (Loi du 3 janvier 1933 ; Loi du 29 juillet 1934 ; Loi du 5 mai 1936 ; Arrêté royal du 21 décembre 1936)	3	17	—	—	—	—	1	12	4	—	—	—	—	—
Police des étrangers (Arrêté-loi du 28 septembre 1939) ..	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
Régime des passeports (Arrêté-loi du 4 décembre 1939) ..	—	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
II. — SANTÉ PUBLIQUE.														
Ivresse publique (Arrêté-loi du 14 novembre 1939)	6	35	—	—	—	3	1	14	17	—	—	—	—	—
IV. — TRANSPORTS, VOIRIE, COMMUNICATIONS.														
Voirie, roulage et messagerie	41	177	—	—	—	1	143	33	—	—	—	—	—	—
CODE PÉNAL MILITAIRE.														
Désertion	20	114	—	—	4	29	81	—	—	—	—	1	—	—
Abandon de poste	1	16	—	—	—	4	12	—	—	—	—	—	—	—
Insubordination	2	4	—	—	—	3	1	—	—	—	—	—	—	—
Refus d'obéissance	—	10	—	—	1	3	6	—	—	—	—	—	—	—
Outrages envers un supérieur	—	17	—	—	—	4	13	—	—	—	—	—	—	—
Violences envers un supérieur	—	22	—	—	—	11	11	—	—	—	—	—	—	—
Violences envers une sentinelle	—	1	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
Vente ou reproduction d'effets militaires	1	2	—	—	—	1	1	—	—	—	—	—	—	—
Détournement ou préjudice de l'Etat ou de militaires ..	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
RÉCAPITULATION.														
Crimes	74	400	18	200	88	49	43	1	1	—	200	297	—	—
Délits	140	601	—	—	8	278	117	126	72	—	—	5	—	—
Contraventions	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lois spéciales	51	233	—	—	—	6	147	59	21	—	—	—	—	—
Code pénal militaire	26	184	—	—	5	55	126	—	—	—	—	1	—	—
Total général :	291	1.420	18	200	101	300	432	106	94	—	200	300	—	—

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES
ET DES CLASSES MOYENNES
INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE

PROTECTION DE L'ENFANCE



EXTRAIT DU « BULLETIN DE STATISTIQUE »

N° 4, avril 1952.

Protection de l'enfance

Année 1950

CHAPITRE PREMIER.

Déchéance de la puissance paternelle

Remarque préliminaire : Les chiffres afférents aux tableaux énumérés ci-dessous n'ont pas été fournis par le Ministère de la Justice : ils seront publiés ultérieurement.

1) Tableau n° 1. — Nombre et sexe des individus déclarés déchus de la puissance paternelle. Articles 1^{er}, 3 et 4.

2) Tableau n° 2. — Nombre et sexe des indivi-

us réintégrés dans les droits de la puissance paternelle. — Article 7.

3) Tableau n° 3. — Déchéance de la puissance paternelle. Mesures prises à l'égard des enfants. — Nature des décisions. — Nombre et sexe des enfants. — Articles 5 et 6.

4) Tableau n° 4. — Décisions des cours d'appel relatives à la déchéance de la puissance paternelle.

Tableau n° 5. — ENFANTS DE PARENTS DÉCHUS DE LA PUISSANCE PATERNELLE. — MOUVEMENT DE LA POPULATION PENDANT L'ANNÉE. SITUATION AU 31 DÉCEMBRE DES PLACEMENTS FAMILIAUX ET DANS LES ÉTABLISSEMENTS D'ÉDUCATION ET SPÉCIAUX PRIVÉS.

NATURE DU PLACEMENT	Entrés				Sortis											Restant au 31 décembre, la mesure ayant à cette date une durée de										
	Présents au 1 ^{er} janvier	Entrés pendant l'année	Total	Minuscules qui par déduction du Procureur du Roi ont été ramenés à une autre mesure ou rendus à la liberté pure et simple	Ex ads.	Décédés.	Alliés.	Entrés à l'armée.	Rapatriés.	Sortis par expiration de terme.	Total des sortis	Restant au 31 décembre, la mesure ayant à cette date une durée de														
												1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	6 ans	7 ans	8 ans	9 ans	10 ans et plus	Total des restant au 31 décembre				
Placements familiaux :																										
Garçons	493	121	614	11	1	1	1	15	34	63	93	83	74	72	53	44	37	21	22	28	18	37	551			
Fillles	509	185	694	29	1	1	1	1	83	113	150	80	83	51	39	34	27	34	28	18	37	581				
Ensemble :	1,002	306	1,308	40	2	1	1	15	117	176	243	163	157	123	92	78	64	58	50	30	74	1,132				
Etablissements d'éducation privés :																										
Garçons	983	167	1,150	182	1	1	1	1	19	202	159	150	128	120	87	75	55	61	44	26	43	948				
Fillles	1,165	219	1,384	225	2	1	1	1	12	239	205	185	144	115	130	68	68	91	53	24	62	1,145				
Ensemble :	2,148	386	2,534	407	2	1	1	1	31	441	364	335	272	235	217	143	123	97	50	105	132	2,093				
Etablissements spéciaux privés :																										
Garçons	255	60	315	52	1	2	1	1	19	75	51	40	35	27	26	20	12	9	4	6	10	240				
Fillles	266	64	330	49	2	1	1	1	33	84	52	25	33	26	35	28	14	8	11	6	8	246				
Ensemble :	521	124	645	101	2	1	2	1	52	159	103	65	68	53	61	48	26	17	15	12	18	486				
Total :																										
Garçons	1,731	348	2,079	245	1	3	3	16	72	340	303	273	237	219	166	139	104	94	70	44	90	1,739				
Fillles	1,940	468	2,408	303	5	1	1	1	128	436	407	290	260	192	204	130	109	133	92	48	107	1,972				
Ensemble :	3,671	816	4,487	548	6	3	3	16	200	776	710	563	497	411	370	269	213	227	162	92	197	3,711				

Tableau n° 6. — ENFANTS DE PARENTS DÉCHUS DE LA PUISSANCE PATERNELLE (non compris ceux confiés à la mère), MORALEMENT ABANDONNÉS OU MARTYRS ET ADULTÉRINS DE GUERRE. SITUATION PAR ARRONDISSEMENT AU 31 DÉCEMBRE 1950.

ARRONDISSEMENTS (Autorités ou comités dont les enfants dépendent)	Confiés à un particulier			Confiés à une société ou à un établissement privé			Confiés à un établissement spécial privé			Placés dans un établissement de l'Etat			Total	Enfants moralement abandonnés, enregistrés par les comités de patronage et les sociétés protectrices des enfants martyrs	Enfants adultérins
	avec frais	sans frais	Total	avec frais	sans frais	Total	avec frais	sans frais	Total	spécial	d'éducation	Total			
Bruxelles	6	112	118	133	39	172	45	27	72		3	3	365	13	
Louvain	1	19	20	32	2	34	12	2	14				68		
Nivelles	1	26	27	56	2	58	4	1	5				90	6	1
Anvers	7	26	33	187	7	194	18	1	19				249	16	
Malines	2	26	28	123	15	138	7	8	15				181	27	6
Turnhout	1	2	3	40		40	5		5				48		
Mons		28	28	47	4	51	24	2	26		6	6	111	18	
Charleroi	4	99	103	265	24	289	86	10	96	1	4	5	493	141	8
Tournai	38	62	100	37	13	50	12	2	14				164	19	1
Gand	19	26	45	11	22	33		1	1				79	15	
Audenarde		10	10	24	2	26	2		2				38	99	
Termonde		4	4	16		16					2	2	22		
Bruges	18	58	76	90	35	125	12		12				213		
Courtrai		8	8	9	4	13	1	2	3				24	1	
Furnes	1	10	11	26	2	28		1	1				40		
Ypres		6	6	9		9							15	1	
Liège	33	185	218	283	20	303	68	14	82		1	1	604	13	
Huy	5	47	52	42	5	47	6	8	14				113	40	
Verviers	1	29	30	58	6	64	5	7	12		1	1	107		
Tongres		1	1	21	3	24	5	1	6		1	1	32	3	
Hasselt	2	19	21	43	15	58	2		2				81	5	
Arlon	1	18	19	47	1	48	3	1	4				71		
Marche-en-Famenne		4	4	18		18	1	2	3	1		1	26	5	
Neufchâteau	2	21	23	27		27	6	1	7				57	13	
Namur	8	87	95	104	17	121	44	4	48		2	2	266	22	
Dinant	1	48	49	93	14	107	19	1	20	1	2	3	179	13	1
Totaux :	151	981	1,132	1,841	252	2,093	387	99	486	3	22	25	3,736	802	11

CHAPITRE II.

Mineurs traduits en justice

Remarque préliminaire. Les chiffres afférents aux tableaux énumérés ci-dessous n'ont pas été fournis par le Ministère de la Justice ; ils seront publiés ultérieurement

1) Tableau n° 7. — Mineurs signalés aux Parquets. — Article 12.

2) Tableau n° 8. — Affaires résolues par les Parquets. — Article 12.

3) Tableau n° 9. — Mineurs dont les juges d'instruction ont eu à s'occuper. — Résultats. — Article 12.

Tableau n° 10. — I. — MESURES DE GARDE PROVISOIRE ORDONNÉES. DURÉE DES MESURES QUI ONT PRIS FIN. — ARTICLES 28, 29, 30 ET 32, § 5.

ARRON- DISSEMENTS	Mesures ordonnées								Durée des mesures qui ont pris fin														Total		
	Mineurs confiés à un particulier		Mineurs confiés à une société ou institution privée		Mineurs confiés à un établissement de l'Etat		Mineurs gardés dans une maison d'arrêt		Total		Moins de 1 mois		1 à 3 mois		3 à 6 mois		6 à 9 mois		9 à 12 mois		1 an et plus				
	G*	F*	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	
Bruxelles	3	2	59	81	44	6	11	1	120	90	22	5	25	9	50	49	4	8	1			1	102	72	
Louvain				11						11		4		2		2									8
Nivelles		1	2	2					2	3		1		1	1	1		1							4
Anvers	2		22	16	1		17	1	42	17	20	2	13	5	10	4		1							12
Malines			2	2					2	2	1														1
Turnhout			1	3					1	3					1										1
Mons			3	16	6				9	16	3	1	2	2	2	17		2		1					23
Charleroi	3	17	18	50	2	2			23	69	3	4	6	18	5	31		4	1	1	1				58
Tournai		2	1	10		1	3		4	13	2	3		5		3					1				11
Gand	14	4	11	22		2	1		26	28	10	6	6	3	1	3	2	5		1					18
Audenarde			1	2					1	2		1	1	1											2
Termonde				3	1	1			1	4		2		2		1									5
Bruges		1	1	1					1	2				1		1	1	1							3
Courtrai		1	1	7	2	1			3	9	1		2	3	5	8		3	1			1			15
Furnes				4						4				1	1	1									2
Ypres			1	1			1		2	1				1		2									3
Liège	2		15	20	3	1	3		23	21	8	3	5	11	4	4	2	2	1	1		1			22
Huy			2	1					2	1															
Verviers	1		5	1					6	1	3		3	2	1	1									3
Tongres			2	13	1				3	13				4	1	3									7
Hasselt									1																
Arlon	2		2	5					4	5											2	3	1	2	4
Marche																									
Neufchâteau			1	1					1	1				1											1
Namur	3	3	15	8	1		1		20	11	1	2	3	1	7	2	6	4	2	1	2				10
Dinant			2	1					2	1		1	1	1											2
Totaux :	39	31	168	281	61	14	40	2	299	328	74	35	67	74	89	133	15	31	8	8	4	4	257	285	

* G = Garçons, F = Filles.

Tableau n° 10. — II. — MISES EN OBSERVATION AVANT JUGEMENT ORDONNÉES.
DURÉE DES OBSERVATIONS QUI ONT PRIS FIN. — ARTICLE 21, § 1^{er}.

ARRONDISSEMENTS	Observations ordonnées						Durée des observations qui ont pris fin														Total			
	Mineurs confiés à un particulier		Mineurs confiés à une société ou institution privée		Mineurs confiés à un établissement de l'Etat		Total		Moins de 1 mois		1 à 3 mois		3 à 6 mois		6 à 9 mois		9 à 12 mois		1 an et plus		Total			
	G*	F*	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23		
Bruxelles					77	13	77	13	6	4	32	1	36	9	4	6			1	1			79	21
Louvain					3		3				1		4										5	
Nivelles				7	8	1	8	3			4		2	2	1	2			1				10	5
Anvers				10	14	4	14	14	5	1	7	5	8	8		2							20	16
Malines				1	3		3	1					1	1		2	1			2			4	3
Turnhout					5		5				1		1										2	
Mons					9		9				3	9	7	1									10	1
Charleroi					30	17	30	17	1	3	9	4	14	7	2								26	14
Tournai					6		6				6												6	
Gand					14		14				1		11						1				13	
Audenarde					1		1				1												1	
Termonde					2		2		1		2		1										4	
Bruges					4		4				1				1								2	
Courtrai					9	5	9	5	3		2	1	2		1								7	2
Furnes					1		1				2		1										1	
Ypres					4	1	4	1			2				1								3	
Liège					20	6	20	6	2	2	10	2	3	4	1	1			1				16	10
Huy					1		1				1	1		1					1				3	
Verviers					2	3	2	3		1	2	2											2	3
Tongres					7		7		1		5	1	1										7	1
Hasselt				1	4		4	1	1	1	1		3										4	1
Arlon					1		1								1								1	
Marche-en-Famenne																								
Neufchâteau						1		1																
Namur					8		8				3		1		2								6	2
Dinant					1	10	1	10	1	4	1	3											2	7
Totaux :					19	234	61	234	80	23	16	94	20	96	33	12	17	2	3	3	1	230	90	

* G = Garçons, F = Filles.

Tableau n° 11. — MINEURS JUGÉS. — RÉSULTATS DES POURSUITES PAR ARRONDISSEMENT. — ARTICLES 13 A 19, 21 § 2, 22, 23 ET 37.
Les mineurs jugés plusieurs fois dans le courant de l'année, à raison de faits distincts, ne sont comptés qu'une seule fois d'après le jugement qui a prononcé la mesure la plus grave.

ARRONDISSEMENTS	Total des mineurs jugés		Reçus des poursuites		Réprimandés et remis aux personnes qui ont eu la garde (liberté surveillée)		Confis à une personne (Art. 13, 14, 15, 17)		Confis à une société ou une institution de charité ou d'enseignement publique ou privée (Art. 13, 14, 15, 17)		Confis à un établissement de l'Etat (Art. 13, 14, 15, 17, 22, 23, 37)		Placés dans un établissement officiel ou privé approprié à leur état (Art. 21, § 2)		Total des mineurs ayant fait l'objet d'une mesure Colonne 6 à 17		Mis à la disposition du gouvernement après condamnation correctionnelle (Art. 37)			
	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles		
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21
Bruxelles	222	114	4	1	46	9	1	2	28	37	84	38	42	13	17	218	113			
Louvain	32	19	1		12	6			2	6	12	6	5	1		31	19			
Nivelles	56	43	8	9	15	12	1			4	25	15	8		2	48	34			
Anvers	151	49	2	3	43	7	2		29	16	61	17	14	3	3	149	46			
Malines	54	18	4	1	23	5			2	3	21	8	4	1		50	17			
Turnhout	9	3			3	1			1		2	1	2		1	9	3			
Mons	61	42	2	2	33	8			1	21	13	7	12	2	2	59	40			
Charleroi	209	140	14	9	75	25	14	18	47	62	4	1	51	17	4	195	131			
Tournai	46	33	6	2	12	5		3	5	14	8	6	15	2	1	40	31			
Gand	167	97	47	15	61	32	2	1	12	16	32	32	13	1		120	82			
Audenarde	28	5			22	4					4		2			28	5			
Termonde	79	24	6	4	36	4				3	32	13	5			73	20			
Bruges	146	29	15	7	105	14			1	3	20	5	5			131	22			
Courtrai	51	25	1	1	23	4			2	10	17	5	7	2	1	50	24			
Furnes	14	7	4	2	8	1				3		1	2			10	5			
Ypres	52	8	1		38	1				6	5	5	5			51	8			
Liège	79	66	5	6	29	8	2	1	6	14	23	26	14	8	3	74	60			
Huy	26	11	7	1	8	2				1	10	4	1	2	1	19	10			
Verviers	20	8			2	1			3	3	11	1	3	3	1	20	8			
Tongres	44	23			17	4			2	7	21	9	3	2	1	44	23			
Hasselt	38	9	7		13	2			1	3	13	1	5	2		31	9			
Arlon	39	12			30	7	2	1	1	2	6	2				39	12			
Marche-en-Famenne	6	3			6	2						1				6	3			
Neufchâteau	2	7	1	1							1	1				1	3			
Namur	75	15	5		37	3	1		6	4	8	2	8	2	10	70	15			
Dinant	32	24	6	2	11	8				2	9	3	6	8	1	26	22			
Totaux :	1,738	834	146	69	708	175	24	29	148	237	445	210	232	71	35	1,592	765	2		
Appel.																				
Bruxelles	26	14		1	5	4	1		2	2	9	5	8	2	1	26	13			
Gand	12	2	1		3					2	8					11	2			
Liège		1								1										
Totaux :	38	17	1	1	8	4	1		2	5	17	5	8	2	1	37	16			

Tableau n° 12. — MINEURS JUGÉS. — RÉSULTATS DES POURSUITES EN RAPPORT AVEC L'ÂGE. ARTICLES 13 À 19, 21 § 2, 22 ET 23.

Les mineurs jugés plusieurs fois dans le courant de l'année, à raison de faits distincts, ne sont comptés qu'une seule fois, d'après le jugement qui a prononcé la mesure la plus grave.

AGE AU MOMENT OU LES FAITS ONT ÉTÉ COMMIS	Total des mineurs jugés		Renvoyés des poursuites		Réprimandés et rendus aux personnes qui en avaient la garde (Liberté surveillée) (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une personne (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseignement public ou privé (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à un établissement de l'Etat (Art. 13, 14, 15 et 17, 22, 23)		Placés dans un asile ou dans un établissement officiel ou privé approprié à leur état (Art. 21, § 2)		Total des mineurs ayant fait l'objet d'une mesure			
	G*	F*	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F		
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
Moins de 10 ans	168	71	24	17	89	17	1	—	30	19	15	17	7	1	2	—	144	54
De 10 à moins de 11 ans	107	35	13	3	55	9	—	1	12	8	18	9	1	1	5	4	94	32
De 11 à moins de 12 ans	138	42	9	6	79	12	1	2	17	13	20	7	11	2	1	—	29	36
De 12 à moins de 13 ans	199	64	13	4	118	25	—	1	12	17	37	12	15	2	4	3	186	60
De 13 à moins de 14 ans	223	99	18	10	100	31	1	6	22	25	45	19	28	7	9	1	205	89
De 14 à moins de 15 ans	271	129	30	8	110	34	6	3	10	31	83	33	27	11	5	9	241	121
De 15 à moins de 16 ans	370	211	29	12	146	42	6	6	20	68	140	56	54	17	5	10	344	199
De 16 à moins de 17 ans	140	91	5	3	7	4	4	3	14	31	62	29	46	14	2	17	135	88
De 17 à moins de 18 ans	122	92	5	6	4	1	5	7	11	25	55	28	40	16	2	9	117	86
Totaux :	1,738	834	146	69	708	175	24	29	148	237	445	210	332	71	35	43	1,592	765

* G = Garçons, F = Filles.

Tableau n° 13. — MINEURS JUGÉS. — RÉSULTATS DES POURSUITES EN RAPPORT AVEC LES FAITS COMMIS.

Les mineurs jugés plusieurs fois dans le courant de l'année, à raison de faits distincts, ne sont comptés qu'une seule fois, d'après le jugement qui a prononcé la mesure la plus grave.

NATURE DES FAITS COMMIS	Total des mineurs jugés		Renvoyés des poursuites		Réprimandés et rendus aux personnes qui en avaient la garde (Liberté surveillée) (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une personne (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à une société ou une institution de charité ou d'enseignement public ou privé (Art. 13, 14, 15 et 17)		Confiés à un établissement de l'Etat (Art. 13, 14, 15 et 17, 22, 23)		Placés dans un asile ou dans un établissement officiel ou privé approprié à leur état (Art. 21, § 2)		Total des mineurs ayant fait l'objet d'une mesure			
	G*	F*	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F		
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
Vagabondage ou mendicité	68	47	1	3	11	6	2	6	12	14	17	10	23	6	2	2	67	44
Inconduite	315	295	12	15	11	3	16	16	61	122	127	75	103	37	15	27	333	280
Prostitution, débauche, jeux, trafics ou occupations qui exposent à la prostitution ou au vagabondage, à la mendicité ou à la criminalité	23	39	2	2	4	6	—	—	—	12	11	11	3	7	3	1	21	37
Faits qualifiés infractions :																		
contre l'autorité	7	3	3	2	4	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	1
contre les mœurs	270	207	20	17	111	45	1	3	9	46	89	74	38	15	2	7	250	190
contre les personnes :																		
crimes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
délits	115	28	14	4	85	23	—	—	5	6	1	4	—	1	—	—	101	24
incendies	99	9	12	—	79	3	—	1	3	—	5	5	—	—	—	—	87	9
vols	687	123	52	8	351	52	5	3	35	26	175	24	59	5	10	5	635	115
propriétés esroqueries	3	3	—	—	1	2	—	—	—	—	1	—	1	1	—	—	3	3
d'autre nature	36	4	10	—	24	4	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	26	4
Infraction à la loi scolaire	85	76	20	18	27	30	—	—	23	17	13	10	—	—	2	1	65	58
Totaux :	1,738	834	146	69	708	175	24	29	148	237	445	210	332	71	35	43	1,592	765

* G = Garçons, F = Filles.

Tableau n° 14. — RÉSULTATS DÉFINITIFS DES AFFAIRES TERMINÉES. NATURE ET POURCENTAGE DES DÉCISIONS INTERVENUES.

NATURE DES DÉCISIONS	Nombre		Pourcentage
	1	2	
Mineurs renvoyés des poursuites	215	8.36	
Mineurs réprimandés (liberté surveillée)	883	31.33	
Mineurs placés chez un particulier	53	2.06	
Mineurs placés dans une institution privée	385	14.97	
Mineurs placés conditionnellement dans un établissement de l'Etat (liberté surveillée)	655	25.47	
Mineurs placés dans un établissement de l'Etat	303	11.78	
Mineurs placés dans un établissement approprié à leur état	78	3.03	
Totaux :	2,572	100.00	

Tableau n° 15. — ORDONNANCES ET JUGEMENTS MODIFICATIFS, RÉVISIONS TRIENNALES RENDUS À L'ÉGARD DES MINEURS. — NATURE DE LA DÉCISION NOUVELLE. ARTICLE 31.

ARRONDISSEMENTS	Maintenant la situation		Ordonnant la mise en liberté pure et simple		Ordonnant la liberté surveillée		Plaçant chez un particulier		Plaçant dans une société ou une institution		Plaçant dans un établissement de l'Etat		Plaçant dans un établissement spécial		Total	
	G*	F*	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F	G	F
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Bruxelles	44	59	1	—	114	77	44	30	36	55	74	29	26	23	339	273
Louvain	—	2	—	—	12	8	3	7	—	2	12	—	1	—	28	19
Nivelles	6	10	43	13	12	11	4	11	1	5	12	5	8	4	86	59
Anvers	14	16	—	1	39	41	21	20	14	8	31	7	2	8	124	101
Malines	32	8	47	39	4	4	2	6	3	6	4	2	—	1	92	66
Turnhout	—	—	—	—	7	3	—	1	1	—	4	1	1	—	13	5
Mons	7	12	112	67	20	20	13	22	4	20	26	6	3	10	185	157
Charleroi	90	76	21	29	56	53	71	75	36	63	62	45	26	30	362	371
Tournai	8	12	—	1	9	9	4	20	5	13	8	5	5	3	39	63
Gand	16	8	—	4	21	22	9	7	23	9	17	3	2	3	88	56
Audenarde	1	1	—	—	3	1	1	2	—	2	2	1	—	1	7	8
Termonde	1	—	—	—	7	12	—	—	—	4	4	3	—	2	12	21
Bruges	2	1	70	19	10	2	2	1	—	2	3	2	—	1	87	28
Courtrai	5	4	—	—	5	—	6	5	—	1	5	2	1	2	22	14
Furnes	3	—	—	—	1	1	2	—	—	1	—	—	—	—	6	2
Ypres	1	6	—	—	5	4	2	2	—	—	—	1	—	—	8	13
Liège	67	28	—	—	71	45	54	33	38	26	53	21	18	25	301	178
Huy	1	3	—	—	5	4	2	4	3	1	4	—	2	—	17	12
Verviers	4	2	—	—	20	5	3	6	5	—	5	2	—	1	37	16
Tongres	11	8	—	1	6	8	4	11	3	4	6	1	1	1	31	31
Hasselt	2	2	9	1	6	4	—	2	2	—	2	1	—	2	21	12
Arlon	2	7	—	1	12	2	11	7	1	9	1	1	5	3	35	30
Marche-en-Famenne	1	—	—	—	2	1	—	—	—	—	1	—	—	—	4	1
Neufchâteau	—	2	—	—	—	—	—	4	3	—	2	—	—	1	6	6
Namur	12	4	2	10	24	15	9	15	8	6	3	5	4	7	62	62
Dinant	1	2	1	—	6	12	2	3	—	—	2	2	—	1	12	20
Totaux :	331	273	306	186	477	364	273	293	186	237	346	145	105	129	2,024	1,627

* G = Garçons, F = Filles.

Tableau n° 16. - MOUVEMENT DE LA POPULATION DANS LES

ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS	ENTRÉS								Total
	Présents au 1 ^{er} janvier	Entrés pendant l'année	Total des mineurs observés	à la suite d'une décision du juge des enfants				Rendus à leurs parents	
				Confiés à un particulier	Confiés à une société ou à une institution	Placés dans un établissement de l'État	Placés dans un établissement spécial approprié à leur état		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Privés.									
Woluwe-Saint-Pierre : poste d'observation de l'Institut du Bon Pasteur (filles)	15	44	59	2	—	49	1	1	53
Anvers : quartier d'observation de l'Institut Sainte-Marguerite de Cortone (filles)	17	99	116	12	3	70	8	4	97
Gand : quartier d'observation Notre-Dame de la Miséricorde (filles)	14	63	77	7	—	41	5	3	56
Total :	46	206	252	21	3	160	14	8	206
D'Etat.									
Moll (garçons)	157	632	789	79	28	35	346	80	568
Namur (filles)	69	191	260	35	6	9	127	20	197
Total :	226	823	1,049	114	34	44	473	100	765

Tableau n° 17. - MOUVEMENT DE LA POPULATION

Liberté surveillée. - Placements familiaux. Établissements d'éducation privés. - Établissements

NATURE DE LA MESURE	ENTRÉS				SORTIS				
	Présents au 1 ^{er} janvier	Entrés pendant l'année	Total	Mineurs qui par décision du juge des enfants ont été soumis à une autre mesure ou rendus à la liberté pure et simple	Evadés	Décédés	Aliénés	Entrés à l'armée	Rapatriés
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Liberté surveillée									
Garçons	11,939	1,609	13,548	392	—	3	—	—	—
Filles	3,174	703	3,877	201	—	—	—	—	—
Placements familiaux									
Garçons	517	300	817	245	20	—	1	35	1
Filles	383	335	718	242	7	—	1	—	1
Établissements d'éducation privée									
Garçons	604	362	966	377	9	1	—	18	—
Filles	892	548	1,440	535	8	—	2	—	1
Établissements spéciaux privés									
Garçons	228	140	368	106	1	1	4	3	1
Filles	319	171	490	190	3	1	4	—	—
Établissements d'éducation de l'État :									
Ruyselede-Wynghene (garçons)	268	146	414	105	4	—	—	26	—
Saint-Hubert (garçons)	294	346	640	266	65	—	—	25	—
Moll (garçons)	127	129	256	37	31	—	2	20	1
Bruges (filles)	48	45	93	33	—	—	2	—	—
Saint-Servais (filles)	114	131	245	107	11	—	3	—	1
Jumet. Home colaire (garçons)	36	61	97	3	10	—	—	—	—
Établissements spéciaux de l'État :									
Moll (établissement pour anormaux avec colonie familiale pour garçons)	85	86	171	57	10	—	1	6	—
Bruges (asile-clinique avec maternité pour jeunes filles atteintes de maladies vénériennes)									
Mineurs	57	40	97	36	2	—	—	—	1
Nourissons	8	21	29	14	—	1	—	—	—
Totaux									
Garçons	14,098	3,179	17,277	1,588	150	5	8	133	3
Filles	4,987	1,973	6,960	1,344	31	1	12	—	4
Nourissons	8	21	29	14	—	1	—	—	—
Totaux généraux :	19,093	5,173	24,266	2,946	181	7	20	133	7

V. B. - Pour le calcul de la durée, les placements successifs dans les établissements de même espèce sont cumulés. - Incorporation, etc., ne sont comptés ni à la sortie, ni à la rentrée.

ÉTABLISSEMENTS D'OBSERVATION. - SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 1950.

Evadés	Décédés	Aliénés	Entrés à l'armée	Rapatriés	Sortis par expiration de terme (mineurs)	Total des sorties	RESTANT au 31 décembre, l'observation ayant à cette date une durée de								Total
							Moins de 15 jours	15 jours à moins de 1 mois	1 mois à moins de 2 mois	2 mois à moins de 3 mois	3 mois à moins de 6 mois	6 mois à moins de 1 an	1 an et plus		
														18	
—	—	—	—	—	—	53	—	—	2	3	1	—	—	—	6
5	—	—	—	1	—	103	2	2	9	—	—	—	—	—	13
—	—	—	—	—	—	56	3	1	5	4	8	—	—	—	21
5	—	—	—	1	—	212	5	3	16	7	9	—	—	—	40
16	—	7	1	9	1	602	22	24	42	49	43	7	—	—	187
6	—	—	—	—	1	204	4	5	14	17	15	1	—	—	56
22	—	7	1	9	2	806	26	29	56	66	58	8	—	—	243

PENDANT L'ANNÉE. - SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 1950.

spéciaux privés. - Établissements d'éducation de l'État. - Établissements spéciaux de l'État.

Sortis par expiration de terme	Transférés dans un autre établissement de l'État	Total des sorties	Moins de 1 an	1 an à moins de 2 ans	2 ans à moins de 3 ans	3 ans à moins de 4 ans	4 ans à moins de 5 ans	5 ans à moins de 6 ans	6 ans à moins de 7 ans	7 ans à moins de 8 ans	8 ans à moins de 9 ans	9 ans à moins de 10 ans	10 ans et plus	Total des mineurs restant au 31 décembre															
															11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25
2,125	—	2,520	1,472	1,425	1,549	1,364	1,415	1,055	768	891	502	402	184	11,028															
732	—	933	637	499	494	357	307	179	152	145	89	54	31	2,944															
47	—	349	193	118	68	38	29	19	2	—	1	—	—	468															
91	—	342	191	78	57	20	20	9	1	—	—	—	—	376															
9	—	414	184	142	104	59	28	16	2	8	6	3	—	552															
26	—	572	357	229	141	78	30	14	4	4	8	3	—	868															
8	—	124	94	67	30	21	10	10	5	5	—	1	1	244															
10	—	208	107	67	46	21	18	11	2	5	2	1	2	282															
4	9	148	112	72	42	24	11	2	1	—	—	—	2	266															
5	57	418	112	58	27	15	7	3	—	—	—	—	—	222															
12	19	122	76	37	12	8	1	—	—	—	—	—	—	134															
8	3	46	34	7	6	—	—	—	—	—	—	—	—	47															
3	11	136	75	24	9	—	—	1	—	—	—	—	—	109															
—	8	21	50	26	—	—	—	—	—	—	—	—	—	76															
1	17	92	51	13	7	1	7	—	—	—	—	—	—	79															
4	6	49	1	3	4	7	10	5	1	3	3	3	5	48															
—	—	15	2	—	2	5	4	—	—	—	—	—	—	14															
2,211	110	4,208	2,344	1,959	1,839	1,530	1,508	1,105	778	904	509	408	185	13,069															
874	20	2,286	1,402	907	757	483	385	219	163	157	102	61	38	4,674															
—	—	15	2	—	2	5	4	—	—	—	—	—	—	14															
3,085	130	6,509	3,748	2,866	2,598	2,018	1,897	1,324	941	1,061	612	469	223	17,757															

Les transferts provisoires, visites aux parents, envois à l'hôpital, mises à la disposition d'un magistrat, visites pour incor-

Tableau n° 18. - SITUATION PAR ARRONDISSEMENT AU 31 DÉCEMBRE 1950.
DES MINEURS QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE MESURE PRISE PAR LE JUGE DES ENFANTS.

ARRONDISSEMENTS	En liberté surveillée dans leur famille	Confiés à un particulier			Confiés à une société ou à un établissement privé			Confiés à un établissement spécial privé			Placés dans un établissement de l'Etat			Totaux
		avec frais	sans frais	Total	avec frais	sans frais	Total	avec frais	sans frais	Total	spécial	d'éducation	Total	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
Bruxelles	1,927	---	96	96	274	6	280	156	2	158	19	186	205	2,666
Louvain	435	---	19	19	37	---	37	17	1	18	3	35	38	547
Nivelles	260	---	23	23	23	---	23	29	2	31	2	16	18	355
Auvers	1,644	---	61	61	127	2	129	29	2	31	7	93	100	1,965
Malines	539	---	13	13	22	1	23	4	1	5	4	15	19	599
Turnhout	160	---	4	4	9	---	9	4	---	4	5	4	9	186
Mons	370	---	35	35	94	---	94	24	1	25	9	50	59	583
Charleroi	1,547	---	268	268	357	11	368	80	8	88	34	149	183	2,451
Tournai	374	---	37	37	50	---	50	16	---	16	4	20	24	501
Gand	1,236	1	28	29	118	2	120	10	1	11	9	42	51	1,447
Audenarde	357	---	7	7	10	---	10	1	---	1	1	5	6	381
Termonde	617	---	2	2	10	---	10	4	---	4	2	19	21	654
Bruges	343	---	6	6	11	---	11	3	---	3	---	12	12	375
Courtrai	322	---	13	13	15	1	16	9	---	9	3	22	25	385
Furnes	134	---	4	4	6	---	6	1	---	1	1	4	5	150
Ypres	297	---	3	3	9	1	10	2	---	2	2	7	9	321
Liège	1,223	---	88	88	92	5	97	48	3	51	14	75	89	1,548
Huy	208	---	22	22	6	---	6	7	---	7	1	14	15	258
Verviers	333	---	12	12	16	---	16	5	---	5	1	18	19	385
Tongres	531	---	23	23	27	1	28	7	---	7	1	17	21	610
Hasselt	154	---	5	5	8	2	10	3	---	3	3	7	10	182
Arlon	207	---	21	21	21	4	25	6	---	6	2	3	5	264
Marche-en-Famenne	71	---	2	2	---	1	1	---	---	---	1	3	4	78
Neufchâteau	62	---	5	5	1	---	1	2	---	2	1	2	3	73
Namur	338	---	33	33	30	---	30	31	---	31	4	17	21	453
Dinant	283	---	13	13	8	2	10	7	---	7	5	19	24	337
Totaux :	13,972	1	843	844	1,381	39	1,420	505	21	526	141	854	995	17,757

Tableau n° 19. - ANCIENS MINEURS DE JUSTICE AYANT ATTEINT LEUR 30^e ANNÉE.
CONDAMNATIONS ENCOURUES AU 31 DÉCEMBRE, DEPUIS LEUR MAJORITÉ.

RÉGIME LE PLUS SÉVÈRE APPLIQUÉ PENDANT LA MINORITÉ	Nombre de mineurs auxquels ce régime a été appliqué	Individus qui, depuis leur majorité, ont été condamnés à											Total des individus qui ont été condamnés après leur majorité	Individus qui n'ont subi aucune condamnation après leur majorité	
		une ou plusieurs condamnations de police	une condamnation correctionnelle	deux condamnations correctionnelles	trois condamnations correctionnelles	quatre condamnations correctionnelles	cinq condamnations correctionnelles	plus de cinq condamnations correctionnelles	Condamnés par une cour d'assises	Interdits pour vagabondage	Condamnés par une juridiction militaire	Condamnés par plusieurs cours et tribunaux			
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	
HOMMES.															
Liberté surveillée	1,060	65	148	35	11	7	7	5	1	1	53	139	472	588	
Placement chez un particulier	19	---	1	---	---	---	---	---	---	---	1	2	1	15	
Placement dans une institution privée	99	7	7	3	---	---	---	---	---	---	8	14	39	60	
Placement dans un établissement spécial privé	12	2	1	---	---	---	---	---	---	---	1	3	7	5	
Placement dans un établissement de l'Etat	341	21	40	16	5	2	1	8	1	1	27	87	209	132	
Totaux :	1,531	95	197	54	16	9	8	13	2	2	90	245	731	800	
FEMMES.															
Liberté surveillée	285	8	32	12	5	2	1	---	---	---	2	---	7	69	216
Placement chez un particulier	8	1	2	---	---	---	---	---	---	---	2	---	1	6	2
Placement dans une institution privée	236	12	25	13	5	5	---	2	---	1	---	14	77	159	
Placement dans un établissement spécial privé	33	---	2	---	1	---	---	---	---	---	---	1	1	29	
Placement dans un établissement de l'Etat	141	5	21	9	4	1	2	2	---	2	---	8	54	87	
Totaux :	703	26	82	34	15	8	3	4	---	7	---	31	210	493	

Statistique sur l'application de la loi de Défense Sociale du 9 avril 1930

Extrait du « Bulletin de Statistique », n° 10, octobre 1951.

Année 1950

La méthode employée pour l'établissement des tableaux ci-dessous, est greffée sur la tenue du casier judiciaire.

En ce qui concerne l'internement, des bulletins individuels spéciaux sont adressés au casier par le greffier de la juridiction compétente pour chaque cas.

En ce qui concerne la mise à la disposition du gouvernement, chaque mesure est annotée comme peine accessoire sur le bulletin de condamnation correspondant, adressé au casier judiciaire.

Le dépouillement des bulletins spéciaux et des peines accessoires portées aux bulletins de condamnation, a permis de confectionner les tableaux suivants :

Un tableau I dénombrant, par sexe et par terme d'internement, les inculpés en état de démence, de déséquilibre mental ou de débilité mentale avec indication de la nature de l'infraction commise;

Un tableau II qui relève les décisions prises par les commissions instituées auprès des annexes psychiatriques;

Un tableau III dénombrant, par sexe et par terme de mise à la disposition du gouvernement, les récidivistes ou délinquants d'habitude, avec indication de la nature de l'infraction faisant l'objet de la dernière condamnation;

Un tableau IV répartissant d'après les juridictions, qui les ont ordonnées, les mesures prises en vertu de la loi de défense sociale.

Tableau I. — DÉCISIONS D'INTERNEMENT D'INCLUPÉS EN ÉTAT DE DÉMENCE, DE DÉSÉQUILIBRE MENTAL, OU DE DÉBILITÉ MENTALE (1950).

NATURE DE L'INFRACTION COMMISE 1	Inculpés internés par application de l'article 7								
	pendant 5 ans		pendant 10 ans		pendant 15 ans		Totaux		
	Hommes 2	Femmes 3	Hommes 4	Femmes 5	Hommes 6	Femmes 7	Hommes 8	Femmes 9	Ensemble 10
Juridiction d'instruction.									
<i>Crimes contre :</i>									
La vie et l'intégrité corporelle	1	—	9	2	4	1	14	3	17
Les mœurs	49	—	29	—	—	—	78	—	78
La famille (avortement)	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Les biens :</i>									
Incendie	—	—	10	2	—	—	10	2	12
Faux en écritures	16	2	4	—	—	—	20	2	22
Vols qualifiés	45	2	8	—	1	—	54	2	56
Autres crimes	—	—	3	—	—	—	3	—	3
<i>Délits contre :</i>									
L'intégrité corporelle	19	—	—	—	—	—	19	—	19
Les mœurs	38	3	—	1	—	—	38	4	42
La famille (avortement)	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Les biens :</i>									
Vols	35	7	1	—	—	—	36	7	43
Escroqueries	11	1	—	—	—	—	11	1	12
Abus de confiance	5	1	—	—	—	—	5	1	6
L'autorité	2	—	—	—	—	—	2	—	2
Autres délits	16	2	1	—	—	—	17	2	19
Total :	237	18	65	5	5	1	307	24	331
Juridiction de jugement.									
<i>Crimes contre :</i>									
La vie et l'intégrité corporelle	—	—	—	1	1	—	1	1	2
Les mœurs	12	—	3	—	—	—	15	—	15
<i>Les biens :</i>									
Incendie	—	—	1	—	—	—	1	—	1
Faux en écritures	8	1	—	—	—	—	8	1	9
Vols qualifiés	4	—	1	—	—	—	5	—	5
Autres crimes	—	—	1	—	2	—	3	—	3
<i>Délits contre :</i>									
L'intégrité corporelle	2	—	—	—	—	—	2	—	2
Les mœurs	5	1	—	—	—	—	5	1	6
<i>Les biens :</i>									
Vols	2	2	—	—	—	—	2	2	4
Escroqueries	2	1	—	—	—	—	2	1	3
Abus de confiance	1	—	—	—	—	—	1	—	1
L'autorité	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres délits	8	1	1	—	—	—	9	1	10
Total :	44	6	7	1	3	—	54	7	61
Article 23	—	—	—	—	—	—	25	6	31
Le Royaume :	281	24	72	6	8	1	386	37	423

Tableau II. — DÉCISIONS PRISES PAR LES COMMISSIONS INSTITUÉES AUPRÈS DES ANNEXES PSYCHIATRIQUES (1950).

ANNÉES 1	Nombre de libérations définitives (art. 20) 2	Nombre de libérations à l'essai (art. 21) 3	Nombre de révocations (art. 14 et 21) 4	Nombre de prolongations d'internement (art. 22) 5
1950	39	136	39	6
1949	72	167	63	2
1948	68	172	47	4
1947	53	188	47	4
1946	55	149	24	5
1945	120	147	30	4
1944	137	133	41	2
1943	301	169	41	5

Tableau III. — RÉCIDIVISTES OU DÉLINQUANTS D'HABITUDE MIS À LA DISPOSITION DU GOUVERNEMENT (1950).

NATURE DES INFRACTIONS DONT CONDAMNATION 1	en vertu de l'article 25				en vertu de l'article 24		Totaux		
	pendant 5 ans		pendant 10 ans		pendant 20 ans		Hommes 8	Femmes 9	Ensemble 10
	Hommes 2	Femmes 3	Hommes 4	Femmes 5	Hommes 6	Femmes 7			
<i>Crimes contre :</i>									
Les mœurs	1	—	1	—	—	—	2	—	2
<i>Les biens : Vols qualifiés</i>									
Faux en écritures	4	—	10	—	—	—	14	—	14
<i>Délits contre :</i>									
<i>L'intégrité corporelle</i>									
Les mœurs	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Les biens : Vols</i>									
Escroqueries	7	—	5	—	—	—	12	—	12
Abus de confiance	1	—	3	—	—	—	4	—	4
<i>L'autorité</i>									
Autres délits	2	—	1	—	—	—	3	—	3
Le Royaume :	16	—	22	—	—	—	38	—	38

Tableau IV. — RÉPARTITION DES MESURES D'INTERNEMENT ET DE MISES À LA DISPOSITION DU GOUVERNEMENT, D'APRÈS LES JURIDICTIONS QUI LES ONT ORDONNÉES (1950).

SIÈGE 1	Internements			Mises à la disposition du gouvernement 5	Ensemble des mesures en vertu de la loi 6
	Juridictions d'instruction 2	Juridictions de jugement 3	Total 4		
COURS D'ASSISES.					
	—	1	1	—	1
COUR MILITAIRE.					
	—	5	5	—	5
COUR D'APPEL.					
Bruxelles	30	9	39	10	49
Gand	5	3	8	9	17
Liège	9	2	11	1	12
Total :	44	14	58	20	78
TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE.					
Bruxelles	46	8	54	5	59
Louvain	7	2	9	—	9
Nivelles	7	—	7	—	7
Anvers	57	5	62	2	64
Malines	7	3	10	—	10
Turnhout	5	—	5	—	5
Mons	20	—	20	1	21
Charleroi	27	4	31	1	32
Tournai	14	4	18	—	18
Gand	21	2	23	—	23
Audenarde	1	1	2	—	2
Termonde	11	1	12	1	13
Bruges	5	1	6	3	9
Courtrai	7	2	9	1	10
Furnes	2	—	2	1	3
Ypres	8	1	9	—	9
Liège	5	—	5	3	8
Huy	3	—	3	—	3
Verviers	3	—	3	—	3
Tongres	9	—	9	—	9
Hasselt	2	—	2	—	2
Arlon	2	—	2	—	2
Marche-en-Famenne	—	—	—	—	—
Neufchâteau	10	1	11	—	11
Namur	8	1	9	—	9
Dinant	—	—	—	—	—
Total :	287	36	323	18	341
CONSEILS DE GUERRE.					
	—	5	5	—	5
Total général :	331	61	392	38	430

Statistiques des grâces et de la libération conditionnelle

Extrait du « Bulletin de Statistique », n° 10, octobre 1951.

Patronage des détenus

1. — GRÂCES : REQUÊTES SOUMISES, REJETÉES ET ACCUEILLIES (1950).

ANNÉES	Requêtes soumises au Roi après examen par le Ministère de la Justice		Requêtes rejetées		Requêtes accueillies totallement ou partiellement	
	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%
1932	7,218	—	4,690	64.98	2,528	35.02
1933	8,644	—	5,643	65.28	3,001	34.72
1934	11,744	—	7,839	66.75	3,905	33.25
1935	11,390	—	7,652	67.18	3,738	32.82
1936	9,784	—	6,479	66.22	3,305	33.78
1937	9,300	—	6,166	66.30	3,134	33.70
1938	8,275	—	5,468	66.08	2,807	33.92
1939	8,842	100	5,634	63.72	3,208	36.28
1940	5,957	—	3,501	57.77	2,456	41.23
1941	9,300	—	4,240	45.59	5,060	54.41
1942	11,783	—	4,392	37.27	7,391	62.73
1943	12,892	—	6,055	46.97	6,837	53.03
1944	10,342	—	5,106	49.38	5,236	50.62
1945	15,867	—	6,617	41.70	9,250	58.30
1946	18,654	—	6,706	35.94	11,948	64.06
1947	16,517	—	6,559	39.71	9,958	60.29
1948	18,882	—	7,141	37.81	11,741	62.19
1949	11,171	—	5,011	44.85	6,160	55.15
1950	10,715	—	4,885	45.59	5,830	54.41

2. — LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES. NOMBRE DE PROPOSITIONS ET DE REQUÊTES ACCUEILLIES ET REJETÉES. — MOTIFS DE REJETS. 1950.

* Les renseignements relatifs au tableau 2 ne sont plus relevés au Ministère de la Justice depuis l'année 1946.

3. — LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES. —

ANNÉES	SEXE		AGE							ETAT CIVIL			
	Hommes	Femmes	Moins de 20 ans	de 20 à moins de 25 ans	de 25 à moins de 30 ans	de 30 à moins de 40 ans	de 40 à moins de 50 ans	de 50 à moins de 60 ans	60 ans et plus	Célibataires	Mariés	Veufs	Divorcés
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
1948(1)	3,627	354	27	679	935	1,048	802	373	117	1,647	2,105	118	111
1948(2)	1,842	—	2	323	460	543	413	96	5	831	578	17	416
1949(1)	3,445	352	14	394	996	1,024	862	385	122	1,491	2,065	107	134
1949(2)	1,987	—	—	175	761	574	330	114	33	986	925	33	43
1950(1)	3,252	322	11	217	721	1,111	914	476	124	1,195	2,068	141	170
1950(2)	721	1	1	9	132	308	184	80	8	253	429	11	29

4. — LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES. — RENSEIGNEMENTS

ANNÉES	DURÉE DE LA PEINE									
	PRONONCÉE									
	Moins de 1 an	de 1 à moins de 2 ans	de 2 à moins de 5 ans	de 5 à moins de 10 ans	de 10 à moins de 20 ans	de 20 ans et plus	à perpétuité	moins de 3 mois	de 3 à moins de 6 mois	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	
1948(1)	147	441	1,318	1,732	304	39	—	321	347	
1948(2)	6	18	265	1,004	466	83	—	16	9	
1949(1)	136	357	883	1,332	1,022	66	1	270	306	
1949(2)	2	9	90	759	1,124	3	—	12	15	
1950(1)	127	258	563	633	1,828	163	2	180	193	
1950(2)	3	13	46	148	403	109	—	8	7	

5. — SUITE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES (1950).

ANNÉES	LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES RÉVOQUÉES						Libérations devenues définitives par expiration du temps d'épreuve
	moins de 1 an après l'octroi	de 1 à moins de 2 ans après l'octroi	de 2 à moins de 5 ans après l'octroi	de 5 à moins de 10 ans après l'octroi	10 et plus de 10 ans après l'octroi	Total des révocations	
1	2	3	4	5	6	7	8
1948(1)	26	20	6	7	3	62	1,718
1948(2)	—	—	—	—	—	—	120
1949(1)	26	54	19	2	—	101	2,400
1949(2)	—	9	2	—	—	11	451
1950(1)	4	17	19	7	—	47	1,620
1950(2)	—	2	1	—	—	3	170

(1) = Les prisons.
(2) = Les centres d'internement.

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX LIBÉRÉS (1950).

ANNÉES	ANTÉCÉDENTS			NATURE DE L'INFRACTION DONT ILS PURGEAIENT LA PEINE									
	Sans	Une condamnation antérieure	Plusieurs condamnations antérieures	Crimes et délits de nature politique ou contraires à l'ordre public	Crimes et délits contre la sécurité publique	Vol, escroqueries, fraudes, tromperies, falsifications	Crimes et délits contre l'ordre des familles	Crimes et délits contre la moralité publique	Meurtres ou lésions corporelles	Attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile	Calomnies et injures	Destructions, dégradations, dommages	
1	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	
1948(1)	2,804	642	535	1,783	612	1,349	19	141	73	—	—	4	
1948(2)	1,398	301	143	1,816	14	4	—	6	2	—	—	—	
1949(1)	2,711	481	605	2,410	496	639	32	135	73	—	—	12	
1949(2)	1,693	138	156	1,975	—	8	—	4	—	—	—	—	
1950(1)	2,239	561	774	2,152	445	633	23	231	83	—	—	4	
1950(2)	559	88	75	544	166	4	—	8	—	—	—	—	

RELATIFS AUX LIBÉRATIONS ACCORDÉES (1950).

ANNÉES	RESTANT A SUBIR						DURÉE DU TEMPS D'ÉPREUVE					
	de 6 mois à moins de 1 an	de 1 à moins de 2 ans	de 2 à moins de 3 ans	de 3 à moins de 5 ans	de 5 à moins de 10 ans	durée indéfinie	2 ans	de plus de 2 à moins de 5 ans	de 5 à moins de 10 ans	de 10 à moins de 20 ans	20 ans et plus	à perpétuité
1	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22
1948(1)	495	1,124	931	576	175	12	1,206	1,625	960	168	9	13
1948(2)	123	268	583	533	310	—	150	529	857	306	—	—
1949(1)	453	567	411	745	1,026	19	1,024	773	971	998	11	17
1949(2)	40	112	215	523	1,070	—	65	195	651	1,076	—	—
1950(1)	292	325	243	430	1,859	52	674	418	645	1,714	111	12
1950(2)	10	32	54	100	493	18	21	68	112	491	30	—

6. — PATRONAGE DES DÉTENUS (1950).

ANNÉES	Nombre de prévenus visités		Nombre de condamnés visités		Nombre de visites faites aux prévenus		Nombre de visites faites aux condamnés	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	à des hommes	à des femmes	à des hommes	à des femmes
1	2	3	4	5	6	7	8	9
1948(1)	1,947	692	9,552	1,633	1,646	974	5,816	2,459
1948(2)	14	—	1,493	—	63	—	1,416	—
1949(1)	1,302	468	4,553	2,011	924	821	6,712	3,305
1949(2)	4	—	635	—	3	—	89	—
1950(1)	953	410	4,385	2,113	336	374	6,182	1,239
1950(2)	28	—	1,823	—	5	—	20	—

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES
ET DES CLASSES MOYENNES
INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE

**DIVORCES
ET
SÉPARATIONS DE CORPS**



EXTRAIT DU « BULLETIN DE STATISTIQUE »

N° 11. — Novembre 1951.

Affaires terminées pendant l'année 1950
par les
Tribunaux de 1^{re} Instance

Tableau 1. - DIVORCES - COMPTE DES

SPECIFICATIONS	Bruxelles	Louvain	Nivelles	Anvers	Malines	Turnhout	Mons	Charleroi	Tournai	Gand	Audenarde
Nombre total de demandes	1,609	83	103	813	78	15	422	649	111	391	68
<i>Répartition de ces demandes :</i>											
1. D'après la suite réservée :											
a) Demandes accueillies	1,437	77	85	703	73	15	385	589	96	352	58
b) Demandes rejetées	172	6	16	109	5	—	34	60	15	39	10
c) Demandes abandonnées	—	—	2	1	—	—	3	—	—	—	—
<i>Total des demandes :</i>	1,609	83	103	813	78	15	422	649	111	391	68
2. D'après les motifs invoqués et la suite réservée :											
a) Excès, sévices ou injures graves :											
1. Demandes accueillies	578	39	34	406	40	10	192	251	33	188	19
2. Demandes rejetées et abandonnées	164	6	17	104	5	—	37	55	14	39	10
<i>Total :</i>	742	45	51	510	45	10	229	306	47	227	29
b) Adultère du mari :											
1. Demandes accueillies	290	11	19	98	9	1	42	98	23	69	15
2. Demandes rejetées et abandonnées	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Total :</i>	290	11	20	98	9	1	42	98	23	69	15
c) Adultère de la femme :											
1. Demandes accueillies	319	16	15	122	20	2	121	171	29	79	17
2. Demandes rejetées et abandonnées	7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Total :</i>	326	16	15	122	20	2	121	171	29	79	17
d) Condamnation à une peine criminelle du mari :											
1. Demandes accueillies	—	—	1	—	—	—	—	3	—	—	1
2. Demandes rejetées et abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Total :</i>	—	—	1	—	—	—	—	3	—	—	1
e) Condamnation à une peine criminelle de la femme :											
1. Demandes accueillies	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—
2. Demandes rejetées et abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Total :</i>	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—
f) Conversion de séparation de corps :											
1. Demandes accueillies	6	—	1	2	—	—	—	1	—	—	2
2. Demandes rejetées et abandonnées	1	—	—	2	—	—	—	2	1	—	—
<i>Total :</i>	7	—	1	4	—	—	—	3	1	—	2

DEMANDES INTRODUITES (ANNÉE 1950).

Termonde	Bruges	Courtrai	Furnes	Ypres	Liège	Huy	Verviers	Tongres	Hasselt	Arlon	Marche	Neuf-château	Namur	Dinant	Le Royaume
95	131	175	27	38	556	53	189	23	20	44	10	7	129	46	5,885
88	109	117	18	28	514	45	116	22	18	39	7	7	109	41	5,148
7	22	12	5	10	42	5	54	1	2	5	3	—	9	5	648
—	—	46	4	—	—	3	19	—	—	—	—	—	11	—	89
95	131	175	27	38	556	53	189	23	20	44	10	7	129	46	5,885
45	46	73	12	16	266	22	72	6	3	14	2	5	52	20	2,444
6	19	58	9	10	39	7	72	1	1	5	3	—	19	5	705
51	65	131	21	26	305	29	144	7	4	19	5	5	71	25	3,149
13	22	21	1	3	49	4	5	3	4	7	—	—	6	1	814
—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	2
13	22	21	1	3	49	4	5	3	5	7	—	—	6	1	816
26	24	22	4	9	81	8	15	7	7	16	5	1	27	15	1,178
—	1	—	—	—	2	1	1	—	—	—	—	—	1	—	13
26	25	22	4	9	83	9	16	7	7	16	5	1	28	15	1,191
—	2	1	—	—	—	—	—	2	1	—	—	—	—	—	11
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	2	1	—	—	—	—	—	2	1	—	—	—	—	—	11
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2
1	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	1	—	16
1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	7
1	—	—	—	—	1	—	1	—	—	—	—	1	1	—	23

Tableau 1 (suite). - DIVORCES - COMPTE DES

SPÉCIFICATIONS	Bruxelles	Louvain	Nivelles	Anvers	Malines	Turnhout	Mons	Charleroi	Tournai	Gand	Audenarde
g) Consentement mutuel :											
1. Demandes accueillies	244	11	15	75	4	2	30	63	11	16	4
2. Demandes rejetées et abandonnées.....	—	—	—	4	—	—	—	3	—	—	—
Total :	244	11	15	79	4	2	30	66	11	16	4
Total des demandes :	1,609	83	103	813	78	15	422	649	111	391	68
3. D'après l'auteur :											
a) Demandes formées par le mari	624	34	38	375	41	8	249	324	58	189	39
b) Demandes formées par la femme	741	38	50	359	33	5	143	259	42	186	25
c) Demandes formées par consentement mutuel	244	11	15	79	4	2	30	66	11	16	4
Total des demandes :	1,609	83	103	813	78	15	422	649	111	391	68

Tableau 2. - DIVORCES. -

SPÉCIFICATIONS	Bruxelles	Louvain	Nivelles	Anvers	Malines	Turnhout	Mons	Charleroi	Tournai	Gand	Audenarde
I. Nombre de ménages en instance :											
1. Total des demandes.....	1,609	83	103	813	78	15	422	649	111	391	68
2. Demandes à décompter :											
a) Doubles	111	—	18	68	7	—	34	60	13	50	11
b) Réintroduites la même année	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
A décompter :	111	—	18	68	7	—	34	60	13	50	11
3. Nombre de ménages en instance	1,498	83	85	745	71	15	388	589	98	341	57
II. Répartition de ces ménages :											
1. D'après la situation de famille :											
a) Pas ou plus d'enfants	904	44	32	303	27	5	188	335	47	199	23
b) 1 enfant	426	25	38	215	26	8	135	171	29	93	22
c) 2 enfants	133	8	7	76	12	1	51	53	9	34	6
d) 3 enfants	23	5	5	29	4	1	8	20	6	8	2
e) 4 enfants	8	—	2	8	—	—	4	5	2	3	2
f) 5 enfants	2	—	1	4	1	—	—	3	1	3	—
g) 6 enfants et plus.....	2	1	—	4	1	—	2	2	1	1	2
h) Situation inconnue	—	—	—	106	—	—	—	—	3	—	—
Total des ménages :	1,498	83	85	745	71	15	388	589	98	341	57
2. D'après la durée du mariage :											
a) Moins d'un an	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—
b) De 1 à 5 ans	116	8	10	91	12	1	47	98	12	33	12
c) De 5 à 10 ans	417	31	17	249	14	5	94	144	25	89	9
d) De 10 à 20 ans	662	28	41	278	23	6	180	221	39	136	30
e) De 20 à 30 ans	267	13	15	88	20	3	61	106	16	71	5
f) De 30 à 40 ans	30	2	2	15	—	—	6	19	5	11	—
g) De 40 à 50 ans	6	1	—	—	—	—	—	1	1	1	1
h) Plus de 50 ans	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
i) Durée inconnue	—	—	—	24	—	—	—	—	—	—	—
Total des ménages :	1,498	83	85	745	71	15	388	589	98	341	57

DEMANDES INTRODUITES (ANNÉE 1950).

Termonde	Bruges	Courtrai	Furnes	Ypres	Liège	Huy	Verviers	Tongres	Hasselt	Arlon	Marche	Neuf-château	Namur	Dinant	Le Royaume
4	15	—	1	—	117	11	23	4	3	2	—	—	23	5	683
—	2	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10
4	17	—	1	—	118	11	23	4	3	2	—	—	23	5	693
95	131	175	27	38	556	53	189	23	20	44	10	7	129	46	5,885
55	57	87	16	24	226	20	94	7	7	28	6	3	66	30	2,705
36	57	88	10	14	212	22	72	12	10	14	4	4	40	11	2,487
4	17	—	1	—	118	11	23	4	3	2	—	—	23	5	693
95	131	175	27	38	556	53	189	23	20	44	10	7	129	46	5,885

MÉNAGES EN INSTANCE (ANNÉE 1950).

Termonde	Bruges	Courtrai	Furnes	Ypres	Liège	Huy	Verviers	Tongres	Hasselt	Arlon	Marche	Neuf-château	Namur	Dinant	Le Royaume
95	131	175	27	38	556	53	189	23	20	44	10	7	129	46	5,885
10	22	16	4	5	16	5	24	—	—	4	2	—	12	—	492
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
10	22	16	4	5	16	5	24	—	—	4	2	—	12	—	492
85	109	159	23	33	540	48	165	23	20	40	8	7	117	46	5,393
30	57	44	6	15	334	24	55	9	7	16	6	5	50	22	2,787
30	26	64	9	12	135	15	65	8	5	16	1	1	48	15	1,638
16	18	34	5	5	53	7	30	4	2	7	1	1	11	5	589
3	5	11	—	1	14	2	10	—	2	1	—	—	5	4	169
6	3	3	1	—	2	—	3	1	2	—	—	—	—	—	55
—	—	1	2	—	2	—	1	—	—	—	—	—	2	—	23
—	—	2	—	—	—	—	1	1	1	—	—	—	1	—	22
—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	110
85	109	159	23	33	540	48	165	23	20	40	8	7	117	46	5,393
—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	—	—	1
11	5	12	2	6	83	10	32	1	2	3	1	2	11	8	629
20	41	41	5	10	135	15	42	10	6	16	—	1	39	14	1,189
32	44	66	7	13	219	13	61	8	6	15	3	2	45	13	2,191
21	15	35	7	4	87	8	28	4	6	5	4	1	21	10	921
1	4	4	2	—	16	2	—	—	—	1	—	—	1	1	122
—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	24
85	109	159	23	33	540	48	165	23	20	40	8	7	117	46	5,393

Tableau 3. — SÉPARATIONS DE CORPS. — COMPTE

SPECIFICATIONS	Bruxelles	Louvain	Nivelles	Anvers	Malines	Turnhout	Mons	Charleroi	Tournai	Gand	Audenarde
Nombre total de demandes	82	10	7	29	5	4	21	11	12	24	6
<i>Répartition de ces demandes :</i>											
1. D'après la suite réservée :											
a) Demandes accueillies	72	7	4	23	4	1	16	9	9	21	4
b) Demandes rejetées	10	3	2	5	—	3	4	1	3	3	2
c) Demandes abandonnées	—	—	1	1	1	—	1	1	—	—	—
<i>Total des demandes :</i>	82	10	7	29	5	4	21	11	12	24	6
2. D'après les motifs invoqués et la suite réservée :											
Excès, sévices ou injures graves :											
1. Demandes accueillies	49	5	1	21	3	1	10	6	4	17	3
2. Demandes rejet. et abandon.	10	3	2	6	1	3	5	2	3	3	2
<i>Total :</i>	59	8	3	27	4	4	15	8	7	20	5
b) Adultère du mari :											
1. Demandes accueillies	21	—	1	1	1	—	3	1	5	4	1
1. Demandes rejet. et abandon.	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Total :</i>	21	—	2	1	1	—	3	1	5	4	1
c) Adultère de la femme :											
1. Demandes accueillies	2	2	2	1	—	—	3	2	—	—	—
2. Demandes rejet. et abandon.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Total :</i>	2	2	2	1	—	—	3	2	—	—	—
d) Condamnation à une peine criminelle du mari :											
1. Demandes accueillies	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Demandes rejet. et abandon.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Total :</i>	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) Condamnation à une peine criminelle de la femme :											
1. Demandes accueillies	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Demandes rejet. et abandon.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Total :</i>	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>Total des demandes :</i>	82	10	7	29	5	4	21	11	12	24	6
3. D'après l'auteur :											
a) Demandes form. par le mari :	13	2	3	3	—	—	6	4	3	2	1
b) Demandes form. par la femme :	69	8	4	26	5	4	15	7	9	22	5
<i>Total des demandes :</i>	82	10	7	29	5	4	21	11	12	24	6

DES DEMANDES INTRODUITES (ANNÉE 1950).

Termonde	Bruges	Courtrai	Furnes	Ypres	Liège	Huy	Verviers	Tongres	Hasselt	Arlon	Marche	Neufchâteau	Namur	Dinant	Le Royaume
9	10	23	9	6	24	6	26	1	1	2	3	—	24	10	365
7	9	17	7	4	22	1	16	1	1	1	3	—	18	8	285
2	1	3	1	2	2	5	4	—	—	1	—	—	4	2	63
—	—	3	1	—	—	—	6	—	—	—	—	—	2	—	17
9	10	23	9	6	24	6	26	1	1	2	3	—	24	10	365
5	5	11	7	4	17	1	14	1	1	—	2	—	14	4	206
2	1	6	2	2	2	5	9	—	—	1	—	—	6	2	78
7	6	17	9	6	19	6	23	1	1	1	2	—	20	6	284
1	3	3	—	—	2	—	1	—	—	1	—	—	2	4	55
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
1	3	3	—	—	2	—	1	—	—	1	—	—	2	4	56
1	1	3	—	—	3	—	1	—	—	—	1	—	1	—	23
—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	1
1	1	3	—	—	3	—	2	—	—	—	1	—	1	—	24
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	1
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
9	10	23	9	6	24	6	26	1	1	2	3	—	24	10	365
3	2	3	1	2	9	—	6	—	—	—	1	—	7	—	71
6	8	20	8	4	15	6	20	1	1	2	2	—	17	10	294
9	10	23	9	6	24	6	26	1	1	2	3	—	24	10	365

Tableau 4. — SÉPARATIONS DE CORPS.

SPECIFICATIONS	Bruxelles	Louvain	Nivelles	Anvers	Melins	Turnhout	Mons	Charleroi	Tournai	Gand	Audenarde
I. Nombre de ménages en instance :											
1. Total des demandes.....	82	10	7	29	5	4	21	11	12	24	6
2. Demandes à décompter :											
a) Doubles.....	3	—	1	2	—	—	1	—	—	—	—
b) Réintroduites la même année.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
<i>A décompter :</i>	3	—	1	2	—	—	1	—	—	—	—
3. Nombre de ménages en instance.....	79	10	6	27	5	4	20	11	12	24	6
II. Répartition de ces ménages :											
1. D'après la situation de famille :											
a) Pas ou plus d'enfants....	47	4	1	—	—	3	10	3	6	14	1
b) 1 enfant.....	12	2	3	10	3	—	7	4	3	5	1
c) 2 enfants.....	15	1	1	4	1	1	2	3	1	4	1
d) 3 enfants.....	3	2	1	3	1	—	1	—	2	1	2
e) 4 enfants.....	—	1	—	—	—	—	—	1	—	—	1
f) 5 enfants.....	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
g) 6 enfants et plus.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
h) Situation inconnue.....	—	—	—	10	—	—	—	—	—	—	—
<i>Total des ménages :</i>	79	10	6	27	5	4	20	11	12	24	6
2. D'après la durée du mariage :											
a) Moins d'un an.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) De 1 à 5 ans.....	1	—	2	2	—	—	1	—	2	—	—
c) De 5 à 10 ans.....	9	1	1	7	1	2	4	2	—	2	1
d) De 10 à 20 ans.....	32	5	2	8	3	1	8	4	3	8	2
e) De 20 à 30 ans.....	21	2	1	6	1	1	4	3	6	10	3
f) De 30 à 40 ans.....	15	1	—	3	—	—	2	2	—	3	—
g) De 40 à 50 ans.....	1	1	—	—	—	—	1	—	1	1	—
h) Plus de 50 ans.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
i) Durée inconnue.....	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—
<i>Total des ménages :</i>	79	10	6	27	5	4	20	11	12	24	6

MÉNAGES EN INSTANCE (ANNÉE 1950).

Termonde	Bruges	Courtrai	Furnes	Ypres	Litge	Huy	Verviers	Tongres	Hasselt	Arlon	Marche	Neuf-château	Namur	Dinant	Le Royaume
9	10	23	9	6	24	6	26	1	1	2	3	—	24	10	365
2	—	—	—	1	2	—	1	—	—	—	—	—	3	—	16
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2	—	—	—	1	2	—	1	—	—	—	—	—	3	—	16
7	10	23	9	5	22	6	25	1	1	2	3	—	21	10	349
3	1	8	1	2	17	5	4	—	—	1	2	—	6	5	144
1	2	2	6	3	2	—	10	—	—	—	1	—	4	1	82
3	4	6	—	—	2	1	7	—	1	1	—	—	5	3	67
—	1	2	—	—	1	—	2	1	—	—	—	—	1	1	25
—	—	2	1	—	—	—	1	—	—	—	—	—	4	—	11
—	1	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	6
—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	4
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10
7	10	23	9	5	22	6	25	1	1	2	3	—	21	10	349
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	1	1	1	4	3	—	4	—	—	—	1	—	1	—	24
2	1	2	1	—	5	—	2	—	—	—	—	—	4	—	47
3	3	13	2	—	6	2	8	—	—	1	1	—	5	2	122
2	3	4	4	1	6	2	7	1	—	1	1	—	9	5	104
—	2	3	1	—	2	2	2	—	1	—	—	—	1	2	42
—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	1	1	9
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
7	10	23	9	5	22	6	25	1	1	2	3	—	21	10	349

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES
ET DES CLASSES MOYENNES
INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE

STATISTIQUE DU VAGABONDAGE
ET DE LA MENDICITÉ EN 1950



EXTRAIT DU « BULLETIN DE STATISTIQUE »

N° 1. Janvier 1952.

Statistique du vagabondage et de la mendicité en 1950

La statistique du vagabondage et de la mendicité relate les mouvements de la population des établissements destinés aux vagabonds et mendiants adultes.

Les vagabonds et les mendiants sont envoyés soit aux dépôts de mendicité, soit aux maisons de refuge. Les premiers établissements sont destinés, d'après la loi, aux individus valides qui, au lieu de demander au travail leurs moyens de subsistance, exploitent la charité comme mendiants de profession, aux individus qui, par faiblesse, ivrognerie ou dérèglement de mœurs, vivent en état de vagabondage, et aux souteneurs de filles publiques. Les seconds hospitalisent les mendiants et vagabonds plutôt malheureux que coupables.



La répression du vagabondage et de la mendicité est réglée en ce qui concerne les individus âgés de 18 ans et plus par la loi du 27 novembre 1891 (1). En voici les principales dispositions :

Article 1^{er}. — Le gouvernement organisera, pour la répression du vagabondage et de la mendicité, des établissements de correction sous la dénomination de dépôts de mendicité, des maisons de refuge et des écoles de bienfaisance.

Art. 2. — Les établissements de correction dont il est fait mention à l'article précédent seront affectés exclusivement à l'internement des individus que l'autorité judiciaire mettra à la disposition du gouvernement pour être enfermés dans un dépôt de mendicité.

Les maisons de refuge, dont il est fait mention au même article, seront exclusivement affectées à l'internement des individus que l'autorité judiciaire mettra à la disposition du gouvernement pour y être internés et des individus dont l'internement dans une maison de refuge sera requis par l'autorité communale.

Art. 3. — Les individus âgés de plus de 18 ans accomplis, dont l'internement dans une maison

(1) Les mineurs âgés de moins de 18 ans accomplis qui sont trouvés mendiant ou vagabondant ou se livrant habituellement à la mendicité ou au vagabondage sont, en vertu de la loi du 15 mai 1912, déférés au juge des enfants institué par la dite loi.

de refuge sera demandé par l'autorité communale, y seront admis lorsqu'ils s'y présenteront volontairement, munis de l'expédition de l'arrêté d'un collège des bourgmestre et échevins autorisant leur admission.

Art. 4. — Lorsque l'internement dans une maison de refuge aura été demandé par une administration communale, les frais d'entretien seront à la charge de la commune.

Art. 5. — Les individus âgés de moins de 21 ans accomplis qui seront internés dans les dépôts de mendicité y seront entièrement séparés des reclus ayant dépassé cet âge.

Art. 6. — Les individus valides internés dans un dépôt de mendicité ou dans une maison de refuge seront astreints aux travaux prescrits dans l'établissement.

Ils recevront, sauf retrait par mesure disciplinaire, un salaire journalier sur lequel une retenue sera opérée pour former leur masse de sortie.

Le Ministre de la Justice fixera, pour les diverses catégories dans lesquelles les reclus seront rangés et d'après les travaux auxquels ils seront employés, le taux du salaire et le montant de la retenue.

Les masses de sortie seront délivrées aux intéressés, partie en espèces, partie en vêtements et outils.

Art. 7. — Le régime intérieur et la discipline des établissements seront réglés par arrêté royal.

Les détenus peuvent être soumis au régime de la séparation.

Art. 8. — Tout individu trouvé en état de vagabondage sera arrêté et traduit devant le tribunal de police.

Sont assimilés aux vagabonds les souteneurs de filles publiques.

Toutefois, la décision du juge de paix, en ce qui concerne cette dernière catégorie d'individus, sera susceptible d'opposition ou d'appel dans les délais prévus par le Code d'instruction criminelle.

Art. 9. — Tout individu trouvé mendiant pourra être arrêté et traduit devant le tribunal de police.

Art. 12. — Les juges de paix vérifient l'identité, l'âge, l'état physique, l'état mental et le genre de vie des individus traduits devant le tribunal de police du chef de vagabondage ou de mendicité.

Art. 13. — Ils mettent à la disposition du gouvernement, pour être enfermés dans un dépôt de mendicité, pendant deux ans au moins et sept ans au plus, les individus valides qui, au lieu de demander au travail leurs moyens de subsistance, exploitent la charité comme mendiants de profession, les individus qui, par fainéantise, ivrognerie ou dérèglement de mœurs, vivent en état de vagabondage et les souteneurs de filles publiques.

Art. 14. — Les tribunaux correctionnels pourront mettre à la disposition du gouvernement, pour être enfermés dans un dépôt de mendicité, pendant un an au moins et sept ans au plus, après leur peine subie, les vagabonds et mendiants qu'ils condamneront à un emprisonnement de moins d'un an du chef d'une infraction prévue par la législation pénale.

Art. 15. — Le Ministre de la Justice fera mettre en liberté les individus enfermés dans un dépôt de mendicité, dont il jugera inutile de prolonger l'internement jusqu'au terme fixé par le tribunal.

Art. 16. — Les juges de paix pourront mettre à la disposition du gouvernement, pour être internés dans une maison de refuge, les individus trouvés en état de vagabondage ou mendiant sans aucune des circonstances ci-dessus mentionnées à l'article 13.

Art. 17. — Les individus internés dans les maisons de refuge seront remis en liberté, lorsque leur masse de sortie aura atteint le chiffre qui sera fixé, par le Ministre de la Justice, pour les diverses

catégories dans lesquelles ces reclus seront rangés et d'après le métier qu'ils exerceront.

Art. 18. — Les individus internés dans une maison de refuge ne pourront en aucun cas y être retenus contre leur gré au delà d'un an.

Le Ministre de la Justice fera mettre en liberté tout individu interné dans une maison de refuge, dont il jugera que l'internement n'est plus nécessaire.

Art. 28. — Si, par suite d'une erreur commise dans la constatation de son âge, un individu n'ayant pas l'âge de 18 ans accomplis était mis à la disposition du gouvernement pour être enfermé dans un dépôt de mendicité, le transfèrement dans les écoles de bienfaisance de l'Etat serait immédiatement ordonné par le Ministre de la Justice.

De même, le transfèrement dans une maison de refuge serait immédiatement ordonné par le Ministre de la Justice, si un individu ayant dépassé l'âge de 18 ans accomplis était mis à la disposition du gouvernement pour être interné dans une école de bienfaisance de l'Etat.

Rédaction des tableaux. — La statistique des mouvements de la population des établissements de bienfaisance est dressé à l'aide de tableaux envoyés annuellement au département de la Justice par les directeurs des divers établissements.

La population moyenne donnée dans la colonne 16 du tableau suivant, est établie en divisant les journées d'entretien par 365.

Tableau n° 1. — MOUVEMENT DE LA POPULATION DES DÉPÔTS DE MENDICITÉ ET MAISONS DE REFUGE. — 1950.

ETABLISSEMENTS	ENTRÉES								SORTIES					Population au 31 décembre	Population moyenne
	Entrées réelles					Entrées par transfert	Entrées après évacuation	Total des entrées	Elargis	Transférés	Evadés	Décédés	Total		
	En vertu d'une décision judiciaire par application de la loi du 27 novembre 1891			Total											
	Article 13	Article 14	Article 16		Total										
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Hommes.															
Dépôt de Wortel....	3	299	3	—	305	78	46	429	255	120	53	4	432	238	230
Refuge de Wortel ..	4	—	—	547	551	105	27	683	513	161	35	11	720	316	327
Totaux :	7	299	3	547	856	183	73	1,112	768	281	88	15	1,152	554	557
Femmes.															
Dépôt de Sint-Andries.....	—	(1) 33	—	—	33	(2) 26	—	59	(3) 69	(4) 27	—	—	96	45	70
Refuge de Sint-Andries.....	1	—	—	(5) 32	33	(6) 18	—	51	(7) 38	(8) 19	—	—	57	26	34
Totaux :	1	33	—	32	66	44	—	110	107	46	—	—	153	71	104
Totaux généraux :	8	322	3	579	922	227	73	1,222	875	327	88	15	1,305	625	661

- (1) Non compris 1 enfant accompagnant sa mère ou né dans l'établissement.
- (2) Non compris 2 enfants accompagnant leurs mères ou nés dans l'établissement.
- (3) Non compris 2 enfants accompagnant leurs mères ou nés dans l'établissement.
- (4) Non compris 1 enfant accompagnant sa mère ou né dans l'établissement.
- (5) Non compris 4 enfants accompagnant leurs mères ou nés dans l'établissement.
- (6) Non compris 2 enfants accompagnant leurs mères ou nés dans l'établissement.
- (7) Non compris 8 enfants accompagnant leurs mères ou nés dans l'établissement.
- (8) Non compris 2 enfants accompagnant leurs mères ou nés dans l'établissement.

Tableau n° 2. — RÉPARTITION D'APRÈS LEURS ANTÉCÉDENTS DES RECLUS COMPOSANT LA POPULATION DES ÉTABLISSEMENTS AU 31 DÉCEMBRE 1950.

ETABLISSEMENTS	RECLUS MIS A LA DISPOSITION DU GOUVERNEMENT POUR :					TOTAL
	la première fois	la deuxième fois	la troisième fois	la quatrième fois	la cinquième fois ou plus	
1	2	3	4	5	6	7
Chiffres absolus.						
Hommes.						
Dépôt de Wortel.....	35	52	39	41	71	238
Refuge de Wortel.....	42	53	23	24	174	316
Totaux :	77	105	62	65	245	554
Femmes.						
Dépôt de Sint-Andries.....	13	8	8	16	—	45
Refuge de Sint-Andries.....	18	5	—	3	—	26
Totaux :	31	13	8	19	—	71
Totaux généraux :	108	118	70	84	245	625
Pourcentages.						
Hommes.						
Dépôt de Wortel.....	14.70	21.85	16.39	17.23	29.83	100.00
Refuge de Wortel.....	13.29	16.77	7.28	7.59	55.07	100.00
Totaux :	13.90	18.95	11.19	11.73	44.23	100.00
Femmes.						
Dépôt de Sint-Andries.....	28.88	17.78	17.78	35.56	—	100.00
Refuge de Sint-Andries.....	69.23	19.23	—	11.54	—	100.00
Totaux :	43.66	18.31	11.27	26.76	—	100.00
Totaux généraux :	17.28	18.88	11.20	13.44	39.20	100.00

Tableau n° 3. — RÉPARTITION PAR ÂGE DES RECLUS COMPOSANT LA POPULATION DES ÉTABLISSEMENTS AU 31 DÉCEMBRE 1950.

ETABLISSEMENTS	De 18	De 21	De 25	De 30	De 35	De 40	De 45	De 50	De 55	De 60	De 70	Total
	à 20 ans	à 24 ans	à 29 ans	à 34 ans	à 39 ans	à 44 ans	à 49 ans	à 54 ans	à 59 ans	à 69 ans	ans et plus	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
Chiffres absolus.												
Hommes.												
Dépôt de Wortel	16	33	5	14	27	21	36	41	32	13	—	238
Refuge de Wortel	3	30	—	10	30	26	17	37	33	91	39	316
Totaux :	19	63	5	24	57	47	53	78	65	104	39	554
Femmes.												
Dépôt de Sint-Andries	1	5	6	6	4	3	3	1	5	9	2	45
Refuge de Sint-Andries	3	3	4	2	—	2	3	1	—	5	3	26
Totaux :	4	8	10	8	4	5	6	2	5	14	5	71
Totaux généraux :	23	71	15	32	61	52	59	80	70	118	44	625
Pourcentages.												
Hommes.												
Dépôt de Wortel	6.72	13.86	2.10	5.88	11.34	8.82	15.14	17.24	13.44	5.46	—	100
Refuge de Wortel	0.95	9.49	—	3.16	9.49	8.23	5.38	11.72	10.44	28.80	12.34	100
Totaux :	3.43	11.38	0.90	4.33	10.29	8.48	9.57	14.07	11.74	18.77	7.04	100
Femmes.												
Dépôt de Sint-Andries	2.22	11.10	13.34	13.34	8.90	6.67	6.67	2.22	11.10	20.00	4.44	100
Refuge de Sint-Andries	11.54	11.54	15.38	7.69	—	7.69	11.54	3.85	—	19.23	11.54	100
Totaux :	5.63	11.27	14.08	11.27	5.63	7.04	8.46	2.82	7.04	19.73	7.04	100
Totaux généraux :	3.68	11.36	2.40	5.12	9.76	8.32	9.44	12.80	11.20	18.88	7.04	100

Tableau n° 4. — DURÉE DE L'INTERNEMENT SUBI PAR LES RECLUS SORTIS DES ÉTABLISSEMENTS. — 1950.
A. — Dépôts de mendicité.

RECLUS	Moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins de 9 mois	De 9 mois à moins de 12 mois	De 12 mois à moins de 15 mois	De 15 mois à moins de 18 mois	De 18 mois à moins de 21 mois	De 21 mois à moins de 24 mois	De 24 mois à moins de 3 ans	De 3 ans à moins de 4 ans	De 4 ans à moins de 5 ans	De 5 ans à moins de 6 ans	De 6 ans à moins de 7 ans	De 7 ans	TOTAL
	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Hommes.															
Elargis par expiration de terme	2	1	1	1	2	2	2	36	—	—	—	—	—	—	47
Elargis par décision du Ministre : terme d'internement prononcé :															
de 1 à 2 ans ...	55	39	21	15	20	16	5	1	—	—	—	—	—	—	172
de 2 à 3 ans ...	9	5	4	—	—	1	—	—	2	—	—	—	—	—	21
de 3 à 4 ans ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
de 4 à 7 ans ...	—	6	1	2	—	1	—	1	4	—	—	—	—	—	15
Conduits à la frontière	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Transférés	71	24	14	5	4	1	—	—	—	—	—	—	—	—	119
Evadés	46	5	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	52
Décédés	—	—	—	1	—	2	—	—	1	—	—	—	—	—	4
Souteneurs :															
Elargis par expiration de terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Elargis par décision du Ministre : terme d'internement prononcé :															
de 2 à 3 ans ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
de 3 à 4 ans ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
de 4 à 7 ans ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Conduits à la frontière	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Transférés	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Evadés	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1
Décédés	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux :	184	81	41	25	26	23	7	38	7	—	—	—	—	—	432
Femmes.															
Elargis par expiration de terme	—	—	—	—	—	—	—	—	32	3	—	—	—	—	35
Elargis par décision du Ministre : terme d'internement prononcé :															
de 1 à 2 ans ...	—	—	3	1	3	3	6	6	—	—	—	—	—	—	22
de 2 à 3 ans ...	—	1	—	2	—	3	1	1	2	—	—	—	—	—	10
de 3 à 4 ans ...	—	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2
de 4 à 7 ans ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Conduites à la frontière	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Transférées	12	7	5	1	—	1	—	1	—	—	—	—	—	—	27
Evadées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Décédées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Totaux :	12	10	8	4	3	7	7	40	5	—	—	—	—	—	96

Tableau 4 (suite).

B. — Maisons de refuge.

RECLUS	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
1	Moins de 1 mois	De 1 mois à moins de 2 mois	De 2 mois à moins de 3 mois	De 3 mois à moins de 4 mois	De 4 mois à moins de 5 mois	De 5 mois à moins de 6 mois	De 6 mois à moins de 7 mois	De 7 mois à moins de 8 mois	De 8 mois à moins de 9 mois	De 9 mois à moins de 10 mois	De 10 mois à moins de 11 mois	De 11 mois à moins de 12 mois	De 12 mois (expiration de terme)	Plus de 12 mois (par autorisation ministérielle)	Total	Sortis avant l'expiration de terme	Sortis à l'expiration du terme et au-delà	Total
Hommes.																		
Elargis par expiration de terme	—	—	—	—	—	1	—	1	2	1	2	—	30	31	68	37	31	68
Elargis par décision du Ministre	25	37	44	47	17	17	5	2	—	—	1	—	—	—	195	195	—	195
Conduits à la frontière	9	—	2	1	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	13	13	—	13
Transférés	61	31	32	16	10	8	2	—	1	—	—	—	—	—	161	161	—	161
Évadés	23	5	4	2	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	35	35	—	35
Décédés	—	—	1	3	—	—	—	1	—	2	1	—	—	3	11	8	3	11
Renvoyés par mesure disciplinaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Elargis en vertu art. 17, loi 27-11-1891	5	6	15	32	36	21	35	25	16	17	21	8	—	—	237	237	—	237
Total :	123	79	98	101	64	48	42	29	19	20	25	8	30	34	720	586	34	720
Femmes.																		
Elargies par expiration de terme	—	—	—	1	1	—	—	—	2	—	—	—	19	—	23	—	23	23
Elargies par décision du Ministre	—	1	—	1	3	1	1	2	—	3	1	2	—	—	15	15	—	15
Conduites à la frontière	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Transférées	4	6	2	1	—	3	1	—	—	—	2	—	—	—	19	19	—	19
Évadées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Décédées	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Renvoyées par mesure disciplinaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total :	4	7	2	3	4	4	3	2	2	3	3	2	19	—	57	34	23	57

Statistique des adoptions (*)

Année 1950.

La loi du 22 mars 1940, modifiant les articles 343 à 360 du Code civil est venue, dans une large mesure, adoucir les conditions auxquelles l'adoption était soumise.

Celle-ci tenue pour un contrat dérogeant aux règles naturelles de l'hérédité, était encore considérée avec méfiance par le Code civil. Les conditions pour faire naître le contrat, les formes à observer pour lui donner sa valeur étaient rigoureuses :

L'adoptant devait être âgé d'au moins 50 ans, et dépasser d'au moins 15 ans l'âge de l'adopté; il ne pouvait avoir ni enfant ni descendant légitime et devait avoir fourni à l'adopté des secours ou des soins ininterrompus pendant au moins six ans de la minorité de celui-ci.

L'adopté devait être âgé d'au moins 21 ans, et était tenu de rapporter les consentements de ses père et mère s'il n'avait pas atteint sa vingt-cinquième année.

L'acte devait être passé devant le juge de paix et ratifié par le tribunal de première instance et par la Cour d'appel.

La loi du 22 mars 1940, s'inspirant de l'intérêt de l'adopté et de justes motifs, apporte les allègements suivants :

La condition d'âge dans le chef de l'adopté est supprimée; un enfant peut être adopté. Le consentement des parents ou du représentant légal n'est plus nécessaire si l'adopté a atteint sa majorité.

Le minimum d'âge requis dans le chef de l'adoptant est réduit à 35 ans; il n'est plus besoin que celui-ci ait presté des secours ou soins, antérieurement, à la personne qu'il désire adopter.

L'acte d'adoption peut être passé, soit devant le juge de paix, soit devant notaire; la seule homologation par le tribunal de première instance suffit pour la validité de l'acte, la Cour d'appel n'intervenant plus qu'en cas de recours par requête, soit de la part des parties contractantes, soit de la part du procureur du Roi.

Le tableau ci-après dénombre, par année, les homologations d'adoptions, prononcées par les tribunaux de première instance, en tenant compte :

Dans le chef des adoptants : de l'adoption isolée par sexe, de l'adoption par des époux.

Dans le chef des adoptés : de leur sexe et de leur âge.

Ces renseignements étaient antérieurement publiés dans la « Statistique judiciaire de la Belgique ».

(*) Lire dans le *Bulletin de Statistique*, 30^e année, n° 7, juillet 1944, pages 222 et suivantes : « Une statistique des adoptions de 1931 à 1942 ».

ADOPTIONS HOMOLOGUÉES PAR LES TRIBUNAUX DE PREMIÈRE INSTANCE.
ANNÉE 1950.

ARRONDISSEMENTS	ADOPTANTS				ADOPTÉS													
	Hommes seuls	Femmes seules	Epoux	Au Total	de moins de 5 ans		de 5 ans à moins de 10 ans		de 10 ans à moins de 16 ans		de 16 ans à moins de 21 ans		plus de 21 ans		Total des adoptés			
					Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Garçons	Filles	Hommes	Femmes	du sexe masculin	du sexe féminin	des deux sexes	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	
Bruxelles	70	48	56	174	25	17	31	20	14	14	18	9	27	29	115	89	204	
Louvain	10	7	—	17	2	—	1	2	—	—	—	—	—	2	2	7	6	13
Nivelles	3	—	6	9	2	1	2	3	—	—	1	—	—	2	2	7	6	13
Anvers	43	9	17	69	12	27	9	4	3	1	3	3	11	8	38	43	81	
Malines	4	3	6	13	1	3	2	2	—	—	—	—	3	2	6	7	13	
Turnhout	1	—	3	4	1	—	—	1	—	—	—	1	1	—	2	2	4	
Mons	25	7	14	46	9	11	2	7	4	2	3	1	2	11	20	32	52	
Charleroi	27	9	8	44	9	7	5	4	3	1	3	4	7	9	27	25	52	
Tournai	7	10	11	28	4	6	2	3	1	1	—	3	6	7	13	20	33	
Gand	2	8	7	17	2	3	1	3	2	1	3	—	3	3	11	10	21	
Audenarde	4	5	1	10	—	1	1	—	—	1	2	—	1	4	4	6	10	
Termonde	1	6	2	9	—	2	1	—	—	2	—	—	3	1	4	5	9	
Bruges	11	6	5	22	4	1	5	—	3	4	3	2	4	1	19	8	27	
Courtrai	9	1	7	17	4	3	—	3	1	1	2	1	2	4	9	12	21	
Furnes	3	1	2	6	4	—	2	2	—	—	—	—	1	1	7	3	10	
Ypres	6	1	—	7	2	1	—	1	—	—	1	—	—	2	3	4	7	
Liège	34	20	37	91	16	10	11	9	6	5	4	2	17	20	54	46	100	
Huy	5	15	4	24	—	7	—	—	—	2	3	3	4	7	7	19	26	
Verviers	7	3	7	17	3	3	1	4	—	—	—	1	—	5	4	13	17	
Tongres	4	3	2	9	2	—	1	1	2	1	—	—	1	4	6	6	12	
Hasselt	1	2	1	4	1	1	—	—	—	1	—	—	—	1	1	3	4	
Arlon	3	5	3	11	2	2	—	2	—	—	2	—	2	1	6	5	11	
Marche-en-Famenne	—	4	2	6	—	1	—	—	—	1	—	—	1	2	1	3	4	
Neufchâteau	1	2	1	4	—	—	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	
Namur	11	7	4	22	6	8	3	2	1	—	—	1	2	5	12	16	28	
Dinant	4	2	5	11	—	—	—	3	—	—	1	1	2	5	3	9	12	
Par ressort de Cour d'appel de :																		
Bruxelles	190	93	121	404	65	72	54	46	25	20	28	22	66	73	238	233	471	
Gand	36	28	24	88	16	11	10	9	6	9	11	3	14	16	57	48	105	
Liège	70	63	66	199	30	32	16	21	9	10	11	8	30	54	96	125	221	
Le Royaume :	296	184	211	691	111	115	80	76	40	39	50	33	110	143	391	406	797	

Récapitulation.

Totaux pour le Royaume en :	Hommes seuls	Femmes seules	Epoux	Au Total	de moins de 5 ans	de 5 ans à moins de 10 ans	de 10 ans à moins de 16 ans	de 16 ans à moins de 21 ans	plus de 21 ans	Total des adoptés							
1949	271	212	251	734	116	108	58	62	63	56	41	41	135	155	413	422	835
1948	281	217	278	776	117	128	61	72	43	52	52	41	161	161	434	454	888
1947	295	247	242	784	106	120	53	57	52	52	40	38	208	166	460	433	893
1946	296	270	260	826	95	110	65	73	44	52	47	52	211	187	462	474	936
1945	198	194	210	602	58	97	51	47	32	43	32	46	135	155	308	388	696
1944 (*)	99	171	102	372	23	40	28	20	17	36	20	26	108	117	196	239	435

(*) Non compris les chiffres de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles.

Actes notariés

Extrait du « Bulletin de Statistique », n° 5, mai 1951.

On trouvera ci-dessous, par canton et par arrondissement, le relevé des actes notariés, avec l'indication du montant des droits d'enregistrement qui ont été perçus.

RELEVÉ DES ACTES NOTARIÉS ET DES DROITS D'ENREGISTREMENT PERÇUS, PAR CANTON ET PAR ARRONDISSEMENT. — ANNÉE 1950.

CANTONS	1950		CANTONS	1950	
	Actes notariés Nombre	Droits d'enregistrement perçus		Actes notariés Nombre	Droits d'enregistrement perçus
Bruxelles (4 cantons)	24,326	198,339,731	Malines (2 cantons)	5,100	17,800,063
Anderlecht	4,871	23,117,923	Duffel	1,462	3,217,504
Assche	2,829	7,097,096	Heist-op-den-Berg	2,625	5,911,301
Hal	2,855	8,281,080	Lierre	1,635	5,304,619
Ixelles (2 cantons)	6,357	38,341,259	Puurs	1,613	3,590,544
Molenbeek-Saint-Jean	4,774	19,874,275			
Saint-Gilles	2,601	12,850,250	<i>Arrond. jud. de Malines :</i>	12,435	35,824,031
Saint-Josse	6,452	33,869,474	Turnhout	2,324	6,957,621
Schaerbeek (2 cantons)	7,484	39,859,142	Arendonk	1,252	3,439,219
Sint-Kwintens-Lennik	2,276	7,115,436	Herentals	2,682	6,524,542
Uccle	5,070	30,728,011	Hoogstraten	1,121	3,288,691
Vilvorde	2,756	7,359,786	Mol	3,793	7,433,551
Wolvertem	2,840	8,647,931	Westerloo	1,758	4,835,720
<i>Arrond. jud. de Bruxelles :</i>	75,491	435,431,404	<i>Arrond. jud. de Turnhout :</i>	12,930	32,479,344
Louvain (2 cantons)	7,724	24,014,681	Mons	4,662	16,201,650
Aarschot	1,566	3,129,044	Boussu	2,871	4,519,128
Diest	2,088	4,900,342	Chièvres	778	2,088,151
Glabbeek	876	2,170,056	Dour	2,556	4,509,838
Haacht	2,306	5,785,839	Enghien	868	2,224,105
Tirlemont	2,584	9,566,815	La Louvière	2,911	8,269,746
Léau	706	2,379,460	Lens	2,060	5,271,663
<i>Arrond. jud. de Louvain :</i>	17,850	51,946,237	Pâturages	2,629	5,257,696
Nivelles	4,384	15,275,749	Rœulx	1,751	3,948,602
Genappe	1,406	3,310,505	Soignies	1,893	6,487,229
Jodoigne	2,163	7,173,031	<i>Arrond. jud. de Mons :</i>	22,979	58,777,811
Perwez	1,029	2,253,478	Charleroi (2 cantons)	8,108	24,985,243
Wavre	3,943	13,214,037	Beaumont	800	2,131,907
<i>Arrond. jud. de Nivelles :</i>	12,925	41,226,800	Binche	2,787	6,546,323
Anvers (4 cantons)	23,406	124,384,118	Châtelet	3,550	8,256,629
Berchem	1,914	7,418,408	Chimay	1,181	3,667,250
Boom	1,589	5,514,945	Fontaine-l'Évêque	2,354	5,522,404
Borgerhout	4,134	15,018,903	Gosselies	2,223	5,587,374
Brecht	2,281	6,408,284	Jumet	3,043	6,758,040
Ekeren	3,287	9,719,487	Marchienne-au-Pont	1,705	5,007,260
Kontich	1,684	4,772,428	Merbes-le-Château	803	1,729,024
Zandhoven	1,460	3,455,083	Seneffe	2,165	4,900,638
<i>Arrond. jud. d'Anvers :</i>	39,755	176,691,657	Thuin	1,269	2,941,094
<i>Arrond. jud. de Charleroi :</i>	29,898	78,033,186			

CANTONS	1950		CANTONS	1950	
	Actes notariés Nombre	Droits d'enregistrement perçus		Actes notariés Nombre	Droits d'enregistrement perçus
Tournai	2,967	11,454,068	Bruges (3 cantons)	9,565	43,815,064
Antoing	1,368	2,723,561	Ardoise	544	1,514,865
Ath	979	3,267,300	Gistel	1,314	3,323,901
Celles	686	1,448,104	Ostende	2,734	10,967,508
Flobeeq	684	1,623,412	Ruiselede	424	1,602,709
Frasnes	1,141	3,696,558	Tielt	903	4,619,889
Lessines	1,664	4,091,625	Torhout	2,379	8,801,888
Leuze	958	2,701,150			
Péruwelz	1,122	1,933,428	<i>Arrond. jud. de Bruges :</i>	17,863	74,645,774
Quevaucamps	1,129	2,575,274			
Templeuve	1,092	2,153,926			
<i>Arrond. jud. de Tournai :</i>	13,790	37,668,406	Courtrai (2 cantons)	4,461	17,341,792
			Avelgem	638	2,532,221
Gand (3 cantons)	9,143	46,594,388	Harelbeke	2,088	7,259,021
Assenede	865	2,259,516	Izegem	1,013	4,693,538
Deinze	991	5,026,306	Menin	2,432	9,346,581
Eeklo	1,375	7,281,658	Meulebeke	1,036	2,959,607
Evergem	2,082	7,818,500	Mouscron	2,876	8,371,058
Kaprijke	750	2,498,634	Moorsele	992	3,666,817
Kruishoutem	1,014	2,777,677	Oostrozebeke	633	2,231,902
Ledeberg	1,497	6,841,686	Roulers	2,033	7,582,966
Lochristi	727	1,921,166			
Nazareth	1,063	4,386,428	<i>Arrond. jud. de Courtrai :</i>	18,202	65,985,503
Nevele	674	1,525,266			
Oosterzele	1,649	6,297,643	Furnes	1,109	6,223,441
Waarschoot	1,014	3,567,181	Dixmude	915	3,732,676
Zomergem	790	2,607,017	Haringe	700	3,479,761
			Nieuport	861	3,583,281
<i>Arrond. jud. de Gand :</i>	23,634	101,403,066			
			<i>Arrond. jud. de Furnes :</i>	3,585	17,019,159
Audenarde	1,930	7,601,138			
Grammont	1,501	4,640,214	Ypres (2 cantons)	1,626	8,167,524
Herzele	2,619	5,974,195	Hoogdele	523	1,909,032
Nederbrakel	857	2,483,068	Messines	689	2,958,505
Ninove	3,635	9,888,303	Paschendale	685	3,283,080
Renaix	1,579	8,364,399	Poperinge	903	2,955,594
Sint-Maria-Horebeke	402	1,113,511	Wervik	974	4,436,168
Zottegem	1,090	3,871,793			
<i>Arrond. jud. d'Audenarde :</i>	13,613	43,936,621	<i>Arrond. jud. d'Ypres :</i>	5,400	23,709,903
Termonde	2,386	8,140,293	Liège (2 cantons)	9,826	50,965,646
Alost	4,768	15,264,414	Dalhem	884	2,386,487
Beveren	1,556	3,866,556	Fexhe-Slins	2,326	7,031,098
Hamme	1,366	3,915,765	Fléron	2,506	8,199,237
Lokeren	1,361	5,076,173	Grivegnée	2,592	10,074,898
Sint-Gillis-Waas	2,742	5,544,521	Herstal	2,363	7,128,832
Saint-Nicolas	2,434	8,807,515	Hollogne-aux-Pierres	2,854	6,063,636
Tamise	1,324	3,202,818	Louveigné	1,301	3,230,598
Wetteren	1,758	4,303,427	Saint-Nicolas	2,078	8,125,039
Zele	1,438	3,821,005	Seraing	3,367	9,430,088
			Waremmes	1,469	4,142,556
<i>Arrond. jud. de Termonde :</i>	21,133	61,942,487	<i>Arrond. jud. de Liège :</i>	31,566	116,778,065

CANTONS	1950		CANTONS	1950	
	Actes notariés Nombre	Droits d'enregistrement perçus		Actes notariés Nombre	Droits d'enregistrement perçus
Huy	2,418	6,665,817	Messancy	1,172	3,199,913
Ferrières	622	1,340,797	Virton	1,263	2,798,823
Hannut	1,379	4,625,751			
Héron	791	1,434,108	<i>Arrond. jud. d'Arlon :</i>	5,623	14,796,580
Jehay-Bodegnée	1,333	3,893,322			
Landen	1,399	2,323,086	Marche-en-Famenne	878	1,997,704
Nandrin	1,047	3,385,772	Durbuy	798	2,666,115
			Erezée	413	820,240
<i>Arrond. jud. de Huy :</i>	8,989	23,668,653	Houffalize	586	1,658,905
			Laroche	594	1,307,768
Verviers	3,006	12,702,158	Nassogne	458	1,749,453
Aubel	884	3,605,141	Vielsalm	893	2,932,282
Dison	1,145	6,102,775			
Eupen	1,522	5,424,756	<i>Arr. jud. de Marche-en-Famenne :</i>	4,650	13,132,467
Herve	741	2,963,603			
Limbourg	941	3,480,437	Neufchâteau	855	3,139,361
Malmédy	1,691	4,193,735	Bastogne	777	1,740,039
Saint-Vith	1,129	2,475,117	Bouillon	417	1,150,309
Spa	1,940	7,073,560	Paliseul	548	1,429,362
Stavelot	986	2,178,795	Saint-Hubert	779	2,141,120
			Sibret	408	1,051,162
<i>Arrond. jud. de Verviers :</i>	13,985	50,200,077	Wellin	337	796,030
Tongres	1,773	5,329,045	<i>Arrond. jud. de Neufchâteau :</i>	4,121	11,447,383
Bilzen	2,332	5,262,943			
Borgloon (Looz)	1,663	4,148,912	Namur (2 cantons)	6,227	20,548,933
Brée	928	2,248,944	Andenne	1,320	4,503,909
Maaseik	1,235	2,745,094	Eghezée	1,255	4,065,661
Mechelen	1,637	3,722,835	Fosses	2,553	5,944,035
Zichen-Zussen-Bolder	932	1,805,741	Gembloux	2,052	5,687,707
<i>Arrond. jud. de Tongres :</i>	10,500	25,263,514	<i>Arrond. jud. de Namur :</i>	13,407	40,750,245
Hasselt	3,222	10,476,485	Dinant	1,612	5,256,889
Beringen	2,051	3,979,551	Beauraing	794	1,635,017
Heck-la-Ville	1,611	3,763,707	Ciney	1,400	4,253,038
Neerpelt	2,026	4,012,064	Couvin	1,266	3,632,455
Peer	837	1,691,156	Florennes	803	2,000,513
Saint-Trond	2,216	6,515,977	Gedinne	647	1,387,622
			Philippeville	821	2,403,612
<i>Arrond. jud. de Hasselt :</i>	11,993	30,438,940	Rochefort	804	1,769,896
			Walcourt	1,079	2,525,259
Arlon	1,561	5,631,610			
Etalle	742	1,305,901	<i>Arrond. jud. de Dinant :</i>	9,256	24,864,331
Fauvillers	243	348,168			
Florenville	642	1,512,165	<i>Total général :</i>	455,573	1,688,061,644

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES
ET DES CLASSES MOYENNES
INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE

STATISTIQUE DES CONCORDATS
ET FAILLITES EN 1950



EXTRAIT DU « BULLETIN DE STATISTIQUE »

N° 1. Janvier 1952.

Statistique des concordats et faillites en 1950

I° - Concordats judiciaires

Tableau 1. - CONCORDATS JUDICIAIRES.

ANNÉES	Nombre de demandes de concordats		Demandes de concordat judiciaire						
	antérieures à l'année	introduites durant l'année	accueillies et suivies d'homologation	rejetées		admisses par les créanciers mais non suivies d'homologation	suivies de déclaration de faillite pendant la procédure	retirées	tenues en suspens
				avant toute procédure	pour défaut de majorité				
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1945	184	—	4	—	1	5	—	—	174
1946	174	7	11	1	—	—	—	—	169
1947	169	41	16	2	6	—	9	2	175
1948	175	58	15	10	2	—	5	1	200
1949	200	134	64	16	7	7	19	5	216
1950	(1) 210	(2) 141	79	12	16	4	31	5	204

(1) Chiffre rectifié.
 (2) Non compris 6 affaires en cours.

Tableau 2. - CONCORDATS CLÔTURÉS PAR LIQUIDATION APRÈS ABANDON D'ACTIF.
 Dividende distribué mis en rapport avec le passif.

DIVIDENDES DISTRIBUÉS	PASSIF								Total
	de moins de 10,000 fr	de 10,000 fr à moins de 50,000 fr	de 50,000 fr à moins de 100,000 fr	de 100,000 fr à moins de 200,000 fr	de 200,000 fr à moins de 500,000 fr	de 500,000 fr à moins de 1,000,000 fr	de 1,000,000 fr à moins de 5,000,000 fr	de 5,000,000 fr et plus	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Rien	—	—	—	—	2	1	—	—	3
Moins de 10 %	—	—	—	—	—	—	—	—	—
De 10 à 20 %	—	—	—	—	—	—	—	—	—
De 20 à 30 %	—	—	—	—	—	1	—	—	1
De 30 à 50 %	—	—	—	—	1	—	—	—	1
De 50 à 75 %	—	—	—	—	—	1	—	—	1
De 75 % et plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Paiement intégral	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Inconnu	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total :	—	—	—	—	3	3	—	—	6

2° - Faillites

Tableau 3. - FAILLITES. - APERÇU GÉNÉRAL.

TRIBUNAUX	NOMBRE DE FAILLITES														
	anté-rieures à l'année	déclarées pendant l'année					réouvertes		Total des fail-lites	terminées					restant à termi-ner à la fin de l'année
		sur avec du failli	à la poursuite des créanciers		d'office	Total	après clô-ture pour défaut d'actif	après révo-cation du concor-dat		par concor-dat	par liqui-dation	révo-quées	closes à défaut d'actif	Total	
			sur assi-gnation	sur re-quête											
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16
Bruxelles	232	97	38	2	11	148	—	—	380	4	10	1	62	77	303
Louvain	12	—	4	—	2	6	—	1	19	—	—	—	2	2	17
Nivelles	18	3	4	1	1	9	—	—	27	—	—	—	4	4	23
Anvers	469	29	45	7	2	83	—	—	552	2	17	9	38	66	486
Malines	50	4	2	2	5	13	1	—	64	1	1	1	2	5	59
Turnhout	12	1	3	—	1	5	—	—	17	—	—	—	1	1	16
Mons	38	5	2	2	11	20	—	—	58	—	3	4	8	15	43
Charleroi	178	4	6	—	9	19	—	—	197	—	—	—	6	6	191
Tournai	37	3	—	—	1	4	—	—	41	—	10	—	11	21	20
Gand	94	13	7	2	6	28	1	—	123	2	8	2	7	19	104
Audenarde	7	—	1	1	1	3	—	—	10	—	1	—	—	1	9
Alost	10	—	—	—	4	4	—	—	14	3	3	—	—	6	8
Saint-Nicolas	26	1	—	—	3	4	—	—	30	—	4	—	2	6	24
Termonde	5	—	1	—	2	3	—	—	8	—	2	—	—	2	6
Bruges	27	5	—	2	22	29	—	—	56	1	2	2	1	6	50
Ostende	39	9	2	—	16	27	—	—	66	3	2	—	7	12	54
Coutrai	82	2	4	1	1	8	—	—	90	1	10	—	8	19	71
Furnes	11	—	1	2	—	3	—	—	14	—	2	—	—	2	12
Ypres	9	1	1	—	—	2	—	—	11	—	1	—	2	3	8
Liège	84	23	18	1	4	46	—	6	136	—	11	—	—	11	125
Huy	11	1	1	—	1	3	—	—	14	—	—	—	—	—	14
Verviers	39	1	—	—	1	2	—	1	42	—	2	1	2	5	37
Tongres	19	2	—	1	3	6	—	—	25	—	—	—	1	1	24
Hasselt	11	1	2	1	1	5	—	—	16	—	1	—	1	2	14
Arlon	15	—	—	1	1	2	—	—	17	—	—	—	—	—	17
Marche-en-Famenne	7	—	1	—	—	1	—	—	8	—	—	—	—	—	8
Neufchâteau	18	—	—	—	—	—	—	—	18	—	—	—	7	7	11
Namur	31	3	8	1	3	15	—	—	46	1	3	1	1	6	40
Dinant	15	1	4	1	1	7	—	2	24	—	5	—	1	6	18
Cour d'appel de															
Bruxelles	1046	146	104	14	43	307	1	1	1355	7	41	15	134	197	1158
Gand	310	31	17	8	55	111	1	—	422	10	35	4	27	76	346
Liège	250	32	34	6	15	87	—	9	346	1	22	2	13	38	308
Totaux généraux :	1606	209	155	28	113	505	2	10	2123	18	98	21	174	311	1812

Tableau 4. - FAILLITES DÉCLARÉES. - A. - MONTANT DU PASSIF.

TRIBUNAUX	Nombre total des faillites déclarées	MONTANT DU PASSIF								
		de moins de 10,000 fr	de 10,000 fr à moins de 50,000 fr	de 50,000 fr à moins de 100,000 fr	de 100,000 fr à moins de 200,000 fr	de 200,000 fr à moins de 500,000 fr	de 500,000 fr à moins de 1,000,000 fr	de 1,000,000 fr à moins de 5,000,000 fr	de 5,000,000 fr et plus	encore inconnu
		3	4	5	6	7	8	9	10	11
Bruxelles	148	1	3	6	7	42	24	44	10	11
Louvain	6	—	2	—	—	2	—	—	—	—
Nivelles	9	—	—	1	—	4	1	2	—	—
Anvers	83	—	4	4	3	11	15	23	3	20
Malines	13	—	—	—	3	—	4	2	—	4
Turnhout	5	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mons	20	—	—	4	3	9	3	2	—	—
Charleroi	19	—	—	1	2	7	5	3	—	4
Tournai	4	—	—	—	1	2	1	—	—	1
Gand	28	—	—	1	2	1	2	2	—	20
Audenarde	3	—	—	—	—	—	2	1	—	—
Alost	4	—	—	—	—	—	1	3	—	—
Saint-Nicolas	4	—	—	—	—	1	1	2	—	—
Termonde	3	—	—	—	—	1	1	1	—	—
Bruges	29	2	4	1	4	7	1	5	3	2
Ostende	27	1	1	7	4	6	4	4	—	—
Coutrai	8	—	—	1	1	3	1	2	—	—
Furnes	3	—	—	—	—	2	1	—	—	—
Ypres	2	—	—	—	1	1	—	—	—	—
Liège	46	—	4	1	7	16	9	5	1	3
Huy	3	—	—	—	—	—	—	3	—	—
Verviers	2	—	—	—	—	2	—	—	—	—
Tongres	6	1	1	—	—	1	3	—	—	—
Hasselt	5	—	—	—	1	1	2	1	—	—
Arlon	2	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Marche-en-Famenne	1	—	—	—	—	—	—	—	—	2
Neufchâteau	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Namur	15	—	—	1	3	6	2	3	—	—
Dinant	7	—	—	—	—	4	2	—	—	—
Cour d'appel de										
Bruxelles	307	1	9	16	19	77	53	77	14	41
Gand	111	3	5	10	12	22	14	20	3	22
Liège	87	1	5	2	11	30	18	13	1	6
Totaux généraux :	505	5	19	28	42	129	85	110	18	69

B. - PROFESSION DU FAILLI.

Table with columns for professions and provinces. Rows include categories like 'I. Vente ou location de denrées et marchandises', 'II. Entreprises de travaux publics', etc. Provinces listed include Bruxelles, Louvain, Nivelles, etc.

Tableau 5. - FAILLITES TERMINÉES PAR CONCORDAT. Dividende distribué mis en rapport avec le passif.

Table showing dividend distribution by bankruptcy type and amount. Columns: DIVIDENDES DISTRIBUES, PASSIF (various ranges), Total. Rows: Rien, Moins de 10%, De 10 à 20%, etc.

Tableau 6. - FAILLITES TERMINÉES PAR LIQUIDATION. Dividende distribué mis en rapport avec le passif.

Table showing dividend distribution by bankruptcy type and amount. Columns: DIVIDENDES DISTRIBUES, PASSIF (various ranges), Total. Rows: Rien, Moins de 10%, De 10 à 20%, etc.

Tableau 7. - FAILLITES TERMINÉES PAR LIQUIDATION. Emploi de l'actif réalisé.

Table showing asset utilization by bankruptcy type. Columns: CLASSEMENT DES FAILLITES, Nombre des faillites, Passif chirographaire, Actif réalisé, Frais de tout genre, Honoraires des curateurs, Paiements aux créanciers (privilégiés, chirographaires).

Juridiction du travail – Année 1950

Extrait du « Bulletin de Statistique », n° 12, décembre 1951.

Les données de la statistique des juridictions du travail sont inscrites pour chacun des conseils de prud'hommes et des conseils de prud'hommes d'appel, par les soins des greffiers, dans des formulaires issus du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale.

Transmis par ce département à l'Institut national de Statistique, ces documents y sont vérifiés et dépouillés en tant qu'ils concernent l'administration de la justice et les actes spéciaux de ces juridictions.

Tableau 1. – CONSEILS DE PRUD'HOMMES.
APERÇU DES AFFAIRES INSCRITES, TERMINÉES ET RESTANT À JUGER.

SIÈGE DE JURIDICTION	Chambre	BUREAU DE CONCILIATION					BUREAU DE JUGEMENT					CONSEIL				
		Nombre d'affaires					Nombre d'affaires					Nombre d'affaires				
		pendantes et inscrites dans l'année	terminées par conciliation	renvoyées au bureau de jugement	renvoyées au Conseil	recusées sans suite	pendantes et inscrites dans l'année	terminées à l'amiable	terminées par jugement	rayées ou abandonnées	restant à juger à la fin de l'année	pendantes et inscrites dans l'année	terminées à l'amiable	terminées par jugement	rayées ou abandonnées	restant à juger à la fin de l'année
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Bruxelles	O*	2,159	331	88	1,465	275	88	—	83	—	5	885	101	712	—	72
	E*	1,648	120	12	1,271	245	12	—	7	—	5	1,129	143	782	—	204
Hal	M*	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	91	32	56	—	3
	O	39	14	—	18	7	—	—	—	—	—	12	—	11	—	1
Vilvorde	E	10	—	—	9	1	—	—	—	—	—	6	—	5	—	1
	M	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—
Louvain	O	15	—	—	12	3	—	—	—	—	—	2	—	—	—	2
	E	12	2	—	7	3	—	—	—	—	—	8	—	2	—	6
Nivelles	M	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	—
	O	97	25	—	52	20	—	—	—	—	—	59	2	45	—	12
Tubize	E	36	9	—	27	—	—	—	—	—	—	16	3	11	—	2
	M	39	6	—	19	14	—	—	—	—	—	12	5	6	—	1
Wavre	O	9	2	—	6	1	—	—	—	—	—	10	—	8	—	2
	E	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3	—	3	—	—
Anvers	M	9	3	1	2	3	1	—	1	—	—	2	—	2	—	—
	O	2	1	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—
Malines	E	115	47	27	30	11	65	—	65	—	—	13	—	13	—	—
	M	12	3	—	6	3	—	—	—	—	—	9	—	9	—	—
Turnhout	O	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—
	E	1,903	203	—	1,217	483	—	—	—	—	—	370	42	324	—	4
Mons	M	472	60	—	375	37	—	—	—	—	—	384	50	324	—	10
	O	60	—	—	48	12	—	—	—	—	—	21	4	16	—	1
Soignies	E	42	5	3	14	20	3	—	1	—	2	20	10	10	—	—
	M	42	6	—	25	11	—	—	—	—	—	28	5	20	—	3
Binche	O	96	36	—	45	15	1	—	1	—	—	23	3	19	—	1
	E	22	2	—	19	1	—	—	—	—	—	14	2	11	—	1
Font-l'Évêque	M	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	O	38	18	1	13	6	1	—	1	—	—	13	—	3	—	—
Charleroi	E	25	7	—	15	3	—	—	—	—	—	15	—	15	—	—
	M	2	—	—	2	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—
La Louvière	O	36	17	—	17	2	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—
	E	4	—	—	3	1	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—
Pâturages	O	278	85	7	69	117	3	—	3	—	—	29	10	19	—	—
	E	44	10	—	28	6	—	—	—	—	—	34	7	27	—	—
Soignies	M	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—
	O	48	12	—	4	32	—	—	—	—	—	10	1	8	—	1
Binche	E	16	5	—	5	6	—	—	—	—	—	8	1	6	—	1
	M	3	—	—	3	—	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—
Font-l'Évêque	O	7	4	—	1	2	—	—	—	—	—	3	—	2	—	1
	E	7	1	—	—	6	—	—	—	—	—	3	—	1	—	2
Charleroi	M	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—
	O	2,312	2,089	5	82	136	5	—	5	—	—	83	3	77	—	3
Binche	E	326	235	—	50	41	—	—	—	—	—	53	11	38	—	4
	M	114	69	2	32	11	1	1	—	—	—	29	2	27	—	—
Font-l'Évêque	O	13	4	—	8	1	—	—	—	—	—	7	1	6	—	—
	E	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Font-l'Évêque	O	167	25	—	139	3	—	—	—	—	—	47	—	43	—	4
	E	13	2	—	11	—	—	—	—	—	—	11	—	6	—	5

* O = Pour ouvriers, E = Pour employés, S = Spéciale pour ouvriers du port, M = Mixte.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17
Tournai	O	19	5	—	11	3	—	—	—	—	—	11	—	10	—	1
	E	10	3	—	4	3	—	—	—	—	—	4	—	3	—	1
	O	11	8	—	—	3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Lessines	E	9	2	—	5	2	—	—	—	—	—	5	1	4	—	—
	M	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Gand	O	335	112	58	118	47	58	25	33	—	—	118	14	93	—	11
	E	195	62	1	121	11	1	—	1	—	—	121	5	90	—	26
	O	11	6	—	4	1	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—
Eeklo	E	3	1	—	2	—	—	—	—	—	—	2	2	—	—	—
	E	8	3	—	2	3	—	—	—	—	—	3	2	—	—	1
Audenarde	E	3	2	—	1	—	—	—	—	—	—	2	—	—	—	1
	E	27	7	—	14	6	—	—	—	—	—	12	—	12	—	—
Renaix	O	11	3	—	6	2	—	—	—	—	—	9	2	7	—	—
	E	39	9	—	27	3	—	—	—	—	—	5	—	5	—	—
Termonde	O	7	2	—	3	1	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—
	E	78	17	5	36	20	5	—	1	—	—	1	—	1	—	—
Alost	E	31	3	—	21	6	—	—	3	—	2	24	3	13	2	6
	M	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	31	2	23	1	5
	O	24	9	2	7	6	—	—	2	—	—	1	—	1	—	—
Saint-Nicolas	E	26	4	2	18	2	—	—	2	—	—	16	2	11	—	3
	M	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	25	2	16	—	7
	O	162	—	—	162	—	—	—	—	—	—	3	—	—	—	3
Bruges	E	43	—	43	—	—	—	—	—	—	—	49	—	49	—	—
	M	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	17	—	17	—	—
Ostende	E	258	22	44	192	—	6	1	5	—	—	2	—	2	—	—
	O	22	—	—	22	—	—	—	—	—	—	134	29	101	—	4
	F	22	—	—	22	—	—	—	—	—	—	22	3	17	—	2
Tielt	E	22	16	1	3	2	1	—	1	—	—	3	—	2	—	1
	O	3	—	—	2	1	—	—	—	—	—	3	—	2	—	1
	E	71	29	—	42	—	3	2	1	—	—	16	—	16	—	—
Courtrai	E	35	13	—	22	—	—	—	—	—	—	31	17	13	—	1
	M	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—
	O	19	4	4	10	1	1	—	1	—	—	7	—	7	—	—
Mouscron	E	5	1	—	4	—	—	—	—	—	—	4	2	1	—	1
	M	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—
	O	72	20	2	24	26	11	—	—	—	11	22	4	16	—	2
Roulers	E	56	10	—	36	10	—	—	—	—	—	28	3	25	—	—
	M	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—
	O	32	11	—	21	—	—	—	—	—	—	28	1	27	—	—
Ypres	E	10	2	—	4	4	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—
	M	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	O	535	173	—	348	14	—	—	—	—	—	229	29	137	—	63
Liège	E	201	14	—	80	107	—	—	—	—	—	104	6	74	—	24
	O	31	15	—	8	8	—	—	—	—	—	5	3	2	—	—
Comblain au P.	E	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—
	O	—	—	—	—	1	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Fléron	E	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	O	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Huy	E	75	6	—	23	46	—	—	—	—	—	3	—	1	—	2
	O	17	1	—	6	10	—	—	—	—	—	2	—	1	—	1
Jemeppe	E	46	21	—	18	7	—	—	—	—	—	16	1	15	—	—
	O	12	6	—	3	3	—	—	—	—	—	3	1	1	—	1
Verviers	E	177	22	21	49	85	25	—	15	—	10	86	—	59	—	27
	O	58	10	—	31	17	—	—	—	—	—	59	2	35	—	22
Eupen	E	22	6	—	8	8	—	—	—	—	—	7	—	7	—	—
	O	13	5	—	4	4	—	—	—	—	—	4	—	4	—	—
Hasselt	O	103	19	—	79	5	—	—	—	—	—	25	2	22	—	1
	E	51	3	—	37	11	—	—	—	—	—	19	—	16	—	3
Namur	O	140	21	33	67	19	33	—	33	—	—	39	9	30	—	—
	E	57	22	—	20	15	—	—	—	—	—	19	6	13	—	—
	M	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	2	—	2	—	—
	O	27	16	—	7	4	—	—	—	—	—	7	3	4	—	—
Andenne	E	9	—	—	6	3	—	—	—	—	—	6	—	6	—	—
	O	47	32	—	6	9	—	—	—	—	—	6	—	6	—	—
Auvclais	E	8	2	—	4	2	—	—	—	—	—	4	—	3	—	1
	M	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	1	—	—
Dinant	O	29	6	—	17	6	—	—	—	—	—	11	2	7	—	2
	E	11	2	—	5	4	—	—	—	—	—	5	—	2	—	3
Philippeville	O	105	71	—	28	6	—	—	—	—	—	37	13	18	—	6
	E	3	1	—	2	—	—	—	—	—	—	2	—	1	—	—
	M	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Le Royaume	O	10,040	3,675	304	4,562	1,499	313	29	254	—	30	2,539	296	2,009	2	232
	E	3,623	643	60	2,336	584	17	—	12	—	5	2,273	278	1,653	1	341
	M	67	—	—	54	13	—	—	—	—	—	142	36	99	—	7
Total :		13,730	4,318	364	6,952	2,096	330	29	266		35	4,954	610	3,761	3	580

Tableau 1bis. — DÉPÔTS DE RÈGLEMENTS D'ATELIER ET DE DESSINS ET MODÈLES INDUSTRIELS.

SIÈGE DE JURIDICTION	NOMBRE de dépôts de règlements d'atelier	NOMBRE de dépôts de dessins et modèles industriels	SIÈGE DE JURIDICTION		
			1	2	3
Bruxelles	1,510	338	Alost	277	4
Hal	73	5	Saint-Nicolas	—	5
Vilvorde	28	5	Bruges	—	4
Louvain	147	1	Ostende	179	1
Nivelles	47	3	Tielt	—	22
Tubize	6	4	Courtrai	161	12
Wavre	45	2	Mouscron	51	5
Anvers	543	29	Roulers	276	263
Malines	170	2	Ypres	47	1
Turnhout	232	3	Liège	175	28
Mons	79	1	Comblain-au-Pont	10	—
Dour	18	—	Fléron	—	—
La Louvière	60	4	Huy	49	2
Pâturages	56	3	Jemeppe	18	2
Soignies	31	1	Verviers	71	11
Charleroi	188	13	Eupen	1	—
Binche	53	2	Hasselt	161	4
Fontaine-l'Évêque	23	2	Namur	29	10
Tournai	70	2	Andenne	3	2
Lessines	30	1	Auvclais	17	1
Gand	332	12	Dinant	4	9
Eeklo	19	—	Philippeville	20	—
Audenarde	24	3			
Renaix	31	1	Le Royaume :	5,408	837
Termonde	41	14			

Tableau 2. — CONSEILS DE PRUD'HOMMES D'APPEL. APERÇU DES AFFAIRES INSCRITES, TERMINÉES ET RESTANT À JUGER.

RESSORT DE	CHAMBRE	AFFAIRES A JUGER			AFFAIRES TERMINÉES			AFFAIRES restant à juger
		Pendantes au début de l'année	Nouvelles introduites pendant l'année	Total	par arrêt au fond	par radiation, abandon, etc.	Total	
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Bruxelles	pour ouvriers	85	110	195	95	—	95	100
	pour employés	173	215	388	234	—	234	154
	mixte	34	19	53	41	—	41	12
Anvers	pour ouvriers	30	60	90	73	—	73	17
	pour employés	43	96	139	43	—	43	96
	mixte	5	2	7	—	—	—	7
Mons	pour ouvriers	20	9	29	17	—	17	12
	pour employés	8	20	28	14	—	14	14
	mixte	—	6	6	6	—	6	—
Gand	pour ouvriers	15	14	29	23	—	23	6
	pour employés	27	32	59	46	—	46	13
	mixte	—	2	2	2	—	2	—
Bruges	pour ouvriers	—	18	18	18	—	18	—
	pour employés	—	27	27	27	—	27	—
	mixte	—	3	3	3	—	3	—
Liège	pour ouvriers	7	23	30	22	—	22	8
	pour employés	14	31	45	32	—	32	13
	mixte	1	3	4	1	—	1	3
Namur	pour ouvriers	—	6	6	6	—	6	—
	pour employés	2	7	9	9	—	9	—
	mixte	—	1	1	1	—	1	—
Le Royaume	pour ouvriers	157	240	397	254	—	254	113
	pour employés	267	428	695	405	—	405	290
	mixte	40	36	76	54	—	54	22
Total :		464	704	1,168	713	—	713	453

STATISTIQUE JUDICIAIRE DE LA BELGIQUE - 1950

SOMMAIRE

- I^{ère} PARTIE Statistique criminelle de la Belgique.
- II^e PARTIE Rapport statistique sur l'activité des Cours et Tribunaux, Affaires répressives, civiles et commerciales.
- III^e PARTIE Statistique des condamnations prononcées par les Tribunaux correctionnels, Conseils de Guerre et la Cour militaire.
- IV^e PARTIE Protection de l'Enfance.
- V^e PARTIE Statistique sur l'application de la loi de Défense sociale du 9 avril 1930.
- VI^e PARTIE Statistique des grâces et de la libération conditionnelle.
- VII^e PARTIE Divorces et séparations de corps.
- VIII^e PARTIE Statistique du vagabondage et de la mendicité.
- IX^e PARTIE Statistique des adoptions.
- X^e PARTIE Actes notariés.
- XI^e PARTIE Statistique des concordats et faillites.
- XII^e PARTIE Juridictions du travail.